REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

I

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME DIX-NEUVIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1914

054
R3274
1914
[v. 1]
JUN 29 '14

125207

LA
GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES
DE FRANCE[1]

III[2]

IX

DANS LES COULOIRS. — PAX AUT BELLUM

L'agrément de la Chambre, c'est d'être à la fois une foule et une solitude. On y est nombreux et on y est seul. De collègue à collègue, on ne se doit qu'une politesse de gens de bonne compagnie qui voyagent dans le même wagon. Cette liberté fait l'agrément de la maison. Elle se restreint pour celui qui désire être ministre; elle s'élargit à l'infini pour celui qui n'appartient à aucun groupe. Je n'attends rien, je ne désire rien; mon indépendance est parfaite...

O quiétude! Je vous chante dans l'instant même où je vous perds. Une ambition m'est venue! A toutes les heures du jour, maintenant, je suis le fâcheux qui, un papier à la main, entraîne celui-ci et celui-là, et tout le monde, à tour de rôle, dans l'embrasure d'une fenêtre; je souhaite plaire à des adversaires, obtenir leur bonne grâce et leur collaboration, et leur faire signer le projet de résolution que voici : « La Chambre, considérant que

(1) *Copyright by* Émile-Paul, 1914.
(2) Voyez la *Revue* des 1er et 15 décembre 1913.

l'ensemble de nos monumens d'architecture religieuse constitue un trésor national et qu'il y a lieu de le sauvegarder, invite le Gouvernement à assurer, par des règles légales, la préservation et la conservation de ces monumens. »

C'est peu de chose, mais ce serait décisif. Pour l'accepter, il n'y a pas besoin d'être catholique, il suffit d'être intelligent. J'ai bon espoir. On insiste sur la bêtise ou la vulgarité de cette Chambre! Ce n'est pas ma thèse. Elle regorge de gens qui savent faire des choses difficiles et qui, en deux temps et trois mouvemens, se haussent à tenir les grands emplois. Pourquoi dans une conversation familière ne les tirerait-on pas hors de leurs préjugés les plus sombres? Rien à faire, c'est entendu, avec ces êtres sans lumière dont le gros œil méfiant et très vite irrité ne sait rien voir au delà de l'abreuvoir du village, mais pourquoi ne pas causer avec ceux que je soupçonne de combattre les églises par amour des écoles? Nous avons en commun l'idée d'un héritage de pensées, d'un bien spirituel à transmettre aux enfans. Ils m'offrent une anse par où je puis les saisir.

Un des premiers que j'aborde, c'est M. Ferdinand Buisson, que je rencontre chaque semaine à la Commission de l'Enseignement. Il me répond :

— Mais pourquoi pas? Je passe mes vacances dans un petit village où je vis en paysan; on y est très pauvre; je donne mon obole au curé pour qu'il entretienne le bâtiment de son église. Dès l'instant qu'il ne s'agit pas de revenir sur la loi de Séparation, je signe.

Un socialiste unifié, M. Albert Thomas, universitaire, avec une belle franchise intellectuelle, me donne, lui aussi, son nom et me promet un constant appui.

Bons débuts, encourageans! mais j'arrive vite à des couches plus dures. Un homme de valeur et de culture, après avoir examiné mes plus émouvantes photographies de ruines, me refuse son appui avec cette dure réflexion :

— Pour se réaliser, la royauté a détruit bien des choses belles et excellentes, pourquoi voulez-vous que la démocratie ne le fasse pas?

C'est une réponse exceptionnelle. Le ton ordinaire de ceux qui se dérobent est mieux donné par ce radical qui, sans essayer de justifier les vandalismes que je lui raconte, me dit :

— Qu'y faire, monsieur Barrès! c'est l'histoire de toutes les

batailles. Il y a des coups qui portent d'une manière malheureuse !

Le brave homme ! Il avait vraiment du chagrin dans la voix. Et je rencontre beaucoup de collègues de son espèce. Ah ! nos églises, on les aime bien au Palais-Bourbon. On les aime presque trop. Je commence à en avoir le frisson. Je pense quelquefois à une troupe de blancs tombés aux mains d'une tribu anthropophage. On les nourrit fort bien et même on les engraisse ; un jour, ils sauront pourquoi ! Toutes ces semaines, dans les couloirs, devant les photographies de belles petites églises rurales que je montre, je vois une quantité de gens aux yeux brillans qui se lèchent les babines ! Je me demande avec inquiétude si ce n'est pas pour les manger.

L'autre jour, un radical-socialiste m'écoutait avec bienveillance.

— Soit ! me dit-il, j'accepte que la commune et l'État se préoccupent d'assurer la vie de l'édifice religieux, mais j'y mets une condition. L'église entretenue par la collectivité doit devenir la maison de la collectivité. Il faut que dans nos villages, une fois les cérémonies cultuelles accomplies, elle soit à la disposition des sociétés.

— Quelles sociétés, grand Dieu !

— Les sociétés philanthropiques et autres d'un caractère élevé. En Alsace, vous avez des églises qui servent tour à tour aux catholiques et aux protestans. Et voyez ! les gens de Bâle invitent notre collègue Jaurès à parler dans leur cathédrale.

— Jaurès dans l'église du village ! J'aimerais mieux qu'elle s'écroulât.

Mon radical eut un cri de triomphe :

— Ah ! vous voyez, vous apportez dans la question une préoccupation confessionnelle.

— Non, je refuse simplement d'organiser la guerre civile au village.

Et j'aurais pu ajouter : introduire l'antichristianisme dans nos églises, c'est les vouer à la mort. Des antichrétiens détestent le sens même de nos édifices religieux. Ils tendent fatalement à les modifier. Qu'on leur livre Notre-Dame de Paris, Chartres, Amiens, Reims et Beauvais pour y installer la déesse Raison, ils auront tôt fait par une suite de mesures, à leurs yeux les plus utiles et les plus convenables, de dénaturer ces hautes nefs où, dans chaque détail, ils trouvent marquée et proclamée

la suprématie de la foi, qui est justement ce qu'ils nient. Ce serait folie de compter sur les ennemis du Christ, fussent-ils des esthètes, pour maintenir intégralement un édifice qui est la figure et la pensée, l'expression même du Christ.

Ce serait folie, mais cette folle idée, je la distingue chez un grand nombre de mes collègues, et si l'on regarde bien, elle éclate de toutes parts dans le pays. Il y a nombre de communes pour tenter de la réaliser. De tous côtés des maires prétendent enlever au curé son droit de jouissance exclusive. On en a vu prescrire des sonneries civiles à la pointe du jour, à midi, à la tombée de la nuit, afin de supprimer les sonneries de l'*Angelus* qui ont lieu à ces mêmes heures ; autoriser les sonneries pour les obsèques civiles, pour les baptêmes civils, pour les fêtes municipales, pour l'heure des repas, pour la reprise des travaux des champs, pour les réunions du conseil municipal, pour l'appel des enfans à l'école, pour l'ouverture ou la fermeture du scrutin ; permettre à toute personne de faire sonner les cloches, moyennant un salaire au sonneur, pour des cérémonies privées ; enfin réduire le nombre des sonneries religieuses, voire les interdire tout à fait. On a vu un maire faire ouvrir par un serrurier la porte de l'église, y introduire un convoi funèbre, et procéder à un simulacre d'enterrement religieux. On a vu ailleurs les offices célébrés par un prêtre interdit. Et il y a des tribunaux à Rodez, à Château-Chinon, à Nérac, pour approuver ces abus de pouvoir. Sans doute, la jurisprudence jusqu'à cette heure a rectifié ces empiétemens, a maintenu l'usage de l'église aux seuls prêtres, mais la prétention subsiste en doctrine et aspire à triompher. Qu'est-ce que je vous disais donc, qu'on aime les églises ? On se les arrache.

Sommes-nous là devant un mot d'ordre de l'anticatholicisme, ou devant des volontés spontanées et convergentes ? Je n'en sais rien, mais cette vue qui m'est ouverte sur le désir de certains anticatholiques de s'installer dans les églises, avive mon impatience de connaître la pensée politique de nos gouvernans. Que veulent les pilotes qui dirigent notre navigation sur cet océan de haine ?

A maintes reprises, j'ai essayé d'interroger le nouveau ministre de l'Intérieur, M. Steeg. Il est fuyant, pressé, distrait, obscur. Je ne vois ni ses yeux ni ses intentions. Je ne vois que sa retraite derrière une épaisseur de silence et de phrases brous-

sailleuses. Et moi, sans fusil, sans arme, n'ayant même pas en main un morceau de brioche, je poursuis infatigablement cet animal craintif. Quand j'ai réussi à le joindre, sur tous sujets il est excellent de courtoisie et de clarté, mais qu'une pointe de clocher apparaisse à l'horizon, il se métamorphose en brouillard et s'évapore.

Du moins ai-je pu causer avec quelques-unes des fortes têtes du parti au pouvoir.

— Nous ne sommes pas les ennemis des églises, me disent-ils; vos raisons valent à nos yeux, mais le moment n'est pas venu.

Et c'est en vain que je leur parle de la pluie, du vent, des gouttières et de la foudre, ils regardent ailleurs, prennent de grands airs sagaces.

L'un d'eux me dit :

— Les prêtres ont été bien maladroits, monsieur Barrès.

Puis il se tait en tirant sur son cigare. Je ne sais comment vous rendre son accent et la signification de son silence. Il s'est mis à songer, tout en attendant que je continue. C'est un de ces hommes qui ont frappé l'Église quand ils avaient le pouvoir à conquérir et qui maintenant voudraient bien le garder avec l'aide de celle qu'ils sentent immortelle. Ils ne haïssent plus, puisqu'ils n'y ont plus intérêt. Mais comment « se rabibocher? »

J'ai laissé mon homme à ses méditations. Voici le fruit des miennes. Je crois que l'idée de nos politiques, à cette minute, serait de prolonger la détresse des églises pour garder une arme contre le Vatican et une valeur d'échange. Ils sont assez inquiets de s'être privés des moyens de coercition que le Concordat leur fournissait, et ils calculent qu'en laissant les édifices cultuels en péril, ils tiennent dans une mesure quelconque le clergé... A mon avis, ils acceptent, pour une date indéterminée, le principe de régler le problème des églises, mais il entendent que ce soit d'une manière qui mette dans leurs mains quelque nouveau moyen de pression électorale... Au reste, s'il faut que les églises meurent, ils en prennent leur parti. Ne sommes-nous pas tous mortels? Les églises sont de vieilles gens, de vieilles grand'mères; il faut qu'elles meurent, c'est la loi du monde et le bonheur des héritiers. Mais tout se fera décemment, et, dès maintenant, il est bien entendu qu'on prendra un moulage de leurs chers visages sur leurs lits de mort.

Nous nous sommes occupés de cela, l'autre matin, en séance. Nous n'avons pas voté un sou pour les entretenir. A quoi bon prolonger les souffrances de ces malheureuses? Mais Jaurès a éveillé la sympathie universelle pour les musées et les collections de moulages :

— Notre pays, a-t-il dit, est riche de trésors incomparables, et il est évidemment un de ces pays de fine et profonde culture qui peuvent offrir au monde des œuvres qui ne se trouvent nulle part ailleurs. Ce qui nous manque, c'est le don de mise en œuvre...

Et il a demandé qu'on fît une place beaucoup plus large aux détails de notre architecture religieuse dans le musée du Trocadéro.

Nous avons tous applaudi. Grâce au ciel, désormais, les plus honnêtes arrangemens sont pris pour le décès des églises; le mouleur, sa truelle en main, se tient à côté du cadavre... Mais, une idée! Si, avec ce plâtre, on bouchait les trous de pluie? Je l'ai dit à la Chambre :

« Nous admirons, au musée du Trocadéro, des moulages de nos principaux types d'architecture et, le plus souvent, d'architecture religieuse; n'aurons-nous pas une pensée pour les sœurs de ces magnifiques églises, pour des églises qu'on ne classe pas parce qu'elles auraient été, à leur époque, des copies et que les commissions de classement ne veulent garder que les modèles de premier rang. Des copies, des répliques, des doubles? Non pas! L'artiste, l'architecte et même la population du petit pays introduisaient dans les plus modestes églises un élément personnel, une légère modification, quelque chose qui les rend intéressantes, d'une manière chaque fois nouvelle, pour les artistes et pour les patriotes. Une fois de plus, je demande au Gouvernement de vouloir bien prendre en considération un problème si important et qui ne sera pas toujours vivant : les charmantes et touchantes églises, si vénérables, si précieuses, s'inclinent, et, faute de soins, si vous n'intervenez, elles vont commencer à mourir. »

On a applaudi, et puis on est passé à un autre numéro du cirque parlementaire.

En vérité, au milieu de pareilles scènes, comment l'esprit ne se troublerait-il pas jusqu'à douter de sa force! Faut-il nécessairement que ses créations cèdent aux puissances de mort et

que la folle végétation recouvre et délite le temple édifié par le génie ! Où êtes-vous, belles heures de plénitude et d'élan ? Ici l'âme se rétracte et s'engourdirait. De tels jours, en fin de séance, à l'heure où l'atmosphère de la salle en s'épaississant répand sur tous les visages d'affreux tons jaunâtres, il est difficile d'échapper à une sorte d'empoisonnement, à une dépression que nous valent, je pense, tant de discours dispersés en poussières malsaines. On s'en revient chez soi navré, avec un sentiment amer et profond de la brutalité des uns et de l'impuissance des autres. On voudrait s'enfuir dans la solitude, s'enfermer dans le monde des sentimens intérieurs. Et pourquoi pas ? Pourquoi, au soir de ces journées malfaisantes, me refuserais-je d'aller dans le monde exaltant des idées ? Ce n'est pas déserter la bataille. J'emmènerai avec moi les images que je viens de recueillir. Il faut pousser tous ces gens-là comme un troupeau vers les sommets, les faire rentrer dans leur type historique, les obliger d'avoir une âme et un nom, les rassembler là-haut autour de leurs idoles. Alors cette ménagerie prend un prodigieux intérêt moral, et des médiocrités qui allaient nous lasser parlent fortement à l'imagination.

Je repasse les conversations qui m'ont le plus frappé, depuis des mois que je cause avec mes collègues. Il y a un léger recul de l'anticléricalisme typique, au front de bœuf, aux yeux injectés de sang. Les jeunes radicaux et radicaux-socialistes sont moins d'attaque, moins musclés. Enfans de la victoire, nés dans des jours heureux et dans des circonscriptions qu'ils ont peut-être conquises sur les vieilles barbes de leur parti, ils ignorent ces vigoureuses rancunes contre le presbytère qui présidaient à la formation des purs. Certaines brutalités de la lutte, telles que la laïcisation des hôpitaux, la destruction des ordres contemplatifs et l'abandon de l'architecture religieuse, ne les remplissent pas de fierté. Il leur arrive de reconnaître aux catholiques quelques supériorités. Deux d'entre eux causaient devant moi des garderies d'une grande ville industrielle du Nord, d'un de ces asiles où les ouvriers laissent le matin leurs enfans aux soins des religieuses et les reprennent le soir au sortir du travail.

— Il faudrait bien que nous ayons cela, disait l'un.

— Où trouverons-nous les dévouemens ?

— Bah ! c'est affaire de décorations.

Et ils se mirent d'accord, comme sur un fait d'expérience commune, pour constater qu'en dehors du monde religieux, on n'obtenait rien qu'avec de l'argent et des rubans.

Mais, pour atténué qu'il soit, leur antic éricalisme demeure foncier. Ces nouveaux venus se trouvent embarqués d'une telle manière, — là-dessus pas d'illusions, — qu'ils travaillent et travailleront pour que la France se débarrasse de ce qui porte l'empreinte chrétienne. Et leur antichristianisme n'est pas un simple article de programme, une nécessité de leur carrière politique, c'est bien un préjugé placé à la racine de toute leur pensée. Tous s'accordent pour croire qu'au village ils peuvent avantageusement remplacer l'église par l'école. Ils ne soupçonnent pas la raison d'être de la religion; ils ne voient pas qu'elle correspond à des besoins réels; ils éprouvent pour elle un mépris tranquille, sans méchanceté, voire indulgent, dont leur physionomie est tout illuminée. Dans un Albert de Mun, un Groussau, « ces représentans d'un autre âge, » ils peuvent saluer la perfection de l'art et le caractère, mais ils ne doutent pas de leur propre supériorité intellectuelle. Aux yeux de tous ces hommes avec qui je viens de m'entretenir, la religion n'est qu'un ensemble de superstitions, une conception de l'univers dépassée, une vieille forme de l'esprit, une des peaux que l'humanité a progressivement dépouillées et laissées sur son chemin.

Ils le croient dur comme fer. Et qui de nous n'a pas été dressé à le croire? Les maîtres à qui nous devons les enivremens de notre vingtième année nous ont tous aiguillés sur l'antichristianisme. Ils nous affirmaient que nous saurions, de nous-même, trouver comme un Marc-Aurèle, comme un Gœthe, cette sagesse modératrice, cet équilibre, cette lumière et cette abondance, bref cette paix que l'Église offrait à nos pères et que d'ailleurs, à vingt ans, nous ne songions guère à désirer.

— Comment diable! me disent parfois en conversation familière, quelques-uns de mes jeunes collègues, vous de qui nous connaissons toute la suite des ouvrages et qui n'avez jamais renié ni Taine, ni Renan, ni Sainte-Beuve; comment êtes-vous dans cet état d'esprit de célébrer les églises, non seulement pour leur beauté, mais encore d'un point de vue moral et spirituel? C'est pour les autres, n'est-ce pas?

— Ah! non, par exemple! Non! J'ai horreur de cette concep-

tion sèche d'une religion pour le peuple. Je ne suis pas de ceux qui aiment dans le catholicisme une gendarmerie spirituelle ! C'est pour moi-même que je me bats. Une église dans le paysage améliore la qualité de l'air que je respire. Parfaitement ! Ce qu'il y a de plus vivant et de plus noble chez les gens de France et chez moi s'accroît dans l'atmosphère catholique. Chacun de nous trouve dans l'église son maximum de rendement d'âme. Je défends les églises au nom de la vie intérieure de chacun.

— C'est bien extraordinaire.

— Mais non ! leur dis-je, fort ordinaire. Seulement, il faut avoir de l'expérience et de la rêverie. C'est la courbe normale d'une vie à la française et sans doute du plus grand nombre des vies dans tous les climats.

Et je suis tenté de leur raconter une espèce de petite histoire, la mienne, la leur, celle de tout le monde, une allégorie en trois points qui ne vaudrait complètement que si les paroles en étaient rayées et remplacées par de la musique, par cette musique courte et profonde qu'un Henri Duparc sait écrire, musique pareille à ces rivières lentes et noires qui coulent à ras de terre dans une campagne déserte.

Pax aut Bellum. — Il y a une trentaine d'années, je faisais mon premier voyage d'Italie. J'avais vingt ans. J'apprenais l'italien, j'étudiais l'histoire des arts et l'histoire du *Risorgimento*, je m'émouvais des gloires de la place publique et de celles qui se perfectionnent dans la solitude ; je lisais les poètes et je regardais les charmantes figures des jeunes Italiennes pareilles aux vierges des musées. Autour de moi, tout était poésie, romanesque, éclat, volupté, et je me disais : Quand pourrai-je me placer dans une de ces belles séries ? Quand donc en aurai-je fini avec ces lentes préparations de ma vie ?

Ces heures déjà lointaines, je les revois nettement, comme des îles brillantes sur la mer, et je me rappelle, entre autres, un jour que j'ai passé à Monte Olivetto, près de Sienne, dans le vieux couvent rouge sur la colline de cyprès noirs. Depuis lors, beaucoup de plaisirs et d'ennuis sont venus s'interposer entre mon esprit et ces images du passé. N'importe ! je respire encore les plaisirs que ce printemps italien dégageait de l'immense paysage raviné, calciné, planté d'arbres de cimetière, et je perçois,

comme s'il était d'hier, le désœuvrement qui flottait, par cette après-midi trop longue, sur les brillantes peintures de Signorelli et de Sodoma.

Ces grandes scènes, charmantes et fastueuses sous les arceaux du cloître, c'est un saisissement divin. Au premier choc, tout notre être s'élance, mais de cette haute émotion, l'instant d'après, retombe à la plate vie. En moins d'une heure, j'avais épuisé toutes les ivresses de la solitude. Le couvent était quasi désert; depuis que les moines en ont été expulsés, seuls y demeurent un prieur et quelques frères qui assurent l'entretien des vastes bâtimens, et cette demi-mort de la maison de prière devenue un reliquaire voluptueux avivait encore ma fermentation. J'allais trouver l'aimable prieur et, durant dix minutes, je lui exposais de bonne foi que le sublime de la vie, c'est l'intensité qu'elle prend dans une telle retraite, puis, sur son explication de l'emploi de ses journées, je sentais, je déclarais que le sublime ne se trouve qu'ailleurs, et je rejoignais les insipides compagnons que le hasard du voyage m'avait donnés depuis Sienne : un gros Marseillais tout rond, accompagné d'une nièce d'occasion, qui cachaient mal leur bonheur facile, tels Jupiter avec Hébé, derrière tout ce qu'ils avaient pu emporter de l'atmosphère de la Cannebière. Dix minutes, ils étaient la vie même, et tout de suite après, d'un ennui mortel. Je les fuyais pour retourner à la promenade, à la rêverie, à des lectures qui ne savaient pas me retenir.

Le ciel de Toscane déroulait sa splendeur sur ce paradis de l'art. Autour de moi, tout était neuf, plein de promesses et cependant fermé. J'étais excité par ce beau décor et impatient d'en voir d'autres; j'interrogeais avec un excès de confiance toutes ces richesses éparses, et leurs réponses me décevaient. Ah ! ces beautés qui nous racontent les plaisirs et les douleurs des autres, ces cloîtres embaumés de fleurs, ces musées étincelans de formes divines, comme ils nous dégoûtent, à vingt ans, de notre plumage grisâtre, et nous font crier : « Des ailes, des ailes ! » A vingt ans, le jeune Disraëli, le futur lord Beaconsfield, était si fort ébranlé par le désir du pouvoir et de la gloire, ressentait une telle excitation nerveuse, qu'il croyait percevoir la rotation de notre planète. Il se figurait aller à l'encontre du mouvement de la terre et l'enregistrer comme celui qui prendrait un tapis roulant à l'envers.

Le lendemain, au moment de partir, j'allai avec les deux Marseillais prendre congé du prieur à qui chacun de nous remit, en remerciement de son hospitalité, une aumône pour ses œuvres. Et lui, à son tour, avec une charmante bonne grâce, il voulut nous offrir et nous dédier des brochures consacrées à son beau monastère. Sur la mienne, il tint un instant sa plume levée, et me regardant, il dit :

— Que vais-je écrire : *Pax aut Bellum?*

Et moi de répondre précipitamment, comme si l'hésitation seule était déjà une offense à tous ces rêves d'agitation et de gloire qui m'appelaient sur la scène du monde :

— *Bellum!*

Ce fut un scandale. Le Marseillais et sa nièce me tiraient par mon veston. Mais le prieur, avec un sourire paisible, répliqua :

— Non, jeune homme, *Pax.*

Il dit cela avec solennité, en maintenant sur moi son regard, puis il écrivit lentement sur le petit livre que je possède encore le mot *Pax*, d'une écriture grande et claire, tandis que mes compagnons l'approuvaient d'une manière un peu désobligeante pour un jeune arrogant.

« Alors le jeune garçon s'enfuit sauvagement dans la vie. » Ainsi s'exprime le poète. Et de fait, aux heures de sa première force, un jeune homme s'acharne, foule aux pieds, dédaigne tant de choses qu'on peut le prendre pour un barbare. Je songe à cette fresque aux couleurs vineuses, violacées, pleines d'orage, que Delacroix peignit sur la muraille de Saint-Sulpice, et au jeune voyageur qui, tête baissée, dans une mystérieuse solitude où tressaillent d'un vague étonnement les choses, n'hésite pas d'assaillir l'ange.

Quel sentiment de la hiérarchie spirituelle dans le paysage ! Que ces grands chênes jouissent du plaisir d'être robustes ! Comme ils étalent et tourmentent leurs branchages sous les lueurs du matin ! Et ces buissons, ces rochers, comme ils demeurent dans un puissant repos ! Cette nature serait belle à soumettre, ces hautes montagnes à sillonner de routes, ces grands arbres à débiter en planches et en poutres ; cette terre si neuve produirait joyeusement une abondante moisson ; des parfums, des effluves, des aimans, des secours profonds enveloppent,

viennent caresser doucement le passant. Mais un jeune héros, lui, ne songe pas à réjouir ses yeux du splendide rideau de ces apparences et ne se contenterait pas d'une tranquille possession. Obligé par sa force propre, il court à son haut destin ; il va droit à l'esprit. Quel drame ! Le voyageur a jeté à terre ses vêtemens et ses armes. Corps à corps, il affronte l'envoyé mystérieux du ciel. Comme un jeune bélier, il fonce, la tête en avant, légèrement inclinée, et sur ce dur petit crâne rond, on croit voir pointer des cornes.

Ce combattant, c'est une des plus belles images guerrières. Un jeune héros, d'un mouvement irrésistible, s'élance au cœur de la vie ; il court à ce que les faits contiennent d'émotion ; sur tous les domaines, il se fraye un passage jusqu'à l'esprit. Où qu'il débouche, c'est d'un tel élan que du monde de la nature il a pénétré dans le monde de l'âme... Celui-ci, que veut-il de cet ange ? « Laissez-moi aller, lui dit le mystérieux génie du ciel, car l'aurore commence déjà. » Et le jeune audacieux répond : « Je ne vous laisserai pas aller que vous ne m'ayez béni... »

Dans une sorte d'ivresse, devant tous les spectacles, les paysages, les événemens, les objets, j'ai désiré confusément l'esprit qu'ils contenaient. J'ai voulu le discerner, le saisir, me mesurer avec lui. Non pour le détruire ! Je n'ai jamais rêvé de rien jeter à terre. Je combattais pour m'affermir et m'augmenter. Je voulais me conquérir dans tout. Je me suis opposé violemment à tout ce qui n'était pas moi, mais quand j'avais pris corps à corps l'esprit mystérieux, je lui demandais sa bénédiction, son amitié, son alliance. Que nous attaquions ce qui court, ce qui rampe ou ce qui vole, nous ne cherchons pas d'autre fruit de la victoire que de nous annexer plus d'âme.

Où cela nous a-t-il mené ? Me suis-je, comme je voulais, développé, haussé, totalement employé ? D'étape en étape, je distingue mieux au fond de mon être une force oubliée, dédaignée, d'abord assoupie, mais accrue de toutes mes alliances ; j'entends un désir qui n'a pas eu sa part et qui chante plus fort à mesure que tous les autres, rassasiés jusqu'à la satiété, se taisent. Cette voix profonde me hèle, réclame son ascension à la lumière et s'efforce mystérieusement de redresser le cours de ma vie.

« *Pax aut Bellum*, » m'a dit le solitaire de Monte Olivetto. J'ai répondu : « *Bellum*. » Aujourd'hui, je connais la stérilité de ces luttes, de ces heurts, où s'absorbe la jeunesse, et qui ne valent qu'autant qu'un mariage, une alliance, une étroite union les terminent ; je sais que, pour progresser, il faut s'associer avec un nombre de choses chaque jour plus considérable, prendre le pas avec tout ce qui marche, trouver le rythme universel, cesser de s'opposer, retrouver l'unité dont nous sommes issus, où nous devons rentrer. Après trente années, la voix du vieil homme s'est fait accueillir; les cordes qu'elle devait frapper se sont mises à vibrer, et l'enthousiasme qui me disposait à une vie dangereuse se résout en une nostalgique aspiration à l'harmonie. Aujourd'hui, si je rencontrais l'Ange, je n'engagerais pas la lutte, je lui dirais : « Bel étranger, où est votre violon ? »

Pax ! mot magique, formule d'un désir, vieux comme l'humanité, de nous soumettre, de nous déprendre de nous-mêmes et de nous hausser hors du monde de la nature aveugle et batailleuse. « Maintenant, plus que de la musique, » conseille la Sibylle à Socrate. « Je ne veux pas mourir sur le coffre, » déclarait Turenne. Jean-Jacques Rousseau fait un recueil d'airs, de romances et de duos qu'il intitule : *Les consolations des misères de ma vie*. Au terme de son âge, Beethoven compose dans sa *Messe en ré* le triomphe de la paix intérieure. Lamartine, chargé d'expériences et d'années, conclut que « l'homme n'a pas été créé pour autre chose que l'adoration. » Même le vieux Renan, un degré plus bas, disait : « Je lirai des romans. » Et j'en connais pour qui ces trois lettres *Pax*, inscrites sur le marbre, ramènent la douceur dans un cimetière de novembre.

Ah ! puisse-t-elle ne jamais disparaître de nos villages, la haute demeure au front de laquelle rayonne ce grand mot, si puissant qu'il adoucit la mort. Que l'église s'écroule, où pourrons-nous rejoindre désormais le monde de l'âme, et, pauvres gens, écouter la musique de la Sibylle, les airs, les romances et les duos de Jean-Jacques, l'hymne adorant de Lamartine? Nous faudra-t-il nous contenter d'une nature aveugle, implacable? Où verrons-nous s'épanouir la fleur merveilleuse que nous demandons vainement aux chènevières, aux prairies et aux bois ? Où donc la nostalgique aspiration de l'âme apprendra-t-elle à briser, à faire éclater le moi individuel ? Où perce-

vrons-nous ce qu'aucun laboureur n'a noté dans ses cultures, et qui fait le suprême enivrement d'une vie pleine de jours, la chanson du grain de blé qui meurt dans le sillon pour renaître ?

X

LA RÉUNION DE CAEN

31 mai 1912.

Mon collègue Engerand m'a dit :

— Vous devriez venir à Caen nous parler des églises.

J'ai remercié et refusé.

— Caen est une ville admirable, que vous me montreriez mieux que personne. Mais j'ai décliné trente fois de faire des conférences sur les églises.

— Je vous comprends, m'a répondu Engerand; ne pouvant pas aller partout, vous décidez de n'aller nulle part; je ferais comme vous. Mais Caen est un lieu hors de pair, c'est « la ville des églises, » la patrie de M. de Caumont, le siège de la première société d'archéologie française. Et puis, c'est le pays de Chéron.

— Pourquoi me parlez-vous de Chéron ?

— Ses amis n'ont jamais fait une difficulté pour l'entretien des églises. Écoutez des chiffres qui vous étonneront et que je vous garantis. La ville de Caen vient de consentir un sacrifice de deux cent mille francs pour remettre en état Saint-Jean, Saint-Pierre, Saint-Sauveur, enfin cinq églises; et le Conseil général du Calvados nous a voté une somme complémentaire de soixante-quinze mille francs. Naturellement, l'État y va de sa quote-part sur les fonds des monumens historiques. C'est votre système, n'est-ce pas? Vous préconisez la triple collaboration de l'État, de la commune et des fidèles. Venez l'exposer chez nous; nous-mêmes, nous vous dirons ce que nous faisons, et vous reviendrez à Paris avec des approbations et des exemples qui vous serviront devant la Chambre. Dites que vous acceptez, et la Société française d'Archéologie va prendre l'initiative de tout organiser.

J'ai cédé à l'insistance amicale d'Engerand, et je m'en félicite. Je reviens de Caen. La réunion de ce vendredi 31 mai 1912 a été excellente. M. Eugène Lefèvre-Pontalis, directeur de la Société française d'Archéologie, professeur à l'École des Chartes et membre de la Commission des Monumens historiques, prési-

dait. Il a fait une belle leçon sur les églises du Calvados. Engerand, avec beaucoup d'esprit, a tracé un portrait en pied de M. Homais (qui n'était certainement pas dans la salle, car tout le monde riait de bon cœur et applaudissait). J'ai pris la parole. J'ai insisté sur ce fait qu'en venant dans cette ville célèbre par ses richesses architecturales, au milieu de la Société française d'Archéologie fondée par l'illustre Caumont sur l'appel de Montalembert et de Victor Hugo, je voulais marquer, d'une manière très nette, le caractère de ma campagne et préciser le terrain sur lequel peuvent se rejoindre, sans se donner de démenti, tous les défenseurs de notre trésor artistique, tous les hommes respectueux de la vie de l'esprit. « Empêchons les églises de s'écrouler, ai-je dit ; plus tard, nous nous occuperons du règlement général des difficultés créées par la loi de Séparation. Une solution générale et définitive, tout le monde le sait bien, ne s'obtiendra que le jour où l'on voudra s'entendre avec Rome. Mais aujourd'hui, le problème urgent, pour lequel il faut une solution, fût-elle provisoire, c'est que les églises soient entretenues, sauvegardées, même si les Conseils municipaux s'y opposent. »

Ce sont là les idées que je compte exposer dans mon prochain discours à la Chambre. Elles furent accueillies aussi bien que possible. Sur l'estrade avaient pris place, autour de Lefèvre-Pontalis et d'Engerand, M. Perrotte, maire de Caen, qui est un des chefs du parti radical dans le Calvados, Monseigneur de Bayeux, MM. Flandin, député de Pont-l'Évêque, Souriau, professeur à la Faculté des Lettres et président de l'Académie de Caen ; de Longuemare, président de l'Association normande ; Le Vard, président de la Société des Beaux-Arts, etc. La présence de l'évêque, du maire radical, des députés progressistes, des universitaires, des présidens de sociétés savantes, réunis en dehors de toute division politique pour affirmer qu'il faut sauver les églises, était à elle seule un programme d'action et un résultat.

Je suis très heureux de cette journée. En soi, c'est déjà quelque chose de beau et d'émouvant qu'une affirmation en commun, fût-elle sans effet immédiat ; mais celle-ci me semble prophétiser le salut des églises. D'où pourrait venir un empêchement ? A la Chambre, M. Chéron vient de me dire que, s'il avait été libre, il aurait aimé assister à la réunion, et qu'il était

heureux de mon succès. De nombreux radicaux m'apportent leurs signatures. Je suis plein d'espoir, nous allons pouvoir faire voter mon projet de résolution. C'est tout de même quelque chose qui aide à la réussite, que d'avoir si profondément raison.

XI

HOMO SAPIENS

J'étais allé au Jardin des plantes préparer mon discours en me promenant. Je suis entré au Muséum. On y voit le tableau de la vie sur notre planète ; on y voit de vitrine en vitrine et d'âge en âge, à côté des premières gélatines animées, les familles d'êtres vivans surgir et mourir. Ces salles silencieuses où sont réunis comme par ordre de disparition les plus vieux témoins du monde, je les parcours à chaque visite avec un double respect, respect pour ce mystère infini et respect pour les savans qui ont si bien cherché et classé. Quelle excitation pour l'esprit, et en même temps, quelle simplicité et quelle unité, ce grand spectacle dépose dans notre âme !

Au troisième étage, à son rang de haute dignité dans la série animale, figure l'Homo Sapiens. Il est là naturellement à plusieurs exemplaires, dont un superbe, fort saisissant, bien complet, un homme de l'âge de pierre, qu'on a découvert dans une grotte auprès de Menton... Il vivait, Dieu sait quand, il y a au moins vingt mille ans, et déjà il faisait de grandes choses : il avait inventé le feu (on l'a trouvé auprès d'un foyer) et ces flèches que voilà près de lui ; et puis, c'était un artiste, il couvrait de dessins et de peintures les parois de son habitation. Il a bien mérité. Et chaque fois que je le visite, je suis content de le voir installé dans ce beau cadre, gardé par un descendant en casquette et entouré de soins administratifs très dignes.

Hier, tout animé par les méditations auxquelles je m'abandonne dans les marges de mon discours, je le regardais avec plus de sympathie encore. Il porte une résille de petits coquillages et cet ornement un peu affecté, maintenu dans sa chevelure par une longue épingle qu'on a laissée auprès de lui, s'accorde bien avec son caractère intellectuel dont témoignent ses travaux. Mais c'est sa personne même qui est parlante. Le voilà couché sur le côté, ses jambes repliées l'une sur l'autre, ses

mains jointes. C'est le geste du repos, c'est un homme qui se couche pour mourir. Ce corps fragile nous conserve l'attitude d'une âme. Des pensées, des sentimens s'expriment dans la position de ces ossemens. Nous sommes en présence d'un être qui connaît la douleur comme les bêtes et qui connaît la mort et ses terreurs comme nous autres. Comme il souffre, comme il pense ! O mon parent ! Ma foi, je me suis découvert, je me sentais gêné d'être là, le chapeau sur la tête, à le dévisager dans sa dure agonie.

Ce qui est venu jusqu'à nous, cela seul que nous savons de certain sur ce lointain ancêtre, c'est ce qu'il y a de plus immatériel, de plus insaisissable, de plus fugitif au monde, la dernière angoisse, la suprême lassitude de tout le corps d'un pauvre être. Ses fils l'entouraient-ils, le soutenaient-ils dans leurs bras? Avait-il autour de lui une petite société? Ou bien fut-il abandonné de sa femelle et de ses petits? Cela, je l'ignore; les actes de ce mort sont écoulés, mais il reste de lui cette attitude tragique, ce rayon lointain de douleur qui, sous nos yeux, le sacre pareil à nous.

Oui, celui-là s'était déjà dégagé du limon de l'animalité. L'étincelle de l'esprit brillait dans son regard. L'amour, le dévouement, la piété, l'honneur, toutes ces forces, toutes ces beautés, il les portait en lui; elles attendaient en lui.

Nous sommes étonnés, quand nous lisons les vieux chefs-d'œuvre, de voir que des sentimens subtils, délicats, poétiques que nous croyons rares aujourd'hui, existaient chez les hommes d'il y a des siècles. Nous sommes encore plus étonnés, quand nous voyons par les dessins comment ils marchaient, saluaient, s'accoudaient pour converser ou réfléchir. Mais nos nuances de physionomie, nos nuances d'âme, quelle stupeur de les trouver marquées sur notre plus lointain ancêtre ! Ce n'était pas seulement la même argile qui le formait, c'était le même feu qui l'animait. Il a connu les étoiles qui brillent dans notre ciel et les sentimens qui éclairent notre conscience. Pour traduire comment battait son cœur, il faudrait la même musique mystérieuse et indéterminée qui traduit la lenteur ou la précipitation de notre cœur. Dans ce terrible moment où la terre l'a saisi et gardé, nous le voyons, là, sous nos yeux, ce mourant, qui se dépasse, qui prend conscience de lui-même et qui s'interroge comme jamais il ne fit dans les heureuses journées de sa vie.

A cette minute où si souvent un éclair illumine notre âme, il se demande : « Suis-je abandonné ? Quel est mon sort ? Dans quel monde invisible vais-je entrer ? » La nature ne lui répond rien. Elle l'écrase. Il est tombé à terre, désarmé ; longuement il appelle, puis il courbe la tête, il se soumet, soit au silence terrible, soit à une voix qui lui répond et qui l'enchante ; il s'abandonne aux mains de la mort avec le sentiment de son ignorance devant quelque chose de sacré.

Quelle image prodigieuse, dont je n'épuise pas les leçons, ni le drame, cet ancêtre qui meurt auprès de son feu, entre ces hautes vitrines garnies des silex éclatés dont il faisait ses flèches et ses haches ! Son angoisse suprême est exposée devant tous ; nous pouvons l'étudier tout aussi commodément que les outils de son industrie. Cette petite salle du Muséum est un des miracles du monde. C'est un de ces lieux où l'on n'est pas en présence d'un individu, mais en présence de l'Homme (de la même manière qu'en écoutant certaines réflexions de Pascal, c'est l'Homme que l'on entend penser). Dans cette vitrine de notre aïeul, j'entends, je vois les premiers vagissemens de la science et de la religion. Sur ce frêle débris a passé, aussi fugitif qu'un frisson de lumière, une angoisse qui traverse les générations avec une puissance qu'aucune mort n'arrête, qui nous rejoint et ne s'éteindra qu'avec le dernier homme. L'histoire de cette angoisse-là, c'est l'histoire du divin à travers l'humanité. Quel insensé croirait pouvoir écarter cette supplication venue du fond des âges et qui trouve sa voix, à chaque heure du jour, dans la liturgie de l'église de mon village ?

XII

DEUXIÈME DISCOURS DES ÉGLISES

25 novembre 1912.

C'est pour aujourd'hui. A mon banc, j'attends mon tour de parole avec un fond d'inquiétude. Au dernier moment, plusieurs jeunes radicaux et radicaux-socialistes viennent de m'écrire pour me reprendre les signatures qu'ils m'avaient données. Nous étions bien d'accord pourtant ; nous avions reconnu paisiblement, à tête reposée, que pour des raisons diverses nous

voulions une même chose : le salut de notre architecture religieuse, le salut du plus beau monument du village. Et maintenant ils se dédisent, se retirent sans explication en termes courtois et gênés. On m'assure que c'est l'effet d'une note menaçante parue dans *La Lanterne*. Mais laissons ! Je ne dois pas penser à ces manœuvres qui ne peuvent que me troubler; je ne dois à cette heure penser qu'à l'excellence de la cause et à l'honneur de la tâche.

M. le Président.— La parole est à M. Maurice Barrès.

M. Maurice Barrès. — L'ensemble de nos églises et de nos monumens d'architecture religieuse constitue un trésor national qu'il y a lieu de sauvegarder. Voilà le thème que je voudrais développer devant la Chambre pour lui demander qu'elle invite le Gouvernement à assurer, par des règles légales, la conservation, la préservation de ces monumens. *(Très bien! très bien!)* C'est l'objet d'un projet de résolution que j'ai déposé entre les mains de M. le Président, et qui viendra aux voix sur l'article premier. Et je crois que cette idée peut nous mettre tous d'accord.

J'ai pour garant de mon espoir les signatures qu'ont bien voulu donner à mon projet de résolution un grand nombre de membres éminens de tous les partis. Comment douter du succès d'une cause qui réunit, de M. Denys Cochin à M. Albert Thomas, tant d'esprits aussi divers que MM. Villault-Duchesnois, Jutes Siegfried, Joseph Thierry, Auguste Bouge, Joseph Reinach, Louis Barthou, André Lefèvre, Marc Frayssinet, Paul Dupuy, Henry Chéron, Ferdinand Buisson, Leboucq, Charles Benoist, Aynard, d'Iriart d'Etchepare, Jonnart, et je ne cite pas ceux de mes collègues auxquels me réunissent des affinités plus directes et plus resserrées.

Tout le danger, dont j'ai un sentiment si vif que je voudrais pouvoir renoncer à la parole, c'est que, par quelque point de ma démonstration, je nuise à cet accord. Il est fatal qu'appartenant à des partis si divers, nous ayons, pour vouloir sauver les églises, des motifs différens. Il est possible que quelques-uns des argumens que je vais exposer satisfassent mal des collègues avec lesquels pourtant je m'entends sur le fond. Je les prie de considérer que je ne prétends parler au nom de personne, et qu'il ne faut voir dans mes observations que ma pensée propre. Je

l'exposerai sans détour, et je suis convaincu que nous nous mettrons d'accord sur le but à atteindre, alors même que nous reconnaîtrions que nous y sommes conduits, les uns et les autres, par des voies variées. *(Très bien! très bien! à droite.)*

Il y a près de deux ans, la Chambre a examiné la situation critique de nos églises. Depuis deux ans, cette situation n'a fait que s'aggraver. Et cette aggravation du péril, à bien voir, est absolument inévitable, car elle tient à l'état même de notre législation.

Sous le régime du Concordat, il y avait les fabriques, corps ecclésiastiques constitués pour l'entretien du culte, et dont les revenus devaient être employés, en cas de besoin, aux réparations des églises; il y avait les communes, qui étaient obligées à ces réparations en cas d'insuffisance du revenu des fabriques; il y avait enfin un crédit dans le budget de l'État, qui comprenait des fonds destinés à être répartis à titre de subvention.

Aujourd'hui, par l'effet de la loi de Séparation, les fabriques ont disparu; les communes, tout en étant devenues propriétaires, ne sont plus obligées aux réparations, et enfin le fonds de subvention a été supprimé.

Les fidèles mêmes qui voudraient courir au secours de leurs églises, que peuvent-ils? L'argent qu'ils apportent peut être refusé par la commune propriétaire. Si la commune l'accepte, elle n'en doit aucun compte, elle n'est tenue dans aucun délai, soumise à aucun contrôle : le souscripteur n'a aucune garantie.

Ainsi, dans la situation légale où se trouvent aujourd'hui nos églises, personne n'a la responsabilité de leur entretien. Et les meilleures volontés peuvent être écartées. Le résultat, c'est que toutes nos églises, dans un délai plus ou moins long, sont vouées à la ruine.

Eh bien! de cela l'opinion publique ne prend pas son parti. J'ai déposé sur le bureau de la Chambre une immense pétition vous demandant de protéger l'ensemble de nos églises, de sauvegarder la physionomie architecturale, la figure physique et morale de la terre française. Cette pétition est chargée des noms les plus illustres; elle contient quasi tous les membres de l'Institut et des académies et sociétés archéologiques de province, et puis des représentans de notre Université. On y voit tous les âges. Auprès de grands artistes fameux se sont groupés les

rapins de Montmartre. Et ce qui achève de donner son caractère saisissant à cette manifestation, c'est qu'elle est approuvée et contresignée par des savans fort éloignés d'une conception surnaturelle du monde. *(Très bien ! très bien!)*

Une telle union d'esprits si divers, monsieur le ministre, nous entraîne sur un plan où les querelles de parti n'ont plus de sens. Désormais la question des églises est déclassée. Elle est soustraite à la polémique. Vous pouvez l'examiner et la régler en toute sérénité.

Très évidemment, à l'origine de cette pétition il n'y a rien d'autre qu'un mouvement de sympathie et de vénération pour les églises de France, un mouvement d'amour. Puisse-t-il être communicatif! On voudrait mettre en épigraphe sur cette pétition ce que Beethoven écrivait en tête de la partition de la *Messe en ré :* « Sortie du cœur, puisse-t-elle y retourner! » *(Applaudissemens.)*

Oui! puisse cette pétition des églises retrouver ce qui subsiste de noble et de généreux chez des hommes durcis par les luttes politiques!

Elle a trouvé partout le plus favorable accueil. Vous citerai-je, en date de septembre 1911, un vœu émis à l'unanimité par le Conseil municipal de Paris et demandant « que l'État intervienne pour empêcher la destruction et favoriser la restitution des monumens possédant un caractère soit artistique, soit historique... *(Applaudissemens)* ayant tenu une place dans l'existence nationale ou dans la vie locale des communes françaises. » *(Applaudissemens au centre, à gauche et à l'extrême gauche.)* Vous citerai-je encore, en date d'hier cette fois, un vœu du Conseil général de la Seine-Inférieure, toujours émis à l'unanimité : « A quelque parti que l'on appartienne, nous devons tous être d'accord pour trouver la solution nécessaire et pour protéger l'une des plus importantes parties de nos richesses nationales. » Enfin, ici même, par l'organe de ses rapporteurs, MM. Dubarle et Bories, votre commission des pétitions a accueilli très favorablement la pétition des églises. Et je rends bien volontiers hommage à la bonne volonté avec laquelle l'administration des Beaux-Arts fait face à une situation difficile. L'administration préfectorale, elle-même, je constate qu'elle a réparé, comme elle a pu, une partie des scandales que j'ai dénoncés, soit à cette tribune, soit dans la presse.

Mais cette bonne volonté générale est toute désarmée. Des vœux et des mesures individuelles de grâce, ce n'est pas suffisant. Tout ce que nous avons gagné dans l'ordre sentimental n'empêche pas les intempéries, non plus que la malignité des sectaires. Pendant qu'elles triomphent dans les cœurs et qu'on les porte si haut, nos églises rurales s'écroulent sur le sol. Dans les chemins creux de campagne, combien d'églises qui meurent! On n'assassine plus en plein jour, mais derrière les haies. *(Interruptions à gauche.)*

M. Charles Beauquier. — Vous équivoquez.

M. Maurice Barrès. — Que voulez-vous dire, monsieur Beauquier?

M. Charles Beauquier. — Je dis que vous développez une équivoque. Tout le monde est d'accord pour conserver les églises artistiques; mais vous confondez continuellement toutes les églises avec celles-là. Voilà l'équivoque! *(Très bien! très bien! sur divers bancs à gauche.)*

M. Maurice Barrès. — Monsieur Beauquier, permettez-moi de vous dire qu'il faut que vous désiriez bien que je tombe dans l'équivoque pour la soupçonner dès les premières secondes de mon discours. Mes collègues se rendent compte que j'essaye d'exposer clairement mes pensées propres; j'ai dit que je parlerais et je parle de « l'ensemble de nos églises. » Il sera très facile, quand j'aurai terminé mes explications, que chacun voie quelle est sa position exacte par rapport à la mienne. *(Applaudissemens au centre et à droite.)*

D'ailleurs, laissez-moi vous donner un exemple topique et permettez que j'entre dans de petits détails. Quelques faits bien précis éclairent mieux une situation que ne feraient les plus éloquentes généralités.

Dans une petite commune de l'Yonne, à Moulins-lès-Noyers il existe un calvaire. Ce calvaire est composé d'un Christ en bois sculpté, de la première partie du XVIIIe siècle, et il est l'œuvre d'un sculpteur de mérite, Charles-Antoine Bridan, grand prix de Rome, membre de l'Académie des beaux-arts. Ses œuvres sont remarquables. Vous avez probablement vu son *Vulcain présentant à Vénus les armes qu'il a forgées pour Énée*. C'est une des belles statues du jardin du Luxembourg. Je n'ai pas besoin de vous dire que nos sénateurs se mettent aisément d'accord, à quelque parti qu'ils appartiennent, pour l'entretenir

parfaitement. *(Rires et applaudissemens au centre et à droite.)* Mais j'ai le regret de vous dire que l'entente entre les partis est moins facile à faire à Moulins-lès-Noyers. *(Nouveaux rires.)*

Dans le courant de l'année dernière, on s'aperçut que le calvaire avait besoin de réparations. Le conseil municipal, propriétaire, n'y voulait rien dépenser. Soit! dirent les amis du calvaire, qui se cotisèrent et trouvèrent les 900 francs nécessaires. Mais le conseil municipal, ô merveille! leur refusa l'autorisation de réparer. Vous entendez bien : des amis du calvaire, des contribuables, avec leur argent propre, sans demander aucun sacrifice à la commune, offraient de réparer cet objet intéressant, mais le conseil municipal le leur interdit.

On m'avertit. Le cas ne m'étonna pas outre mesure; il y a des exemples assez nombreux. Pourtant je publiai dans *l'Illustration* un article accompagné de deux belles photographies. J'y invoquais M. Dujardin-Beaumetz. La direction des Beaux-Arts s'émut. Un architecte des monumens historiques vint à Moulins, et l'on me fit savoir que la question du classement était à l'étude et qu'il y avait bon espoir.

Mais, tandis que les bureaux méditaient, voilà-t-il pas que mon article et mes photographies faisaient auprès des marchands une belle réclame au Christ de Bridan. Elles avaient été reproduites dans un journal américain ; les antiquaires accoururent, et, complication merveilleuse, en se promenant dans le village, ils dénichèrent un tableau intéressant à la sacristie de l'église. Tout naturellement, ils demandèrent à l'acheter.

Là-dessus, en novembre dernier, arriva la nouvelle que la Commission des monumens historiques me donnait raison et qu'elle se prononçait pour le classement du calvaire.

D'urgence, le conseil municipal se réunit, et je veux que vous entendiez les considérans de la délibération qu'il prit, le 17 novembre, à sept heures du soir. Écoutez cet extrait du registre des délibérations :

« Considérant que, d'après la loi de Séparation, il est interdit d'élever sur les places publiques tout monument ou emblème ayant un caractère religieux;

« Considérant que la demande de réfection du calvaire n'émane que du curé seulement; que la plupart des habitans s'en désintéressent complètement, estimant qu'elle n'est d'aucune utilité ;

« Considérant, en outre, que le conseil municipal, désireux que la neutralité soit observée, ne saurait donner son approbation à la réfection d'une construction de ce genre *(Exclamations à droite et au centre)* qu'on se propose de réédifier dans un but de propagande religieuse,

« Dans ces conditions et pour ces motifs, le conseil refuse son approbation à la demande de réparations, ainsi qu'à celle de classement. »

M. le comte Albert de Mun. — C'est une mentalité extraordinaire!

M. Maurice Barrès. — Par bonheur, cette fois, la Commission des monumens historiques n'était pas d'humeur à reculer devant cette réunion de Bouvard, de Pécuchet et de Homais. *(Rires et applaudissemens à droite.)* Elle en appela devant le Conseil d'État, et, grâce à cette haute juridiction, l'injustifiable opposition du conseil municipal de Moulins a été brisée en septembre dernier, après une lutte de vingt mois.

Cette histoire nous fait connaître un esprit qui règne dans un trop grand nombre de communes autour des monumens religieux. Il y a des communes qui refusent d'entretenir des édifices devenus leur propriété; d'autres qui refusent aux fidèles la faculté de subvenir à cet entretien avec leur argent, et d'autres, enfin, qui refusent à l'État de les classer parmi les monumens historiques.

Vous allez me répondre, monsieur le ministre : « Mais, votre histoire le prouve, nous sommes armés pour maintenir contre cette inintelligence les droits des créations de l'esprit; nous pouvons en appeler au Conseil d'État! »

Ah! monsieur le ministre, il est heureux pour le calvaire de Moulins que j'aie pu y intéresser la presse, sans quoi c'en était fait; ni vous, ni le Conseil d'État n'en eussiez jamais entendu parler.

Renseignez-vous auprès des inspecteurs des monumens historiques. Ils vous diront tous que, dans les départemens de Seine-et-Marne, de Seine-et-Oise et de l'Yonne, les églises dont les municipalités refusent le classement sont dans la proportion d'une sur deux, c'est-à-dire que 50 pour 100 des monumens proposés par les architectes ne peuvent pas être classés, faute du consentement des maires et des conseillers municipaux. Et vous ne passez pas outre.

M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — Le Conseil d'État statue.

M. MAURICE BARRÈS. — Comment! Le Conseil d'État statue? Ah bien! alors je vous demande ce qu'attend le Conseil d'État pour statuer sur le cas de l'église de Chars, en Seine-et-Oise, magnifique édifice du XIIe siècle. Le dossier est prêt, les relevés sont faits; mais on s'incline devant l'opposition du conseil municipal. Et le cas de l'église de Bornel (Oise)? Il est encore plus beau.

A Bornel, un groupe de personnes généreuses offrait 15000 francs à l'État pour restaurer l'église, superbe exemplaire de l'architecture du XIIe et du XIIIe siècle, si on le classait. Les architectes réclamaient ce classement. Mais un épicier, forte tête du cru, s'est mis en travers, déclarant que l'édifice n'avait aucune valeur archéologique. Et l'affaire n'a jamais pu aboutir. *(Exclamations à droite.)*

On peut rêver sur ce cas. Vous le voyez d'ici, M. l'épicier de Bornel, qui tient conseil dans sa boutique entre ses sacs de pruneaux et son tonneau de harengs saurs... *(Rires à droite.)*

Mes chers collègues, nous demanderons conseil à M. l'épicier de Bornel, quand il s'agira d'épicerie; mais il fera bien, en matière architecturale, de s'en remettre à l'opinion de l'inspecteur des monumens historiques. *(Applaudissemens à droite et au centre.)*

Je ne puis admettre que ce soit à lui de décider qu'elles doivent périr, les fresques du XIIe siècle, et qu'on a vu assez longtemps au-dessus du village ces restes de l'obscurantisme et de la barbarie.

Quels sont, messieurs, vos sentimens devant l'épicier de Bornel? *(Mouvemens divers.)* Moi, je me sens embarrassé devant lui comme si on me présentait un problème obscur.

Dans les autres régions, les architectes consultent officieusement les maires avant de déposer leurs rapports. De la sorte, les refus restent dans l'ombre, et la statistique est impossible à dresser.

Oui, il y a une procédure de recours au Conseil d'État pour contraindre une municipalité à laisser classer son église; mais la vérité, c'est que, grâce aux influences politiques, l'administration est impuissante contre les vandales. Chaque année est offerte une magnifique hécatombe d'églises : A quel

Dieu ? A quelles idées ? Nous le savons tous : à l'épicier de Bornel.

Et pourtant, messieurs, quels trésors de noblesse et de poésie, quelle richesse materielle aussi représentent ces églises de France, que nous sommes en train de laisser s'écrouler! Leur série à travers les siècles constitue presque à elle seule la belle chaîne de l'art français. *(Applaudissemens à droite et au centre.)* Qu'avons-nous, en effet, d'architecture civile que nous ait légué notre passé, auprès de cette immense floraison, ininterrompue depuis plus de dix siècles et variée suivant les époques, suivant les régions, que dis-je! suivant les paroisses? Il n'y a pas sur la terre de France deux églises rurales qui soient en tous points pareilles, pas plus qu'il n'y a deux feuilles identiques dans la vaste forêt. Églises romanes, églises gothiques, églises de la Renaissance française, églises de style baroque, toutes portent un témoignage magnifique, le plus puissant, le plus abondant des témoignages, en faveur du génie français. *(Applaudissemens à droite et au centre.)* On ne peut comparer à une si belle tradition monumentale que la tradition de la musique en Allemagne. Encore cette tradition musicale allemande ne date-t-elle que du XVIe siècle, tandis que nous avons des églises depuis le IXe. Elles sont la voix, le chant de notre terre, une voix sortie du sol où elles s'appuient, une voix du temps où elles furent construites et du peuple qui les voulut. Il faut les sauver, monsieur le ministre ; il nous faut une règle légale qui assure la préservation, la conservation des églises. *(Nouveaux applaudissemens à droite et au centre.)*

Une règle légale, mais laquelle? Je vous le demande à vous, Gouvernement; je vous demande quel est votre moyen, et comment vous comptez sauvegarder les édifices religieux de la France ?

C'est au Gouvernement à prendre l'initiative de la législation nécessaire. Pourtant je ne veux pas me dérober aux difficultés de la situation, et voici quelques idées que je me permets de vous soumettre.

Messieurs, si les églises de France menacent ruine, qui est-ce que l'esprit de notre législation désigne comme premier gardien et sauveur de ces monumens? Assurément, c'est l'État. L'État est chargé de veiller à la conservation des choses publiques, et il ne dénie pas ce devoir; il réclame de présider aux

soins que doivent recevoir les monuments historiques, c'est-à-dire ceux qui présentent, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national. Il y préside grâce à la procédure du classement. Eh bien ! je demande seulement que l'État continue, élargisse son action par le classement.

Il existe un rapport très intéressant de M. Bardoux, en date du 15 mars 1887, qui met bien en lumière le caractère national de notre architecture religieuse. Veuillez en accepter l'esprit, veuillez considérer que toutes nos églises jusqu'à la fin du XVIIIe siècle ont un intérêt historique, un intérêt d'art, un intérêt documentaire, un intérêt national. Je vous demande de rester dans l'esprit de la loi de 1887 et simplement, en présence de nécessités nouvelles, d'élargir la tradition administrative. *(Très bien! très bien! à droite et au centre.)*

D'eux-mêmes, les bureaux des Beaux-Arts s'orientent dans cette voie; mais ils classent, qu'il me soit permis de le dire, un peu au petit bonheur, quel que soit le sérieux de leurs enquêtes, parce que la politique s'en mêle et qu'ils obéissent tout naturellement, personne ne peut leur en faire un reproche, aux suggestions des députés. *(Réclamations sur divers bancs à gauche.)*

Ah ! messieurs, ne voyez là rien qui puisse désobliger aucun de mes collègues, ni l'administration des Beaux-Arts. Il est tout naturel que chacun de nous signale à celle-ci le coin de France qu'il connaît le mieux. Pour ma part, ce que je recommande le plus volontiers à M. le Ministre des Beaux-Arts, c'est toujours une église, un monument que j'ai pu visiter ou qui est cher à mes compatriotes. Il n'y a rien là que de conforme aux bonnes règles de l'esprit; et si vous ne voulez pas que j'aie défini votre manière de procéder, j'accepte très bien d'avoir défini la mienne propre. *(Applaudissemens au centre et à droite.)*

D'eux-mêmes les bureaux des Beaux-Arts s'orientent dans le sens que j'indique. Ils multiplient les classemens. Ils regrettent de se heurter à trop de résistances. Vous-mêmes, mes chers collègues, je le répète, je sais combien de demandes vous adressez aux services compétens. Eh bien ! pour tout simplifier, je vous propose, — c'est là mon premier point, — de classer en bloc toutes les églises jusqu'à l'année 1800; oui, toutes les églises construites avant le XIXe siècle, en réservant toutefois à

l'administration la faculté de déclassement, je veux dire la faculté de déclasser celles qui tombent décidément en ruines et qui ne correspondent plus à rien d'utile, comme cela s'est fait, même au temps du Concordat.

Mais il ne suffit pas de classer. Le classement autorise la subvention ; il n'y donne pas un droit absolu. A qui incombera-t-il de faire les dépenses propres à la conservation de l'édifice ? Qui va réparer nos églises ?

Les associations cultuelles ? Il n'y en a pas, il n'y en aura pas. *(Mouvemens divers.)*

A gauche. — A qui la faute ?

M. Maurice Barrès. — Est-il bien utile que je vous fasse observer que la difficulté réelle que vous soulignez là, et que je n'ai pas évité de marquer, nous entraînerait à un examen historique de la question, et qu'il est plus raisonnable à des hommes politiques de se mettre aujourd'hui en présence du fait? Il n'y a pas d'association cultuelle. Ce qui me préoccupe, ce n'est pas d'établir des responsabilités historiques, — ce serait là un autre discours que je ne vous ai pas annoncé, — ce qui me préoccupe, c'est de sauver les églises, et de les sauver, non pas en contradiction avec qui que ce soit, en irritant la question, mais en vous soumettant le mal et les remèdes que j'y vois.

D'ailleurs, je suis tout prêt à me ranger à de meilleurs avis si, comme je n'en doute pas, de meilleurs avis nous sont proposés pour faciliter la solution de cet angoissant problème. *(Très bien! très bien! à droite.)*

A défaut des associations cultuelles, qui peut réparer les églises ? Les communes ? Oui, en principe, cela peut se soutenir, c'est soutenu par d'excellens esprits. Ne sont-elles pas les propriétaires ? Pourtant, je crois voir une grande difficulté à leur imposer des charges qu'elles n'ont jamais eues, qu'elles n'ont eues à aucun moment de notre histoire, ni avant la Révolution, ni après.

Dans l'ancienne France, qui est-ce qui construisait et entretenait les églises ? C'étaient les bienfaiteurs, c'étaient des abbayes très riches, puis les évêchés, les archevêchés, à l'aide de leurs revenus propres. Les habitans n'intervenaient que par des aumônes volontaires, sous la forme de quêtes (1). Et, plus près de

(1) Et si, parfois, très rarement, ils subissaient, du fait de l'église, des taxes, des impositions, elles étaient paroissiales, religieuses, non municipales.

nous, sous le régime du Concordat, chacun se le rappelle, c'était la fabrique, autrement dit la communauté religieuse, qui était chargée de l'église. En fait, les fabriques n'ont jamais eu les disponibilités nécessaires pour les grosses réparations; en fait, celles-ci étaient exécutées par les communes; mais théoriquement la fabrique devait y suffire, et la commune n'arrivait qu'ensuite à titre subsidiaire.

Eh bien! aujourd'hui, après la loi de Séparation, pouvons-nous imposer à la commune des charges plus lourdes qu'elle ne les connut jamais?

Ah! la grande faute, laissez-moi vous le dire, c'est le Gouvernement qui l'a commise *(Interruptions à gauche)*, vous le savez bien comme moi, le jour où il a distribué aux communes les restes du budget des cultes sans conditions.

Je fais là allusion à un projet qui avait été déposé par MM. Briand, Caillaux et Clemenceau, et qui n'a pas été rapporté. Je crois bien qu'à cet instant nous avons passé à côté d'une solution assez satisfaisante. Mais allez donc reprendre aux communes ce qu'on leur a donné sans condition! La commune dirait : « On m'a trompée. » Il n'y a pas aujourd'hui un gouvernement pour affronter cette mauvaise humeur, et je ne crois pas sage, pour aucun parti, de l'attirer sur lui et sur les églises.

Certes, je ne conteste pas que la commune ne soit intéressée à la conservation, au maintien, à la vie de l'édifice religieux. C'est ma thèse, c'est mon sentiment le plus profond, c'est ma conviction raisonnée; aussi faut-il que la commune puisse fournir autant que bon lui semblera sa contribution à l'église; mais, à mon avis, sa libéralité doit être facultative; je n'estime pas possible, ni historiquement, ni politiquement, de la rendre obligatoire.

Reste donc l'État.

L'État, en 1789, s'est approprié les biens qui servaient à l'entretien des églises. Cela lui crée une charge historique. Et puis c'est lui qui a la haute main pour veiller à la conservation des choses publiques. Spécialement, il préside aux grands intérêts historiques et artistiques du pays, à la haute vie morale de la nation. Il est le grand réparateur. A mon avis, c'est sur l'État que porte la principale responsabilité du sort de nos églises.

Mais la charge sera lourde, s'il doit à lui tout seul réparer tous les monumens de l'architecture religieuse.

Qu'il accepte donc tous les concours : les concours des communes et les concours des catholiques.

Et comment ces trois élémens, l'État, la commune et les hommes de bonne volonté ou, si vous voulez, les fidèles, joueront-ils ensemble ?

L'État ? En inscrivant dans son budget une somme globale qui sera distribuée à titre de subvention. La commune ? En intervenant comme l'y autorise la loi actuelle. Quant aux fidèles, là gît la difficulté, qui ne me semble pas insurmontable.

La difficulté, n'est-ce pas? vous l'avez vue tout de suite : c'est qu'il n'y a pas d'associations cultuelles. A leur défaut, il s'agit de trouver une formule qui puisse être acceptée par la hiérarchie catholique et qui cadre avec l'ensemble de notre législation. Je vous propose que tout vote de fonds, émis par la commune pour réparation ou restauration de l'édifice religieux, donne droit à une subvention correspondante de l'État, et que tout contribuable, inscrit au rôle des contributions directes d'une commune, ait le droit de provoquer à ses frais la réparation ou la restauration des édifices religieux communaux, dans le cas où la commune refuse d'y procéder. Et là encore, l'allocation consentie par ce contribuable, après que les inspecteurs en auront reconnu l'utilité, donnera droit à une subvention correspondante de l'État. *(Interruptions à gauche. — Mouvemens divers.)*

Voilà, messieurs, les idées que je vous soumets. Vous le voyez, ma préoccupation a été de concevoir un projet qui cadre avec l'ensemble de notre législation. Ma solution est provisoire, en vue d'un but immédiat et limité. Plus tard, bientôt, quand la poussière de la bataille en retombant laissera mieux voir à des esprits mieux reposés les nécessités de la vie française, un gouvernement causera avec Rome, pour un règlement d'ensemble de la situation religieuse. *(Interruptions à gauche. — Applaudissemens à droite et au centre.)*

M. André Lefèvre. — C'est une conception personnelle.

M. Léon Perrier (Isère). — On ira à Canossa!

M. François Deloncle. — On aurait dû ne pas cesser de causer.

M. Maurice Barrès. — Vous n'acceptez pas tous mon point

de vue ; mais il est naturel que j'expose totalement ma pensée. Je ne prétends nullement parler à cette minute au nom des signataires de mon projet de résolution.

Je vous dis, moi, que je reste dans l'intérieur de la législation actuelle, que j'apporte ici une solution provisoire, en vue d'un but immédiat et limité. A mon avis, vous aurez un jour à régler l'ensemble du problème religieux, laissé indéterminé dans plusieurs de ses parties importantes par la loi de Séparation ; et ce problème, il saute aux yeux que vous ne pourrez pas le régler sans avoir une conversation avec Rome. *(Interruption à gauche. — Très bien ! très bien ! à droite et sur divers bancs.)*

M. Groussau. — C'est l'évidence même.

M. François Deloncle. — Tout le monde en convient, personne n'ose le dire ; voilà la vérité. *(Applaudissemens au centre et à droite. — Protestations à gauche.)*

M. Maurice Barrès. — Je vous ai exposé la situation. Pour y remédier, je recours aujourd'hui aux seuls moyens que notre législation met à notre disposition. Je m'en tiens à considérer les églises comme des monumens historiques, et cela me permet de leur obtenir des subventions, des subventions de tous, oui, le concours libre de tous les élémens laïques ou religieux.

C'est ainsi qu'on en a agi chaque fois que nos églises ont couru le péril où nous les voyons. Car, messieurs, deux fois déjà la France a connu cette crise des églises rurales : elle l'a connue après l'invasion anglaise, au début du xve siècle, et une seconde fois au temps de la Fronde, lors des ravages des Espagnols dans le Nord. Et, dans ces deux époques, ce sont tous les élémens de la société religieuse et de la société civile qui sont intervenus pour les relever ou les réparer. Eh bien ! c'est ce qu'il faut faire aujourd'hui. Avec des formes nouvelles, c'est la même nécessité que jadis. Et cette vue qui agrandit l'horizon nous engage à croire que notre solution est juste, car, inspirée par les nécessités présentes, elle nous fait rentrer dans la vérité historique.

Messieurs, je vous ai exposé la situation et le remède immédiat que j'y vois : je l'ai fait sous ma propre responsabilité. Si mes solutions ne vous plaisent pas...

A gauche. — Non ! non !

M. Maurice Barrès. — ...cherchez-en, trouvez-en d'autres.

(Applaudissemens au centre et à droite.) Ce qui est impossible, c'est que le parti qui a la responsabilité du pouvoir ajourne plus longtemps d'agir. *(Nouveaux applaudissemens.)* Cela ne lui est permis que s'il se connaît, au secret de son cœur, froidement décidé à accepter la mort des églises. Et, dans ce cas, expliquez vos mobiles, dites le fond de votre pensée, déclarez durement mais nettement : « Ce qui nous gêne dans les églises... »

M. Charles Beauquier. — C'est la religion.

M. Maurice Barrès. — ... « c'est qu'elles sont autre chose que des monumens, c'est qu'elles sont une idée, et cette idée, nous ne voulons plus la voir debout au milieu des villages. »

Cela, c'est une doctrine. Affreuse, mais qui possède une longue tradition. Elle a des représentans fameux. Edgar Quinet aurait voulu voir toutes nos églises par terre, et je sais de lui un mot qui jette dans cette discussion comme une lueur de pétrole. *(Exclamations à gauche.)* Il ne pardonnait pas à Robespierre d'avoir, par son décret de décembre 1793, arrêté le mouvement des iconoclastes hébertistes et la dévastation générale des édifices catholiques. « Ce jour-là, déclarait-il avec amertume, Robespierre fit plus pour l'ancienne religion que les Torquemada et les saint Dominique. »

Est-ce là votre pensée ? Êtes-vous d'accord avec Hébert et avec Edgar Quinet dans cette doctrine de dévastation et de ruine ? Êtes-vous de ceux qui, après avoir jeté pendant des siècles leurs sarcasmes et leurs injures contre les hautes murailles pieuses, croient le moment venu de les pousser à terre ? Alors, venez à cette tribune; osez dire ce qu'au même Quinet écrivait Michel de Bourges : « Puissé-je m'endormir de mon dernier sommeil au bruit des temples catholiques s'écroulant sous les coups du marteau populaire ! » Venez à cette tribune, étalez vos raisons, faites circuler les urnes, comptez les bulletins, osez décréter la mort de nos 40 000 églises paroissiales, de nos innombrables chapelles, calvaires, croix de carrefour, croix de cimetière. *(Applaudissemens à droite et au centre.)* Donnez ordre qu'on les jette bas. Vous vous en défendez ? Hé ! ne voyez-vous pas qu'en la rendant inévitable, sans la décréter, cette ruine, vous vous souillez d'un crime aggravé d'hypocrisie ? *(Nouveaux applaudissemens sur les mêmes bancs.)*

Il n'est pas digne de cette Assemblée, et il n'est de l'intérêt

de personne de rétrécir l'horizon autour d'un si haut problème et de cacher, de taire l'élément moral qui fait le centre, oui, l'intérêt central de cette question des églises. Vous ne me demandez pas de diminuer, de dénaturer, de masquer ma pensée complète. J'invoquais tout à l'heure en faveur des églises leur beauté, les souvenirs historiques qui s'y rattachent, leur agrément dans le paysage, et je laissais de côté l'essentiel, quelque chose qui est en elles et qui éveille nos sentimens de vénération. Ce n'est pas facile à préciser, dès l'instant qu'on ne parle pas purement et simplement le beau langage du croyant. Et pourtant, cela existe en dehors d'une âme croyante. Je n'en veux pas d'autre preuve que cette immense pétition des églises où se rencontrent des hommes d'éducation et de pensée si différentes.

Pendant que s'organisait cette pétition, durant les longues semaines où, chaque matin, je voyais affluer de tous les points de la France ces noms illustres ou inconnus des défenseurs des monumens religieux, sans cesse me revenait à l'esprit le souvenir d'une discussion qui s'ouvrit, il y a quelques mois, devant la Cour de cassation. C'était à propos de la loi de Séparation. La Cour se posa cette question : « A qui appartenaient les églises sous l'ancienne monarchie ? »

Les savans jurisconsultes répondirent : « A personne. »

Elles n'appartenaient à personne ! Cela s'explique si l'on se représente comment était construite une église rurale. Il était d'usage que le curé construisît le chœur, les puissans personnages la nef, et les habitans le clocher. Il résultait de là, non pas une propriété d'État, non pas une propriété communale, mais une chose publique, commune à tous, hors du commerce, affectée à perpétuité au culte divin. *(Applaudissemens à droite et au centre.)* Les églises, dans l'ancien droit, ce sont des choses sacrées, la propriété de ceux qui sont morts et de ceux qui naîtront, un domaine spirituel, le domaine de Dieu. *(Nouveaux applaudissemens sur les mêmes bancs.)*

Quel saisissement d'entendre l'histoire du droit nous apporter une affirmation que, d'instinct, nos pétitionnaires ont retrouvée ! Ils nous disent, chacun avec son langage : « Sauvez les églises ; elles sont ce qui ne doit pas périr, ce qui est une réalité au-dessus de la nature, ce sur quoi se modèle la vie, oui, le modèle, la part du divin au village. »

Les pétitionnaires dont je suis ici le porte-parole... ne réduisent pas leur supplique à n'être que la défense de quelques pierres sculptées et heureusement dressées sur l'horizon. Si l'église fait bien dans le paysage, c'est qu'elle y est une âme, et que nous groupons tout naturellement sur elle les sentimens qu'en dépit des apparences il ne serait pas malaisé de retouver en nous tous. *(Applaudissemens à droite et au centre.)* Nous tous, nous nous sentirions exilés dans un village où il n'y aurait plus d'église et dans une France où les clochers ne monteraient plus vers le ciel. *(Applaudissemens au centre et à droite.)*

Oui, l'église nous attire tous, elle attire le fidèle, et celui-là même qui n'a pas la foi *(Applaudissemens sur les mêmes bancs)* ou qui, du moins, ne se repose pas dans la tranquille possession de la certitude. L'un y trouve l'espérance et l'autre plus que le souvenir. *(Très bien! très bien!)* En jetant par terre les églises, vous ne renoncez pas seulement aux idées dogmatiques qu'elles renferment, vous renoncez aux pensées libres, aux impulsions profondes qu'elles éveillent depuis des siècles chez un homme de chez nous. *(Applaudissemens au centre et à droite. Mouvemens divers.)*

Vous n'en êtes pas touchés ! Ce beau clocher qui est l'expression la plus ancienne et la plus saisissante du divin dans notre race *(Nouveaux applaudissemens sur les mêmes bancs)*, cette voûte assombrie où l'on prend le sentiment d'avoir vécu jadis et de devoir vivre éternellement, cette table de pierre où reposent les grands principes qui sont la vie morale de notre histoire, rien de tout cela ne vous persuade, rien ne vous retient de renverser cette maison qui, par sa porte ouverte à toute heure au milieu du village, crée une communication avec le divin et le mêle à la réalité quotidienne ? *(Applaudissemens sur les mêmes bancs.)* Et comme autrefois l'humanité rejeta les dieux de l'hellénisme, vous croyez le moment venu pour que le Christ n'ait plus ni temples, ni fidèles. Si un tel calcul existe, ce calcul sera trompé et cette haine déçue : si quelqu'un se réjouit de pouvoir un jour, en passant près des églises rurales effondrées, insulter le cadavre d'un ennemi, il n'aura pas cette honteuse satisfaction. Le catholicisme ne serait pas écrasé sous des pierres qui s'écroulent *(Très bien! très bien! à droite)*, il s'en irait dans les granges... *(Applaudissemens au centre et à droite.)*

M. Charles Beauquier. — C'est la vraie solution.

M. Maurice Barrès. —... et sur des autels improvisés. Et, je vous le prédis, une immense jeunesse l'y suivrait, indignée de notre brutalité et de notre ingratitude. *(Applaudissemens au centre et à droite.)* Un opprobre éternel tomberait sur cette Assemblée si elle laissait s'écrouler les plus vieux monumens de notre vie spirituelle. J'ai la certitude que les nouvelles générations nous mépriseraient un jour, si elles dataient de notre passage l'écroulement des vénérables églises de France. *(Vifs applaudissemens à droite et au centre. — L'orateur, en retournant à son banc, reçoit les félicitations de ses amis.)*

« Vous rétablissez le budget des cultes ! » m'avait crié le rapporteur, un radical-socialiste, M. Félix Chautemps, et j'entendais sa phrase courir sur les bancs radicaux. Rien de plus faux qu'un tel reproche, car je ne faisais que réclamer l'exécution d'une promesse, vingt fois répétée par le gouvernement au long des débats sur la Séparation, d'inscrire au budget un crédit pour les réparations des églises. Mais qu'importe la vérité ! « Barrès veut rétablir le budget des cultes. Il veut refaire un Concordat ! » C'est le mot habile, l'invention aisée et funeste. M. Dumesnil, représentant d'un des pays de France les plus ingrats envers leurs églises, se chargea de la développer. Il s'efforça de fournir aux indécis, aux poltrons, un motif légitime de me trahir ou de s'abstenir. Dans ces miasmes, Marcel Sembat, demandant la parole, fit l'effet d'un coup de vent salubre.

Quel homme d'esprit, ce Sembat ! C'est le contraire d'un cuistre, et il possède un don pédagogique de premier ordre. A la tribune, il s'installe en toute simplicité, familier, explicatif, indulgent à la bêtise, établissant avec ses collègues, qu'il interpelle sans les traiter d'honorable ni même de Monsieur, une espèce de dialogue où il fait, d'une voix formidable, les demandes et les réponses, et qui amuse, retient les esprits, débrouille tous les écheveaux... A la Chambre, comme au théâtre, il y a des emplois que les grands sujets se partagent. M. Aynard tenait le rôle d'un gros bourgeois du vieux répertoire, qui ne connaît que le bon sens et qui ne s'en est pas si mal trouvé; Jules Roche, c'est un répétiteur que ne lassera pas la bêtise de ses élèves et qui prétend faire entrer les matières de l'examen dans la cervelle des pires cancres; Briand, c'est un

homme de bien qui s'est juré de nous éclairer sur nos véritables intérêts; Delahaye, un vieux chasseur, trop connu des perdreaux qui ne le laissent plus approcher; Jaurès, un orchestre complet, toujours prêt à nous prodiguer les soli et les ensembles, qui enchanterait les mélomanes, si quelques-uns, à certains jours, ne se plaignaient que le *capelmeister* remue trop, se congestionne, leur donne le mal de mer et les empêche, avec ses gesticulations, de voir la musique. Augagneur joue les trappeurs, les émigrans, les Robinsons suisses. Avec ses deux larges mains, on le voit défrichant la forêt vierge, dépeçant les hippopotames, et aussi, la matraque au poing, surveillant le travail des esclaves. Sembat, lui, c'est l'homme instruit, le Parisien qui a rencontré une bande de provinciaux à l'Exposition universelle et qui les guide, pour rien, pour le plaisir de rendre service. Il a trouvé une baguette de démonstration et aujourd'hui il explique le tableau : Barrès sur le parvis défendant les églises de villages.

— Je pense, dit-il, qu'il y a deux choses qu'on ne peut pas refuser à Maurice Barrès et qu'il faut lui accorder. Il faut d'abord lui accorder que, depuis la Séparation, il s'est produit certaines disparitions et certains écroulemens d'églises qui ont été pour la nation entière une perte; et en second lieu, il faut lui accorder qu'on s'est servi de la liberté que la loi laissait aux communes pour faire de véritables niches...

M. Aristide Briand, garde des Sceaux et ministre de la Justice, interrompt de son banc pour dire :

— C'est cela.

Et Sembat continuant :

— La loi de Séparation n'est pas faite pour permettre aux gens de se jouer des niches les uns aux autres. *(Applaudissemens à gauche et à l'extrême gauche.)* Maurice Barrès a parfaitement raison de vouloir faire cesser ces petites taquineries de village. *(Très bien! très bien!)* Voilà, je crois, ce qu'il faut lui accorder.

Et avec l'assentiment quasi de tous, Sembat se déclare prêt à me rejoindre sur la place, devant l'église, à la condition qu'on ne l'oblige pas d'entrer dedans.

— Je ne suis pas, dit-il, comme Beauquier qui se tourne vers Dieu et le somme de faire un miracle.

A ce moment, pour ses péchés, M. Beauquier crut devoir interrompre.

— Dieu devrait faire un miracle en faveur de ses églises, ce serait plus intéressant que de guérir des fistules.

— Ah! Beauquier, lui répliqua Sembat avec une vivacité spirituelle qui souleva les rires sur tous les bancs, ah! Beauquier, si vous étiez un monument *(Hilarité)*, Maurice Barrès proposerait certainement de vous conserver à cause d'un certain cachet d'archaïsme. *(Nouveaux rires.)* Ce sont là des idées qui, je vous l'assure, ont fait leur temps.

Je note ces rires d'après l'*Officiel* avec soin, parce que la courbe des sentimens suscités aux diverses séances des églises par les propos toujours pareils de M. Beauquier rend compte des progrès du bon sens dans la Chambre. Dans le premier débat des églises, le 16 janvier 1911, les députés s'étaient bien gaussés du Dieu des chrétiens mis au défi de rebâtir lui-même ses temples; mais cette fois, c'est de M. Beauquier que tout le monde rit à gorge déployée. Nous avons fait du chemin, tout de même, et telle est la force d'une idée vraie présentée avec naturel, que nul n'interrompt Sembat quand il se résume en trois déclarations de la plus grande importance :

— Nous ne pouvons pas, Maurice Barrès, laisser tomber votre campagne sans lui donner une sanction. Vous nous avez mis sous les yeux des faits qu'il fallait que nous regardions en face; vous avez bien fait de nous obliger à les considérer. *(Très bien! très bien!)* Pour ma part, je vous ai indiqué les points pour lesquels très joyeusement je marcherai avec vous : c'est d'abord pour la question du classement le plus large, c'est ensuite la fin des niches, c'est enfin l'obligation d'employer les fonds que les fidèles bénévolement offriraient pour réparer les églises. *(Très bien! très bien!)*

Pouvais-je, en écoutant ces argumens et ces bravos, douter de mon succès? Je me disais, avec toute la Chambre : Le ministre maintenant a toutes facilités pour régler la question. Un socialiste unifié, grand dignitaire de la maçonnerie, aura sauvé les églises de France!

M. Steeg prit la parole, et d'une voix grise, sans allumer ses phares, avec des détours, mais en homme qui connaît bien le pays, il s'achemina en petite vitesse vers le centre du problème.

— La loi ne permet pas de contraindre les municipalités à réparer leurs églises, non plus qu'à accepter les offres de concours dont elles sont saisies. Allons-nous charger l'État des

réparations de tous les édifices cultuels? Ce serait dire que ces églises sont des organes d'un service public et national, ce serait donner un démenti formel à la loi de Séparation.

Les radicaux applaudissent. En effet, je ne vois rien de bon pour nous dans toutes ces phrases de Steeg. Mais, attention! voici qu'il indique comme « susceptible d'un examen très attentif et même bienveillant » l'idée de permettre au Gouvernement « de venir en aide aux communes qui croiraient devoir assumer des dépenses facultatives mais utiles, pour assurer la conservation des édifices communaux affectés au culte. »

Bravo! très bien! Je suis aux anges! Je me garde d'applaudir et même d'approuver de la tête ce prudent, cet excellent navigateur. Il connaît les écueils et le vent. Tout à l'heure il louvoyait pour franchir plus sûrement la passe et mieux gagner la haute mer. Laissons-le manœuvrer. C'est bataille gagnée... Mais quoi! voici qu'il s'arrête, se retourne, se dédit... Qu'a-t-il à me parler de Port-Royal, de « ses murailles rasées, de son église démolie, de ses tombeaux profanés? » Un chant de mort se dégage du milieu de ses argumens; il entonne une hymne de revanche :

— L'église fut autrefois le centre et comme le foyer de vie intellectuelle, morale et sociale du village. Elle tenait lieu d'école et de maison commune. C'est un fait, mais un fait du passé. Ce qu'elle était, elle ne l'est plus. Il faut le reconnaître, et l'église ne le reconnaît pas toujours, monsieur Barrès. C'est peut-être ce qui explique ces inimitiés obstinées, tenaces et de mauvais goût que vous signaliez; elle se dresse en concurrente passionnée et organisée de la société civile qu'a fait surgir la vie moderne...

Et c'est une longue philosophie de l'histoire, un rappel de tous les temples, de toutes les religions dont les débris jonchent le sol. Est-ce donc qu'il justifie la désolation des églises de France? Il se l'explique. Il préférerait la conciliation, certes! mais... « encore faut-il que dans cette œuvre de conciliation rien ne vienne s'interposer qui puisse contrarier ou annihiler l'effet de nos bienveillantes dispositions. » Et pour conclure il demande l'ajournement, le renvoi à la Commission du budget.

Pauvres églises! Aux yeux de M. Steeg et du Gouvernement le moment de les sauver n'est pas venu. Tout à l'heure, quand

il me faisait tant de plaisir, ce n'était qu'un amorçage, un moyen de tenter Rome. Sur l'objet même que nous discutons, sur les nobles églises qui meurent par milliers, pas un instant, cet être insensible n'a porté son regard ni sa sympathie.

On vote, et ma proposition est écartée par l'adoption de l'ordre du jour pur et simple qui maintient le *statu quo*, qui refuse de rien changer à une situation, de l'avis de tous, désastreuse.

La lecture de l'*Officiel* (après les rectifications) établit qu'il eût suffi de déplacer treize voix pour sauver les églises de France. D'un mot, d'un seul mot, ce jour-là, le Gouvernement, s'il l'avait voulu, les arrachait à la mort.

MAURICE BARRÈS.

(*A suivre.*)

NOUS, LES MÈRES... (1)

TROISIÈME PARTIE (2)

I

C'est Laure Barysse elle-même qui, dans le bel auto d'Édouard Buyle, m'a amené la Nounou et Bébé-Fred. Elle m'a confié l'un et l'autre avec une majesté de reine, en me faisant bien deviner quelle marque d'estime on m'accordait là et que ce n'était pas un mince honneur que d'abriter le dauphin, mon petit-fils.

Faut-il sourire ou se fâcher? Évidemment, cette pauvre femme ne jouit pas de tout son bon sens. Elle a tenu à se rendre compte de l'installation de l'enfant, a pincé les lèvres quand elle a vu qu'il coucherait dans ma chambre, soit que le sacrifice que je faisais de mes habitudes lui semblât ostentatoire, soit qu'elle y découvrît un blâme involontaire envers Julia, qui ne tolère pas Fred et le relègue à la *nursery*. J'aime Laure, quand elle prononce ce mot, à l'anglaise, avec ce ton dévot que prend sa latrie, dès qu'il s'agit de sa fille.

Elle m'a commenté une longue ordonnance du docteur Breslau : toute la vie animale de Bébé y est tracée, point par point, avec une minutie peut-être un peu choquante pour mon amour-propre. Je prends le parti de sourire ; on croirait que je n'ai jamais élevé d'enfans...

Ayant constaté que le jour de la fenêtre ne tombera pas trop

(1) *Copyright by* Émile-Paul, 1914.
(2) Voyez la *Revue* des 1er et 15 décembre 1913.

crûment sur le petit lit, que les joints ne laissent pas filtrer de vent coulis, que la nourrice sera bien couchée (deux matelas...) et mangera assez de viande, — comme si je comptais la laisser mourir de faim, cette grosse commère ! — Laure condescend à me parler d'elle-même, de sa santé compromise par des maux illusoires ; — son embonpoint, et son éclat retouché à l'Institut de Beauté Prycemaster me rassurent. Elle accepte de luncher et savoure certaines petites galettes sablées, triomphe de Gertrude. Plus favorable, elle me loue de vivre ici au calme ; et, bien que mon installation soit très modeste, je sens qu'elle trouve le Clos-des-Bois magnifique pour moi ; seul un reste de pudeur l'empêche de me le dire. Au surplus, elle semble croire que j'y vis dans la dépendance de ma mère. Les éloges qu'elle décerne à l'ordre de la maison et à la belle tenue du jardin passent par-dessus ma tête : elle en fait honneur à « la marquise, » comme elle se plaît à la désigner, la marquise qu'elle suppose riche, et respecte en conséquence.

Une chose m'inquiète dans ce qu'elle a raconté, soudain bavarde ; encore qu'elle sache se taire sur les affaires de ses gendres ; car ce n'est pas d'hier qu'on me tient en quarantaine des secrets gênans. Elle a parlé d'achat possible d'un grand domaine ; Buyle en louant sa part. Apparemment Raymond solderait l'achat total : avec quoi ?

Toujours ce goût malsain de faste, où elles poussent mon fils !

Une insinuation de Laure a éveillé mon inquiétude :

— Garderez-vous toujours le Clos-des-Bois, quand le malheur voudra que Mme de Greuzes disparaisse ? Ne sera-ce pas bien lourd alors pour vous ? La vie en commun offre tant d'avantages. Et en fondant les ressources que vous auriez alors avec les nôtres, je veux dire, — Laure a un sourire d'envie, — avec celles de Raymond et d'Édouard, vous ne perdriez rien au change ; vous y gagneriez même, puisque dans le château princier (sa bouche en est remplie) que nous avons en vue (où ? elle ne le dit pas), vous pourriez vivre à l'aise à côté de nous.

Son sourire était engageant, un sourire d'ogresse. Est-elle chargée de me sonder ? Elle appuie, tentatrice :

— Vous vivriez près du petit Fred...

Oui, l'été ; huit mois de l'année, je resterais à me morfondre, gardienne du palais vide ; seule dans deux ou trois pièces trop grandes, éveillant de mon pas solitaire l'écho des corridors le

long des appartemens clos. Merci bien. Ce n'est pas la solitude qui m'effraie, pourvu qu'elle me soit familière et consacrée par le temps. Mais j'aime le Clos-des-Bois, et j'espère y mourir, après ma mère...

J'ai éludé poliment... et Laure, prudente, n'a pas insisté. Quelle combinaison pratique Julia a-t-elle machinée? Et quelle contribution de guerre espère-t-elle lever pour moi? Que je rachète un jour une part de leur domaine, et que je les héberge tous!

Méfiance est mère de sûreté. Je ne veux pas avoir le sort de la pauvre Mme de Pièges dans son beau château de La Morlière, en Auvergne. Elle l'avait acheté pour son gendre, le comte de Seybusse. Un faible, et qui n'eût pas été méchant, sans sa mère, une fée Carabosse qui s'est implantée à La Morlière, et y a rendu la vie intolérable à la légitime propriétaire. Tranchant de tout, sous le couvert de son fils, elle était, au bout de quelques mois, seule maîtresse céans, assassinant Mme de Pièges de ces mille piqûres d'épingle, humiliations et avanies, auxquelles les femmes s'entendent si bien. Dépossédée de sa propre chambre, sous un prétexte de réparations, diminuée aux yeux des domestiques à la dévotion de la harpie et de son benêt de fils, Mme de Pièges n'a eu d'autres ressources que de vider la place, abandonnant cette rançon de prix à l'avidité de l'intruse qui, à l'heure actuelle, impunément, fait la loi.

Trop d'exemples m'ont enseigné quelle imprudence c'est aux parens de vivre avec leurs enfans mariés. Passé un certain âge, les liens de discipline et de subordination sont rompus, et on devient souvent plus étrangers de cœur et d'esprit qu'avec des étrangers même. Il faut s'aimer; pas de trop près. On en souffre, mais moins.

Laure repartie, — ouf! — je me suis trouvée investie d'une maternité redoutable. Ce n'est pas trop dire que ce tout petit absorbe le meilleur de mes pensées, ce que je ne puis enlever à ma mère, à Nicole et à Pomme-Rose.

J'exerce un contrôle de tous les instans. J'assiste au bain matinal de Bébé, à sa toilette, aux pesées, à son coucher; et déjà force m'est d'imposer mon autorité. Nounou ne paraît pas une mauvaise femme; mais peu intelligente, elle se bute facilement et possède un entêtement rare. J'ai tenu bon, et je m'en félicite. Nous ferons assez bon menage.

Elle semble s'attacher au petit; mais, le visage massif avec

des yeux bovins, trop pleins de sang, il faut défendre Fred contre ses embrassades ; on a toujours peur que de sa main robuste elle n'écrase le frêle crâne ou ne casse, en l'emmaillotant, les jambes molles. Elle s'appelle Marie-Thérèse, plus communément : Thérésou. Et elle est ravie d'être à la campagne. Elle va chaque jour porter à Minerve, avec l'autorisation de Toussaint, des croûtes de pain ; si je possédais une vache, Thérésou, qui demanderait à la traire, serait parfaitement heureuse. Elle perd un peu de sa morgue empruntée, parle moins du riche appartement de « Monsieur l'avocat, » — c'est Raymond qu'elle veut dire, — retourne à sa rusticité native. Elle n'en garde pas moins, orgueilleuse, ses tabliers brodés et son bonnet à larges rubans roses.

Scrupuleusement, j'applique les prescriptions du docteur Breslau, dont mon vieil ami Riquenne n'a pu s'empêcher de sourire avec moi. Mais tout est maintenant à la peur des microbes ; et pour un peu, on ne toucherait le petit Fred qu'avec des gants stérilisés et un masque de ouate sur la bouche. Pomme-Rose, elle, élevée plus simplement, ne s'en trouve pas plus mal.

Nicole semble touchée de la présence de ce petit être, qui ravive en elle un instinct, peut-être un besoin de maternité nouvelle. Elle le prend souvent dans ses bras, elle l'endort, elle cherche sur son minuscule visage pâlot des ressemblances avec sa fille, et compare leur croissance.

Fred pâtit de son changement de nourrice. Il est d'ailleurs assez doux et gentil, — est-ce signe de faiblesse ? — ne pleure pas la nuit, dort d'un trait ses onze heures.

J'ai pris sur moi de le faire vivre au jardin le plus possible. Qu'il profite de l'air et du soleil, puisqu'il n'a plus ses deux heures de Parc Monceau pour tout régal.

Ce m'est une joie pénétrée de voir s'écouler du matin au soir sa petite vie flottante : cela paye, et au delà, mes courtes alarmes et ma responsabilité. J'éprouve le même attendrissement que jadis pour Raymond et pour Nicole, à voir naître, dans cette fragile chose, une ébauche de conscience. A deux mois passés, Fred prend déjà figure de petit garçon ; il me sourit, hier il a ri aux éclats pour la première fois. Il risque un gazouillis, module des *arreu*, des *agueu*. Son regard suit les jeux de lumière, il tourne la tête vers le bruit : ses menottes s'orientent,

il cherche à coordonner ses mouvemens. Sa vie intérieure et extérieure est un miracle perpétuel. Et il me semble, à mon émotion, que je redeviens mère et que je sens se gonfler en moi des sources taries.

Ah! je ne suis pas blasée, là où Julia l'est d'avance; et Nicole non plus : je le vois à la couleur de son regard et à la profondeur de ses silences, à la passion dont elle serre Pomme-Rose dans ses bras, au regret amer que je lui pressens de ne pouvoir, de ne vouloir créer encore. Elle a beau adorer Pomme-Rose; Pomme-Rose et son cher petit corps, son délicieux esprit ne lui suffisent pas. Nicole est faite pour avoir plusieurs enfans.

Elle se rejette sur ses souvenirs et constamment évoque sa fille au berceau. A l'âge de Fred, elle ne riait pas encore, mais quinze jours plus tard. Elle se rappelle la première dent de Pomme-Rose, et sa première maladie. Ainsi vivons-nous côte à côte dans une préoccupation commune; seulement, elle regarde par delà, vers un autre destin, alors que le mien est comblé par la possession précaire de ce petit, dont je jouis en hâte, avant qu'on ne me le reprenne.

Par momens, j'en veux à Thérésou d'être là, bloc solide, qui tient tant de place. Comment Julia n'est-elle pas cruellement jalouse de voir son petit devoir la vie et la santé à une autre femme ? Je sens que je n'aurais pu endurer ce supplice. Tenir Fred, m'en occuper, me font des minutes incomparables. Nicole, si tendre maman, en sourit :

— Mais tu es plus mère que moi!...

Quand on l'a, cette vocation ne meurt jamais. Je m'étonne de la tendresse qui m'envahit pour ce faible petit bonhomme qui ne verra plus tard en moi qu'une vieille femme usée, et l'oubliera vite. Mon cœur est-il donc encore si jeune, qu'il revive si intensément ? Cette nuit, j'ai eu des palpitations pour avoir trouvé dans le lit de Fred une épingle qui aurait pu le piquer. Avec quelles précautions je pousse sa voiture, quand Nounou s'en va goûter, — et solidement, je prie Laure Barysse de le croire! — Il me semble qu'un léger cahot va ébranler cette cervelle à peine éclose. Quels vœux je forme pour la santé, le bonheur et l'avenir de cette chair vivante qui est encore si peu, qu'on tremble en songeant qu'il faudra vingt années pour faire, de cela, un homme!

Un mois encore d'écoulé.

Ce matin, Nicole m'a remis une lettre de son mari. Le docteur Riquenne a réussi à l'éloigner, Raymond l'ayant fait agréer comme surveillant d'une grande propriété, en Croatie. chez le prince Kolensky, auquel une de ses plaidoiries a valu le gain d'un procès considérable.

Lettre sèche, mais correcte, malgré l'évidente rancune.

Ce n'a pas été petite affaire de décider Martial à cette séparation, même provisoire. Il a fallu inventer que Nicole, très anémiée, commençait de la tuberculose, et lui faire peur pour lui-même. Cet homme qui, médecin, aurait pu, aurait dû récuser ce diagnostic aventureux, en a subi la suggestion, tant était grand sur lui l'ascendant de M. Riquenne. Et, après avoir bravé la mort vingt fois dans des hôpitaux et au feu de l'ennemi, il s'est garé de l'imaginaire danger. Aucune pitié d'ailleurs ne s'est émue en lui, rien qu'un grief, comme si, là, derechef, elle lui faisait tort.

Ce qui m'a le plus étonné, — M. Riquenne avait vu juste, — c'est son marchandage âpre pour rendre à Nicole une liberté bien limitée, puisqu'il est entendu qu'elle ne cessera pas d'habiter sous mon toit, que je me porte caution de son impeccable tenue, et que mariés étant, mariés ils resteraient.

Il tient en main l'extrémité de la chaîne, dont l'autre boucle le poignet de Nicole. Quelle surprise nous réservent ceux que nous croyons le mieux connaître, quand les circonstances font jaillir leur triste arrière-fond, inconnu de nous et peut-être d'eux-mêmes ! Ce Martial, que j'avais cru désintéressé, s'est révélé matois et cupide. Était-ce le même ? Était-il devenu, par le climat meurtrier, les poisons et les excès, un autre ? Je ne pourrai jamais oublier les discussions pénibles, où, dépouillant Nicole et sa fille, il entendait conserver, avec ses propres ressources, les revenus de la dot, ne participer que d'une façon dérisoire à leur entretien. Avarice sauvage, ou moyen de la tenir ? Un beau dégoût m'a soulevée :

— Gardez tout ! Je me charge d'elle.

Il a ricané, un peu honteux :

— Ne suis-je pas le maître ? Est-ce que la loi ne m'investit pas de l'administration de la fortune ? Pourquoi, s'il plaît à ma femme de se soigner loin de moi, paierais-je la charge de deux ménages ?

Il a cédé enfin une rente de douze cents francs, de quoi ne pas laisser nues Nicole et sa fille ; je n'en demandais pas tant. Ma mère vit de rien, et on restreindra les dépenses de la maison, voilà tout. Je vendrai, s'il le faut, les champs que je possède, en face, de l'autre côté du fleuve. Me Orologé m'a justement pressentie à ce sujet. Martial est loin, Nicole respire, c'est l'essentiel.

Je ne veux pas penser au lendemain. Et pourtant, quelle menace suspendue ! Il est le maître, comme il l'a dit, il est le mari, il est le père. Il peut, quand il lui plaira, sommer Nicole de le rejoindre ; si elle refuse, il a le droit de lui prendre de force, et légalement, sa fille.

Avec son caractère ombrageux et son foie malade, s'accommodera-t-il de vivre à l'étranger ? S'il allait reparaître ?

Tiens-toi bien, Nicole, ne crie pas encore victoire !

II

Ce que je craignais depuis quelques jours s'est réalisé. Fred est malade : diarrhée verte, faiblesse soudaine de son petit corps, fondant comme s'il n'avait plus d'os. Affolée, j'ai fait appeler le docteur Riquenne et j'ai prévenu Raymond, car où saisir Julia, qui, avec sa mère et sa sœur, court les routes ?

Le docteur m'a rassurée et a prescrit une diète hydrique de vingt-quatre heures. Protestations indignées de la nourrice.

— Je suis certain, me suggère le docteur, qu'elle le gave en dehors des heures régulières. Êtes-vous sûre qu'elle ne l'allaite pas la nuit, malgré votre défense ?

Juillet s'achève et brûle, tropical ; et cette chaleur fatigue aussi l'enfant. Je suis épouvantée devant le petit corps de cire blême, ses paupières violacées, l'air de soudaine vieillesse qui lui vient.

Nicole, maîtresse d'elle, et qui, me jure-t-elle, en a vu bien d'autres avec Marcelle, aux colonies, ne parvient pas à me rassurer. Je ne me soucie même pas de ce que Laure Barysse pourra dire ; forte de mon devoir rempli et en même temps agitée de craintes folles. J'étais ainsi, jadis, et pour la rougeole de Raymond j'avais eu certainement moins peur.

Comme je surveillais le sommeil agité de Fred, ma mère est entrée dans la chambre. On eût dit, dans sa robe noire et avec son visage desséché, une des trois Parques. Son silence impres-

sionnant ajoutait pour moi à l'impression pénible. Elle a arrêté sur le petit la fixité de ses prunelles lointaines, si lointaines que je me demandais si elle le voyait vraiment. Un long moment, elle l'a considéré, rigide et anguleuse, avec une gravité funèbre, puis elle a dit :

— Ce ne sera rien, tu verras. Demain, il ira mieux !

Cette prophétie m'a un peu calmée. Il me semblait, — pourquoi ? — que le Temps et la Destinée venaient de prononcer leur arrêt. Ma mère s'est retirée comme elle est venue. Qu'a-t-elle pensé, en contemplant ce rejeton dont trois quarts de siècle révolus la séparaient, de tout l'écart des souvenirs qui ont dû s'écouler de sa mémoire comme le sable du sablier ? Elle qui a vu tant d'êtres naître et mourir, et qui elle-même est sur la lisière du pays d'ombre et de cyprès, de quelle connaissance mystérieuse a-t-elle tiré sa certitude ?

Jusqu'à présent, elle s'était désintéressée de son arrière-petit-fils, et je serais bien surprise qu'elle s'y intéressât demain. Elle évitait de se pencher sur son berceau ; sa lente promenade quotidienne l'amenait rarement vers lui. Je suppose que c'est moins à lui qu'à moi, dernier chaînon qui la relie au monde vivant, qu'elle a pensé en venant ici m'apporter cet augure de réconfort.

Margot fait irruption, de son allègre jeunesse :

— Madame, voilà la voiture. Monsieur arrive.

Enfin ! Je m'élance. Raymond descend de la victoria que j'ai envoyée l'attendre à la gare.

Il a l'air plus contrarié qu'inquiet :

— Eh bien ! Fred ?

— Tu vas en juger. J'attends le docteur.

Raymond demande :

— On n'a donc pas suivi exactement les prescriptions de Breslau ?

— Mais si ! mais si !

Et je lui explique. Il appelle, courroucé, Thérésou, et lui assène une dure mercuriale devant laquelle elle baisse le nez, devenue rouge braise et domptée. Raymond approuve d'ailleurs le traitement et semble soucieux surtout de ce que dira Julia : comme il a peur d'elle !

— Il sera temps, dit-il, de la prévenir. Je suis sûr qu'avec tes bons soins, le petit va se remettre.

Son optimisme me gagne. Il murmure :

— Ah! ces nourrices...

Et je crois sentir un regret. Se représente-t-il Julia, vaillante, reprise à la vie turbulente, courses, plaisir? Mais aussitôt il ajoute, fataliste :

— Bah! c'est inévitable.

Et il n'a pas l'air d'en souffrir.

Il déjeunera avec nous ; un auto qu'il a retenu à Fontainebleau viendra le chercher dans l'après-midi : il veut visiter le château de Fleurances, qui appartient aux d'Osmy, entre Blanche-Couronne et Melun.

— Figure-toi, me dit-il, que Julia, en poussant avec Buyle ses recherches jusqu'en Touraine et en Sologne, a visité l'ancien domaine de mère-grand ; oui, La Chesnaye. Le tout est à vendre avantageusement. Tu sais que les propriétés ont beaucoup perdu de leur valeur. Est-ce drôle, le hasard? Ce domaine où tu as vécu enfant et jeune fille, où tient tout le passé de notre famille, nous avons eu, un moment, Julia et moi, une envie folle de le racheter.

Raymond s'arrêta, pour juger de l'effet. Malgré ma surprise, je n'ai pas bronché.

— Est-ce que cela ne te tenterait pas, jette-t-il rondement, de revivre dans ces souvenirs et de t'y faire, auprès de nous qui y vivrions quelques mois de l'année, une vieillesse heureuse?

Tiens! tiens! L'ouverture vague de Laure se précise. Je réponds :

— Oh! mon petit Raymond. Je n'ai pas d'argent, moi.

— Tu en auras, quand mère-grand ne sera plus là.

— Je l'ignore. Rien ne me l'assure.

— Tu auras toujours la valeur du Clos-des-Bois, si tu le vendais?

— Mais, je ne veux pas le vendre!

Raymond, un peu déçu, fronce les sourcils. Tout obstacle l'irrite.

— Ce que j'en disais... J'obéissais surtout, en bâtissant ce projet en l'air, à des raisons de sentiment. Julia...

Ah! ah! voici Julia... Eh bien! qu'est-ce qu'elle dit, Julia?

— ... me faisait remarquer que pour Fred et son petit frère et sa petite sœur, s'il nous en vient, ce serait une très bonne

chose que cette première éducation à la campagne, cette enfance dans une maison de famille où se constituerait pour eux l'unité des impressions et des souvenirs. Nous sommes malades du morcellement des images, des idées, des sentimens. Je veux faire à Fred une mentalité cohésive et robuste.

Excellente idée ! Mais est-il indispensable que mon existence y soit mêlée ? Raymond fait valoir l'appeau.

— Ne serait-ce pas très doux pour toi de vivre auprès de ton petit-fils et de celui ou de celle qui viendra, car je veux au moins, et Julia y consent, deux enfans !

Je résiste, et il m'en coûte. A quoi servirait de vieillir, si l'on ne devenait pas sage ?

— Mon cher Raymond, ma présence n'est pas indispensable; tu as la mère de ta femme. Et Laure peut, ce me semble...

— Oh ! elle est si parisienne, maman, elle est si jeune encore...

Merci du compliment. Il se rattrape :

— D'ailleurs, elle passerait les étés avec nous.

Naturellement ; et je vois d'ici les conflits d'attributions, de préséances : l'histoire de Mme de Pièges. Charlotte, ma mie, ne cède pas : il t'en cuirait trop !

Il insiste :

— La Chesnaye, que de choses cela doit représenter pour toi !

Je réponds :

— Oui, oui... c'est le passé ! Laissons-le dormir. Vois-tu, Raymond, à mon âge, on ne renoue pas la trame coupée. Loin d'avoir plaisir à vivre là-bas, j'en éprouverais plutôt un pénible malaise. Ma vie est ici et non ailleurs.

Raymond semble ému, mais surtout par ma résistance :

— Alors, fait il, ce que je te propose de bon cœur, cette idée qui me semblait affectueuse de ma part, — et dont Julia, je dois le dire, a eu l'initiative, — de nous confondre à un moment donné en une seule grande famille, tu l'écartes ?

— Je te sais gré de ton intention, Raymond, mais...

Il déclare :

— J'ai pensé à ton isolement, quand mère-grand mourra : vieillir seule n'est pas gai.

— Ce n'est pas gai. Mais cela vaudra mieux. Merci encore, mon petit.

— Mais pourquoi ? reprend-il, visiblement énervé, tu as une raison que tu ne me dis pas? Cela te déplairait donc tant de vivre auprès de nous ?

— Chacun sa vie ! Raymond, m'as-tu dit un jour, au commencement de ton mariage, et ce mot alors m'a assez peinée.

— Alors tu m'en veux, tu nous en veux de quelque chose ? Que crains-tu ? Ma belle-mère, malgré quelques insignifians travers, est une femme pleine de cœur.

Amen, je n'objecte rien ; il est si convaincu !

— Et Julia a toujours été pour toi la correction même !

Ah ! oui, avec ce mot on se débarrasse de tout autre devoir. Correcte, à quoi bon être généreuse, tendre, dévouée ? Mais mes fournisseurs sont corrects. Et puis, Raymond, de bonne foi sans doute, appuie trop. Ce n'est pas le sentiment seul qui guide Julia, et je ne veux pas leur dire que leur intérêt aussi est en jeu.

Je réponds :

— Je rends toute justice à ceux qui t'entourent, comme à toi, mon enfant. Mais je préfère ne rien modifier à mes habitudes. Et, bien que je doive prévoir la disparition de ma pauvre mère un jour prochain peut-être, je préfère y penser le moins possible.

Raymond, sublime, me dit dans un sourire :

— Égoïste !...

Égoïste, moi ? Si je l'étais vraiment, eussé-je tant renoncé et tellement abdiqué que je me vois, à cinquante-six ans, en marge de la vie de mon fils, rejetée de son foyer ?

Il ajoute, pensif et sincère à la fois :

— Après tout, peut-être as-tu raison...

Je lui prends les mains, et d'un élan :

— Je ne doute pas de ton cœur, mon pauvre ami.

Il me sourit, rasséréné :

— Ni de celui de Julia ? C'est une femme d'élite ! Chaque jour, j'apprécie mieux la sûreté de ses conseils, la lucidité de son intelligence.

Pauvre petit ! Est-ce la peine d'être un homme, arrivé, presque célèbre, pour se laisser ainsi conduire par le bout du nez ! Raymond me dit :

— Au surplus, nous choisirons plus près de Paris. La Chesnaye est en effet un peu loin, pour mes affaires. Je verrai

Fleurances, qu'on dit très bien. Et Julia a vu quelque chose, près de Saumur, d'épatant.

Sous son air dégagé, persiste un peu d'embarras, que je partage : ce que nous avons failli, et n'avons osé dire, l'explication inutile et cuisante, évitée. A quoi bon? Il ne comprendrait pas mes griefs et mes peines. Cependant autre chose m'inquiète. Ses affaires sont déjà embarrassées. Pourquoi se mettre sur le dos une si lourde et nouvelle charge ?

— Alors tu achèterais ? Il ne s'agit plus d'une location ?

— J'ai réfléchi. Une location, il n'en reste rien. L'achat demeure...

— Et vous écrase !

Il me regarde, plein de confiance :

— Évidemment, c'est une grosse dépense. Mais d'abord je veux un domaine qui rapporte, pas seulement une terre d'agrément.

Miséricorde ! De la grande culture, des machines, des récoltes perdues, la chance des saisons, la gabegie des intendans !...

— L'avantage, explique-t-il, est d'offrir une garantie au prêt hypothécaire que me fera le Crédit Foncier.

— Mais quand même, il te faudra beaucoup d'argent ; où le prendras-tu ? N'étais-tu pas gêné déjà ?

Il cligne de l'œil familièrement :

— Milart est là pour un coup.

— Quoi, Milart ?

— Mon ami Milart, le banquier, voyons, tu le connais bien ?

— Qu'il soit banquier et qu'on parle trop de lui, je le sais, comme tout le monde. Mais qu'il soit ton ami, je l'ignorais. Je vous croyais seulement en relations.

Raymond atteste :

— C'est mon ami. Un homme charmant. D'une souplesse, d'une ingéniosité, d'un esprit universel, artiste et lettré. On va le décorer aujourd'hui ou demain !

J'ai un sursaut : décorer Milart avec sa réputation !

— Qu'est-ce qu'il a fait pour cela, mon Dieu ?

— Il a fait fortune.

— Si cela suffit, à présent !

— Oui, et c'est à cause de lui que la promotion tarde. La Grande Chancellerie fait quelques difficultés.

— Je comprends cela.

— Mais je suis sûr de les lever, grâce à Farimeux, mon ancien patron, avec qui je suis en termes d'amitié parfaite, et qui n'est pas pour rien ministre de l'Intérieur.

— C'est toi qui veux faire décorer Milart ?

— Je puis même dire : C'est à moi qu'il le devra.

— Quel pacte vous lie donc ?

Raymond hausse les épaules :

— Aucun. On doit bien le ruban à un homme de son envergure. C'est d'ailleurs le plus serviable des financiers, et plus d'un de nos hommes politiques s'est trouvé bien de son amitié.

— Et toi ?

— Moi, Milart, par ses conseils, va me faire gagner beaucoup d'argent, des placemens admirables.

— Prends garde !

Mon cri d'effroi amuse Raymond ; et péremptoire :

— C'est un spéculateur infaillible, et un ami très obligeant. Il me prêtera tout ce que je voudrai.

— Et rembourser ?

— Je plaide trois affaires énormes à la rentrée, et les gains de Bourse seront là. D'ailleurs il ne sera pas pressé. C'est surtout à la croix qu'il tient !

— Raymond, je n'aime pas que tu te dises l'ami d'un pareil homme ; je n'aime pas que tu sollicites pour lui un honneur pareil ; je n'aime pas que tu deviennes son débiteur.

Il me regarde ; avec bonhomie :

— Et quoi encore, mère ?... Qu'est-ce que tu veux ? Il faut être moderne. Milart est très calomnié, parce qu'il réussit. Tout ce qu'il fait est régulièrement correct.

Correct, lui aussi !

— Ton genre de vie m'inquiète ; tu as l'avenir de ta famille à assurer.

— Précisément !

Alors tout à coup, un éclair me traverse... J'ai entendu dire, — comment ? qui m'a rapporté ce méchant bruit ? — que Manuële était au mieux avec Milart ! Je n'y ai pas cru alors.. et maintenant... je doute... Car enfin, ce n'est pas pour les beaux yeux de Raymond que ce loup-cervier jeune, joli garçon et assez fat, lui témoigne tant de complaisance ; tandis que si Manuële a quelque crédit, tout s'explique...

— Alors, tu le connais depuis longtemps, ton Milart?

— Ce sont les Buyle, et surtout Manuële; lorsqu'il était encore adolescent chez leurs parens, de vieux copains.

Évidemment, si ce que je crains est vrai, la délicatesse de Raymond ne s'en alarme pas, et il utilise au contraire sans scrupule le concours, conscient ou non, de Manuële. Autrefois il n'eût pas consenti. C'est à ces preuves attristantes que je puis constater sa transformation morale : en lui, peu à peu, le sens du bien pur, de l'idéal noble s'oblitère. Et c'est encore et toujours l'influence de Julia et des dames Barysse!

Nicole entre et annonce le déjeuner.

Je m'éclipse pour aller voir Fred, qui somnole, maigrelet et blême. Et il me semble que mon fils pense trop à un demain de faste et d'ambition, et pas assez à l'inquiétude d'aujourd'hui.

D'ailleurs, l'événement lui a donné raison. Depuis deux jours, Fred va mieux. Et Raymond pourra chercher sans souci le château de ses rêves.

Tout de même : gendre de Barysse, c'était assez; ami de Milart, c'est trop!... Je pense à notre vie d'autrefois, scrupuleusement calculée, je revois le tiroir où mon mari enfermait les pièces d'or du mois dans des porte-monnaie de couleur verte, tous pareils, où des petites étiquettes collées réservaient le loyer, le chauffage, les vêtemens, les divers : précautions naïves dont Raymond sourirait, mais qui m'attendrissent comme le symbole ordonné de la dignité bourgeoise. Ce tiroir était dur à ouvrir, le bois ayant joué, et cela encore prenait une signification; ce vieux secrétaire vermoulu, de bon style, m'impressionne plus, quand je le revois dans ma chambre, que le prétentieux coffre-fort scellé au mur de Raymond, qu'on n'ouvre jamais, et pour cause, tant l'argent s'écoule, agile et fluide, de leurs doigts, sitôt venu, sitôt parti.

Ah! que cela me fait peur!

III

Septembre pâlit le ciel et verdit de clair la forêt, les soirs vont fraîchir, les vignes-vierges rougissent.

Emportés par leur vertige, les Raymond ont acquis Fleu-

rances. C'est, m'apprend Me Orologé, — car je me suis décidée à vendre mes champs, — majestueusement délabré. Décor grandiose, corps de château Louis XIII, douves, parc seigneurial, ferme et terres attenantes. Mais une ruine. Les d'Ormy se gardaient d'y résider, de peur que les plafonds ne leur tombassent sur la tête.

— Il y a, m'a dit le notaire, pour quatre-vingt mille francs de réparations, au bas mot; et si, comme l'annonce monsieur votre fils, l'intérieur doit être modernisé, avec eau, calorifère, électricité, alors il n'y a plus d'estimation... cela coûtera les yeux de la tête.

Il avait le sourire méphistophélique des hommes d'affaires, qui assistent à un sinistre dont il leur échoit toujours quelque épave.

Les Raymond sont fous!

Pour assouvir leur emballement et entrer tout de suite en possession, ils ont acheté le mobilier et l'ont payé fort cher, avec la précipitation qu'on met, en pareil cas, à se rendre toute retraite impossible et tout regret superflu. Aurais-je voulu tenter de dissuader Raymond que mon impuissance se serait heurtée à leur parti pris.

Me Orologé a ajouté :

— Mais cela a grand air : c'est un monument historique. On venait le visiter. Richelieu y a couché, et, en mémoire, le chapeau cardinalice est sculpté sur la voûte du perron d'honneur.

Oh! alors!...

Je n'ai pas été consultée ni conviée à visiter. On craignait apparemment mes questions. On veut me faire la surprise, paraît-il, dès que les premiers aménagemens auront rendu les pièces du rez-de-chaussée agréables. Le reste viendra après. L'auto des Raymond doit venir nous prendre, Nicole et moi, dimanche en huit.

A travers ce que m'en a dit et écrit Raymond, lui et les Barysse débordent d'enthousiasme. Seul, Édouard Buyle, très positif, fait des réserves. Je m'étonnerais que Julia n'eût pas préféré un château mieux adapté à leurs besoins et à leurs goûts, si je ne savais combien elle est vaine, comme sa mère, d'une vanité de parvenue. Un château Louis XIII, réputé à vingt lieues à la ronde, le domaine des d'Ormy, ma chère, et le chapeau de Richelieu, et des tapisseries mangées aux vers, et puis

les carpes de l'étang, des carpes monstrueuses, dont deux vieilles, presque blanches : quel émerveillement, que de caquetages pour les perruches ses amies ; et quel effet dans les salons ! A un certain étiage, la griserie de l'argent tourne les cervelles : ils en sont là !

Les journaux n'ont laissé ignorer à personne, — échos mondains, — que Me Raymond Gimones, l'avocat bien connu, un des futurs bâtonniers de l'ordre, venait d'acheter l'illustre manoir et comptait y donner des fêtes somptueuses, aux courses d'automne.

Ces mêmes journaux avaient annoncé, en son temps, le ruban du banquier Milart, avec force éloges. Quelques notices, visiblement payées, et accompagnées de portraits, montraient son colossal labeur : Milart à son bureau, dictant ses ordres comme un général d'armée, Milart jouant au tennis, Milart en costume de bain, Milart causant avec le roi d'Étrurie, et, ce qui m'a été fort désagréable, sur un instantané, Milart et Raymond, bras dessus bras dessous, visitant familièrement l'Exposition d'Horticulture.

On m'a repris Fred depuis huit jours. Il allait heureusement bien. Mais j'ai su que Thérésou, sur une nouvelle incartade, a préféré partir ; et, après l'essai d'une nouvelle nourrice détestable, les Raymond se sont décidés à mettre le petiot à l'allaitement artificiel. Il ne s'en trouve pas mieux. Mais devant l'idée fixe de Fleurances, les aménagemens de Fleurances, les embellissemens de Fleurances, tout disparaît ! Fred s'en tirera, s'il peut. A la grâce de Dieu et de la *nurse* qu'on a prise ; elle porte une petite capote lisérée de blanc sur sa tête longue, est drapée d'une robe et mante bleue, « Beaucoup de chic ! » trouve Laure Barysse, qui n'a pas manqué une si belle occasion de m'écrire des lettres où crevait l'orgueil de sa domination future, dans ce Fleurances « si beau, si grand, si harmonieux, etc. » J'y aurai ma chambre, m'a fait savoir aimablement Raymond. Et Julia m'a demandé de lui réserver des oignons de mes belles tulipes violet-noir, car elle compte s'occuper du jardin et de la basse-cour ; se voit jouant à la fermière, comme Marie-Antoinette à Trianon.

Nicole s'égaie un peu de cet accès de mégalomanie et me reproche de tant me tourmenter :

— Tu n'admets pas que tes enfans grandissent et t'échappent, petite mère. Mais c'est la vie, cela !

Puis-je rester indifférente aux embarras qu'ils se préparent? Raymond n'a pas encore osé me dire ce qu'il payait et par quels arrangemens il payait Fleurances : mauvais signe!

Le bon docteur Riquenne s'émeut à me sentir si agitée. Il m'a dit hier :

— N'avez-vous pas fait votre devoir ? Pensez donc un peu enfin à vous-même.

Il a ajouté avec un petit rire gauche :

— Ce qui vous a manqué, chère amie, ç'a été de vous remarier. Quand on ne partage pas la vie de ses enfans, c'est le moyen le plus sage de s'assurer la douceur d'un foyer calme.

— Mais je n'avais aucune envie de me remarier:, moi!

— Tant pis! a-t-il soupiré.

Et il secoue sa grosse tête léonine, en me regardant de ses beaux et bons yeux bruns, comme s'il avait encore bien des choses à me dire, et qu'il n'osait.

Nicole, à qui je racontais cette petite scène, l'a traduite sans hésiter.

— Tu ne vois donc pas, maman, que M. Riquenne est amoureux de toi!

Je m'en doute un peu, mais mon repos bien gagné, mais mon âge... Mes enfans, mes petits-enfans ont pris tout ce que je puis donner encore de tendresse, et n'est-ce rien que la fidélité à un grand souvenir?

Attendrie, Nicole s'inquiète :

— Que deviendras-tu, quand tu seras seule au Clos-des-Bois? Les Raymond, tu ne voudras jamais vivre auprès d'eux. Et ta Nicole ne sera pas toujours là...

Je l'ai regardée, anxieuse de son accent.

— Où seras-tu donc?

— Qui sait? Loin, bien loin peut-être...

Cette fois-là, nous n'en avons pas dit davantage.

Loin : j'avais admis qu'elle suivît son mari à l'autre bout du monde; à présent, je tremblerais... Je me garde de le lui dire, au contraire, j'essaie de lui peindre Martial sous les couleurs les plus rassurantes; mais l'épouvante qu'elle a de cet homme a fini par me gagner.

Ma mère m'inquiète. Apprendre que les Raymond avaient pensé un moment à racheter La Chesnaye, — je n'ai pas cru mal faire de le lui dire, — a produit sur elle un effet extraordinaire. On

eût dit que ce petit choc mental la tirait de sa torpeur et ressuscitait en elle une vitalité inattendue. Son cerveau a travaillé pendant trois nuits. A plusieurs reprises, elle a rappelé mille faits anciens que j'aurais gagés oubliés.

Sa vie passée, son mariage, puis la jeunesse de Jean, son grand fils préféré, défilaient en d'intarissables propos, en images vives et nettes. C'est une singulière sensation de voir cette vieille femme muette retrouver cette loquacité fébrile. L'achat de Fleurances n'a pas détourné son attention. Le nom de La Chesnaye fixe seul son esprit.

En même temps, on dirait que son corps obéit à l'activité intérieure de sa pensée. Elle descend plus vite l'escalier, porte ses pas au jardin en des endroits que sa lassitude avait désertés. Dans sa chambre, elle fouille des tiroirs, remue des papiers. Je me demande ce que signifie ce réveil qui la montre si différente d'elle-même.

Autre fait significatif : elle parle fréquemment de Fred, qui lui rappelle, dit-elle, mon frère Jean trait pour trait; et j'ai constaté, en effet, quelques points de ressemblance. Elle s'inquiète de la santé de ce petit, dont elle ne se souciait pas auparavant. Elle recense les inquiétudes que Jean lui a données dans sa prime enfance; de ce passé, moi, je suis exclue et n'y prends part que comme figurante.

Son visage aussi a changé, son regard, et cela m'alarme comme tout ce qui est insolite, ce soudain rajeunissement d'un être si usé... Son cœur aussi s'est remis à vivre; pour la première fois depuis longtemps, elle m'a serrée dans ses bras tendrement, elle a appelé Nicole et lui a mis dans les mains un collier de médailles d'or.

— Je l'ai porté à Compiègne, a-t-elle dit, la princesse Mathilde l'a remarqué. Ce soir-là, M. Mérimée m'a fait un cours d'Histoire très amusant et raconté sur ces médailles de spirituelles horreurs.

Elle a donné à Pomme-Rose une petite chaînette avec une croix bénie par le Pape et qui lui vient du général Lamoricière, lorsqu'il commandait les troupes pontificales. Voici que maintenant elle a adopté la petite chérie et lui raconte des histoires qui semblent à celle-ci des contes de fée : l'Impératrice si belle, l'Empereur si bon, la machine infernale d'Orsini, la naissance du prince Impérial, le chemin de fer circulaire, jouet

monstre dont on l'amusait, à Saint-Cloud, que sais-je encore?...

Pomme-Rose, surprise et ravie, lève ses yeux candides sur celle qui lui raconte ces merveilles, et qui semble, tant ce qu'elle évoque est lointain, participer elle-même à une existence mi-réelle, mi-imaginaire. La petite a accepté notre absence demain dimanche parce qu'elle se réfugiera auprès de sa bisaïeule. On se promènera en voiture. Un événement, car ma mère, depuis bien longtemps, ne sort plus. Renaude les accompagnera et, malgré son âge, veillera sur ces deux créatures que leur faiblesse rapproche, aux confins extrêmes de la vie : l'une, si décrépite, et l'autre, si enfant!

Une belle matinée se lève : Pomme-Rose qui a dormi dans mon cabinet de toilette, — c'est une fête pour elle! — me tend ses bras frais et, sous prétexte que c'est dimanche, qu'elle exerce ce droit chez sa mère, implore de venir se blottir dans mon lit.

Pas longtemps, car je dois être prête de bonne heure. Margot et moi l'habillons; je lui recommande d'être sage, de ne pas fatiguer Mère-Grand; Pomme-Rose me regarde avec cette étonnante sagesse des enfans précoces, et me dit d'un petit ton convaincu :

— J'ai compris.

Je fais mes dernières recommandations à Renaude. Cela me coûte particulièrement de laisser ma mère aujourd'hui. Cette résurrection anormale devrait me faire plaisir, et j'en éprouve une sourde et inexplicable angoisse. Je passe chez elle et la trouve déjà levée, elle qui ne sortait pas de son lit avant onze heures et demie. Elle s'affaire à rechercher, dans un grand coffret incrusté de nacre, des photographies jaunies, où tous les personnages qu'elle a connus survivent; uniformes chamarrés, robes de Cour, visages célèbres ou hors mémoire.

— Tiens, me dit-elle, reconnais-tu celui-là! C'est le maréchal Canrobert, voici Galliffet, Mme de Metternich; je recherche ton père quand, tout jeune officier de hussards, il portait le talpack et la sabretache. J'ai mis à part tous les portraits de Jean.

Elle me les montre : Jean en bourrelet, Jean en petite culotte mexicaine à boutons, Jean en élève des Jésuites, Jean franchissant sur son cheval des obstacles à Saumur, Jean dans ses différens grades, jusqu'à cette dernière, si éloquente, qui le montre, jeune colonel, avec son front dégarni, ses longues

moustaches fines, ses yeux inassouvis de guerre et de plaisir. Que tout cela est du passé, que tout cela semble mort! Tous ces portraits représentent des êtres qui palpitèrent d'audace et d'amour, et qui ne sont plus. Ma mère seule leur survit, plus vieille qu'eux tous avec son teint parcheminé et la braise noire de ses yeux. Je la contemple avec respect, avec émotion, presque avec gêne, comme une étrangère; car je n'ai hérité ni de sa mentalité, ni de ses goûts. Et je pense qu'un jour cette chambre sera vide d'elle, et que son image seule subsistera, dans ce lot d'effigies funèbres.

Ai-je été pour elle assez dévouée, ai-je adouci assez sa vieillesse; peut-être, si différente d'elle, n'ai-je pas été assez une confidente et une amie? Il est des choses qu'elle ne m'a jamais dites, des sujets que nous n'avons jamais abordés: toute une part de sa vie intime. Elle me regarde avec un sourire singulier :

— Allons, à ce soir. Va te distraire un peu auprès des jeunes.

— Mère, j'aimerais autant rester auprès de toi!

— Bah! cela divertira Nicole. Elle en a besoin. Nous sommes trop vieux pour elle; moi, je suis d'un autre temps, et toi, tu es trop sérieuse, Charlotte, tu es trop sage.

Un silence; elle ajoute avec effort, cherchant soudain ses idées et ses mots :

— Autrefois... je l'aurais peut-être comprise mieux que toi, ta Nicolette... Elle est de la race des femmes qui veulent vivre... et elle a bien raison... Nous avons vécu, nous autres... Oui, j'aurais su la conseiller, la raisonner... A présent, il est trop tard...

Elle répète :

— Trop tard...

Et elle me tend ses joues froides :

— Embrasse-moi, Charlotte; tu as été en tout cas pour moi la meilleure des filles...

Pourquoi me dit-elle cela? J'en suis étrangement remuée! Depuis si longtemps, elle acceptait mes soins comme une chose naturelle : je ne dirai pas avec l'égoïsme, mais avec la sérénité d'habitudes des vieillards. Dans quelles profondeurs d'elle-même se réveille cette sensibilité que je croyais abolie, et d'où vient cette lueur inespérée de lampe qui se ranime?

Est-ce un blâme discret qu'elle m'a adressé : fille respectueuse

et dévouée, suis-je donc une mère incompréhensive et tyrannique? Est-ce que je ne sais pas aimer Nicole comme je devrais? J'éprouve un trouble poignant. Car cette voix d'expérience, cette vieille voix semble venir d'une connaissance complexe de la vie, de cette vie que ma mère, je le pressens, a vécue autrement que moi...

Je l'embrasse avec plus d'effusion que de coutume, et je sens ses bras se raidir autour de mes épaules, me rendre l'étreinte : quelque chose de beau et de noble, comme un dernier rayon de maternité, comme un crépuscule d'âme avant la nuit, éclaire ce visage ruiné.

— Allons, à ce soir; va, Charlotte, va, mon enfant!

Pourquoi suis-je si émue, pourquoi ai-je la gorge si oppressée?...

L'auto de Raymond m'attend et le chauffeur lève sa casquette. Je vais, c'est convenu, prendre Nicole, et nous voilà, moteur ronflant, dévorant la côte en lacets à travers seigles et vignes. Débouchant dans la rue qui conduit à la place, je vois Nicole entrer dans le bureau de poste. Rien que de naturel; mais tel petit fait simple emprunte quelquefois à d'indéfinissables nuances un aspect insolite. Nicole a une domestique pour jeter ses lettres à la boîte, et lui rapporter des timbres ou faire partir un mandat si elle a quelque facture à solder. Je ne sache pas qu'il lui arrive, sauf pour un rendu de magasin, de toucher de l'argent à la poste. Et, si peu fondée que puisse être ma suspicion, je ne sais pourquoi son allure vive et cependant contrainte éveille en moi un besoin d'inquisition. Que va-t-elle faire là, à cette heure, au lieu de m'attendre chez elle?

Je presse la poire d'arrêt, je descends et entre à la poste après un court instant calculé de sorte qu'elle ait le temps de...

De quoi? Que j'ose donc me l'avouer! J'espionne ma fille. Je viens d'avoir l'idée, qui escorte toute jeune femme se rendant seule à un guichet de poste... Je me demande, brusquement affolée, si elle oserait, s'exposant au blâme de la Receveuse, comme à sa curiosité provinciale, capable de décoller l'enveloppe et de lire avant elle les secrets qui lui sont personnels, oui, si elle oserait bien retirer des mains de la grosse vieille fille couleur tomate, et peu sûre de caractère, une lettre adressée poste restante?

De qui, cette lettre?... Et de qui pourrait-elle être, sinon de

celui dont nous évitons de prononcer le nom, mais dont le souvenir ne nous quitte pas, de ce Charles Raynal qui est entré dans l'existence de Nicole pour son malheur, et que je déteste à ce moment-là, de toute l'impuissance qu'on éprouve à se colleter contre un fantôme.

Nicole s'est retournée, et je la vois, de saisissement, pâlir. Elle me dit :

— Ah ! c'est toi?... Je... je ne t'attendais pas si tôt.

Alors, comment m'expliquer cela ? De la sentir ainsi troublée, — ce qui confirme mes inquiétudes, car pourquoi cet émoi qui la paralyse ? — j'éprouve de la répulsion pour elle et de la colère contre moi. Qu'ai-je besoin de jouer les Croquemitaine, ai-je même le droit de vouloir toujours tenir en lisière, sous prétexte qu'elle est ma fille, un être conscient, majeur, une femme libre?

Elle a repris son sang-froid et elle dit à Mlle Tocsin :

— Je reviendrai, mademoiselle, cela ne presse pas.

Mais la Receveuse, par zèle, ou assez maligne pour jouir de notre embarras, répond après avoir ostensiblement vérifié des suscriptions de lettres, dans un casier :

— Il n'y a rien, madame.

Nicole monte à mes côtés dans l'auto. Nous ne nous parlons pas. Les paroles de ma mère, impressionnantes, me poursuivent comme un reproche. Je suis punie de ma curiosité justifiée, par la désolation d'avoir infligé à Nicole ma présence importune. Va-t-elle croire que je la surveille? Et aura-t-elle tort? Pourquoi ce silence ? Comme un mot d'elle, le premier venu, m'allégerait ! Est-il de ma dignité de l'interroger? Et si même c'était mon devoir, est-ce bien sage? Pourquoi forcer dans ses retranchemens cette âme tourmentée ? N'aurai-je pas pitié d'elle? Ah! que j'eusse mieux fait de ne pas la suivre et d'aller l'attendre, sans arrière-pensée, dans sa maison.

Mais quelle femme a résisté à son besoin de savoir ? Et n'ai-je pas, s'il m'en faut, des excuses ? D'une voix qui trahit mon énervement et va aviver le sien, je dis :

— Tu attendais une lettre?

— Oui.

Elle ne ment pas. Elle ne ment jamais. Est-ce que cette réponse ne devrait pas me suffire? Pourquoi appuyer? Quelle fatalité me pousse, malgré moi, à violer son âme ?

— Une lettre de Moscou, oh! Nicole! ai-je fait d'un ton de reproche.

— Oui, une lettre de Moscou.

Et elle n'ajoute rien. Je vois seulement se fermer son visage, si ouvert ces derniers jours ; et la souffrance qui m'avait terrifiée, sur le quai de Marseille, lui impose à nouveau ce masque dévasté qui affirme le désespoir de la passion. Que je m'en veux! Serai-je donc toujours implacable envers ce que je ne puis admettre? Comme toutes les régulières, je suis soulevée par l'horreur et la haine de l'amour sans passeport, sans titres, du braconnier sauvage et meurtrier. J'objecte, douloureusement cette fois :

— Tu m'avais promis !...

Elle se tait. Et je n'ose, pendant un long moment, revenir à la charge. C'est elle qui me regarde, et, avec une maîtrise d'elle qui m'étonne, me répond :

— Il y a des choses plus fortes que notre volonté. J'ai écrit à Charles Raynal comme à un ami : j'ai voulu qu'il sache certaines choses...

Le départ de Martial, sans doute, la séparation intervenue?

— Comme à un ami? ai-je insinué avec un faible sourire. Ma chérie, ne te fais-tu pas volontairement illusion?

Maladresse éternelle des parens!... Ces mots dits, je les déplore. Ai-je besoin de lui mieux faire sentir la force des sentimens qu'elle essaie peut-être de ne pas s'avouer? Je demande :

— Il t'a répondu?

— Oui.

Naïve, je ne puis retenir un :

— Tu savais donc son adresse?

— J'ai vu sa carte dans un tiroir que tu laissais ouvert...

Pour comble de malchance, voilà que c'est ma faute! Je dis aussi fermement que je puis :

— C'est très mal!

Elle a un sourire bien féminin :

— D'avoir relevé l'adresse, ou d'avoir écrit?

— Comment peux-tu sourire de ce qui est si grave?

— Oh! pauvre petite maman, le malheur, vois-tu, est que nous prenons la vie trop gravement, toi et moi!

Raymond déjà m'a dit cela. Je riposte :

— Je ne saurais la prendre comme telle et telle que je connais.

— Moi non plus ! Mais entre Julia ou Manuële et toi, il y a de la marge.

— Tu n'aurais pas dit cela autrefois, ma Nicole !

— On change, maman !

Et le paysage qui se déroulait avec rapidité : clairières, croix de chemins, une petite mare, sous-bois, grande plaine, semble, de sa transformation courante, imaginer sa réplique.

Ainsi elle a écrit à Charles Raynal, il lui a répondu. Elle lui a certainement écrit de nouveau, puisque aujourd'hui elle guettait une réponse. Je pensais à Martial, le mari, l'absent, à qui j'ai répondu de sa femme ; et je voudrais en savoir plus, je voudrais savoir tout ce que Charles et Nicole se sont dit, et je voudrais aussi ne rien savoir. Je hasarde :

— Tu n'as plus confiance en moi ?

— On n'a confiance qu'en ceux qui vous approuvent.

— Puis-je t'approuver ?

Elle a un triste, un vague haussement d'épaules qui semble dire : « Évidemment... chacun obéit à sa logique intérieure, nous n'y pouvons rien. »

— Nicole, ai-je murmuré avec épouvante, car son calme m'est plus pénible qu'autrefois sa violence, — tu ne penses pas à une folie, au moins ?

Encore un mot imprudent, je le sens trop tard ! Elle me regarde avec une sérénité factice, de toute son émotion domptée :

— Non, maman. Et je n'en commettrai pas que tu ne le saches auparavant !

— Bien vrai ?

— T'ai-je jamais caché la vérité, quand tu as voulu la savoir ?

— Ma pauvre petite, je ne pense qu'à toi et à ta fille. Tu as déjà tant souffert, j'ai si peur de nouveaux désastres !...

— Vivons le présent, maman.

Elle a raison, vivons le présent, la trêve fragile que nous fait Martial. Le drame que je redoute ne se jouera pas encore aujourd'hui ! Aujourd'hui, c'est seulement la comédie, dramatique au fond, que répètent en ce moment pour nous, dans leur décor d'opéra, les hôtes présomptueux de Fleurances.

IV

A Melun, nous devons prendre, paraît-il, le secrétaire de Raymond, le petit Férat, qui descend du train ; en complet gris clair, avec un amour de nécessaire-valise. Il se confond en révérences; et mon souvenir le replace au déjeuner de famille, lors de la naissance de Fred, faisant sa cour à Laure et jetant sur Manuële des regards appuyés. Il me déplaît, et je n'aime pas la façon dont il scrute Nicole, impressionné par sa grâce intrépide et sa fraîcheur.

Il connaît le chemin et nous montre, de loin, les murs du parc débordés par les hautes cimes, les ha-ha qui, par brèches, ouvrent sur des percées de verdures ; la grande grille à piques d'or que nous allons franchir. Une immense avenue s'allonge entre des tapis verts lisérés d'eau, sous un couvert de châtaigniers énormes, et la façade du château se déploie avec un groupe de robes claires émaillant le perron d'honneur. L'auto trace une courbe savante. Nous voici arrivés.

Tout le monde est là pour jouir de notre première impression, car on nous suppose éblouis de stupéfaction et pâles de convoitise. Ma foi non ! J'admire les hauts murs gris, coupés régulièrement de briques rougeâtres, les vieilles et hautes fenêtres, l'allure imposante de Fleurances; mais je n'aimerais pas y vivre. C'est archaïque et triste. Humide aussi, j'en suis sûre. Et si peu fait pour les Parisiens ultra-modernes ! Ils détonnent, étriqués, Raymond en complet de velours de chasse, Buyle en flanelle blanche, Julia, Manuële et leur mère dans leurs robes dernier cri. Ils ont l'air de visiteurs imprévus, et non d'hôtes adaptés.

On voudrait tout nous montrer à la fois : Laure les appartemens, Raymond le jardin, Julia la ferme où il y a une laiterie, un troupeau et ses chiens de la Brie d'une intelligence !...

— Comment trouvez-vous cela, mère ? ne peut se tenir de demander Julia.

— Mais très beau... très beau !

Manuële a entraîné Nicole, bras dessus bras dessous, à la déception visible de Férat, qui a échangé avec Manuële un regard de complicité singulière, chez lui de reproche, chez elle d'indifférence jouée.

Je m'informe de Fred. Il dort; je le verrai quand on l'amènera au jardin, après son biberon.

Toujours l'ostracisme : certes, je respecterai le sommeil de Fred; encore eût-on pu m'en laisser le mérite.

— Et sa santé?

— Pas mauvaise, dit Raymond. Toujours un peu délicat.

— Oh! s'écrie Laure, vous verrez dans quelques jours, quand l'air de Fleurances...

Il faut croire que l'air de Fleurances a des vertus particulières; tant mieux! Décidément, nous allons voir d'abord la ferme. On me fait escorte, je n'ai jamais été si entourée : je me sens prisonnière de l'attente des Raymond et de Laure; même Édouard Buyle et Férat sont curieux de savoir ce que je pense. On attend mon approbation, et pour un peu on l'exigerait. Comment concilier ma franchise et mon besoin naturel de courtoisie? On ne me fera grâce de rien; Julia me conduit ensuite aux parterres du jardin à la française, ornés d'ifs taillés et de boulingrins; nous longeons la charmille qui accède au parc, et nous revenons par l'Orangerie. Je prévois, malgré l'optimisme de Julia, des frais considérables, car tout a un air d'abandon et d'usure : les jardiniers auront à faire. Raymond m'entraîne vers le château; Baptistin, d'une morgue plus hautaine que jamais, ouvre la porte à large vantail de glaces. Brr! Un froid de cave me tombe sur les épaules.

— Très frais, dit Raymond, c'est agréable!

S'ils aiment ça! Je vois Laure, à la dérobée, ramener son écharpe sur ses épaules. Édouard Buyle, rhumatisant, a une petite grimace. De quoi se plaint-il? Il n'est que locataire d'été; il jouit, au rabais, de la somptueuse demeure : cela vaut bien quelques élancemens dans l'épaule!

Ces pièces du rez-de-chaussée sont immenses, et, malgré leurs cheminées géantes, je me demande comment on les chauffera à l'automne.

— Le calorifère à eau chaude, me souffle Raymond.

Mais un émoi soudain interrompt la visite : une limousine électrique arrive par l'avenue des châtaigniers. Raymond s'écrie, joyeux :

— C'est Milart qui vient nous surprendre!

C'est Milart en effet, entouré aussitôt d'effusions et de courbettes. Sa femme qui l'accompagne, et un vieillard au nez de

proie et favoris à l'autrichienne, bénéficient de cet accueil flatteur, si différent de celui que nous avons reçu, Nicole et moi, de toute la distance qu'il y a de l'intérêt puissant à l'affection gratuite.

Séduisant, je n'en disconviens pas, ce Milart ; brun, bien pris dans sa taille moyenne, l'air ouvert et la parole facile : seuls, les yeux trop rapprochés et qui virent constamment disent l'insécurité du personnage. Il a aussi une assurance qui fait sa force, mais que je trouve choquante. Il se carre chez mes enfans comme chez lui, et on sent d'ailleurs qu'il serait aussi à l'aise chez le Président de la République ou chez le Tsar. Sa femme, blonde, grasse et fanée, l'air doux, pour ne pas dire un peu bête, parle à peine ; le vieillard crochu, M. Schemm, grand banquier de Vienne, nous regarde et nous étudie tous avec des clins d'œil aigus et des sourires énigmatiques. Constate-t-il que Buyle boude Férat et semble même, à certaines contractions de sourcils, animé d'une secrète antipathie contre lui ? Remarque-t-il le ton de familiarité de Manuële avec Milart, et en déduit-il des conséquences qui pourraient ne pas laisser Buyle indifférent ?

M. Schemm ne nous fait point part de ses observations, et c'est dommage. Au surplus, il semble supérieur et désabusé ; tandis que Milart, vivant, agile, plein de gaîté et de brio, ne cherche qu'à plaire ; et il plaît, je le vois au regard enchanté de Julia, aux grâces de Laure qui se pâme, au maintien subjugué de Manuële et crispé de Férat, évidemment jaloux. Dieu me pardonne, je crois que Milart va faire la conquête de Nicole et s'efforcer de me séduire, moi aussi.

J'avais cru comprendre que les Raymond nous recevaient dans l'intimité. Point du tout. Leurs invités sortent, qui du parc, qui des appartemens, au premier coup de cloche du déjeuner : deux ou trois ménages chers à Julia, et dont la médiocrité ne lui fait pas honneur ; mais les femmes frivoles sont à sa remorque, les hommes la déclarent charmante : elle l'est, ma foi, dans sa mince tunique, sous son grand chapeau de paille. Il lui a toujours fallu une petite cour : que l'encens soit fin ou gros, cela lui importe peu. Elle se montre ici, en châtelaine, avec ce don d'adaptation qu'ont les femmes, comme elle est grande mondaine dans son appartement du boulevard Haussmann. Sa maternité l'a embellie : ses yeux verts ont plus

d'éclat, et son teint sec est plus lumineux qu'auparavant. Le bonheur lui va bien, elle a la grâce égoïste d'une grande chatte de luxe.

Tout autre, Manuële, et d'un relief plus fiévreux, plus provocant aussi, avec, dans l'expression et le maintien, quelque chose d'inapaisé, d'inquiet, de chercheur, qui me frappe. Elle n'a pas, on le sent, la stabilité de caractère et de vie de sa sœur. Elle est en mal de transformation. Apparemment qu'Édouard ne suffit pas à son bonheur. Elle trouve le moyen, moins jolie que Julia, d'être aujourd'hui plus séduisante peut-être, d'une beauté d'orage. Buyle ne semble pas s'occuper d'elle. Il réserve son intérêt à la jeune et effrontée Mme Thimorel, rousse, dont le nez retroussé semble faire la nique à son gros mari chauve, fonctionnaire important à la Grande Chancellerie.

Raymond, galant, lance des œillets glanés sur la table vers l'assiette de Mme Le Mahol, haute brune à mâchoire saillante, aux yeux de braise, femme d'un industriel pour qui il a plaidé, victorieusement, un procès de contrefaçon, et qui, malheureusement, avait tous les torts.

La troisième femme en vedette est Mme Chartresses qu'a accompagnée Miolain, le peintre connu. On les dit au mieux, depuis dix ans.

A côté de ces péronnelles, comme ma Nicole semble peu artificielle, une vraie rose de buisson! Mais la gaîté de sa jeunesse si longtemps comprimée, et que j'assombris de ma sagesse, la rapproche, — un peu trop à mon goût, — de ce milieu équivoque. Oui, équivoque, soit par les femmes, soit par les maris : la petite rousse qui flirte avec Buyle, l'industriel qui froidement pille les marques de ses confrères, le couple irrégulier Miolain-Chartresses, qui confond la fâcheuse réputation de la femme divorcée avec celle du peintre qui a abandonné sa femme et ses cinq enfans.

Que je me sens mal à l'aise dans cette réunion disparate! Comment Raymond peut-il s'y complaire ? Et il faut, par surcroît, subir l'ambiguïté de ce vieillard étranger, de ce Schemm aux aguets, et la faconde cynique et légère de Milart qui, de plus en plus en verve, grâce au champagne et aux yeux de Manuële qu'il voit plongés dans les siens, se débride et raconte ses derniers démêlés avec un Ministre qu'il ne nomme pas :

— Oui, déclare-t-il, achevant son histoire, il avait com-

mencé par me menacer de faire décerner contre moi un mandat de comparution, et c'est moi qui l'ai fait pâlir en lui répondant que, le lendemain, les journaux le dénonceraient comme concussionnaire. Alors il a cédé sur toute la ligne... la ligne des chemins de fer que je voulais lancer : mes Sud-Colorado, une affaire superbe.

Il conclut, brutal sous son sourire :

— On finit toujours par s'entendre. Et je prends mes précautions : une correspondance en ordre, une comptabilité parfaite ; rien ne se perd. Mes dossiers valent ceux de la Préfecture de Police... Ah ! j'en tiens plus d'un sous un talon de chèque !

Un léger froid l'avertit qu'il a dépassé la mesure. Il se rattrape et dit, en vidant sa coupe :

— Bah ! les hommes sont des enfans ! Il faut savoir les prendre !

Raymond évite mon regard, mais Julia l'affronte, avec la secrète rancune qu'elle garde à mon improbation continue, qu'aggrave ma réserve envers ce Fleurances qu'elle a voulu et obtenu !

C'est au chevet de Fred, réveillé, que je trouve un moment de répit, devant ce petit être encore ignorant, innocent des vilenies et des bassesses. Je me revois au Clos-des-Bois, quand je l'avais tout à moi ; je pense à ma mère, à mes gens, à ma vie simple dans cette maison et ce jardin faits pour moi ; et, je ne sais pourquoi, la bonne et loyale figure du docteur Riquenne m'apparaît. Non, ma vie n'est pas ici... Et celle de Nicole non plus !

Le désaccord de ce domaine si vaste avec les petites créatures qui s'agitent, vaniteuses et malsaines, autour de mon fils et de mon petit-fils, m'oppresse. Toutes mes répulsions, toutes mes craintes se confirment. Pourvu que les Raymond ne regrettent pas bientôt, dégrisés, leur rêve de splendeur !

Laure Barysse vient me relancer :

— N'est-ce pas que Fred a bonne mine ?

— Il n'a pas engraissé depuis son séjour au Clos-des-Bois.

— Oh ! la graisse ne prouve rien ! N'est-ce pas, *nurse ?*

L'Anglaise à longue tête acquiesce : parbleu, elle est maigre comme un échalas !

Laure m'accapare ; elle a tant de choses à me dire ! Elle me

les dit, avec un besoin d'expansion qui m'étonne, de sa part, et qui tend peut-être à me préparer. Elle se plaint d'Édouard, à mots couverts d'abord, puis plus précis, qui me gênent, car je ne veux pas qu'elle se prévale de ma complaisance à l'entendre et encore moins d'une complicité que je récuse. Aussi j'essaie, sans succès, de détourner la conversation. Mais elle insiste et, avec des détours, arrive à des professions de foi : elle n'admet comme moi, en principe, que le mariage indissoluble ; mais enfin, le monde consent que, lorsque l'annulation en Cour de Rome a rompu le lien religieux, le lien civil ne soit plus qu'une formalité sans valeur, un divorce de pure forme. Elle me cite un récent exemple, un ménage que nous connaissons. Et Manuële est si intelligente, si au-dessus d'un Édouard Buyle !...

Je sens les regards de Laure se poser sur moi comme des ventouses; elle m'aspire, elle me pompe. Méfiante et résolue à rester hors de ses combinaisons, je prétexte une migraine et le besoin de respirer dans le jardin, d'autant plus que je reste un peu étourdie, je l'avoue. Nous retrouvons la bande en liesse dans le cabinet de verdure, près d'un rond-point minuscule où un fût de pierre dresse une table striée et gravée : un cadran solaire. Je cherche le trait d'ombre et me désole en songeant que cette journée ne finira jamais !

Je me reproche de me gâter le plaisir que j'éprouve à voir Raymond. Mais je le vois si peu ; tout à l'heure, il s'était éloigné avec Mme Le Mahol ; maintenant, il s'entretient avec M. Schemm qui a l'air de l'amorcer. Milart et Manuële voguent en barque sur l'étang, — car il y a un étang, glauque de feuilles et blanc de nénuphars, — là-bas au bout du jardin anglais, — car il y a un jardin anglais, — et, Laure s'en désole, je n'ai pas vu le quart de la propriété !

L'heure du thé rassemble les groupes épars ; ma Nicole reparaît, radieuse de vie et cependant préoccupée. On s'aperçoit alors seulement de l'existence de Mme Milart, qui a perdu son réticule et le cherche. Justine, la femme de chambre, le rapporte; elle échange avec moi un de ces regards involontaires où il semble que, par delà les conventions qui nous séparent, quelque chose d'humain nous force à nous comprendre et à nous éviter aussitôt. Elle doit en voir, en entendre, cette fille capable d'observer et de se taire.

Julia tout à coup me dit avec une insaisissable rosserie :

— Mère, vous n'avez pas admiré mon bracelet d'émeraudes!

Je l'avais bien vu : c'est l'extraordinaire cadeau de relevailles que la faiblesse généreuse de Raymond n'a osé lui refuser, pas plus que le reste. Tout à l'heure elle lui a parlé à voix basse, le visage durci ; et il a acquiescé, peureux, soumis. Comme elle l'asservit! Et que je la hais pour cela, cette néfaste conseillère!

Enfin, voici l'auto ; il me délivre. J'ai hâte de ne plus sentir sur moi l'ombre pesante et froide de Fleurances, cette atmosphère de joie factice et de malaise, d'échapper à ce milieu étranger, de fuir vers ma solitude et la paix. Tout d'abord Nicole et moi nous ne nous disons rien, fatiguées, et goûtant un repos à nous taire.

Puis, malicieuse :

— Eh bien! maman?

— Eh bien! ma fille?

— Ton impression?

— Tu la demandes?

Elle me regarde, railleuse, car elle est jeune et moins austère que moi :

— Comme c'est drôle! Je me croyais au théâtre : les visages parlaient comme ils parlent rarement ; les silences mêmes étaient éloquens. Tu aimes Fleurances, toi?

— Oh! non!

— Moi non plus. Ils s'en dégoûteront. Déjà Édouard ne renouvellera pas sa location, d'ailleurs modique.

— Manuële te l'a dit?

— Elle m'a raconté, avec volubilité, — est-ce vrai, est-ce faux? — le plus singulier roman : — « Édouard, ma chère, c'est un mari comme les autres. Ni meilleur, ni pire; mais maniaque et avare. Entre lui et moi, nous nous sommes aperçus tout de suite qu'il n'y avait rien de commun! Et, au bout de quelques mois, nous nous rendions la liberté, en convenant de garder les apparences! »

J'ai interjeté :

— C'est du joli!

— Oui !... fait Nicole ; Manuële a continué : — « Moi, j'ai de grands besoins de luxe, Édouard ne peut les satisfaire, et il s'y prête d'autant moins qu'il est amoureux, amoureux fou, — oui,

ce glaçon, ma chère ! — d'une jeune fille qui s'est toquée de lui. De mon côté, Milart me courtise, je lui plais, il me plaît : alors, vous voyez le troc ; dès la rentrée des Tribunaux, double divorce ; Édouard et moi gagnons au change ! »

Je tombe des nues.

— Et Mme Milart ?

— C'est ce que j'ai objecté, dit Nicole. — « Oh ! a répondu très simplement Manuële, elle ne compte pas, celle-là ! Son mari lui fera une pension. Elle se sacrifiera pour lui faire plaisir, elle l'aime assez pour cela ! »

J'ai une moue de pitié pour elle, de dégoût pour eux :

— Alors tout le monde sera content !

— Manuële en est persuadée, dit Nicole. Tu comprends que, dès lors, le petit Férat la gêne : elle le sème. Ce n'est pas plus difficile que cela ! Aime-t-elle seulement Milart ? Je crois qu'elle n'aime qu'elle. Milart a les millions, elle se charge de les faire danser. Lui, qui avait épousé, pauvre et obscur, sa femme, voit, dans ce nouveau mariage, un moyen d'élargir sa situation mondaine, et dans une alliance avec Raymond un précieux appui.

Je proteste violemment :

— J'espère bien que ton frère...

Nicole hausse les sourcils et réplique :

— Raymond fera ce que veut Julia ; et Julia le veut !

— Dans quel dessein ?

— Un beau-frère millionnaire...

C'est vrai : moins cynique et moins franche que Manuële, elle a la même âme de proie.

— Ah ! répète Nicole, c'est drôle, la vie...

— Tu trouves ! Et Raymond admettrait que sa belle-sœur divorçât ?...

Quoi ! lui qui ne voulait pas que Nicole, si à plaindre, recouvrât sa liberté ! Lui, ennemi de tout scandale ! Lui, qui professait la moralité du mariage !

— Oui, parce que cela se fera à l'amiable, sans plaidoiries, sans publicité ; et ensuite, parce que l'or de Milart paraîtra une irréfutable raison au monde.

— Pas à tout le monde.

— Que veux-tu, maman, lance Nicole, bouffonne et amère, il faut être moderne ! Apparemment, il n'y a que les honnêtes femmes qui ne divorcent pas !

Je sens l'allusion à mes résistances, et son regret, et son reproche. Mon impuissance me fait mal! Laisserai-je se commettre cette ignominie? Raymond, voyons, Raymond Gimones, ne va pas devenir le beau-frère d'un Milart! Nicole rêve? Manuële est hallucinée? Je vais me réveiller de ce cauchemar? L'intérêt de lucre, l'intérêt bas, abject, n'est pas tout dans la vie! Un Raymond doit avoir un autre idéal. Nicole le calomnie! Je déclare fermement :

— Je parlerai à Raymond!

— Et tu te briseras contre Julia!

Je n'ai rien répondu : c'est vrai, je me briserai contre Julia! Eh bien! tant pis!

V

A trois semaines de là.

La fraîcheur d'octobre nous force à allumer de grands feux.

A Fleurances, comment parviennent-ils à se chauffer? Il est vrai que Julia, Manuële et leur mère seules y prolongent leur séjour, Raymond et Buyle ayant repris leurs occupations. Gageons qu'elles vont déguerpir à la première gelée.

Naturellement, un mot de Julia m'annonce que Fred, toujours délicat, a une bronchite et qu'elle-même rentre pour soigner une grippe. Fleurances va reprendre sa vraie physionomie; le Château de la Belle au Bois va voir se rendormir les personnages des tapisseries; les rats courront à l'aise dans les greniers, les feuilles mortes pourriront dans les allées; les douves verdâtres et l'étang stagneront, immobiles.

Que vont-ils faire; que décident-ils? Se sont-ils repris? Ont-ils mesuré la gravité de leur résolution? Quelles nuits blanches j'ai passées à me demander où était mon devoir : dans la résignation, ou dans la lutte? Manuële et son mari sont libres, ils ne dépendent pas de moi; le lien de famille qui nous lie est aussi factice et fragile que leur propre union. Serais-je lâche? Peut-être. Est-ce que la sagesse, — à en croire le docteur Riquenne, — ne consiste pas à subir ce que je ne puis empêcher? Évidemment, c'est le parti le plus facile. Mais est-ce que je ne me rends pas ainsi solidaire de cette mauvaise action? L'inertie des braves gens fait la force des malfaiteurs. Mon devoir est de parler. Je parlerai, advienne que pourra! Demain se réunit

notre Comité de l'Œuvre de la Maternité. Avant la séance, je verrai Julia. Elle seule a l'influence nécessaire pour que, l'ayant pour alliée, je l'emporte. Julia pour alliée, ma pauvre Charlotte, rêves-tu?

Si j'achetais sa complaisance? Elle admire beaucoup mes vieilles dentelles, je lui porterai la mantille brodée que ma mère portait aux bals de la Cour et qu'elle m'a donnée pour mon mariage Je me crois bien maligne, mais c'est enfantin; Julia prendra le cadeau et n'en fera qu'à sa guise. Non, ma foi, pas de dentelles! Je retrouverai ensuite Nicole au train. Elle emmène Pomme-Rose à Paris pour diverses courses. Puis-je laisser ma mère seule? Elle n'a plus le ressort qui l'avait galvanisée. Elle est redevenue silencieuse, inactive comme auparavant. Et cela me paraît plus normal; je m'en inquiète moins...

Ainsi, demain la bataille. Si je la gagnais! Si je trouvais l'accent de conviction enflammée qui emporte tout! Un télégramme de Raymond m'invite à déjeuner. Cela vaut mieux, je le verrai aussi! A demain!

Demain, devenu aujourd'hui, s'achève en frileuse et noire chute de jour. Je suis vaincue, c'était à prévoir! Et Julia et moi gardons la meurtrissure des coups que nous nous sommes portés. J'arpente d'un pas fébrile les quais de la gare de Lyon. Nicole va-t-elle manquer le train? Non, la voici traînant sa fille, Elle n'a qu'à me regarder; mes traits tirés, ma pâleur lui révèlent l'échec.

— Tu n'as rien obtenu? me dit-elle.

— Rien que politesse insultante et dédain raffiné.

— Et Raymond?

— Raymond, comme toujours, l'approuve.

— Tu as dit ce que tu voulais dire?

— A fond! Et Julia ne me le pardonnera jamais. Comment crèvera un jour sur moi cet orage de rancune accumulée? J'aime mieux ne pas y penser.

— Raconte vite!

Nous sommes dans le train. Pomme-Rose s'est endormie. Mignonne à ravir, la tête renversée dans ses cheveux blonds épars, elle serre dans ses mains, déjà coquette, le joli bonnet de loutre que sa mère lui a acheté. Je dis :

— Heureusement que Laure et Manuële n'étaient pas là; j'ai pu, après le déjeuner, parler à Julia et à Raymond ensemble.

Ils ont fait d'abord les étonnés; sans doute espéraient-ils que le secret serait gardé jusqu'à la fin. Puis ils ont abattu leurs cartes : Oui, la vie devenait intenable à la pauvre Manuële, ce Buyle... — et alors une charge contre Édouard, devenu bouc émissaire! J'ai opposé : — « Est-ce une raison pour qu'elle épouse Milart? Cet homme est marié. Sa femme l'aime. »

« Julia m'a dit : — « Qu'est-ce que vous voulez? Manuële trouve là une chance exceptionnelle, elle la prend! » J'ai répété : — « Mais la femme de cet homme l'aime! » Raymond a eu un geste vague; et Julia : — « Tant pis pour elle! Il ne l'aime plus, lui. Il aime Manuële. — « Et cela vous suffit? » — « Il sera généreux envers l'autre! » — « Tu crois qu'on paie la souffrance avec de l'argent? » Julia, stimulée par mon indignation, a répondu : — « Elle est stupide d'abord. Elle n'avait qu'à le garder! » — « Garder un homme de cette espèce? Mais Manuële elle-même y réussira-t-elle? Un être qui ne suit que son instinct et son plaisir! » Julia a dit : — « Que voulez-vous de plus, cette femme y consent! » — « Oui, comme la brebis qu'on égorge! Vous commettez là un acte immoral et cruel! » Julia a souri : — « Oh! mère, des grands mots! » J'ai bondi : — « Non, pas de grands mots, des mots très naturels dont tu devrais savoir le sens; c'est, je le répète, un acte immoral et cruel! »

« Julia m'a toisée avec ironie : — « Mère, si votre intention est de me blesser! » et elle s'est retournée vers Raymond... J'ai haussé la voix : — « Te blesser? Oh! tu as la peau plus dure que cela; toi qu'une vilenie ne blesse pas, toi qui admets... Mais ce n'est pas seulement vilain, ce que vous allez faire, c'est imprudent, inepte : un Milart, il vous faut un Milart? Mais vous savez, mieux que personne, que c'est un individu taré! Toute sa séduction ne l'empêche pas d'avoir volé dans le krach des valeurs minières, où, il y a trois ans, on a cru le voir sombrer. Vous le croyez millionnaire parce qu'il dépense follement? Êtes-vous sûrs de ne pas vous rendre complices de la ruine future de Manuële? » Raymond a dit : — « Ça, non. Milart est sûr. » — « Mais ce n'en est pas moins un aigrefin, un de ces banquiers marrons qui sont suspendus entre la banqueroute et la correctionnelle! » Julia a-t-elle cru que j'avais une arrière-pensée, un souvenir direct : est-ce que l'image de son père?... Elle m'a jeté un regard noir, tandis que Raymond protestait : — « Voyons, mère, Milart est plus fort que cela! » J'ai crié :

— « Vous êtes aveugles! Vous ne voyez même pas que vous marchez dans un bourbier! Vous n'avez donc plus ni délicatesse, ni honneur? Je vous le prédis, vous vous repentirez un jour! » Julia fait claquer ses petits doigts : — « Mère, voilà que vous faites concurrence à Mme de Thèbes! » J'ai riposté : — Ma fille, c'est le triste privilège des vieux de voir plus loin que les jeunes. Avais-je si tort pour Fred, quand je te suppliais de le nourrir? Ton enfant aura, par ta faute, une enfance chétive et menacée! » Julia a fait : — « Oh! en voilà trop: Raymond continuera avec vous cette discussion, s'il y tient. J'ai à sortir, vous m'excuserez! » J'étais lancée : — « Va, va, Julia, va t'amuser, va courir les magasins et potiner avec tes amies, tandis que ton petit abandonné restera près de la *nurse;* mais, sache-le bien, votre égoïsme est abominable; il vous pourrit le cœur; il vous mènera à des catastrophes! » Raymond est intervenu : — « Maman, tu exagères, j'en suis sûr, ta pensée! Vois, Julia a beaucoup de peine! » — « Raymond, j'ai dit tout ce que je pense : rien de plus, rien de moins! Et je ne le regrette pas! Ma conscience l'exigeait! »

« Il a suivi Julia qui battait en retraite, outrée et ricanant, et, quand il est revenu, j'ai compris que lui non plus ne me pardonnait pas ma franchise. J'ai posé mes mains sur ses épaules, je l'ai regardé dans les yeux : « Tu m'en veux? » Il a détourné son regard. Nous n'avons plus rien dit, et nous nous sommes quittés froidement. Voilà, ma chérie, notre explication. Elle a été pénible, elle n'a servi à rien. Enfin elle m'a soulagée, c'est toujours cela! »

Nicole me prend dans ses bras, m'embrasse, — ce qui n'est pas commode avec nos chapeaux :

— Pauvre petite mère! Tes enfans te donnent bien du tourment! Hier, ta Nicole. Aujourd'hui, ton Raymond.

Et elle ajoute :

— Maintenant, tu ne t'en mêleras plus, j'espère. Que veux-tu faire de plus ?

Oui, quoi? Je lui souris tristement; je contemple Pomme-Rose, pure encore de tout mal, et qui, candide, dort toujours, avec la grâce redoutable et charmante de la femme qu'elle sera un jour, une femme pour la joie, l'amour et la douleur... Sera-ce une Nicole, une Julia, ou une Charlotte comme sa grand'-mère passionnée? Qui le sait?

A la gare, Minerve et Toussaint nous attendent, le coupé remplace la victoria, et la bouillotte chaude n'est pas de trop sous nos pieds. Nous dînons sommairement. Nicole n'a pas le courage de regagner sa maison du Haut-Samois, et partage le lit de Pomme-Rose. Je me réveille, après une mauvaise nuit, l'âme courbaturée, avec l'affreuse tristesse des lendemains de grande crise. En vérité le malheur de Nicole suffisait à mes soucis. S'il faut maintenant me déchirer à cause de Raymond!... Car c'est à cause de lui, de lui seul, l'ingrat! Les Barysse peuvent se prostituer à leur guise, se couvrir de ridicule ou d'infamie, cela les regarde! Mais lui, mon fils, ce Raymond que j'ai tenu tout petit dans mes bras comme je tenais son Fred... Me laisser bafouer ainsi par sa femme, le lâche, l'ingrat!...

Ingrat! Plus que je ne pensais! Trois jours d'inquiétant silence dont je sentais bien la menace, et, ce matin, arrive cette lettre :

« Ma chère mère,

« Julia est souffrante de la malencontreuse histoire de l'autre jour; elle expie ainsi sa maîtrise d'elle-même et sa parfaite tenue à ton égard. Puisque nous différons d'avis au point que tu aies cru devoir employer vis-à-vis d'elle et de moi des allégations aussi blessantes que celle du « bourbier » et de notre manque « de délicatesse et d'honneur, » tu jugeras comme moi qu'il vaut mieux laisser au temps, pendant quelques semaines au moins, le soin de nous faire oublier ton injuste acrimonie; et tu ne m'en voudras pas d'estimer que toute entrevue, d'ici là, serait inutile et nuisible.

« En ce qui me concerne, je regrette que tu aies, sans provocation de sa part, affligé ainsi ma femme que j'aime et estime profondément. Je déplore ce malentendu dont je ne suis en aucune façon responsable, et reste, comme par le passé,

« Ton fils respectueux

« RAYMOND. »

Voilà. On m'exile. On m'interdit les visites au boulevard Haussmann. Je ne verrai plus mon petit-fils. Ils savent bien par là toucher en moi la place vive! Quelques semaines : mais oui, le temps de faire le bonheur de Buyle, de Manuële et de Mme Milard aussi, n'est-ce pas? Ah! Raymond, c'est mal, mon

enfant, de repousser ainsi ta vieille mère ! Comme tous les mots de cette lettre sont dosés de sécheresse ; comme on y sent l'inspiration, ou la dictée de Julia ! Julia malade de s'être si bien contenue ! Ah ! laissez-moi rire ! Qu'elle me briserait, c'était certain d'avance... et je le savais ! Aussi, cela t'apprendra, ma mie, à t'immiscer dans les affaires de ta bru ! L'as-tu assez méritée, cette leçon ! Que faut-il faire ? Dois-je m'humilier ? Demander grâce ? Non, ferme-toi, cœur ulcéré ; raidis-toi, orgueil ! Haut la tête, Charlotte ! Tu n'as rien à te reprocher !

Plains-les, voilà tout ! Et pleure, si tu ne peux pas faire autrement...

J'ai pleuré...

Nicole a lu avec révolte la lettre de son frère. Elle a déclaré :

— C'est ignoble ! Je ne les verrai plus, tant que Raymond ne t'aura pas demandé pardon !

— Oh ! ma Nicole ! c'est assez que je sois frappée. Tu as besoin de la protection de ton frère.

— Je n'ai besoin de la protection de personne ! Je ne veux pas qu'on te fasse un affront pareil. Je pars pour Paris à l'instant... Laisse... Je leur dirai !...

J'ai eu grand mal à la retenir ! Chère Nicole courageuse, belle âme sincère ! Non, non, à quoi bon aggraver notre discorde intime ? Je m'oppose à ce qu'elle écrive, même, son sentiment à Raymond ; mais c'est bien en pure perte, car voici qu'à son tour, et cette fois, ironique et rageur, Raymond lui écrit :

« Ma chère Nicole,

« Je n'accepte pas les leçons d'une femme de ton âge et de ton caractère, qui est faite pour en recevoir. Occupe-toi de ton ménage, cela doit te suffire, et ne te mêle pas du nôtre. C'est compris ? Ma maison est ouverte à nos amis et à ceux-là seulement !

« RAYMOND. »

Ah ! Nicole ! Nicole... pourquoi as-tu fait cela, ma chérie ? Pourquoi te jeter dans cette tristesse, pourquoi défendre ta mère ? J'en suis attendrie et épouvantée. De Raymond à moi, les choses, peut-être, se seraient-elles arrangées. La fière intervention de Nicole, en irritant cet aîné de tout temps prévenu contre elle, va aggraver notre refroidissement. Puis-je lui en

vouloir? Non, elle est bien ma fille, elle vient de le montre là, malgré tout ce qui nous sépare par ailleurs. Mais elle a assez de chagrins personnels, sans se charger des miens!

Elle a d'abord senti vivement l'injure, puis s'est secouée :

— Raymond est bête! a-t-elle dit.

J'ai répondu, navrée :

— Elles vont me l'enlever, c'est leur seul but!

— Non, cela s'arrangera plus vite et mieux que tu ne crois!

J'ai un hochement de tête qui doute.

— Si, affirme-t-elle, tu verras. Ils ont un trop grand intérêt à te ménager, pour qu'après cette algarade, ils ne réfléchissent pas.

— Quel intérêt?

— Mais... ta fortune, que doublera, croient-ils, celle de mère-grand.

Je ne puis m'empêcher de rire, à cette idée. La fortune de ma mère!...

— Tu verras, prophétise-t-elle.

Quoi! les liens de famille tireraient donc leur force et leur durée de l'intérêt? Ce serait trop triste à penser. Ils ne vont pas évaluer ma mort, je suppose, et calculer un héritage, — d'ailleurs modeste, — que je ne me soucie pas de leur laisser avant longtemps. Mais Nicole, têtue, affirme :

— Parions!

Elle a gagné. Laure Barysse, rencontrée par elle à Paris, se charge d'arranger les choses. Jouant celle qui ne peut prendre au sérieux ni mes sorties virulentes, ni la rancune de ses enfans, — des enfantillages, a-t-elle dit, — elle a parlé, fort bien, paraît-il, de l'affection qu'elle me porte. Elle connaît son Raymond, excellent cœur, quoique brusque. Elle est sûre que déjà il n'y pense plus. Et de fil en aiguille, n'a-t-elle pas sondé Nicole sur la santé de « la Marquise, » son grand âge, les dispositions qu'il est toujours sage de prendre et auxquelles « la Marquise » a dû songer? Elle insinue que les enfans, qui représentent l'avenir des familles (lisez : Fred!), devraient compter, à côté des héritiers directs (c'est-à-dire : moi). Il est tels avantages que la Loi autorise, que sans doute Nicole, pour Pomme-Rose, ne verrait pas d'un mauvais œil?... Le tout enguirlandé de protestations amicales, l'assurance qu'elle n'a en vue que la concorde et le bonheur de tous.

Voilà qui est drôle! Ce qui ne l'est pas moins, c'est l'attention de Manuële, qui m'apporte un plein panier de chasselas de Fleurances, où elle est allée dévaliser les vergers. Elle s'efforce de dissiper mes préventions, éprouve, me jure-t-elle, pour ce Milart si calomnié, la passion la plus pure et la plus intense, colore, d'un bel amour partagé, le divorce d'affaires qu'elle rêve, et dont, dit-elle, il n'y a pas lieu de s'alarmer, puisque aussi bien elle ne pourrait pas épouser le financier avant un an. Elle s'est faite souple, câline, pour me convaincre; si bien qu'après son départ je ne sais plus que penser. Une détente me vient, et je m'accuse d'avoir été bien vive avec Raymond et Julia. Est-ce que, parce qu'elle est la femme de mon fils, et ma rivale de cœur, je ne la juge pas trop sévèrement? Elle est jeune, la vie la formera peut-être? Mais la réalité me ressaisit. Je n'ai pas rêvé pourtant. Ces louches, ces malpropres arrangemens de vie, une femme sacrifiée, deux ménages se reconstituant à leur guise, le mariage bafoué sans pudeur, une basse comédie dupant la société et les magistrats, comment ne serais-je pas soulevée d'indignation?

Vais-je regretter d'avoir fait mon devoir? Est-ce que j'écouterais la voix lasse qui gémit au fond de moi un « à quoi bon? » désabusé? Plutôt perdre Raymond que de le voir faillir, et cela, je n'en doute pas une minute, c'est une faillite! Quelles journées d'angoisse je vis là! Ballottée de sentimens contradictoires, prise entre ma raison et ma faiblesse de mère, prête à leur demander grâce ou à me rebeller plus fière... Il y aura demain dix-sept jours que je n'ai pas revu le petit Fred. Et je sais qu'il languit toujours...

Un malheur n'arrive jamais seul. Nicole, chez qui je passais une partie de l'après-midi, a reçu une lettre; et la vue du timbre étranger m'a causé une angoisse. Était-ce donc le revenant, ce dangereux Charles Raynal, qui s'imposait encore, et toujours, à moi? Mais elle m'a tendu l'enveloppe; je ne reconnais pas le timbre russe. Cette lettre vient de Croatie, l'écriture est de Martial; et, quand nous l'avons lue, nous restons pâles et muettes à nous regarder, car un nouveau malheur est entré; il se tient là, au milieu de nous. Et nous tournons la tête instinctivement vers la porte, comme s'il n'était que l'annonciateur du mauvais tyran, de ce Beyfers dont Nicole porte le nom et la chaîne.

Martial se déclare dégoûté de son emploi, — une fois de plus! — se plaint de sa santé et surtout de sa solitude. Le climat ne lui convient pas. La vie est trop chère. Bref, il exprime le désir, pour ne pas dire l'ordre, si on veut qu'il remplisse jusqu'au bout son contrat de régisseur, que Nicole le rejoigne et lui amène leur petite Marcelle, dont, dit-il, il ne peut se passer plus longtemps. Si, pour des raisons de santé ou tout autre motif, sa femme se refuse à reprendre la vie commune, il entend tout au moins que sa fille vive auprès de lui. Il reprendra donc Pomme-Rose.

Atterrées, nous cherchons à nous ressaisir. Quel nouveau démon de méchanceté et de vésanie torture ce malheureux? A quel déséquilibrement attribuer cette versatilité d'humeur? Que sont devenues les craintes propices que lui avait suggérées le bon Riquenne? Évanouies avec la distance? L'éloignement a-t-il recréé une image de Nicole plus désirable? Est-ce sa jalousie âcre qui le travaille? Et quelle félonie à lui, après l'accord, de remettre tout en question, et, par un odieux chantage, de réclamer aujourd'hui, d'exiger demain sa fille, sa fille qu'il ne saurait élever, et par laquelle il compte ressaisir la mère, incapable de livrer son enfant.

A qui demander conseil et protection? Le docteur Riquenne est en voyage. Raymond nous boude, et Nicole ne veut rien lui devoir.

Nous relisons la lettre de Martial, nous en pesons chaque terme et nous tournons dans le même cercle d'indécision et de terreur.

— Me vois-tu, dit Nicole, retournant auprès de ce bourreau? Qui sait quel homme il est devenu! S'il n'a pas repris ses habitudes d'intempérance et de débauche, ses vices toxiques, ses frénésies? Recommencer ce calvaire, non, plutôt tout!

Plutôt quoi? Je la regarde avec douleur et n'ose lui poser cette question. Elle contemple fixement, par delà les vitres de sa chambre, l'espace libre, l'horizon fuyant. J'ai lu dans ses yeux l'envie sauvage de fuir avec sa petite dans ses bras. Où elle courrait, vers quel nouveau malheur? Je ne le devine que trop!... Il ne faut pas que cela soit. Il ne faut pas non plus qu'elle rejoigne Martial. Dans quel étau sommes-nous prises!

Mornes, nous descendons le raccourci, la pente dallée qui

conduit au Bas-Samois. Nous longeons le bateau-lavoir, l'île, le bras mort, pourri de larges feuilles d'eau ; nous atteignons le Clos-des-Bois, Margot nous accueille, les bras levés ; Gertrude et Renaude s'affairent ; Toussaint revient en courant et, essoufflé, il me jette :

— Le docteur Riquenne est de retour, il arrive à l'instant.

Que se passe-t-il donc ?

Quatre à quatre, je grimpe l'escalier, Nicole sur mes talons. Je vois ma mère étendue sur son lit, rigide, un œil vivant, l'autre atone ; elle est tombée de son fauteuil il y a cinq minutes ; au bruit de la chute, Renaude s'est précipitée...

— Maman... maman... Nous reconnaissez-vous ? C'est moi, c'est Nicole !...

Elle ne répond pas, elle me regarde, elle a l'air d'une très vieille chose, si lointaine déjà... On a étendu un châle sur ses jambes ; ses mains sont glacées, on les dirait de pierre. Est-ce le froid de la mort qui gagne ?

Un pas dans l'escalier. Le docteur Riquenne fait irruption et se penche sur elle, la palpe, donne des ordres brefs. Mais je vois sur son visage qu'il n'y a pas d'espoir, et que ma mère, foudroyée, va s'en aller d'une mort sans souffrance, d'une mort heureuse... Quoi ! si vite ? Quoi, sans que je puisse retenir la vieille petite ombre qu'elle était encore ; partir en emportant le passé, un si grand lambeau d'histoire et de souvenirs, la moitié de ma vie même ?... Je m'agite désespérément, je ne veux pas penser, j'exécute en tâtonnant ce que le docteur ordonne ; Nicole, avec plus de sang-froid, me seconde.

Dans quelques heures ou quelques minutes, ma mère aura cessé de vivre !

Elle n'est plus. La mort a investi de son sceau suprême ce visage qui colle un masque de parchemin sur les os. Ses mains sont jointes. Elle est immobile pour l'éternité. Nous avons, Renaude et moi, fait la toilette funéraire, donné à son corps périssable les derniers soins qu'elle recevra. Et je voyais les mains de Renaude, si fibreuses, si usées, et le visage de Renaude qui ressemblait, dans sa vétusté, à celui de la maîtresse que pendant tant d'années elle a servie, que, sans doute, elle rejoindra bientôt.

Nous avons veillé toute la nuit. Un jour blafard se lève. J'ai fait téléphoner à Raymond. Il va venir. Nicole a de grands

cernes sous les yeux et son air de fièvre. Moi, le miroir m'a renvoyé un visage vieilli d'aïeule. J'ai pris rang parmi ce qui est révolu, et l'anéantissement de ma mère me rapproche du seuil qu'elle a franchi. Je n'ai pu encore pleurer. J'ai l'âme aride. Et je la contemple fixement, qui repose là.

Quelle place elle a tenue dans mon existence, cette pauvre vieille maman réduite à cette apparence fantomale, à cet éphémère petit spectre !... Après cet étrange réveil d'elle-même qui fut comme la dernière lueur de la lampe, elle est descendue dans la nuit. Elle dort du sommeil froid et nu de la branche cassée. Elle n'a plus d'impression humaine. Elle a la couleur sèche de la terre. Et de ce qui fut de la vie en fête, un rayonnement d'âme, un corps agile, il ne reste plus que cela, ce résidu, ce néant...

Même à qui s'est préparé à la voir frapper ceux qu'on aime, la Mort paraît terrible, tant elle est simple. En quelques instans... Et maintenant c'est fini... irrémédiablement fini. Je voudrais pouvoir pleurer...

Il est onze heures, Raymond arrive. Il me serre dans ses bras ; son émotion est sincère.

— Ma pauvre maman !

Il embrasse aussi Nicole, sans rancune.

Et je remarque qu'il est pâle et contracté. Est-ce la mort de sa grand'mère ? Est-ce ma douleur qui l'émeut tant ? Il me dit avec franchise :

— Tu avais vu clair, tu as été plus perspicace que nous !

Que veut-il dire ? Il reprend :

— Tu n'as pas lu les journaux ? Milart est arrêté !

Et il ajoute, machinal, car sa pensée est là-bas, et non ici :

— Quel coup imprévu !

Sans que je sache s'il veut parler de celui qu'on a emmené menottes aux mains de chez le juge d'instruction, ou de celle qui gît là-haut, muette, aveugle et sourde aux rumeurs de la terre et à l'agitation des êtres.

PAUL MARGUERITTE.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LA
PROMENADE A TOMBOUCTOU

II[1]

IV. — GLOIRE ET MARTYRE DE LA VILLE

L'élite formée par Sidi-Yahia se trouvait au lendemain de sa mort, en 1462, sans chef spirituel pour s'opposer aux entreprises des nomades. Excédée par les violences d'Akil et de ses insatiables Touareg, elle implora les Songaïs de Gao et leurs princes Armas affranchis de l'autorité mandingue à la faveur de l'invasion Mossi. Répondant à cet appel, la cavalerie de leur sonni Ali-Ber se déploya, le 29 janvier 1468, sur la rive gauche du Niger, après avoir passé le fleuve dans les pirogues des marchands. A cette vue, les Touareg s'envolèrent dans leurs sables. Ali-Ber posséda la cité qu'à son grand-père, Dia-Assibaï, avait prise le pieux empereur de Mali, Kankan-Moussa.

Malheur affreux pour les lettrés. Quoique musulman, Ali-Ber était sceptique en matière de religion. Monarque très absolu, il détestait que marabouts et lettrés acquissent de l'importance politique. Parce qu'ils voulurent obtenir du sonni quelques garanties légales, et une sorte de charte jurée sur le Coran, ils furent accusés d'alliance avec les Touareg. Cruellement Ali-Ber les persécuta, les condamna, les pourchassa dans les environs, à

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1913

travers les dunes et les arbustes épineux, jusqu'au lac Figuibine, où beaucoup périrent, jusqu'aux marais de Goundam, où un plus grand nombre fut massacré, jusqu'aux roseaux du lac Debo, où l'on acheva d'exterminer les survivans avertis, par un rêve, de leur fin. Et cela, bien que ces inoffensifs docteurs, mal entraînés aux jeux de la guerre, tremblassent de peur avant de grimper sur les rallahs de leurs chameaux. En 1488, Ali-Ber exilait encore des lettrés.

Aussi les gens de Tombouctou reconnurent-ils avec empressement, pour empereur, lorsqu'il eut vaincu l'héritier légitime du sonni Ali-Ber, son lieutenant soninké Mohammed-Touré, personnage clairvoyant et génial qui avait, d'ailleurs, soustrait à la mort beaucoup de docteurs condamnés par le sonni. Le premier askia rétablit aussitôt, dans leur complète autorité, les jurisconsultes, les imans et les lettrés revenus d'exil sur son ordre. Très pieux, il fut à La Mecque escorté par 500 cavaliers, 1 000 fantassins et muni de 300 000 pièces d'or. Investi par le calife d'Égypte, il réforma les mœurs, obligea les femmes à se voiler, à s'envelopper et à s'enfermer. Léon l'Africain visitant Tombouctou vers cette époque, 1507, s'étonnait des boutiques nombreuses, des artisans partout à l'œuvre, d'un peuple de tisserands, d'esclaves au visage découvert, de vendeuses actives pour offrir les alimens, le lait, le beurre, la viande. Les habitans achetaient, avec leur poudre d'or, les manuscrits arabes, les tissus d'Europe, et les chevaux; avec des cauries asiatiques, les menues choses, et l'eau de pluie, unique breuvage. Au passage du maire juché sur un dromadaire blond, suivi d'une cavalcade, les solliciteurs s'agenouillaient. Ils couvraient leurs crânes de poussière. La nuit, toute la ville dansait, malgré la fréquence des incendies flambant les terrasses de lattes et de paille.

M. Maurice Delafosse a patiemment reconstitué ces annales pour l'ensemble du Soudan. Travail considérable et qui rend sa vie entière au passé de notre empire. Il faut lire cette histoire des vieux peuples Nigériens, et s'étonner de leurs forces, de leur politique, de leur esprit organisateur même, tel qu'il se manifesta dans ces grandes fugues des Askias.

Sous le règne de l'Askia soninké tout se coordonne. Une armée permanente veille au salut de l'empire. La levée en masse est supprimée pour le bonheur des paysans. Le maire de

la ville, le Tombouctou-Koï annonçait au peuple les victoires de l'Askia, ses conquêtes au Diaga, l'invasion du Mossi, la mise en vente des captifs ramenés du Yatenga, du Bagana, du Mali, du Bariba, régions du Niger, puis du Galam sénégalais, de Nioro même, enfin du pays Haoussa, de l'Aïr, et d'Agadès. Au milieu de ses négriers enrichis très vite ainsi, le maire jouissait d'un prestige suffisant pour intercéder au nom de la ville, près de Moussa, le fils et successeur de Mohammed, passant là pour combattre ses frères compétiteurs non loin de Kabara. Après leur défaite, Moussa, politique habile, épargna solennellement la vie des fugitifs accueillis par le Tombouctou-Koï. Le troisième Askia Bengan-Koreï redoutait moins les conséquences d'une guerre malheureuse que les railleries de Tombouctou et de son élite spirituelle. Pourtant détrôné, il s'y réfugia quelques jours. Les cavaliers de son frère Ismaïl n'osèrent l'y saisir. Tombouctou s'enrichissait toujours plus. Ses négocians dirigeaient des colonnes d'esclaves vers le Maroc et la Tripolitaine. Sous le quatrième Askia, les crieurs vendaient cinquante centimes les captifs qu'on amenait du Gourma envahi. Serviteurs et concubines pullulaient dans les maisons plus nombreuses des marchands, ainsi que les monnaies reçues de la Méditerranée barbaresque en échange des esclaves les plus aptes à supporter les fatigues du voyage saharien. Sous l'Askia-Issihak Ier, Tombouctou pouvait offrir 70 000 pièces au griot de l'Empereur. Sans arrêt, les guerres souvent heureuses des Askias valurent aux négriers de Tombouctou mille fortunes. Daoud paya la reconstruction de la grande mosquée pour laquelle il envoya, de Gao, 4 000 poutres de bois kanko, ces poutres dont le touriste peut encore pousser du pied quelques fragmens au milieu des ruines.

A cette époque sans doute, les nouveaux riches édifièrent une partie de la ville centrale, telle que nous la voyons aujourd'hui. Selon les esthétiques du Maroc ou celles de l'Égypte, les architectes instruisirent les maçons bambaras à mieux préparer le moulage des briques ovales, à les superposer correctement, à former la solide épaisseur des murs, à soutenir les terrasses agréables pour la fraîcheur de la nuit, à mesurer les chambres des femmes et les magasins des hommes autour du patio intérieur, à parer les façades des notables, en les décorant de merlons coniques, en leur appliquant des obélisques d'argile, en

ouvrant, avec prudence, des porches étroits entre des contreforts obliques ou bombés, en avançant les saillies des gargouilles pour éloigner du crépi lisse la chute des eaux de pluie. Obéissant au Conseil de la cité, les maçons alignèrent des bâtimens sur des rues à peu près droites. On ménagea des carrefours pour les causeurs et des places pour les vendeuses. D'une mosquée à l'autre, d'un marché à l'autre, des rues furent orientées qui conduisirent aux assemblées de penseurs, et aux réunions voluptueuses. Le long de ces voies se dressèrent les larges cubes en glaise, qui protègent les vies des familles polygames, les trésors de leurs coffres, les marchandises de leurs réserves. Les belles Arabes eurent leurs quartiers cossus fleurant les parfums d'Égypte. Les Tripolitains voulurent des parcs à dromadaires entre les blocs de leurs maisons crénelées pour la défense des entrepôts. On ménagea des espaces où se tint le marché aux branches d'épineux secs que les miséreux apportaient du désert, et qu'ils vendaient en petits tas pour la cuisine. Par races du Nord ou du Sud, par corporations nomades ou sédentaires, les propriétaires se groupaient, encastrant leurs murs, accolant les terrasses, suspendant les belles nattes de Mopti devant les baies, achetant des esclaves prompts à servir. Sévère, grise et blonde, la cité d'argile s'éleva sur le sable. Les alvéoles de ses terrasses se multiplièrent entre les pyramides de ses mosquées. Elle s'étendit sur les flancs. Elle s'aggloméra dans le centre. Peu à peu les terrains vagues et leurs huttes disparurent. La ville repoussa ses faubourgs de ruches songaïs, et ses hameaux de paillassons berbères, jusque dans les vagues des sables éblouissans. Tombouctou grandit, ville d'opulence et de force. Les timbaliers frappèrent sur le parchemin de leurs caisses devant les farandoles des danseuses et les chœurs des assistantes, toutes les nuits.

A l'abri de ces maisons, les familles se défendirent contre l'épidémie de 1582 que les marabouts soignèrent, sans pouvoir empêcher mille morts dans les faubourgs et les campemens. Mais les plaisirs du gain, le goût de la volupté, le triomphe des succès intellectuels, et l'orgueil de la dévotion effacèrent vite les deuils particuliers.

Un peu plus tard, les marchands apprirent avec stupeur que les Peuhls du Macina avaient pillé un convoi de barques djennéennes. Chose invraisemblable. On rassembla des milices.

Mais l'Askia veillait. Le forfait ne se renouvela point. Il advint ensuite que, méprisant le droit d'asile, le septième Askia fit enlever de Tombouctou son frère qui fuyait le bourreau. Ce fut un scandale parmi les lettrés. Ils agitèrent les plis de leurs robes. Ils crièrent, par les rues, les surates de réprobation. Ils appelèrent, sur le violateur des privilèges sacrés, le châtiment des cataclysmes. Peut-être quelques-uns d'entre eux envoyèrent-ils à Marrakech des messages et des invocations. Car, peu de temps après, les armateurs des caravanes pour l'Ouest eurent à craindre les armées du Maroc mises en marche, l'une vers le Sénégal où elle se désagrégea, l'autre vers les salines de Taghazza. Bientôt les chameliers de Tombouctou durent payer une rançon aux Marocains arrivés sur le lieu, et qui le revendiquaient comme une juste compensation due à leur sultan de Fez, protecteur de l'Islam contre les entreprises de la chrétienté. L'Askia dut abandonner les salines à la cupide administration des conquérans. Ce changement, les spéculateurs de Tombouctou ne le purent tolérer. Ils s'indignèrent, accusant l'incapacité de l'Askia, l'inertie de ses troupes, pour lesquelles ils payaient tant. Et, fort mal à propos, dans un esprit de révolte, les lettrés reconnurent, pour nouvel Askia, Saliki-Balama, qui fut battu par Issihak fils de Daoud, et pourchassé jusque dans Tombouctou. Incontinent, le maire et le chef Targui de la ville furent exécutés avec le vaincu, leurs partisans châtiés. Tombouctou connut les horreurs des supplices, la couleur du sang que boit le sable. Un an plus tard, Issihak, fuyant les mousquets marocains de Djouder l'Espagnol, expédiait aux gens de Tombouctou l'ordre de passer sur la rive droite du Niger. Cliens des Marocains, ils n'en eurent garde, à l'exception des fonctionnaires, et reçurent de leur mieux, le 30 mai 1591, Djouder l'Espagnol ainsi que ses troupes. Elles furent camper dans le quartier tripolitain. Elles le fortifièrent. Désormais le sultan du Maroc régnera sur la ville de glaise et de sable, sur la ville gorgée de richesses, encombrée d'esclaves, ivre de dévotion et de volupté.

Pour son malheur et sa ruine. Depuis Djouder, depuis le XVIe siècle, l'énergie destructive de l'Islam qui avait, au Nord, tout anéanti des villes romaines et byzantines déjà, cette énergie néfaste organisa la puissance de la Terreur. Au lendemain de leur entrée, et sur un simple grondement du peuple qui s'oppose à l'arrachement de ses portes pour construire une flot-

tille de guerre, les soldats frappent indistinctement jurisconsultes et marchands, marabouts et lettrés : lesquels, pendant tout l'été, adressent secrètement des subsides au chef de leurs mercenaires Touareg. Il se précipite, le 10 octobre, sur la forteresse de Djouder et le quartier tripolitain ; mais y perd la vie. Sa tête coupée apparaît sur les places, sans litham et ainsi méconnaissable pour les siens mêmes, au bout d'une pique. Comme des rumeurs s'élèvent, les Marocains sabrent les crânes allongés des Bambaras dans les rues, balafrent les nez épatés des Songaïs, percent les poitrines maigres des Touareg, et laissent derrière eux des blessés qui saignent dans le sable, des agonisans crépus qui se crispent au soleil, des cadavres noirs pour les mouches. Dans les mosquées où s'entassent fugitifs et protestataires, le massacre éclabousse les piliers. Yatagans et cimeterres abattent les plus vaillans. Et cela dure plusieurs semaines. Le siège du quartier tripolitain continue. Les Touareg flambent les chaumes des faubourgs.

Sans cesse les pires exactions irritent les citoyens revenus après les troubles. Avec leurs marabouts, ils se rebiffent. Ils s'insurgent. Alors on les décime, et dans la nef de Sankoré même. Les vainqueurs perquisitionnent dans toutes les maisons de briques, au fond des cours étroites, sur les escaliers de glaise, derrière les coffres des chambres obscures et basses, afin de découvrir des armes. Ce faisant, les soldats pillent les bibliothèques. Ils dispersent les seize cents volumes du très illustre ethnographe et jurisconsulte Ahmed-Baba. Chargé de chaînes et la jambe rompue, lui-même doit, par le Sahara, se rendre prisonnier à Marrakech, en compagnie de ses collègues. Non sans avoir vu saccager leurs maisons opulentes, emporter leurs trésors, leurs marchandises précieuses. Cent mille pièces d'or sont envoyées au Maroc.

Les soldats de l'Atlas vendent cinq ou dix sous les femmes et les enfans des nomades exterminés, des Songaïs et des Peuhls en révolution permanente sur les rives du Niger. Les têtes des meneurs arrivent à Tombouctou. Basanées, noires ou ambrées, ovales, prognathes, camuses ou rectilignes, elles pourrissent, à bout de pique, sous leurs tignasses copieuses, leurs laines courtes, leurs cheveux en cadenettes.

Les pachas élus par les troupes marocaines du Soudan, à partir de 1612, administrent plus mal encore que ceux de Fez.

Les famines sévissent; et telles que la populace mange des cadavres emportés au fond des tentes en nattes.

Pendant tout le XVIIe siècle, les tragédies sont quotidiennes. Exécutions capitales, empoisonnemens, rixes, meurtres, crimes de palais, révolutions, émeutes de prétoriens frénétiques, épouvantent les jours. On construit plus de maisons bardées et crénelées. Les disettes se succèdent. On vit une mère dévorer son enfant.

En 1660, les pachas s'affranchissent de la suzeraineté marocaine, toute nominale d'ailleurs. Des prières publiques ils suppriment le nom du sultan. Puis les Armas des Songaïs gouvernent, métis de berbères et de négresses, très noirs eux-mêmes. Cent vingt-huit pachas se succèdent en quatre-vingt-dix ans. Et si la grande mosquée, sa pyramide, sont reconstruites, en 1709, par l'un d'eux, les autres dépouillent les individus et les corporations, afin d'acheter la retraite des Touareg, reparus avec leurs dromadaires devant la ville, qui, pourtant, n'évite pas d'être mise à sac.

Pendant le XVIIIe siècle, Berbères Touareg, Arabes Kounta, Peuhls du Macina, tour à tour, rançonnent les caravanes et dépeuplent la cité blonde; esclavagistes impitoyables les uns comme les autres.

La nécessité, pour le Soudan, d'obtenir le sel en échange de son or, de ses plumes, de ses grains, maintient, parmi ces horreurs, l'existence active de Tombouctou. Les marchands acceptent de payer impôts et rançons, tant ils gagnent encore par leur négoce. Sous les terrasses desséchées qui se fendillent, les pauvres échappent à l'emprise des cupidités. Leur ruche de paille et de banco, leurs calebasses et leurs corbeilles, leurs lits de bâtons entrelacés, ne sont pas pour attirer sur eux, d'ordinaire, les violences des assauts. Dès le moment du péril, ils fuient ou se terrent; puis regardent partir, sous la fourche des captifs, la fillette, la jeune épouse, en cachant leur rage douloureuse. Le lendemain, ils recommencent leurs humbles besognes, porteurs d'eau, chameliers convoyeurs, âniers au service des vaincus comme au service des vainqueurs. Ne faut-il pas décharger, charger les planches de sel, les couffes de riz et de mil, emmagasiner, transporter les marchandises, désaltérer la caravane, lui panser les bêtes, lui tresser des nattes de campement, lui saigner des moutons, lui remettre des mes-

sages, courir pour elle au port, et en revenir aussitôt, avec le renseignement opportun, lui vendre le lait du pasteur, les œufs et la poule du villageois ?

V. — LA VENUE DES EUROPÉENS

Cette persistance des plus pauvres et des plus riches sauve la cité de l'anéantissement. Tombouctou fut sauvegardé par le besoin du sel. Et comme les traitans du Sénégal ne purent, de longtemps, faire parvenir les objets européens dans la région du Niger, seuls les marchands du Maroc importaient les armes à feu, la poudre, les balles, les corans, les étoffes, les miroirs, les ustensiles de métal, les perles de verre, les filigranes et les parfums. De plus en plus, ceux de Marrakech et de Fez eurent des frères, des fils installés à Tombouctou pour la vente de ces choses, pour l'achat des esclaves, des plumes, de l'or.

Ces familles de négocians marocains subsistent toujours. On s'adresse à elles pour accomplir, sous leur sauvegarde, le voyage encore périlleux du Sahara. Car ces familles restent alliées à d'autres qui dominent dans les oasis, au Sud de Marrakech, et qui permettent ou non l'accès du Maroc.

Alliances fragiles du reste. Il arrive que le vieil homme chauve et aquilin, à longue barbiche blanche, vous avertisse qu'il ne peut, cette année, vous prendre dans sa caravane. Ses fils et son frère viennent d'être tués, au Tafilalet, par un clan ami. Simple bagarre. Aussi votre interlocuteur n'amènerait là-bas, croit-il, en souriant, que les corps des Européens, sans les têtes. Son extrême courtoisie vous invite cependant au seuil égyptien d'une épaisse maison grise et oblique. Une petite fenêtre en bois découpé selon les modèles des arabesques fait saillie au-dessus de la porte lourde à têtes de clous et à verrouils. Par le dédale de couloirs étroits et bas, par une série de marches réunissant les niveaux différens des pièces, l'hôte vous guide incliné dans ses robes, soucieux de vous éviter le heurt du front contre une poutre de linteau. Enchanté, semble-t-il, de vous amener en une salle exiguë à trois faces, ouverte sur la cour d'argile blonde, il présente l'un de ses frères. Ce vieillard maigre, on l'a vu peint sur les antiques miniatures persanes des musées, avec l'étiquette certifiant le portrait d'un derviche. Des nègres apportent un fauteuil en X, des coussins de cuir pourpre, le plateau de cuivre

et son aiguière au milieu des tasses arabes. De grands coffres sont bardés de fer et encastrés dans le banco de la paroi. Une gracieuse enfant songaï à quatre houppes, l'une sur la tempe, passe, furtive et timide, entre ses ailes de cotonnade bleue Esclave sans doute, et qui sera vendue clandestinement à Marrakech, de quinze à quarante louis, pour la volupté d'un caïd de casbah, ayant recueilli, en double, l'impôt de ses douars réclamé par le maghzen. La main devant la bouche, par déférence, le maître du lieu vous dira ses astuces de commerçant, pourquoi il charge quatre planches de sel sur chaque dromadaire et non six comme font les Maures. Mystérieusement il va quérir son cadeau de quelques plumes d'autruche grises. L'honneur que vous lui faites en le visitant, il vous en remercie par maintes révérences de sa personne étique et maigre, humble, infiniment polie. Le voilà sous le chambranle en retrait de sa porte égyptienne, et qui vous salue plusieurs fois encore. Sa fierté semble vraiment extrême devant les voisins sortis de leurs demeures, devant leurs femmes que l'on devine à travers les arabesques des moucharabieh en surplomb, devant la ribambelle de marmaille en dalmatiques de coton. Les traces profondes que les fers de lances touareg ont imprimées dans le vantail, le vieillard les maudit un peu du geste, et remercie les Français qui, maintenant, assurent la justice dans toutes ces rues de murs blonds, propices aux Songaïs crieurs de karité, aux vendeuses de colas, aux porteurs de branches sèches, aux flâneurs jasant sur les divans de glaise, les pieds hors des babouches à terre.

Les négocians marocains et leurs associés, leurs auxiliaires sont demeurés, ainsi, gens d'importance. Ils s'avancent avec lenteur, la tête haute dans le turban, une longue canne au poing. Leurs bras sont chargés par les volutes de leurs manches très amples. Sur la poitrine maints scapulaires pendillent. Leurs allures donnent l'impression de seigneurs accoutumés à faire la loi. Dans leur quartier favori de Badyindé, non loin du grand marché, Yobou-Ber, ils jouissent toujours du prestige dévolu aux capitalistes que les accaparemens de sel, d'étoffe, de colas, de mil ou de captives rendaient chaque jour plus puissans, plus respectables. D'accord avec les caravaniers de Ghadamès et de Tripoli qui habitent le quartier Sangoungou (ventre-du-chef), ils ont, la plupart du temps, réglé les cours. Les Diaoulas, qui

vont dans les contrées lointaines vendre au détail, leur étaient une clientèle assidue achetant à crédit, pour un an ou trois, des marchandises que ces fidèles colporteurs, au retour, payaient avec exactitude. Les marchands marocains louaient aussi des maisons aux importateurs du dehors, faisaient l'entremise, touchaient le courtage.

Sous la protection directe de leur sultan, et sous la suggestion de la famille Kounta-Bek-Kaï, descendance de Sidi-Yahia, ils échappaient souvent aux vexations du pacha, eux, leurs suite, leurs meilleurs cliens et leurs courtiers. De leur influence ils soutenaient le chef de la ville et son conseil de marchands songhaïs, peuhls, bambaras, soninkés. Telle ou telle tribu targui recevait des sommes pour sa protection militaire, dans les heures tragiques. L'Askia du Nord, c'est-à-dire le prince nominal des Songaïs soumis aux Marocains, joignait son action morale à celle de cette élite. Aux quartiers arabes, Sareï-Keïna, les Méditerranéens n'abandonnaient pas leurs congénères des États berbères. Donc cet ensemble constituait une force. Force précaire. Force constamment discutée, amoindrie, entamée, spoliée, décimée. Force tout de même, la seule qui fît ou donnât de l'argent. Force qui dut, après l'irruption des Bambaras dans Tombouctou vers 1760, garder de la cohésion et du pouvoir malgré la tyrannie de Biton; car son héritier ne put, sans le secours d'une armée, percevoir le tribut refusé par les marchands, à cause d'injustices et de cruautés commises par le proconsul bambara.

Néanmoins, tant d'opiniâtre résistance ne défendit pas Tombouctou de la ruine apparente. Parti de nos Deux-Sèvres, le second Européen qui, sous un déguisement maure put, en avril 1828, parvenir dans Tombouctou, René Caillé, connut une impression pénible. « Un amas de maisons en terre, mal construites. Dans toutes les directions on ne voit que des plaines immenses de sables mouvans d'un blanc tirant sur le jaune, et de la plus grande aridité. Le ciel à l'horizon est d'un rouge pâle. Tout est triste dans la nature. Le plus grand silence y règne. On n'entend pas le chant d'un seul oiseau. Cependant, ajoute-t-il, il y a je ne sais quoi d'imposant, à voir une grande ville élevée au milieu des sables, et on admire les efforts qu'ont eu à faire les fondateurs. » A René Caillé, Tombouctou sembla morte, bien que dix ou douze mille habitans y vécussent. Le

gouverneur était, à l'époque, un nègre représentant de l'apôtre Sekou-Hamadou et de ses Peuhls, alors maîtres du pays, depuis Djenné. Les marchands lui obéissaient ainsi qu'au Bekkaï descendant de Sidi-Yahia. Ils acceptaient, sans combat, de payer mille redevances aux Touareg écumant les rives du fleuve et le port de Kabara, par crainte de voir interrompre les relations avec Djenné, d'où provenaient toutes les matières d'échange, et une bonne partie de l'alimentation. Quatorze jours, René Caillé logea chez des Maures en correspondance avec les exportateurs de Djenné. Il y demeura dans les transes. La joie et la vie de Djenné, son mouvement commercial ne l'avaient guère préparé à ce deuil. Sa maison est intacte, pourvue d'une inscription et d'une date comme celle où, deux années avant lui, le major Laing avait reçu l'hospitalité, sous un faîte à merlons, derrière une façade bise ornée de contreforts, derrière un volet découpé en arabesque dans la lucarne surmontant le porche. M. Bonnel de Mézières relate, dans un livre documentaire et scrupuleux, ce voyage de l'Écossais, parti de Tripoli, le 17 juillet 1825, avec une caravane que conduisait le sheik Babani, qu'il mena dans Ghadamès et In-Salah, à travers l'Azouad où une horde de Touareg Hoggar se joignit à eux pour sabrer Laing pendant la nuit, en vingt-quatre endroits. L'auteur a rétabli la succession des faits qui rendirent au major le séjour de Tombouctou si agréable d'abord, parmi les lettrés Kounta, si dangereux ensuite, et à tel point qu'il ne put se rendre, sauf de nuit, à Kabara. Rien de plus curieux que ce livre pour le lecteur qui veut se faire une idée de la politique saharienne. Soudain le sultan toucouleur de Bandiagara menace les notables de Tombouctou. Il jettera sur eux tout un peuple de musulmans courroucés, si le chrétien ne quitte pas la ville. Laing doit reprendre la route du Nord. A peine a-t-il couvert la distance de trente milles, un peloton de Berabichs le rejoint dans l'astulé où il se repose, le somme de se faire musulman, et le tue, dès sa réponse évasive. On brûle, en se bouchant le nez, ses carnets, ses livres, pièces de sorcellerie.

Barth, en septembre 1853, fut, à Tombouctou, souffrir de ses fièvres. Il dut rester sept mois dans sa maison, souvent assiégée par les factions. Aussi avait-il bâti sur la terrasse une chambre d'argile. De là ses boys, à coups de fusil, protégeaient sa retraite, tandis qu'il fuyait dans la brousse, par l'escalier de

terre sèche, les couloirs en boyaux, les rues tortueuses et les campemens de nomades. Cette existence devait être habituelle à bien des gens sous le règne de Ahmadou-Hamadou empereur du Macina.

Parti du Maroc, le docteur autrichien Lenz entrait dans la ville en juillet 1880, à travers une zone de décombres, bien qu'il reconnût le bon état des trois mosquées, et bien qu'il décomptât vingt-mille citoyens; on était au moment où les caravanes arrivent du désert. Les Roumas Marocains et des Bekkaï-Kounta détenaient le pouvoir. La guerre entre Touareg et Peuhls interrompait les communications. Elle menaçait la ville de famine. Aussi Lenz ne put-il même visiter Kabara ni voir le Niger. Il assista seulement à de nombreuses ventes d'esclaves, principaux objets d'exportation. La gomme, les plumes et l'or alimentaient de bien moindres transactions.

Le plus important marché aux captifs demeurait donc, à cette époque même, entre les mains de l'élite marocaine et de ses amis, des armas songhaï, des Bekkaï, acheteurs indispensables au commerce du conquérant négrier. Ces nécessités expliquent suffisamment qu'on les épargnât depuis les origines de la cité, et qu'ils aient pu résister aux pachas, aux empereurs peuhls, aux Toucouleurs, même aux furies des Touareg.

Les guerres à captifs, depuis tant de siècles, enrichissent tout le Soudan. A cette date de 1880, Samory atteint le Niger. Il commence la série des invasions fructueuses en asservissant les villageois bambaras de la rive droite, selon l'exemple d'El-Hadj-Omar, et d'Ahmadou.

Mais la République Française va mettre fin à cette série de massacres, de ravages, et d'exterminations. Cinq mille hommes menés par nos officiers vont en affranchir dix millions, en supprimant les derniers faiseurs d'esclaves et leurs armées. Dès 1894, nous serons devant Tombouctou épouvantant les Touareg Kel-Antassar maîtres de la ville. Maîtres les plus injustes, les plus féroces de toute l'histoire africaine, les Touareg Kel-Antassar pourtant dépassent la mesure.

A tel point que, sauf les très riches et les très pauvres, la population a fini par émigrer. Il ne reste plus que six mille habitans vêtus de haillons pour ne pas attirer les convoitises, et blottis, avec leurs marchandises, dans l'ombre de leurs maisons lézardées, éboulées à demi, qu'entourent des huttes

misérables, des terrains couverts par les ordures, les carcasses et les débris des faubourgs incendiés. C'est ainsi que le lieutenant Boiteux, le colonel Bonnier, trouvèrent la capitale du Sahara et du Niger lorsque les Bekkaï les eurent invités à prendre possession de la ville.

Le cadi qui fit écrire le message persuasif est un homme corpulent, de grande taille, barbu de gris, sur une face camuse très noire et large. Monumental un peu en ses amples plis blancs, il marche avec la solennité que lui permet son titre de cadi. Il a conscience d'avoir délivré sa ville opportunément. Il en paraît fier, malgré le coup porté au commerce par la suppression de l'esclavage. D'ailleurs n'a-t-il pas obéi à la lettre d'une prophétie arabe annonçant la venue des Français dans Tombouctou, et la paix définitive sous leur influence? Cela lui semble décisif, péremptoire. Volontiers il raconte l'exploit du lieutenant Boiteux, son arrivée sur les deux chalands avec dix-huit hommes, et deux canons revolvers, la fuite préalable des Kel-Antassar, la prise d'armes des Kountas et des Peuhls aussitôt menacés par le Conseil de la ville, et obligés de s'assagir devant la colère du peuple à grands plis, les exhortations des marabouts dans les mosquées, la signature des traités doubles par les notables, les contes fabuleux que suggéraient les mérites de l'artillerie, quand les deux pièces furent hissées sur les terrasses de maisons solides, l'une au Nord, l'autre au Sud; bastions provisoires avec, chacun, une garnison de huit laptots, et de vingt-cinq volontaires, marchands ou serviteurs.

Ainsi fut assurée, par un exploit sans pareil, la suprématie de la France à Tombouctou, et l'affranchissement de ce peuple. Nos trois couleurs arborées promirent la justice aux six mille survivans des massacres et des pillages millénaires, à cette population que la terreur avait marquée de son lugubre sceau, façonnant les âmes et les mœurs, chassant la liesse de cette jeune Afrique, enfermant les couples sous les murs épais, dans les demeures semblables à des tombeaux aveugles, muets. Les quelques Français descendus là s'étonnèrent de cette ville où la peur avait, trois siècles, bouché toutes les ouvertures, porches et fenêtres, bardé les vantaux des portes, rétréci les rues sablonneuses, travesti en mendians les plus riches et les plus belles.

Dix ans de paix française n'ont pas encore ressuscité la

confiance. Au contraire des Sénégalais, des Soudanais, les habitans, ici, paraissent farouches. Ils se dérobent à la curiosité la plus furtive, derrière la natte qui masque l'huis, derrière le treillis de bois qui ferme la lucarne. C'est toujours une ville de menaces et de complots. Ville de mystères et de secrets. Ville d'ennemis appréhendant les revanches, et de spéculateurs dissimulant leurs transactions. Ville de marabouts entretenant la haine des fanatiques, et ville d'hétaïres abritant la honte de leurs visiteurs dévots. Ville de meurtres subits et de diplomatie sournoise. Ville de maîtres variables et de sujets grondans. Ville de révolte latente et de répression féroce. Ville où s'étreignirent, dix siècles, tantôt pour s'aimer, tantôt pour se détruire, les races blanches de la Méditerranée et les races noires du Soudan. Ville où elles s'accouplèrent et se métissèrent dans l'ombre des tentes, des cases et des maisons, parmi les énigmes et les trahisons de l'amour. Ville de luxure récompensant les longues souffrances des caravanes, et ville de piété réconfortant la foi des vaincus. Ville de thésauriseurs comptant leurs monnaies du soir, et ville d'ambitieux combinant les intrigues de la nuit. Ainsi Tombouctou apparut-il à nos marins flânant par les rues sablonneuses entre les façades à merlons d'argile, le long des murs flanqués de fours à pains. Qu'ils heurtassent aux portes jadis entamées par la lance du Targui réclamant d'un hôte craintif l'accueil le plus généreux, qu'ils appelassent sous les moucharabiehs des demeures marocaines, qu'ils s'attardassent sous l'entablement des porches, et sous les caractères arabes des mots sacrés, personne d'abord ne sortit volontiers des maisons blondes, hermétiquement closes, entre leurs obélisques de banco. Seuls nos soldats marchaient dans le scintillement du sable, sous l'éblouissement du ciel que cernaient les façades aveugles, les maisons muettes, les terrasses vides.

Ce calme lugubre ne fut troublé que par les cris de ceux qui entendaient, au dixième jour, les échos de la fusillade : « *Our, Ouma ira!* » Il fallut courir jusqu'aux Touareg approchant les cadavres de l'enseigne Aube, du quartier-maître Le Quellec, de leurs laptots.

Le lendemain, il fallut faire tonner les deux canons sur les cavalcades surgies, autour des campemens. Et puis tout retomba dans le silence, le mystère, et le secret habituels.

Sur le grand et le petit marché seulement il y eut quelques

propos dans les groupes aux longs plis, devant les marchandes songaïs, les Bambaras aux lèvres bleues qui étalaient leurs fruits à terre, devant les huttes de paillassons sous lesquelles maures et diaoulas déployaient leurs cotonnades européennes, les burnous algériens, les gandouras marocaines, les dissas soudanaises, les costumes de noces et de fêtes, tous les vêtemens de riches, avec les parfums de l'Orient méditerranéen, les harnais, les selles de Fez. Car, là, s'entretiennent les courtiers qui savent la mesure exacte des grains emmagasinés, le dénombrement des troupeaux en pâture dans les brousses les plus voisines, et le cours des vivres. Rien n'arrivait plus de Kabara, ni du Nord où les moutons broutent dans les environs des lacs, les Touareg campant ici et là. On prévoyait la disette. Les chalands et leurs canons allèrent, de nuit, se ravitailler par le marigot de Kabara. Ils revinrent non sans avoir mitraillé les Kel-Antassar qui s'étaient, en nombre, massés sur les rives du marigot les moins distantes.

Les dix-huit matelots continuaient à maintenir l'empire de la France sur une cité de six mille âmes, sur une région parcourue par un millier d'ennemis. Ennemis redoutables.

Cinq jours plus tard, leur attaque nocturne anéantissait près de Tacoubao une compagnie et un peloton de la colonne Bonnier parvenus, la veille, à Tombouctou. Un officier, deux sergens, quelques hommes échappèrent seulement au massacre rapide et complet qui suivit la charge furieuse de cinq cents Touareg contre le bivouac des troupes en reconnaissance. Soixante-neuf tirailleurs et onze Européens, dont le colonel, périrent égorgés à l'arme blanche. La colonne Joffre, un mois plus tard, ne retrouva que treize squelettes sur la dune de Tacoubao. On les transporta à Tombouctou. Autour de leurs tombes s'édifia l'imposante masse du fort Bonnier, avec ses bastions du Sud, ses murs crénelés, ses remparts, ses casernes, son camp d'où partirent les vengeurs qui purent châtier, non loin des lacs, les vainqueurs d'une nuit. En lignes sévères aussi, cet ensemble est prolongé, vers l'Est, par le tribunal d'aspect romain, et, vers l'Ouest, par les deux palais, face à face, de l'administrateur, du colonel commandant le cercle. Ensemble qui domine la partie méridionale de la ville, enferme l'animation du marché, rejoint la vieille mosquée Dyinguer-Ber et sa pyramide, limite occidentale de ces quartiers.

De là débouchent les méharistes et les tirailleurs quand ils vont en reconnaissance aux environs de Tombouctou. Il est émouvant de les suivre. Du haut du dromadaire qui, devant vous, allonge son col de cygne géant, sa tête dédaigneusement lippue, le touriste se trouve bien, si la « rallah » fut choisie de telle sorte que notre posture européenne s'y puisse conformer.

La troupe foule, vers le Nord, une large avenue sablonneuse longeant, à droite, la vieille mosquée. A gauche, les jardins potagers apparaissent que, près du puits, l'on cultive. De son entonnoir verdoyant débouchent, en files, les porteurs d'eau pliant sous le faix de l'outre, et les jeunes filles à demi nues, droites sous les calebasses, sous les cratères remplis. Ces corps de bronze, au petit jour, font de belles silhouettes sur le fauve du sol onduleux. La paille des clôtures protège les faubourgs de grosses ruches. C'est une image en noir, fauve et or, puisque le soleil, déjà, par-dessus la ville encore obscure, darde ses rayons sur les pointes des chaumières.

La taille des méharis permet que le regard plonge, et qu'il aperçoive la vie matinale du faubourg, les mères et leurs marmots innombrables, la traite des chèvres blanches, les vierges pilant le mil. Assis dans la fosse que surmonte un bâti de branches sèches où pendent les fils verticaux de la chaîne rejointe au milieu par la trame horizontale, des tisserands travaillent des mains, des pieds en association. Ailleurs les chameaux agenouillés barissent furieusement vers le conducteur crépu qui les veut mener à l'abreuvoir. A distance de votre cortège, cavalcade et caravane à la fois, les gamins se rangent immobiles, graves. Cependant ils admirent le galop de l'interprète. Ce personnage enturbanné, barbu, fustige son petit cheval embrouillé dans la crinière, dans la queue flamboyantes. A droite les ruelles dégorgent les cortèges des lavandières allant, le linge sur la tête et les nourrissons à l'échine, vers la mare.

Passé le faubourg en tumulte, les chaumières coniques des nègres, enfin les arceaux à paillassons des Touareg, parmi les chèvres, les dromadaires et leurs guerriers debout, voilés, deux lances au même poing, on s'enfonce aussitôt dans le sable plus meuble des dunes.

Houles immenses d'un océan à peine figé. L'air soulève les poudres superficielles. Houles immenses, blondes et fauves, mal

verdies à la crête, de-ci, de-là, par des arbustes poussiéreux.

L'ambre pâle du sable, et le bleu pur du ciel tracent, au bout, la courbe de l'horizon, que les épineux, tout là-bas, roussissent.

Les méharistes s'avancent en une file, au pas allongé de leurs bêtes dont la patte fendue plonge et s'étale. Masqués par le fez et le litham, enveloppés par la djellaba à raies brunes et à capuchon, ces hommes semblent de redoutables fantômes. Impression qu'accroît le silence relatif de la caravane marchant, par foulées sourdes, dans le moelleux du sol. Eux-mêmes se suivent, solennellement et sans bruit, les animaux de bât portant la corde à puits en peau de bœuf, la viande boucanée dans des sacs de cuir, l'eau dans les barils quadrangulaires en tôle d'acier revêtue de chanvre, et qui contiennent quarante litres. Le goum d'auxiliaires maures enturbannés a, sur chaque méhari, un fantassin en croupe, invisible presque toujours. Celui-ci glisse à terre, dès l'instant du combat, se cache, rampe. Il peut, avec ses camarades, opérer une manœuvre tournante, puisque souvent ils n'ont été aperçus ni comptés par les éclaireurs de l'adversaire. Plus sombre sur l'arène plus claire, la troupe va, se dissimulant au fond des creux, des vallons, que les dunes laissent entre leurs éminences. Contre la soif, chaque tirailleur a, sur le chameau, deux peaux de bouc, ou guerbas, pleines d'eau. En long parcours, la perte par évaporation est d'un tiers; mais, en 60 heures de tornade, un escadron a perdu 6000 litres par exosmose hors des outres, par évaporation.

Il importe alors de provoquer les récits d'un officier commis naguère à la garde vigilante de la grande caravane annuelle qui part, en novembre, vers le Nord, pour acquérir, de Taoudéni, la provision de sel saharien, et qui la rapporte vers juillet sur les bords du Niger. Il faut entendre le lieutenant Galet-Lalande, remarquable organisateur d'escadrons méharistes, conter la poursuite d'un rezzou targui entraînant quelques centaines de chameaux volés à des tribus sédentaires amies de notre drapeau. Une lutte de vitesse s'engage qui doit épuiser les bêtes déjà fatiguées des pillards. Bientôt ils laissent quelques-unes en arrière : d'abord ces chamelons semblables aux jouets de bois mal articulés, puis les chamelles pleines, enfin les méharis de selle dont beaucoup furent éventrés au moment de leur défaillance afin qu'ils ne pussent servir désormais. De temps en temps

les hommes voilés s'arrêtent. Ils se groupent habilement sur les dunes. Ils se terrent. Ils ajustent trop bien, maintenant, nos tirailleurs. De dunes en dunes, les tirs se répondent. Le combat dure; mais quand se prononce le mouvement tournant qui couperait la route des puits, ou séparerait de ses ravisseurs le troupeau dérobé, ceux-ci regrimpent sur leurs rallahs. Ils disparaissent à nouveau dans la nuée de poussière avec les fusils qui brillent, les blancheurs éclatantes des étoffes. Plus loin on trouve les chameaux ouverts dont l'estomac plein d'eau fut vidé par la soif des fugitifs. Vieux procédé saharien qu'employaient autrefois les caravanes. Même, elles emmenaient un nombre d'animaux destinés à servir d'outres ambulantes, et qu'on abreuvait longuement, au dernier puits précédant la zone du désert la plus aride. La langue leur était aussitôt coupée, de telle sorte qu'ils ne pussent ruminer, ni troubler le liquide inclus dans leur panse. Si la provision d'eau s'épuisait avant qu'on eût atteint la région de l'autre puits, le sacrifice de ces dromadaires permettait l'apaisement relatif de la soif et de ses démences.

On comprend les péripéties de ces poursuites dans le décor que voici, tout vallonneux et montueux, comme une mer pâle à grandes houles, entre lesquelles un convoi, des escadrons peuvent, invisibles, défiler. Sachant mieux le terrain que nos guides, les pillards arrrivent à se dérober parfois, même si le besoin de s'alléger les oblige à jeter, sur leurs traces, les rallahs, les outres vides, les couvertures, les bois de campement. Car les méharis de nos tirailleurs se fatiguent aussi. La réserve de boisson ne tarde guère à diminuer, les noirs du Soudan et du Sénégal ne pouvant se désaltérer qu'avec des quantités très supérieures à celles indispensables pour les nomades.

Après une tornade qui détermina l'évaporation de l'eau dans les outres, pendant une trentaine d'heures, le lieutenant Ranc connut, en juillet 1912, la traversée du désert la plus pénible. On ne rencontra qu'une mare contenant cent trente litres de liquide magnésien, pour deux cents hommes. Six jours de marche furent inéluctables avant d'atteindre le puits le plus proche et son poste. L'épiderme se gerçait, se fendillait, craquait. La privation d'eau et le mouvement au soleil *déshydratèrent* la peau. Elle devint sensible autant qu'une muqueuse à nu. Les tirailleurs ôtèrent leurs vêtemens, puis leurs chéchias. Ils atta-

chèrent leurs armes sur les méharis. Ils souffrirent à la façon des écorchés vifs. Quelques-uns délirèrent. Il fallut les ligoter sur les montures des blancs qui continuèrent la route à pied. Les vivres et la boisson manquèrent absolument, vingt-huit heures, pendant lesquelles on dut marcher sans une halte, à moins de se laisser mourir. Au but, sergens et tirailleurs burent et mangèrent trois heures durant. Cinquante-six dromadaires sur deux cents subsistaient. Pendant le retour, des tirailleurs exaltés à nouveau, par les tortures de la soif, crevèrent les outres de réserve à coups de baïonnette. Les indigènes du goum disparurent.

Vers la même époque succombèrent, plus à l'Est, sous les balles des Berabers, le lieutenant Le Lorrain, et l'agent des affaires indigènes Rossi, abandonnés par leurs auxiliaires Kountas, qui ne se jugeaient pas assez nombreux pour l'attaque du rezzou, mais qui demeurèrent aux environs prêts à recueillir les Européens et leur vingtaine de tirailleurs. Ces Berabers avaient volé sept cents chameaux à nos tribus amies. Ils prétendaient faire boire tous les animaux avant de repartir vers le Nord; opération pouvant durer trois jours. Selon le chef de notre goum, la prise était trop belle pour que nos adversaires ne la défendissent pas furieusement; et ils comptaient parmi eux des tireurs célèbres, retranchés derrière une digue de cailloux. Les deux Français crurent qu'en les voyant combattre avec les tirailleurs, aucun des Kountas n'oserait faillir à ses promesses. Le signal de combat fut donné. Aux premières salves, le lieutenant et l'agent s'affaissèrent, choisis comme cibles par les feux convergens des Maures.

Alors les Kountas firent signe aux tirailleurs de se réfugier derrière le goum, qui certainement eût assuré la retraite. Un fait se passa, magnifique et digne d'être conté à tous les enfans de nos écoles. Cette vingtaine de héros refusa le salut. Un à un, ils tombèrent sur les corps de « leurs blancs. » Incomparable exemple d'honneur et de courage militaires.

Quels hommes inspirèrent donc cet excès d'honneur aux fils des chefs soudanais qui rallient notre bannière de civilisateurs? Haut, sec, sous les blancheurs des amples culottes turques, de son dolman étroit, tout en barbe noire autour d'un profil aquilin, le lieutenant Galet-Lalande, comme le capitaine Pasquier son ancien commandant, excelle dans la conduite des

escadrons méharistes. Lui-même, de son pied en bottes jaunes, dirige un magnifique animal de robe claire, qui s'avance, le paquet de gris-gris au col, l'éperon de cuivre debout entre les naseaux, et l'épée de la croisade, une épée de Berbères tunisiens, passée dans la sangle. Il n'est pas, dans toute la troupe, un meilleur chamelier que le lieutenant Galet-Lalande. Poursuivant un rezzou de Touareg, il sait, mieux que l'expérience millénaire de l'ennemi, ménager les montures à cou de cygne, les abreuver à temps, presser leurs flancs roux quand elles peuvent supporter une marche hâtive, et modérer l'allure de leurs foulées, dès que les plus furtifs indices trahissent les débuts d'une dangereuse lassitude. Le succès d'une expédition tient à cet emploi judicieux des méharis. Il importe que les derniers nomades esclavagistes, Maures, Touareg ou Marocains, reconnaissent l'incapacité nouvelle du désert à leur fournir une sûre retraite, après les pillages et les tueries. Quand la certitude préalable de se voir rejoints les découragera, ces brigands romantiques n'auront plus que la ressource d'imiter ceux dont nous utilisons déjà le concours parmi nos troupes, assurant la police du désert, l'entretien des puits et les transactions des caravanes. A plusieurs reprises, le lieutenant Galet-Lalande étonna ses supérieurs par l'endurance et l'adresse de ses méharistes, par les résultats de leurs randonnées. A lui, je crois, un tirailleur montrant sa cheville fracassée par une balle de ces Berabers tirant à plat ventre, dit qu'une seule jambe suffisait pour la marche de combat. Et le raide Saracolé continua de bondir à cloche-pied sans épargner, de son feu, les rares buissons ni les touffes de had qui masquent les têtes des nomades habiles à s'enterrer dans le sable, eux et leurs très bons fusils allemands. Le Soudanais ressentit encore les effets de leur adresse. Son autre tibia fut rompu par le plomb rasant le sol. Alors l'opiniâtre déclara que, s'il ne pouvait plus avancer, du moins, il épaulerait à genoux, viserait mieux, et vengerait ses blessures. Ainsi fit-il. Guéri, cet héroïque baron de la campagne nigérienne vous guidera, la baïonnette passée dans la ceinture, à la manière des Orientaux. Rejetée sur la nuque, la chéchia découvre le fer d'un large front aux bosses luisantes, deux yeux en amande, un mufle camard et mobile derrière quoi florit un sens de l'honneur qu'il faut souhaiter à tous nos réservistes de France, car alors il ne serait pas de victoire hors de notre portée.

Chose vraisemblable, puisque les mêmes officiers instruisent ceux de Tombouctou et ceux de Nancy. Comment tel de nos dragons serait-il moins stoïque, en vérité, que ces tirailleurs dévoués à la mission du lieutenant Ranc et souffrant leur martyre d'écorchés vifs dans les sables d'Oualata, près de cet officier trapu, hérissé de cheveux noirs, candide en apparence, un peu mystique et capable de leur donner confiance en leur bravoure ?

Peu de choses valent mieux, pour notre esprit, que la promenade africaine aboutissant à ces dunes pâles où la sombre caravane tangue sur les jambes de ses dromadaires en file avec les quelques soldats masqués, enveloppés, avec le génie de ses chefs blancs. Une seule âme vit dans ces corps tapis sur les bosses des bêtes solennelles. Au premier signe d'une main levée, le cortège s'arrête; les hommes glissent à bas. Ils se rassemblent. Ils s'en vont, ligne de tirailleurs baissés, l'arme au poing, vers la dune que leurs pieds nus escaladent prudemment. Un nouveau signe les fait tous s'enlizer, invisibles aussitôt, derrière les touffes et les épineux. Manœuvre obtenue enfin, malgré la répugnance de leur orgueil à se cacher. Cependant le goum est parti courbé sur les encolures de ses méharis qui allongent leurs foulées vers la droite, afin de tourner rapidement l'adversaire et de saisir le convoi de prise, dans le fond du val sablonneux où probablement les nomades se dissimulent. L'action s'engage. Nos sergens français, barbus comme les anciens sapeurs, emmènent les sections par les flancs qu'ils étendent ainsi. L'œil du touriste n'aperçoit rien, dans la pâleur moirée de ce désert, ni entre les arbustes rabougris et poussiéreux que couronnent, de-ci, de-là, les crêtes des grandes houles. En arrière, tout près, il y a une bande de chamelles nues, tantôt prétentieuses, tantôt peureuses, et qui embarrassent leurs jambes trop hautes dans leurs chamelons bossus, si mal articulés pour soutenir les serpens de leurs cous. Il y a, derrière les moutons gris de la colonne, un berger nègre à demi nu, le litham contre la face et un chiffon autour du crâne. Et voilà tout, dans l'espace immense comme une mer de vagues immobiles qui vont se remettre sans doute à crouler, à grandir en mugissant.

Laissées, les bêtes de la caravane forment à elles seules un paysage de jambes tendues sous l'échine et les charges de barils,

de sacs à viande, à mil. Cela bouche l'horizon. Peu de gardiens surveillent ces sages animaux qui, de leurs têtes lippues et curieuses, examinent le lieu, hument l'air, qui s'inquiètent, dirait-on.

Cependant une dune crépite là-bas. Les partisans du rezzou écartent de leur prise le goum découvert. Pas un de ces tireurs n'apparaît. Voilà toute la guerre du Sahara. Et voici tout son décor : ces ondulations de sable moiré qui scintille à l'infini dans le silence incandescent. Pas un oiseau qui chatoie dans l'air. Seuls de gros coléoptères noirs tracent sur l'arene leur itinéraire aux brèves distances, puis s'enfouissent dans les trous.

Néanmoins il se pourrait, — car il s'est pu, — que, de droite ou de gauche, vers les points que les sergens explorent, la main sur les yeux, il surgît brusquement une ligne de méharis éperonnés, poignardés, barissant sous des hommes en boules ; ceux-ci masqués de bleu, couronnés de loques, gonflés par les draperies, avec leurs gestes à lances, à glaives droits, à fusils, avec leurs clameurs de massacre. Il se pourrait qu'une longue minute on les vît accourir obliques au sol, dans l'étincellement de la poussière. Les pattes des dromadaires blanchiraient au soleil et leurs cous recourbés. Très loin encore, ils ressembleraient à une course d'autruches géantes. Plus près, on distinguera les braies bleues des guerriers crispés sur leurs rallahs, les lippes tendues des méharis que tire la cordelle de la narine, cruellement. Les feux à répétition précipiteront à terre, peut-être, quelques-unes de ces bêtes, mais le reste de l'escadron grandirait vite. Les fantômes glissés à terre galoperaient frénétiquement, plus que les coursiers, points de mire tout blancs, élargis par le vol de leurs boubous et les éclairs de leurs fusils. Il se pourrait qu'en dépit des chutes, des agonies et des désordres, cette horde, tout à coup, fût là, barbare, hurlante, derrière les cous tordus de ses chameaux, derrière les boucliers de parchemin en forme d'écus héraldiques, recroquevillés sur les bords, derrière ses blessés abattus par la dernière salve, et qui ramperaient, la dague au poing, pour, du moins, égorger avant de mourir. Des gestes aux bracelets de marbre épauleraient les carabines contre les joues en litham, sous les yeux de feu. Des javelots traverseraient l'air et vibreraient en pénétrant les chéchias des crânes. Peut-être se dresserait-il là, ce chef berabich qui tanna la peau du visage arrachée à un de nos lieutenans,

et s'en fit un masque. Il n'y aurait plus qu'à mourir noblement, à bondir baïonnette au canon, en diables inexorables. Souvent, par cette sorte d'attaque, nos tirailleurs mirent en panique bien des Berbères vainqueurs.

Ce qui ne les empêche pas de venir, au bout de randonnées follement audacieuses, parfois jusqu'au troupeau à l'abreuvoir, dans un faubourg même de Tombouctou, puis de repartir emmenant leur proie, avant l'alarme sonnée pour la garnison.

Elle veille pourtant sur cette grande ville apparue comme le port de la mer sablonneuse qui baigne, au Nord, Ghadamès la Tunisienne, Ouargla l'Algérienne, Figuig la Marocaine, et qui vient, au Sud, affluer contre cette silhouette longue, mauve et bleue de la cité aux mille terrasses, contre le minaret de Sidi-Yahia, la pyramide du Dyinguer-Beer, la tour de Sancoré et son clocheton où la voix du muezzin convoque ici les intelligences du Sahara.

En arrivant, les caravanes défilent sous l'angle d'un fort. Il guette les espaces, flanqué d'une redoute ronde, survivante unique des vieilles défenses marocaines. Méharis et spahis, dans l'intérieur de ces remparts, se tiennent prêts à la reconnaissance du désert ou à la poursuite d'un rezzou. L'artillerie ne semblait pas suffisante, en 1912, pour tenir à distance une armée d'assiégeans qu'annonçait, à Fez, la politique de nos ennemis. Le sable s'immisce dans les organes délicats des mitrailleuses; il les met rapidement hors de service. Ce n'est pas l'arme convenable pour le Sahara; mais de solides canons. Nos officiers les attendent impatiemment. En cas de guerre africaine ou européenne, en cas de révolte consécutive, Tombouctou deviendrait l'objectif immédiat de tous nos adversaires Maures, Touareg, Peuhls du Macina, et même Toucouleurs fidèles au souvenir d'El-Hadj-Omar. L'objectif de toutes les races que prêcheraient leurs marabouts soudoyés par tel ou tel agent des coloniaux germaniques. Aussi l'urgence est-elle indéniable de constituer, ici, une force centrale à grand rayon d'action. Dans l'état de choses actuel, lorsque nos méharistes partent vers Arouan et Taoudéni pour escorter la caravane annuelle, l'azalaï, trop peu de soldats demeurent dans Tombouctou. Il leur serait même difficile de maintenir l'ordre parmi les douze mille habitans, si l'émeute, appuyée par les Touareg du dehors, venait à brandir ses lances et ses glaives. Or les Berabichs campent la moitié du

temps, eux et leurs troupeaux, autour de la ville. Bien que la plupart de leurs tribus nous soient soumises, il en est de dissidentes. Les Maures de l'Azouad peuvent, un beau jour, à la voix d'un apôtre congénère rencontré dans leurs excursions aux salines de Taoudéni, nous exécrer, puis nous assaillir. Comptant leurs planches de sel en losanges bien décorés, historiés de signes et de caractères, ils semblent en général pacifiques au milieu de leurs beautés sémites qu'on appellerait Myriam, ou Judith, ou Salammbô, volontiers. Elles sourient entre leurs tresses, debout devant les tentes noirâtres, devant les cases de nattes. Les antinoüs et les satyres de leurs familles vous regardent en faisant le salut militaire malicieusement. Siéra-t-il de se fier davantage aux Touareg accroupis dans leurs braies, le front rasé, sous les arceaux de leurs dômes en paillassons? Leurs captifs Bellas, qui mènent les chèvres et les moutons vers les pâturages voisins du Niger, ont toujours combattu dans leurs rangs; et avec furie.

Ici, vraiment, ces peuplades ne manifestent pas la joyeuse déférence que nos Africains d'ailleurs nous prodiguent. Dans ces faubourgs de ruches, où les Songaïs tissent les bandes indéfinies de leurs étoffes, dans ces maisons de banco où les descendans armas des Berbères tripolitains qui fondèrent l'empire de Gao travaillent le cuir, brodent les sachets à gris-gris, les bottes, sandales, babouches et harnais, avec des soies multicolores, dans ces rues où les enfans des lettrés Alfa apprennent le métier manuel de tailleur, celui de leur caste, avant de former leur esprit de jurisconsultes et d'imans, dans les quartiers arabes où les Kountas-Bekkaï, qui se flattent de nommer le Prophète en leur ascendance, causent dédaigneusement : partout, les mines signifient la crainte soumise ou l'ironie tacite du vaincu au passage du conquérant.

VI. — LE COMMUNISME ET LE MUTUALISME A TOMBOUCTOU

De notre administration, cependant, toutes les castes nobles, Chorfa, Alfa, Arma, ainsi que les noirs Galibi, reconnaissent les bienfaits. La ville n'est plus en ruines comme nous la trouvâmes, comme M. Félix Dubois la décrivit. On a relevé les murailles d'argile, recrépi les façades obliques, replacé les portes massives, moulé savamment les obélisques et les merlons déco-

ratifs. Les terrains vagues ont été acquis et couverts d'édifices. Aux paillotes ont succédé ces maisons construites selon l'art méditerranéen, et semblables à celles de Pompéi. Par les rues au cordeau, le touriste erre, heureux de saluer un ornement de la Cyrénaïque byzantine, telles ces minuscules arcades en relief modelées dans la glaise sur une maison voisine du marché aux branches sèches.

Réserve faite pour la différence des matériaux et leur aspect, on goûte les mêmes joies que procure la flânerie dans une rue médiévale de notre Limousin, de notre Bretagne, de la Vénétie même. Depuis le XIIe siècle, les souvenirs se sont accumulés aux carrefours. L'esprit le moins apte à l'évocation peut s'offrir, de place en place, les réminiscences suggestives. N'est-ce pas un pèlerinage riche en émotions de pensée, celui qui mène au Puits de la Vieille, aux trois mosquées de Dyinguer-Beer fondée par l'empereur Kankan Moussa, de Sancoré, bâtie par les philosophes sahariens, de Sidi-Yahia, dédiée au grand saint de l'époque marocaine ? Les demeures des lettrés musulmans qu'habitèrent le major Laing, René Caillé, le docteur Barth, le docteur Lenz, comment les visiter sans dévotion? Enfin saurait-on parcourir froidement les forts construits sur les deux points que le lieutenant Boiteux choisit pour ses canons-revolvers, et où il posta ses dix-huit hommes divisés en garnisons capables, aussitôt, de battre, au pas de course, les Touareg vainqueurs de l'enseigne Aube et de sa troupe, sur la route de Kabara?

Et cette foule antique ? Foule que toisent encore les fils en tuniques bleues des Numides, ces « Barbares » de Scipion, les Berbères. Foule aux types de sémites hyksos et carthaginois. Foule de pasteurs méditerranéens tels que les décrivirent les Bibles israélites, les bucoliques grecques et latines. Foule qui nous entoure de Didons, de Barcas, de Jugurthas et de Massinissas, de Davids et de Bethsabées, de Corydons et d'Alexis; sans compter les fils lippus des guerriers Songaïs et Mandingues; sans compter leurs sœurs à trois houppes qui façonnent, en plein air, de la poterie, ou leurs sœurs à cimiers, qui broient, au pilon, l'indigo de leurs teintures, dans les enceintes en paillote de leurs fermes. Cette foule est une résurrection surprenante des siècles enfouis sous les vestiges des cités mortes, jadis, au bord de la Méditerranée sémite, libyenne et latine.

Fidèle aux revendications de toutes nos plèbes, cette multi-

tude réalise une sorte de communisme mutualiste qu'on déclare impossible dans nos parlemens. Les *Kondey-di-yo* (les compagnons) associés, par quarante, au lendemain de leur circoncision, se rendent la justice, s'aident et s'assistent selon un statut fixe que maintient une hiérarchie de personnages, en cela supérieure aux distinctions de castes. Un fonctionnaire de Tombouctou, érudit observateur, qui renseigna bien M. Félix Dubois, M. Dupuis, a scrupuleusement observé les coutumes de ces associations. D'abord les différences d'origine y sont effacées. Un noble arma obéit à son supérieur songai ou mandingue, à un vil galibi, arrière-petit-fils de captifs. Un alfa, très fier de son grand savoir coranique, de sa renommée d'écrivain ou d'avocat-conseil, assemblera les briques ovales d'une nouvelle demeure nécessaire à tel de ses camarades nègres. Et cela d'après la décision de l'Askéou, chef si révéré qu'il ne s'abaisse pas jusqu'à parler lui-même; mais le fait par l'entremise du *Basouda* (l'orateur). Telles et telles maisons neuves de Tombouctou furent bâties par des coopératives qui souvent obligent leurs membres de substituer à leurs huttes ces maisons, ces petits hôtels en banco avec terrasse. Pour cela, les Kondey se réunissent le jour convenu, prêts à leurs tâches de porteurs d'eau, de gâcheurs de terre, de maçons, de crépisseurs, de charpentiers, de musiciens et de chanteurs rythmant les efforts du travail; tandis que les jeunes filles dansent pour la joie des yeux. De pareilles mutualités existent parmi les femmes. Chacun de leurs groupes correspond aux coopératives des hommes, qui ratifient, ou non, les projets de ces dames. En cas de labeur commun, elles offrent le tabac, les colas, le couscous.

Cette égalité relative entre les deux sexes, si contraire aux mœurs des Africains, semble le résultat de l'influence Targui et Maure. Chez ceux-ci, les épouses ont l'importance, la culture littéraire, la direction morale des enfans, le soin de leur enseigner. Chez eux, le ventre anoblit. L'enfant d'un Maure et d'une négresse compte pour peu de chose. Le fils d'un nègre et d'une Maure jouit de tous les droits, dans la tribu de sa mère. Les sociétés de femmes se développent, à Tombouctou, comme les sociétés d'hommes, et sous une pareille hiérarchie, depuis que des mariages fréquens unirent les personnes de castes différentes, des Armas ayant été ruinés, des Galibi enrichis. Les épouses désignent une arbitre, l'*Ashakoum*, comme leurs maris

et leur frères, élisent un juge, l'*Alkali*, à qui les unes et les autres témoignent une confiance dont ne bénéficient pas le cadi, ni même, pour certains litiges spéciaux, le magistrat de France. Ce parangon de l'équité condamne à des amendes onéreuses, au don coûteux d'un bœuf, ou de dix mille colas, par exemple, si l'un des participans manqua de courtoisie envers les camarades à l'occasion d'une naissance, d'un décès, d'un mariage, d'une circoncision, d'une excision. Quel autre peuple châtierait autant les défaillances de la civilité? Notez que la coopérative tout entière paye pour le délinquant. S'il y a résistance, le procès vient devant uu groupe d'hommes plus âgés, et jusqu'au groupe des vieillards. On peut en appeler encore à la Djemmaâ constituée par les associations du quartier, par les mandataires des coopératives fonctionnant dans les trois autres quartiers de Tombouctou. Il arrive que trois cents délégués s'assemblent ainsi pour rendre, en dernier ressort, une sentence, sous la présidence de l'Askéou en chef.

En ce moment, les coopératives reconstruisent la ville. Elles accotent les unes aux autres ces demeures d'argile presque toutes pareilles à celle de M. Dupuis. Chacune contient, à des niveaux différens, quelques chambres étagées autour de la courette centrale, réunies par des corridors étroits et bas, éclairées par les découpures en arabesques des volets marocains. Coussins et nattes, coffres en cuir bardés de ferrures complexes, plateaux et tasses de cuivre, meublent ces petites salles ombreuses, fraîches, confortables. Logis de la pensée, de la méditation, de la lecture, du calcul. Logis de savans, de dévots et de marchands couchés devant leurs manuscrits, leurs corans ou leurs comptes, sans trop de mouvemens inutiles, causes de transpiration, puis de lassitude. Logis d'idées secrètes et d'espoirs mystérieux. Dans la cour, la jeune captive en pagne manœuvre son pilon à mil. Dehors, des marmots jouent, tout gris de sable qui saupoudre leurs corps en bronze potelé. Sur un tapis de Niafunké, des femmes à trois houppes, accroupies, étendues remplissent, de leur babil, la chambre blonde. Elles tirent le fil de la quenouille memphitique emmaillotée de coton. La plus vieille conte les légendes des chasseurs aux exploits étranges et comiques, dont M. Dupuis a traduit un ensemble.

Évidemment, rien n'a changé, dans ces demeures, depuis cinq ou six siècles, si ce n'est la joie de l'Afrique peu à peu

étouffée par l'effroi quotidien; mais le marchand, qui sort de ces intérieurs pour se rendre au grand marché, n'a point d'autre vêture que celle de ses ancêtres, ni d'autres idées. Eux et lui supputent combien de sel arrivera de Taoudéni, à raison de quatre barres par dromadaire Kounta, en surplus de la provision que fut chercher l'azalaï. Le total de l'importation sera-t-il 2500 ou 3000 tonnes cette année? Et combien les Berabichs eux-mêmes exigeront-ils en échange de quatorze barres. Treize représentent,selon eux, malins chameliers, le dédommagement pour la peine de transporter la quatorzième; seule fraction rémunératrice du pauvre mineur peinant aux puits d'Agorgoth où cinquante personnes, sur deux cents, moururent de faim, en 1910.

Et combien les chefs de la caravane devront-ils verser, là-bas, entre les mains de ces saulniers? Cinq kilos de mil pour huit planches de sel, travail d'un jour? Ou pour dix? Élémens indispensables du problème relatif à la hausse ou à la baisse prochaine des cours. Toutes les barques du Niger emporteront-elles leur charge du condiment? Les unes remontant vers Niafunké et Mopti; les autres descendant vers Gao, Tillabery Niamey, semant leur cargaison dans les ports du fleuve, de ses affluens navigables. La planche de 30 kilos vaudra-t-elle 11 fr. 50 ou 12 francs? L'azalaï rapportera-t-elle 70 000 barres; ou plus? Les courtiers placeront-ils le tout, à bon prix, dans la Boucle du Niger, pour assaisonner les repas songaï, peuhls et lobis?

Ainsi pense le courtier en son boubou à broderies savantes, sous la toque de coton. Il baisse les cils contre ses regards blessés par la lumière que réfractent les parcelles du sable entre les murs blonds. Il arrive au marché principal qu'emplit la foule blanche et bleue, la foule à grands plis, la foule qui déambule devant les baraques, dômes de nattes arrondies sur des branches courbes, devant les modestes étalages à terre des femmes bellas, sévères entre leurs tresses, des femmes songaïs, tristes sous leurs trois houppes, des fermières bambaras, rieuses sous leurs cimiers. Il admire que les commerçans de France aient bâti ces longues maisons où s'entassent, en quantité considérable, tous les produits, et que, dans la factorerie magique, l'on offre tant d'ustensiles commodes en fer-blanc, tant d'ombrelles pendues, tant d'objets sous les vitrines des comp-

toirs, tant de parfums, de savons, de cotonnades, de soies en pièces, de services à thé, de liqueurs diverses, d'images, de photographies.

Au bout de la place en rectangle, le dispensaire du « toubib » est ouvert à la file des malades. Beaucoup viennent consulter, pour leurs ophtalmies des sables, ce jeune blanc à barbe légère et à veste galonnée d'or qu'à l'intérieur d'une salle nue les infirmiers noirs assistent. Des enfans lui sont présentés par des mères kountas aux yeux doux. Leurs fronts anxieux se rident sous le diadème de cuir, sous la coiffure nattée; et, quand elles se baissent, les riches pendeloques de leurs tempes caressent le poupon criard de leur or en losange, de leur ambre en boules. Avant de dire à l'interprète enturbanné le mal des petits, ces dames touchent, sur leurs poitrines, le cuir polychrome des trois scapulaires à gris-gris. Sans ôter son litham, le Targui colossal en ses larges braies bleues, montre un moignon dévoré par les ulcères. De haut, le guerrier regarde ce petit médecin de notre Midi, actif et bienveillant, qui, lui-même, lave les plaies, examine, et panse; mais qui ne sait pas, comme le marabout, citer la surate, l'inscrire sur un papier. Réduite en cendre et lue dans l'eau, la maxime guérirait, seule, cette blessure. Que peut faire un remède sans la surate correspondante?

Cette paysanne berbère, à la mine féroce et vengeresse dans sa face large, dénude, sans pudeur, un torse modèle que, de leurs travaux dermatiques, sillonnèrent les acarus de la gale. L'orgueilleuse patiente semble prête à poignarder l'interprète barbu, sans doute plaisantin. Lui se carre, sous les franges de son turban, dans une mante de soie brune. Il ne semble pas redouter cette colère de fille noire à la chevelure cordée. Il continue de l'agonir.

De ces cliens basanés, les uns s'étonneront si le remède n'a pas guéri en quelques jours; et ils perdront confiance. D'autres reviendront à la visite; mais ils auront omis de suivre le traitement. Ceux-ci joindront à la thérapeutique française les soins bizarres du griot; car ils estiment qu'une double médication doit accélérer le résultat. Néanmoins, s'ils doutent souvent des remèdes absorbés en pilules, cachets ou potions, nul ne méconnaît l'efficacité du pansement. La cicatrisation prompte de leurs plaies les convainc. Tuberculeux et cardiaques envient

même le blessé qu'on enveloppe de gaze, d'iodoforme, de bandes étroites. Que ne les traite-t-on pareillement?

Au total, s'il était possible d'hospitaliser les malades, on en guérirait beaucoup. L'excellence de leur tempérament les défend contre les complications habituelles aux maux des Européens. Nos méthodes appliquées à de telles constitutions donneraient des maxima de cures. Ce serait un impeccable moyen de multiplier nos prestiges et d'assurer notre influence dans tout le Sahara. Malheureusement, le budget des services sanitaires ne suffit pas.

La pénurie de médecins est incroyable, honteuse même pour la métropole, et sa réputation dans le monde. Pendant la marche de l'azalaï que le docteur accompagne quatre ou cinq mois, le cercle de Tombouctou, et ses 94 000 habitans se trouvent sans aucun médecin. Quand je passai à Djenné, le cercle et ses 83 000 habitans en étaient privés.

Une loi devrait attribuer trois ans de service africain dans l'infanterie coloniale, à tous les jeunes gens reçus docteurs et dès lors enrôlés comme tels, et dispensés, en revanche, de convocation militaire avant la fin de leurs études.

Trop précieuse est la vie des blancs qui, à deux ou trois, dispersés sur d'énormes régions, administrent 60 ou 80 000 Africains, et les protègent, contre un millier d'esclavagistes, avec vingt ou trente tirailleurs soudanais, avec un goum de cinquante méharistes douteux! Trop précieuses pour l'avenir sont les existences des enfans indigènes, de leurs mères qui, faute d'hygiène, périssent en grand nombre.

Cependant les docteurs décuplèrent au Soudan les possibilités de l'effort humain dans leurs postes. Certains de servir la cause de leur pays et l'honneur des nations civilisées, ils se prodiguent jusqu'à mourir par excès incroyables de fatigues. Ils enseignent même aux officiers les principes de l'art, et les moyens d'utiliser les manuels de thérapeutique coloniale, dans les postes lointains, d'essayer les interventions chirurgicales indispensables. A cette école, lieutenans et capitaines se font thaumaturges, et avec, parfois, un succès bien inattendu dans le fond de la brousse.

Comprennent-ils de tels dévouemens, ces malades accroupis à l'ombre du péristyle sur le seuil du dispensaire? Ceux-là si bien faits en leur nudité couverte de haillons; et ces négocians

maures sous leurs dômes de nattes? Et ces marchandes assises, sur leurs talons, devant les façades roses, avec leurs étalages de petits morceaux, de menues bûches, de tas minuscules? Et celles qui entrent dans la bâtisse ensoleillée de la factorerie pour hésiter entre les calicots de Hollande? Ces Maures, semblables aux images des quatre évangélistes, ce nain au torse et à la tête de géant, aux jambes de basset, qu'on a vu près de ses molosses, sur les vieux tableaux espagnols? Ces vieillards, un peu trop foncés peut-être pour ressembler aux sept sages de la Grèce? Ces sauvages de Robinson Crusoé? Ces porteurs d'eau vêtus d'une tunique en loques comme les mendians autour de Diogène, et qui offrent les vingt-cinq litres de leur outre pour trois centimes, en dépit de leur fatigue ruisselante; alors que la livre de riz en coûte vingt? Ces jeunesses à marier qui arborent, en plus des trois houppes, une autre sur la tempe droite? Ces filles au nez fin, contentes de la galette en cheveux tressés qu'elles gardent sur le crâne, sans compter les cadenettes accompagnant un minois de modiste parisienne qui aurait, par gageure, ramoné une cheminée de novembre? Ces hétaïres arabes, drapées de voiles bleus, comme la Sainte Vierge ou Marie de Magdala, et qui ruinent les négocians marocains par le faste lourd de leurs bijoux puniques, syriens, cachés sous la cotonnade? Cette marmaille vêtue d'un fil de cauris sur les hanches, premier livret d'épargne, ou drôlement parée de dalmatiques en toile à torchon; promesses nombreuses pour l'avenir? Tous ces gens que nous avons étonnés par les invraisemblables courages de nos soldats, par les miracles de nos sciences, se montreront-ils les disciples reconnaissans des civilisateurs?

VII. — LES CIVILISATEURS

Problème encore insoluble à cette heure, et que, sans cesse, discutent les officiers de Tombouctou, tantôt avec M. Dupuis, l'observateur assidu des mœurs songaïs, l'inspirateur de tous les écrits concernant sa ville, tantôt avec M. Bonnel de Mézières, le chercheur érudit des manuscrits arabes, le diplomate de notre influence parmi les tribus sahariennes, l'élégant cavalier qui n'omet rien du dandysme actuel, pas même les joues rasées sous la moustache en brosse. Casqué, botté, il trotte, par les rues sablonneuses, selon les règles du meilleur raffinement que

dicterait, au Bois de Boulogne, un arbitre des élégances cavalières, apte à les modifier, juste comme il convient, pour les nécessités du climat tropical.

M. Dupuis, surnommé Yacouba par les indigènes, a la mine d'un professeur barbu, à lunettes. Père blanc jadis, aumônier de la troupe, dit-on, il connut la difficulté d'observer les vœux au cours d'une vie agitée, guerrière, pleine d'aventures et de hasards. Loyalement il se démit pour attacher, à ses manches de khaki, le bracelet de velours où brille un feuillage d'argent, insigne de nos agens dévoués aux affaires indigènes. Travailleur admirable, ce fils de notre Château-Thierry a recueilli les légendes et les traditions de toutes les races qui se rencontrent sur les marchés de Tombouctou, le grand, Yobou-Ber, si riche en trésors de la Méditerranée, en sel, en étoffes du Sahara et en marchandises soudanaises, le petit, Yobou-Keïney, tout plein de volailles, de légumes, d'œufs, de viandes flambant sur les branches sèches, de laitières camardes accroupies, et montrant leur liquide mousseux, en de larges calebasses, où nagent des coquilles de beurre pêchées fort proprement à l'aide d'une sébile. Les Maures regardent cela, tout en souriant de leur denture proéminente à la manière anglaise, parmi ces maraîchères, tripières et fruitières qui fument leurs pipes de bois noir.

Le palais du colonel ressemble à tous ceux que les Français élevèrent en Afrique occidentale. Il a de larges escaliers en banco, des galeries autour des appartemens spacieux, une table d'état-major noblement servie, élégamment parée, fleurie, grâce à l'art de Mme Desclaux, la charmante et vaillante femme du capitaine-adjoint.

Veut-on savoir le menu du 10 novembre 1912?

HORS-D'ŒUVRE DE TAOUDÈNI
OMELETTE AUX TOMATES DE TOMBOUCTOU
FILET DE BŒUF OUALATA
MESCHOUI TENGUERIGUIF
PURÉE DE PATATES TOUAREG
GATEAU DE RIZ DE DAOUNA
DESSERTS DES MARES.

Donc, au cœur de l'Afrique, et dans les sables chauds du désert, là, quelques Français se réunissent devant un déjeuner

de Paris, tout lumineux par ses cristaux, ses porcelaines, son argenterie, par ses vingt ustensiles délicats et propices à la communion solennelle de l'homme avec les essences comestibles de l'univers.

Une fois de plus, il siéra de constater quel brillant génie anime les cerveaux de ces officiers, de ces administrateurs, de ces docteurs contraints à tous les miracles par les nécessités de la conquête, par le manque quotidien de tout, par l'absurde indifférence du Parlement pour notre Carthage. Nos tirailleurs soudanais sont tellement accoutumés à voir leurs chefs se tirer d'embarras par magie, qu'ils répondent, aux momens difficiles : « Moi peux pas ; mais toi, lieutenant, débrouille toujours; y a ça bon ! » Et il semble vraiment que ce soit là l'opinion de toute l'Afrique devant les prodiges accomplis par les quelques poignées de stoïques au cœur romain.

Après le colonel Roulet, de qui les Parisiens connaissent l'éloquence et l'heureux savoir, c'est le colonel Sadorge qui préside aux destins de Tombouctou avec la collaboration de M. l'administrateur Vadier. Portant sa gloire de soldat célèbre, en toute modestie, le colonel ne laisse passer, sous la moustache épaisse, que des paroles exemplaires. Très simple, il préfère que ceux de son entourage brillent, qu'ils content leurs exploits de chasseurs ou de guerriers, qu'ils dissertent avec maîtrise sur les sujets de leur compétence. Il semble dire : « Voilà comme ils sont, et comme j'aime qu'ils soient. » Un chef conscient de son mérite n'a point à paraître lui-même. On juge de sa maîtrise d'après les talens qu'il a su rassembler, guider, ou qu'il laisse librement s'épanouir.

Voici l'un de ces hommes. C'est un très beau garçon à cheveux d'or. Son képi a le bandeau bleu-ciel des spahis. Cet Apollon organisateur se propose la formation d'un goum auxiliaire parmi les gens de Oualata, la cité récemment conquise, la ville aux inestimables manuscrits du XIIIe siècle que M. Bonnel de Mézières a recueillis, que M. Delafosse et son beau-père traduisent, commentent, source d'une histoire prochaine. Ce lieutenant explique passionnément son dessein. Seul, ou presque, dans ces lieux, parmi les campemens de nomades, il ira trouver chacun des meilleurs. Il lui dira qu'il faut aimer notre œuvre de civilisation, s'armer, combattre, mourir pour elle. Et plus. S'astreindre à la discipline des Latins, à la probité française.

Renoncer au pillage si juste qu'il paraisse d'après la coutume du désert. Renoncer aux profits de la bataille, en dépit de toutes les idées sahariennes. Combattre pour l'honneur, et la pure grandeur de la loyauté. Avant qu'il sache si ces néophytes lui seront fidèles ou hostiles, ce lieutenant s'en ira seul au milieu d'eux, dans les contrées arides. Là, sans témoins, il poursuivra quelques cousins de ces méharistes ayant dévasté un village de notre protectorat. Sera-t-il assassiné en route par son goum? Ou bien abandonné, devant l'ennemi, comme il est advenu à Rossi et à Lelorrain? Il se peut. « En tout cas, ajoute le lieutenant, personne ne saurait dire que je fais ça pour avoir la croix. Je l'ai. Ni pour décrocher le troisième galon. Je suis au tableau d'avancement parmi les premiers noms. Personne ne saurait dire que je fais ça pour un avantage... Hein? » Et tous de l'approuver en souriant.

Et vous considérerez cet admirable cavalier qui eût pu, à son gré, vivre dans une garnison de France, participer à tous les luxes, à tous les plaisirs raffinés du monde; car il joint à la franchise de sa parole, et à l'évidence de sa bravoure, les façons d'un homme fort distingué. Non. Au milieu de ses barbares dont il a sans doute obtenu la confiance en soignant, d'abord, leurs sales maladies, en partageant leur existence malpropre et hostile, le lieutenant Bœswilwald a réalisé son vœu. Escaladant, par la jambe de derrière, la bosse de son méhari, sans le faire agenouiller, afin de montrer à ces chameliers par atavisme son excellence d'instructeur légitime, il a parcouru les espaces aveuglans du désert. Il a bu l'eau rare et magnésienne des puits où flottent des animaux noyés. Il a bu le dernier, afin de faire comprendre son caractère de chef qui sait dominer ses propres instincts au bénéfice de tous. Peu à peu, sa supériorité, dans les vertus mêmes du Berbère et du Maure, s'imposera. Le lieutenant offrira bientôt à son pays une troupe nouvelle, capable de servir au mieux, de faire plus latin l'empire antique et sablonneux de Carthage.

Ce jeune homme espérait cela, devant cette table lumineuse et fleurie dans l'ombre fraîche; pour le seul plaisir d'être estimé par ses camarades et son colonel, pour être utile à la nation.

Un autre parla. Il a fait la guerre de Crète contre les Turcs, celle de Chine contre les Boxers. Il a traversé les Indes au retour, accumulant les observations de l'artiste, de l'économiste,

de l'ethnographe, du colonial, étudiant les méthodes anglaises d'administration. Il a touché, en les voyant à fond, Saïgon et Singapour. A la Côte d'Ivoire, il a vécu dans la forêt, parmi les peuplades les plus sauvages. Capitaine, il a dû soudain partir au secours de son lieutenant assiégé fort loin. Dans la nuit même, ce chef a réuni les porteurs de la colonne, de son bagage et de ses munitions, en quelques heures. Il a marché. Il a vaincu. Il a sauvé. De retour, il a soigné, tout un mois, le médecin de sa compagnie, et prolongé cette vie, grâce à de la science acquise, en attendant l'aide de l'autre docteur retardée par la distance, par un voyage à cheval de plusieurs semaines. Aujourd'hui, le capitaine Thévenin a laissé les trois galons d'or pour l'administrative ramille d'argent. Il collabore au gouvernement général. Il crée les archives et l'histoire de l'Afrique occidentale. Il guide, avec un savoir infaillible, le visiteur de notre Afrique, sans omettre d'examiner, au passage, les postes militaires, les tribunaux indigènes, l'esprit des villageois, les travaux de ses collègues, les résultats de l'agriculture et de l'élevage, les possibilités de la navigation fluviale, les réclamations des fonctionnaires, des officiers, des laptots mécaniciens, des tirailleurs Bambaras, des chameliers Berabichs.

Imaginez ce que peut être un échange de propos entre de telles intelligences, de tels caractères, de telles mémoires, entre l'érudition d'un observateur assidu comme M. Dupuis-Yacouba et les connaissances d'un voyageur diplomate comme M. Bonnel de Mézières. Vous écouterez le commandant Joly et l'administrateur Vadier multiplier leurs surprenantes révélations sur la psychologie des peuples qu'ils dirigent, qu'ils organisent. Celui-ci vous dira ses chasses à l'éléphant, à l'hippopotame, et quel sergent tua, dans un poste du cercle de Gao, en une seule année, vingt-deux lions avant d'être écharpé par la furie du vingt-troisième qui, blessé profondément, agonisa sur la victime. M. Bonnel de Mézières vous expliquera comment on force l'autruche à courre, dans les environs de Oualata. Ces messieurs discuteront joyeusement aussi sur la question de savoir quels sont les plus beaux ballets tam-tam. Ceux de la Guinée ou du Soudan? Et pourquoi notre opéra ne peut-il rien donner qui vaille en comparaison? Là-dessus, on parlera des ballets russes, de Chaliapine et de Moussorgski, de Debussy et de Beethoven, des écrivains-voyageurs Loti, Chevrillon, Louis

Bertrand, des grandes pages signées par Maurice Barrès, par Rosny. Car, pendant la sieste, on lit. Et on lit beaucoup plus qu'à Paris. On préfère s'instruire, à manier les cartes ou calomnier ses amis. C'est le miracle africain.

Chose merveilleuse, ces Latins dénigrent peu leurs émules. L'extrême valeur des gouvernans, M. Merlaud-Ponty, M. Clozel, n'est pas contestée. M. Roume a conservé toutes les admirations de ses anciens collaborateurs. Les généraux Galliéni, Joffre, Archinard, Bonnier sont loués nettement. Et, contre nos parlementaires si foncièrement injustes pour l'œuvre de nos Africains, la critique n'est pas trop amère. « Que voulez-vous?... Ils ne savent pas! » aime-t-on répéter sur le ton de l'indulgence qui excuse, plutôt que sur celui de la sévérité qui s'indigne. Seul un acte parlementaire ne bénéficie pas de cette tolérance. Il n'est pas un poste de notre empire où l'on devine les motifs pour lesquels furent cédés aux Allemands le nœud orographique de la Sanga, sa houille blanche, le meilleur centre industriel de l'Afrique prochaine, et une des régions fructueuses de ce continent. Sénateurs, députés, ministres, n'avaient-il donc jamais lu les rapports du commandant Lenfant? Eux non plus, « ils ne savaient pas! » Il en est si peu qui savent, au Parlement de France!...

N'importe. On restaurera Carthage tout entière.

Dans le Sahara, le dromadaire ne marche-t-il pas droit, devant lui, jusqu'à l'instant de la mort? Quand la fatigue l'a épuisé, il tend de plus en plus le cou, comme si la tête voulait entraîner le reste du corps encore plus loin; mais le corps pèse et s'affaisse. Il ne se relèvera plus. Lorsque la caravane a défilé tout entière, lorsque le bruit familier s'amoindrit à distance, l'animal prend peur de la solitude. Une dernière fois il tend le cou vers la vie qui s'éloigne. L'effort est vain. Alors le méhari résigné pose sa tête lasse sur le flanc; et, doucement, il expire. Le fidèle serviteur disparaît sans murmure, puisque son œuvre continue.

On trouve aussi parfois, dans le sable, un Maure en posture du salam que l'air sec a momifié, près de son chameau à terre. Ayant perdu la route du puits, ils se sont l'un et l'autre remis entre les mains de la fatalité divine, sans révolte.

Que de captivantes histoires dites ainsi, autour de cette table française, par les matins ardens de Tombouctou!

Le plus souvent, on y espère le transafricain qui doit unir le Niger à la Méditerranée, comme le firent, si longtemps, les voyages des caravanes parcourant les pistes de puits en puits, d'oasis en oasis. Savamment, le colonel Sadorge explique les difficultés, les chances, la nécessité de l'entreprise. De Colomb-Béchar ce rail doit s'allonger vers Tosaye, en aval de Tombouctou, dans le vieil empire de Gao.

Le soir, on reprend ces propos, sur la terrasse, à l'heure où le soleil s'immerge dans les vapeurs de l'horizon ; à l'heure où les rayons dorent enfin, plus qu'ils ne les dessèchent, les pyramides hérissées de Dyinguer-Beer et de Sancoré, le pinacle de Sidi-Yahia, les rebords des toitures plates, et la crête de tous les murs qui, progressivement, s'obscurcissent. Quelques minutes, la ville reste ainsi ; mi-partie or et ombres. Vers le ciel apaisé, un peu gris, les lignes de faîte resplendissent; tandis que la vie du peuple devient ténébreuse dans le dédale des rues, jusqu'aux espaces mauves du désert.

Une vapeur lilas monte des fonds. Elle noie les dunes, au loin.

Alors, la ville de terre dorée, d'ombres fauves, la ville aux façades marocaines, puniques, égyptiennes, étrusques et latines suggère tout ce que nous supposons de l'ancienne vie méditerranéenne, de ses peuples en tuniques, en toges, de ses peuples à grands plis, qui se meuvent là, sous les cris aigus des enfans et des passereaux.

Bientôt, les ors qui persistaient aux faîtes se ternissent. Ils se cuivrent. Ils deviennent orangés comme la poussière qui s'élève avec la brise. La ville blonde et l'air fauve se marient intimement au cœur d'une atmosphère poudreuse. Tombouctou s'assoupit dans ses lignes sévères que la nuit subite va bleuir, dès la naissance de la première étoile. Ensuite surgira la lumière de Tanit ronde et divine, déjà révérée par les dames en route vers un ballet nuptial, avec leurs parfums, avec les diadèmes de perles sur le front, sur les tresses mêlées d'anneaux en ivoire ou de boules d'ambre, avec la souple beauté du corps enclose dans un manteau ailé ; comme il sied aux Salammbôs de notre Carthage riche et puissante, désormais, sous nos couleurs.

PAUL ADAM.

AUTOUR DE MARIE-ANTOINETTE[1]

Partis de Paris dans la nuit du 20 au 21 juin 1791, Louis XVI et sa famille étaient arrêtés à Varennes quelques heures plus tard, à travers des péripéties qui appartiennent à l'Histoire et qui sont trop connues pour qu'il y ait lieu de les raconter ici. Rappelons seulement qu'à la nouvelle de l'arrestation, l'Assemblée constituante s'empressait de désigner trois de ses membres pour se porter à la rencontre des fugitifs dont le voyage avait été si dramatiquement interrompu et donner à leur retour dans la capitale les apparences de la légalité. Les commissaires choisis à cet effet furent le général de La Tour-Maubourg qui siégeait dans le parti constitutionnel, Pétion le maire de Paris connu par l'ardeur de ses opinions républicaines, et enfin Barnave, le célèbre ami de Mme Roland, esprit modéré qui avait vu dans la Révolution un moyen de donner à la France une constitution monarchique à l'image de celle de l'Angleterre. On leur adjoignit le maréchal de camp Mathieu Dumas comme commandant de la force armée qui devait escorter les voyageurs.

Ces envoyés les rencontrèrent le 23 juin entre Château-Thierry et Châlons-sur-Marne. Ils mirent pied à terre, et Barnave,

(1) *Marie-Antoinette, Fersen et Barnave, leur correspondance*, par M. O.-G. de Heidenstam, 1 vol. in-18; Calmann-Lévy, éditeurs. — Les lettres utilisées dans ce volume voient le jour pour la première fois. Elles sont extraites des Archives du château de Löfstad en Suède appartenant à la comtesse Emilie Piper, petite-nièce du comte Axel de Fersen. Elles y forment deux dossiers, l'un portant la mention: *Correspondance politique de la Reine*, l'autre contenant les lettres de Fersen à sa sœur la comtesse Sophie Piper durant ses absences à l'étranger : l'authenticité de ces documens autographes ne saurait être mise en doute.

parlant en son nom et au nom de ses collègues, présenta au Roi resté en voiture le décret de l'Assemblée.

— Je suis bien aise de vous voir, messieurs, dit Louis XVI, après l'avoir lu. Je ne voulais pas sortir du royaume. J'allais à Montmédy où mon intention était de rester jusqu'à ce que j'eusse examiné et accepté librement la Constitution.

Mathieu Dumas raconte dans ses Mémoires qu'à ces mots, Barnave se pencha vers lui et lui glissa à l'oreille :

— Si le Roi se souvient de répéter la même chose, nous le sauverons.

Ce propos démontre qu'en acceptant la mission que lui avait confiée l'Assemblée, Barnave ne se proposait pas d'en tirer parti contre le Roi et qu'il était déjà résolu à lui venir en aide pour atténuer les conséquences de sa fuite. Il convient de rappeler cette disposition pour faire mieux comprendre ce qui allait se passer ensuite entre la Reine et lui.

Quelques instans après, la famille royale et ses gardiens prenaient la route de Paris. Barnave s'était placé dans le fond de la voiture entre Louis XVI et Marie-Antoinette; Madame Élisabeth et Madame Royale sur le devant et Pétion entre elles. Quant au petit Dauphin, il allait durant le voyage passer tour à tour des genoux de sa mère sur ceux de sa tante ou de sa sœur; Latour-Maubourg, Mathieu Dumas et la suite des souverains voyageaient dans une seconde voiture.

De ces divers personnages, il en est deux qui dans la circonstance nous intéressent particulièrement : c'est d'une part la Reine et d'autre part Barnave. Celui-ci entrait dans sa trente-et-unième année. Malgré sa jeunesse, il devait à la dignité de sa vie, à son éloquence persuasive quoiqu'un peu froide, à l'accent de sa parole qu'on devinait sincère et loyale, l'influence qu'il exerçait sur l'Assemblée et qui faisait dire de lui qu'il était le rival de Mirabeau. La Reine n'ignorait pas ses antécédens et, quoiqu'il fût le délégué de la Constituante et, à ce titre, presque un geôlier, elle ne pouvait le considérer comme un ennemi. L'ennemi était Pétion. A cette heure si douloureuse pour les prisonniers, il affectait vis-à-vis d'eux une rudesse âpre et dogmatique, qui touchait parfois à l'insolence et qui révélait, en même temps que la sécheresse de son cœur, la haine invétérée qu'il nourrissait contre les souverains. Barnave, au contraire, semblait compatir à leur infortune; il multipliait les égards

envers le Roi et la Reine, il caressait le Dauphin, souriait à ses saillies et gagnait ainsi peu à peu la sympathie de Marie-Antoinette.

Cette sympathie ne pouvait lui échapper et il semble que d'abord il ait essayé de s'y soustraire en feignant de ne pas entendre les propos que lui tenait sa compagne de route. Pétion, dans le journal qu'il a écrit sur ce triste voyage, met dans la bouche de la Reine des paroles qui autorisent à croire qu'elle était piquée par le silence de Barnave; elle se serait écriée en s'adressant à Pétion :

— Dites donc, je vous prie, à votre ami qu'il ne regarde pas tant par la portière quand je lui pose une question.

C'en fut assez pour vaincre la froideur du jeune commissaire. L'infortune et l'exquise bonté de la noble femme à côté de laquelle il était assis ne tardèrent pas à toucher son cœur, et ce qu'il éprouvait, il le laissa voir. Plus tard, en faisant allusion à cet émouvant épisode de sa vie, il écrira : « Époque à jamais gravée dans ma mémoire, qui a fourni à l'infâme calomnie tant de prétextes, mais qui, en gravant dans mon imagination ce mémorable exemple de l'infortune, m'a sans doute servi à supporter plus facilement les miennes. »

Lorsqu'il parlait ainsi, c'était sous l'impression de souvenirs qui lui étaient chers. Il se rappelait sans doute les entretiens que pendant le voyage il avait eus avec la Reine à plusieurs reprises, tantôt lorsqu'il se trouvait dans la voiture où les commissaires se relayaient, tantôt à la porte des auberges où l'on s'arrêtait, le soir venu, pour y passer la nuit, lorsque sa prisonnière, avant d'aller dormir, se promenait quelques instans avec lui ; il revoyait sans doute les yeux doux et charmans qui cherchaient les siens, qui semblaient l'implorer et lui dire : « Sauvez-nous. » Et sans doute il se rappelait aussi comment, attendri jusqu'aux larmes et obéissant au sentiment le plus généreux, il s'était promis de « les sauver, » non en renouvelant la tentative imaginée par Fersen, qu'il trouvait déplorable, mais en prodiguant ses conseils et, s'ils étaient écoutés et suivis, en s'attachant à recruter des partisans à la monarchie libérale qu'il ne désespérait pas de voir se fonder en France.

En rappelant ces souvenirs, plusieurs de ses biographes déclarent qu'ayant ainsi subi le charme de Marie-Antoinette, il était perdu. Il le fut en effet, non parce que ses conseils ne

furent pas suivis, mais parce que, dès ce moment, le terrorisme naissant avait condamné le Roi et la Reine et dans leur personne la royauté des Bourbons ; il n'était plus temps pour frapper d'appel cette sentence, et aucune marche politique n'aurait pu en empêcher l'exécution.

Sur ce qui se passa à la suite du voyage, il avait régné jusqu'à ce jour une certaine obscurité à la faveur de laquelle la calomnie s'est exercée contre la Reine et contre Barnave. La Reine était accusée d'avoir songé tout d'abord à appeler à l'aide de la cause royale les armées étrangères et Barnave de s'être prêté à ses desseins. Grâce à leur correspondance qui est maintenant sous nos yeux, nous sommes mieux informés. S'il y a eu de la part de Marie-Antoinette une tentative pour obtenir les secours armés de l'extérieur et par eux la délivrance du Roi et de sa famille, cette tentative ne s'est produite qu'après que ces infortunés eurent épuisé en vain tous les moyens pacifiques de salut.

Dans ses entretiens avec Barnave, la Reine, séparée de tous ses amis et notamment de Fersen, le plus dévoué d'entre eux, avait sollicité des conseils ; Barnave s'était engagé à en donner. Rentrée à Paris, elle n'hésite pas à rappeler à son compagnon de voyage, par l'entremise d'un homme sûr, l'engagement qu'il a pris; comme il s'est déclaré prêt à le tenir, elle écrit :

« Ayant bien réfléchi depuis mon retour sur la force, les moyens et l'esprit de celui avec lequel j'avais beaucoup causé, j'ai senti qu'il n'y avait qu'à gagner à établir une sorte de correspondance avec lui, en me réservant cependant, comme première condition, que je dirai toujours franchement ma manière de penser, que je louerai ce que je trouverai bien, et blâmerai de même ce que je trouverai mal. Cette condition posée, notre correspondance commence ci-après. Je numéroterai chaque papier ; on me rapporte toujours le mien et l'agent employé écrit toujours la réponse sous la dictée. Ainsi il ne peut y avoir d'inconvénient d'écriture trouvée et reconnue. » C'est à l'intermédiaire en qui elle a confiance qu'elle fait part des précautions qu'elle a prises pour assurer le secret de cette correspondance ; elle le charge ensuite d'un premier message pour Barnave, lequel est désigné par une initiale et un numéro M, 2; 1.

« Je désire... que vous lui disiez que frappée du caractère et de la franchise que je lui ai reconnus dans les deux jours que

nous avons passés ensemble, je désire fort pouvoir savoir par lui ce que nous avons à faire dans la position actuelle. Vous lui montrerez l'extrême difficulté qu'il y a pour moi de communiquer avec qui que ce soit et les risques que vous courrez vous-même en vous chargeant de ma commission et que cela pourrait se renouveler. Je le prie donc, s'il veut me faire passer des avis, de choisir lui-même les moyens pour me les faire parvenir soit par écrit, soit verbalement...

« On ne peut pas rester comme l'on est; il est certain qu'il faut faire quelque chose. Mais quoi? je l'ignore. C'est à lui que je m'adresse pour le savoir. Il doit avoir vu, par nos discussions mêmes, combien j'étais de bonne foi. Je le serai toujours. C'est le seul bien qui nous reste et que jamais on ne pourra m'ôter. Je lui crois le désir du bien, nous l'avons aussi, et, quoi qu'on en dise, nous l'avons toujours eu. Qu'il nous mette donc à même de l'exécuter tous ensemble; qu'il trouve un moyen de me communiquer ses idées; j'y répondrai avec franchise sur tout ce que je pourrai faire. Rien ne me coûtera quand j'y verrai vraiment le bien général. Et surtout ni vexations ni poursuites particulières, ce que j'ai toujours eu en horreur comme je le lui ai dit... Je compte entièrement sur le zèle, la force et l'esprit de M. 2 : 1, non pas pour nous, — nos personnes s'entend, — mais pour l'État et la chose publique qui sont tellement identifiés avec la personne du Roi et de son fils qu'ils ne peuvent faire qu'un. C'est donc à l'homme qui aime le plus le peuple et sa patrie et à qui je crois le plus de moyens que je m'adresse pour sauver l'un et l'autre, car, encore une fois, ils ne peuvent être séparés.»

J'ai cité la presque totalité de la première lettre que reçut Barnave, parce que les intentions de la Reine et le but qu'elle poursuivait y sont nettement exposés. Avant de lui répondre, Barnave était tenu, et il le lui fit savoir, de consulter quatre de ses amis envers lesquels il s'était engagé à n'adopter aucun plan politique sans s'être mis d'accord avec eux. Ces amis étaient Duport Dutertre, le baron d'André, Mathieu Dumas et Alexandre de Lameth, tous membres de la Constituante et qui formaient avec lui ce qu'on a appelé le Comité des Cinq. C'est donc leur pensée collective qui est exprimée dans la réponse que la Reine ne tarda pas à recevoir.

Il y était dit que le Roi avait été longtemps trompé et qu'il s'était laissé entraîner à une suite de démarches dont la der-

nière, la tentative de fuite, l'avait exposé à perdre sa couronne. Il était cependant encore possible de la lui conserver, mais c'était à la condition que lui et la Reine s'attacheraient à se réunir d'intérêt et de confiance avec la majorité de la nation. Le peuple français voulait la Constitution nouvelle; il importait donc que le Roi n'hésitât pas à y souscrire et qu'il le fît de telle sorte qu'on ne pût mettre en doute la volonté de l'observer. Ceci fait, il conviendrait qu'il intimât à ses frères et aux émigrés l'ordre de rentrer. Il serait en outre à souhaiter que, par un acte quelconque, l'empereur d'Allemagne, en reconnaissant cette Constitution, manifestât de la manière la plus claire ses intentions amicales et pacifiques envers la France. Si la Reine contribuait à obtenir ce résultat, la nation lui en saurait gré. « Voilà l'objet, ajoutait Barnave, dont le Roi et la Reine doivent être actuellement occupés. Il faut qu'ils agissent auprès des princes et auprès de l'Empereur, afin que ces vues réussissent, soit par leurs efforts, soit par ceux qui pourraient être tentés d'ailleurs et que tout l'avantage puisse leur être attribué. » C'était, selon lui, l'unique moyen pour le Roi et la Reine de recouvrer la confiance du pays. Ils ne pourraient ni adopter d'autres idées, ni s'éloigner de cette marche sans se perdre; ils devraient surtout renoncer à sortir de France et faire entendre de tous côtés qu'ils y avaient renoncé.

Il suffit de regarder de près à ces conseils pour comprendre l'impossibilité pour le Roi et la Reine de les mettre en pratique. Néanmoins, la Reine ne les repoussa pas. Pour ce qui regarde l'Empereur son frère, elle faisait remarquer qu'elle en était séparée depuis vingt-six ans et que son influence sur lui était nulle. Elle croyait qu'il était poussé, par son intérêt personnel, dans une voie très différente de celle où le Comité souhaitait de le voir entrer. Elle ne refusait pas cependant de lui écrire, si l'on supposait que cette démarche pût être utile. Quant aux princes frères du Roi, la difficulté de les faire revenir à Paris était plus grande encore. Le Comte de Provence, bien loin d'avoir cette intention, venait, d'accord avec le Comte d'Artois, de prendre le titre de régent en raison « de la captivité du Roi et du Dauphin, » et il s'efforçait de se faire reconnaître en cette qualité par les puissances étrangères. Elles répondaient à sa demande par un refus net et catégorique. L'empereur d'Allemagne justifiait le sien en ces termes :

« Non seulement je sais que le Roi mon beau-frère a sérieusement accepté la Constitution et répugne à tout projet de contre-révolution; mais, je le sais de source certaine, Vos Altesses le savent aussi, il vous a communiqué ses dispositions véritables par un Mémoire secret qui renferme, sur le parti qu'il a pris, des motifs et des argumens supérieurs à tous ceux qu'on allègue en faveur du contraire. Or, je partage le vœu et l'espoir du Roi de ramener la tranquillité et l'ordre et d'acheminer les amendemens futurs par les voies de la douceur, de la confiance et de l'expérience et je suis convaincu avec ce prince que des mesures violentes, loin de promettre plus d'effet, plongeraient le Roi et sa famille dans un abîme de maux et d'horreurs... Je manquerais à l'objet et au but de mes engagemens en contrariant ses volontés et ses vues et en l'exposant à de nouveaux périls. »

Malgré la sagesse de ces raisons, les princes y restaient insensibles; ils s'entêtaient dans leur résistance, et accentuaient de jour en jour l'hostilité de leur attitude, allant jusqu'à recruter une armée pour marcher sur Paris dans les rangs des troupes étrangères auxquelles ils espéraient être autorisés à se joindre. Néanmoins, et quoique disposé à croire qu'il ne serait pas obéi, le Roi les suppliait de rentrer, et surtout de ne pas provoquer la guerre à propos de laquelle Marie-Antoinette ne cessait de répéter qu'elle perdrait à jamais la monarchie. « Ni guerre civile seule, disait Louis XVI, ni guerre civile avec la guerre étrangère, ni une régence qui créerait des conflits entre les princes et l'assemblée, mais un Congrès formé des représentans des puissances, appuyé sur des forces importantes, tenant un langage ferme et modéré, déclarant que les souverains ne veulent pas intervenir dans le gouvernement de la France en ce qui ne concerne point les relations de la France avec eux et qu'ils ne veulent traiter qu'avec le Roi et avec lui seul. » Mais tel n'était point l'avis des princes; ils considéraient ce projet de Congrès, qui d'ailleurs ne devait pas aboutir, comme un témoignage humiliant de pusillanimité et de faiblesse. C'est l'invasion qu'ils voulaient, l'invasion poussée jusqu'à Paris, leur en frayant la route, chassant l'Assemblée, châtiant les rebelles, rétablissant l'ancien régime dans toute sa pureté. Ainsi, entre Coblentz, où ils résidaient, et Paris, où la famille royale était captive, se creusait de plus en plus l'abîme où devait sombrer la royauté.

Marie-Antoinette envisageait dans toute leur gravité les

périls de cette situation et comme, d'autre part, elle était résolue à ne recourir jamais aux émigrés, desquels elle redoutait « un esclavage pire que le premier, » elle n'en était que plus disposée à suivre les conseils que lui donnaient Barnave et ses amis. Mais, du premier coup, ils lui avaient demandé l'impossible et, en dépit de son bon vouloir, elle était obligée de le leur faire sentir. Néanmoins, nous l'avons dit, elle ne se refusa pas à la tentative qu'ils lui conseillaient. Elle écrivit à son frère et n'en reçut qu'une réponse vague et entortillée qui ne pouvait lui donner satisfaction. Dès ce moment, l'Empereur entrevoyait la possibilité de tirer parti des malheurs de la France pour s'annexer l'Alsace et la Franche-Comté; il ne voulait prendre aucun engagement, ni faire aucune démarche qui l'eût lié pour l'avenir. Jusqu'à l'avènement de Bonaparte, la politique impériale s'inspirera de ce désir inavoué, mais certain. Cette réponse ne fut pas une déception pour la Reine; elle l'avait prévue, sans d'ailleurs en soupçonner les motifs réels.

Elle avait écrit aussi au Comte de Provence tandis que le Roi écrivait de son côté une lettre que Goguelat, son homme de confiance, fut chargé de porter à Coblentz. La réponse du prince à sa belle-sœur ne fit que témoigner de son entêtement. Aux instances dont il était l'objet, il répliquait qu'elles ne pouvaient être sincères, ceux qui les lui adressaient n'étant pas libres. La réponse à Goguelat fut pire ou, plutôt, il n'y en eut pas. L'envoyé de Louis XVI, brusquement éconduit, dut se retirer sans avoir pu obtenir du Comte de Provence et du Comte d'Artois qu'ils répondissent à leur frère. La Reine se vit contrainte de renoncer à toute démarche directe ultérieure. Elle écrivait à Barnave : « Je répète que notre intérêt personnel est tellement attaché au retour de Monsieur que je pourrais paraître suspecte en toute démarche que je ferais à ce sujet. Il faut qu'on trouve un moyen d'agir sur les esprits sans que nous paraissions en rien. Au reste, le parti qu'on a pris à Coblentz de regarder comme forcée et preuve de notre manque de liberté toute démarche que nous faisons nous interdit toute démarche particulière. »

L'espace nous fait défaut pour tirer de plus longs extraits de cette volumineuse correspondance. Mais nous en avons assez dit pour démontrer comment et pourquoi le rapprochement de la Reine avec Barnave devait rester stérile et, sans discuter ici

la question de savoir si la tentative à laquelle ils se livraient en commun pouvait aboutir à un résultat heureux, il y a lieu de reconnaître que la responsabilité de l'échec appartient tout entière aux princes frères du Roi et surtout à l'entourage d'émigrés dont ils subissaient l'influence. Composé en majeure partie d'intrigans et d'incapables, d'imprévoyans et même de fanatiques, cet entourage fut fatal à la monarchie ; par ses illusions, ses bravades, ses menaces, il envoyait à la mort les malheureux souverains. Fersen, qui l'avait vu de près, disait : « C'est un foyer d'intrigues abominables où l'intérêt général est toujours sacrifié à l'intérêt particulier. »

Il serait cependant injuste de méconnaître que l'attitude des émigrés trouvait un encouragement et une sorte de justification dans celle des révolutionnaires de Paris. Tandis que les émigrés se refusaient à obéir aux ordres et aux prières qui leur venaient des Tuileries, tandis qu'ils déclaraient que le Roi et la royauté ne pouvaient et ne devaient être sauvés que par eux, les révolutionnaires travaillaient sans relâche à faire table rase de toutes les institutions du passé et à y substituer, par des mesures de violence et de terreur, un gouvernement de leur choix. Pour que le pouvoir passât dans leurs mains, il fallait que la monarchie disparût ; ils eussent été déçus si elle n'avait pas commis des fautes propres à la rendre impopulaire et, loin de souhaiter qu'elle n'en commît pas, ils les auraient plutôt encouragées dans l'espoir d'en tirer parti au profit de leurs détestables desseins. Il est donc vrai de dire qu'alors même qu'il eût été possible à la Reine de mettre en pratique les conseils de Barnave, il n'est pas certain que la monarchie eût été sauvée ; il est même probable qu'elle ne l'eût pas été, car à l'heure où le jeune constituant avait promis son dévouement à Marie-Antoinette et s'efforçait de le lui prouver, il était déjà trop tard pour qu'on pût raisonnablement espérer le salut de tout ce qui déjà tombait en ruines.

La Reine n'en reste pas moins admirable dans le rôle qu'elle s'impose et dans le suprême effort auquel elle se livre pour favoriser la construction d'un édifice nouveau, solide et durable, où le pouvoir royal dégagé de l'étiquette du droit divin s'épanouira librement pour le bien général, en complet accord avec le pouvoir populaire. Qu'elle ait reconnu trop tardivement que le pouvoir royal ne pouvait plus exister qu'à ce prix, ce n'est pas contestable.

Mais il ne serait pas juste, étant donné ses origines, son éducation, ses préjugés, de lui imputer à grief ce défaut de prévoyance et il convient de lui faire honneur d'avoir puisé dans l'excès de son infortune, dépouillé de toute rancune et de toute velléité de vengeance et de représailles, le sentiment très net des nouveaux devoirs que lui imposaient l'intérêt de la France et celui de la royauté. Ce sentiment apparaît à toutes les pages de sa correspondance avec Barnave. Elle y révèle une résignation raisonnée et sincère aux transformations qu'il n'est plus au pouvoir de personne d'empêcher, les plus rares qualités de l'esprit et du cœur, et une rectitude de jugement que ne permettaient pas de soupçonner les légèretés qu'on lui avait antérieurement reprochées et ce qu'on a dit de la futilité de ses pensées. Elle ne se fait pas illusion sur les conséquences de son entreprise ; quoiqu'elle s'y livre avec autant de courage que d'espoir, elle est préparée à la défaite comme au succès. Si dans cette correspondance se trahissent des illusions, elles ne sont pas du côté de la Reine ; elles sont plutôt du côté de Barnave, qui croit encore possible ce qui ne l'est, hélas ! déjà plus. Dans le rôle que Marie-Antoinette vient d'adopter et dans le cadre d'événemens émouvans où on la voit évoluer, elle est véritablement une femme nouvelle en qui s'annonce déjà celle que, bientôt après, on verra gravir les degrés de son calvaire avec un héroïsme incomparable, qu'admirera la postérité, et qui effacera sous un voile sanglant ses fautes d'autrefois qu'on ne saurait d'ailleurs rappeler sans ajouter, si l'on veut être juste, qu'elles ne méritaient pas une si cruelle expiation.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, quiconque lira sans préventions la correspondance dont nous venons de parler et malgré l'avortement de la tentative qu'elle révèle, reconnaîtra que Marie-Antoinette y apparaît singulièrement grandie et j'oserai dire transformée, surtout si on la compare à ce qu'elle était avant le triste événement de Varennes ; et de même, ainsi qu'on va le voir, elle sort grandie comme femme de cette autre correspondance du comte de Fersen avec sa sœur la comtesse Piper, qui forme la dernière partie du volume de M. de Heidenstam, où elle est publiée pour la première fois.

A la fin du mois de décembre de cette même année 1791, Barnave se préparait à quitter Paris pour retourner à Grenoble, sa ville natale, avec l'espoir d'y retrouver sa popularité compro-

mise et de se faire envoyer à la prochaine Assemblée. Déconcerté par l'inutilité de ses longs efforts pour servir la Reine et sauver la monarchie, il partait en proie au plus complet découragement : « Quel espace immense franchi dans ces trois années! écrivait-il en arrivant à Grenoble. Nous avons remué la terre bien profond; nous avons trouvé un sol fécond. Mais, combien en est-il sorti d'exhalaisons corrompues! Rentré dans mes pénates, je me demande s'il n'eût pas autant valu ne jamais les avoir quittés. » A lire ces lignes, on dirait qu'il pressentait le caractère tragique de sa fin prochaine. On sait qu'après le 10 août, un papier, imprudemment conservé par Louis XVI, révéla la négociation secrète que le jeune constituant avait nouée avec la Reine. Il fut décrété d'accusation et Alexandre de Lameth avec lui. Lameth parvint à s'enfuir, grâce à La Fayette, qui l'emmena à l'armée du Nord. Moins heureux, Barnave fut arrêté à Grenoble et condamné à mort par le Tribunal révolutionnaire, le 28 novembre 1793; son exécution eut lieu le lendemain. A cette époque, les souverains au salut desquels il s'était dévoué avaient péri; un autre dévouement, celui de Fersen, plus ancien et plus ardent que celui de Barnave, n'avait pu les arracher à la mort, et ce malheureux ami de la Reine ne pouvait plus que la pleurer. Ce n'est pas seulement le cri de sa douleur qu'on entend dans les lettres qu'il écrivait à sa sœur; on y peut lire aussi les confidences auxquelles il se livrait vis-à-vis d'elle, relativement à l'amour chevaleresque qu'il avait conçu pour la reine de France et aux héroïques efforts que, même après l'arrestation de Varennes, il avait multipliés pour la sauver.

A peine est-il besoin de rappeler que le sentiment passionné qui les avait inspirés, datait de loin et était partagé. Il remontait à l'année 1779. A cette époque, le jeune comte de Fersen, alors âgé de vingt-quatre ans, était venu à Paris pour la seconde fois et avait été présenté à la Reine, qu'il ne connaissait que pour l'avoir entrevue aux Tuileries cinq ans avant, quand elle n'était encore que Dauphine. Mais, si courtes qu'eussent été alors leurs relations, elle avait conservé de lui un souvenir si flatteur, qu'en le revoyant, elle s'écria souriante :

— Ah! c'est une ancienne connaissance.

Quelques jours après, il mandait à son père : « La Reine, qui est la plus jolie et la plus aimable princesse que je connaisse, a eu la bonté de s'informer souvent de moi; elle a demandé à

Creutz (1) pourquoi je ne venais pas à son jeu les dimanches, et ayant appris que j'étais venu un jour qu'il n'avait pas eu lieu, elle m'en a fait une espèce d'excuse. » Dans une autre lettre, il ajoutait : « La Reine me traite toujours avec bonté ; je vais souvent lui faire ma cour au jeu et chaque fois elle m'adresse quelques paroles pleines de bienveillance. Comme on lui a parlé de mon uniforme suédois, elle m'a témoigné beaucoup d'envie de me voir dans ce costume; je dois aller mardi, ainsi habillé, non pas à la Cour, mais chez la Reine. »

Il aurait pu ajouter que partout où elle devait aller, à Trianon, chez Mmes de Lamballe et de Polignac et en un mot dans ses cercles intimes, elle le faisait inviter sans se préoccuper de ce qu'on en pourrait dire. Bientôt, on racontait que là et ailleurs, voire aux bals de l'Opéra, il y avait entre eux de longs entretiens, des regards significatifs ; on allait jusqu'à prétendre qu'un jour, à Trianon, la Reine étant au piano et chantant l'air de *Didon :*

Ah ! que je fus bien inspirée
Quand je vous reçus à ma Cour,

ses yeux s'étaient portés sur Fersen et qu'on y avait vu des larmes qu'elle ne pouvait dissimuler. Il n'en fallait pas davantage pour déchaîner la calomnie. Ce n'en était pas une assurément de dire, ainsi que le faisait le comte de Creutz dans une lettre à Gustave III, que la Reine « avait un penchant pour le comte de Fersen. » Ce penchant existait et l'ambassadeur suédois, qui affirmait en avoir saisi les indices, avait raison de n'en pas douter. Mais c'en était une de prendre occasion du mouvement de cœur dont Marie-Antoinette n'avait pu se défendre pour prétendre qu'il y avait entre elle et Fersen une liaison engagée et que la Reine avait trahi la foi conjugale. Ces propos malveillans étaient sans fondement, et nous en trouvons la preuve dans la conduite que tint alors Fersen.

On était à la veille de la guerre d'Amérique; les plus brillans gentilshommes de France s'engageaient pour la campagne qui allait s'ouvrir contre l'Angleterre. Fersen suivit cet exemple, cédant sans doute au désir de se distinguer, mais aussi pour couper court ainsi aux commentaires auxquels donnaient

(1) Le comte de Creutz, ambassadeur de Suède à Paris.

lieu sa présence à Versailles et la joie non dissimulée que manifestait la Reine lorsqu'elle l'y recevait. La nouvelle de son départ fit grand bruit; on lui tendit des pièges pour l'obliger à trahir ce qu'on appelait entre intimes sa liaison amoureuse avec la Reine. La duchesse de Fitz James osa lui dire :

— Quoi! monsieur, vous abandonnez ainsi votre conquête?

Son sang-froid déjoua la perfidie de cette question.

— Si j'avais fait une conquête, répondit-il, je ne l'abandonnerais pas; je pars libre et malheureusement sans laisser de regrets.

Par cette réponse et sans désavouer ses sentimens pour Marie-Antoinette, il affirmait qu'elle n'y avait pas répondu. Le comte de Creutz, qui nous donne ces détails, remarque justement qu'en s'éloignant, Fersen écartait tous les dangers et qu'il lui avait fallu une fermeté au-dessus de son âge pour surmonter cette séduction. Néanmoins, la malveillance ne fut pas désarmée; elle prit acte de la tristesse de la Reine à la veille de la séparation et des larmes qui montaient dans ses yeux lorsque, durant les derniers jours, elle regardait le voyageur.

Cette même malveillance se manifestera au retour de Fersen en 1783. A ce moment, il a pris du service dans l'armée française, sans cesser d'appartenir à l'armée suédoise. Son temps se partage entre la Suède et la France et, jusqu'en 1789, les séjours successifs qu'il fera à Paris le conduiront à Versailles et le rapprocheront de la Reine. C'est ainsi qu'il apprendra de plus en plus à la chérir autant qu'il l'admire et qu'il sera payé de retour, sans qu'on puisse saisir dans ce qui nous reste de ce roman d'amour la moindre preuve d'une défaillance propre à donner à l'aventure un dénouement vulgaire et coupable. La calomnie ne s'en est pas moins acharnée sur la Reine. Elle avait été déjà calomniée atrocement de son vivant par les pamphlets abominables qui se publiaient à Londres et dans lesquels on a vu de nos jours certains historiens puiser les élémens de leurs récits. Depuis sa mort, malgré son martyre et l'héroïsme de sa fin, l'œuvre de ses ennemis s'est continuée. Encore à l'heure où nous sommes, ses rapports avec Fersen enjolivés, dénaturés, travestis, tiennent plus de place qu'il ne conviendrait dans les accusations que quelques irréconciliables s'obstinent, au mépris de la vérité, à faire peser sur sa mémoire. Ils ne formulent rien de positif, parce qu'il n'y a rien de positif à formuler; mais ils

procèdent par des insinuations et les produisent comme si elles étaient des preuves ; ils oublient qu'en bonne justice, lorsque le doute existe, l'accusé doit en bénéficier. Les témoignages abondent de leur persistance à conserver cette attitude ; je n'en citerai que deux.

Dans le volumineux recueil des papiers de Fersen, publié en 1878, par son petit-neveu le baron de Klinkowström, se trouvent de nombreusee lettres de Marie-Antoinette, dans quelques-unes desquelles ont été pratiquées des coupures dont les causes nous échappent. Sans méconnaître qu'elles sont regrettables, puisqu'elles ont fourni à la malveillance un argument hostile à la Reine, il convient de faire remarquer que, là où elles ont été pratiquées, on trouverait malaisément à introduire des propos amoureux. Il tombe d'ailleurs sous le sens que si quelques lignes de ces lettres avaient été de nature à démontrer le bien fondé de l'accusation, le petit-neveu de Fersen, au lieu de les mutiler, ne les aurait pas publiées. On n'en a pas moins prétendu, et on le soutient encore, que les passages supprimés constituaient une preuve de la trahison de Marie-Antoinette envers son époux et que c'est pour ce motif qu'ils ont disparu.

Plus récemment encore, une note assez mystérieuse communiquée à l'*Intermédiaire des Chercheurs et des Curieux*, et dont l'auteur a évité jusqu'à ce jour de se faire connaître, a prétendu qu'il existait à Montréal une copie des lettres de Marie-Antoinette à Fersen, qu'elle était en lieu sûr et que son possesseur se proposait de la léguer à la bibliothèque de cette ville. La note ajoutait qu'une partie de cette correspondance ne pourrait être publiée « par respect pour une mémoire sacrée » et qu'une miniature offerte par la Reine à Fersen ne pourrait être davantage livrée à la publicité ; on ne nous dit pas pourquoi, mais il est aisé de le deviner. Je n'ai pas, quant à moi, ajouté foi à ces allégations, la continuation du système perfide que je dénonce y étant trop apparente. On ne s'expliquerait pas en effet comment et pourquoi le loyal chevalier qu'était Fersen aurait fait établir une copie des lettres dont les originaux étaient restés dans ses mains et l'aurait déposée dans celles d'un tiers, au risque de favoriser la divulgation d'un secret dont il n'était pas seul maître ; son caractère rend absolument invraisemblable une telle supposition. Je n'ai pas moins voulu en avoir le cœur net. Sur ma demande, il a été procédé au Canada, par les hommes

les plus compétens que je suis heureux de remercier ici, à une enquête à l'effet de découvrir le document sensationnel qui contiendrait, à en juger par la rédaction de la note, une preuve indiscutable de la culpabilité de Marie-Antoinette. Or, jusqu'à ce jour, les recherches les plus actives et les plus minutieuses n'ont pu le faire découvrir et les personnes qui les ont faites inclinent de plus en plus à croire qu'il n'existe pas. Nous n'en avons pas moins la preuve que « la mémoire sacrée » compte encore des ennemis qui ne sont pas prêts à déposer les armes.

Le volume de M. de Heidenstam vient tout à point pour rendre vaines leurs calomnies et pour démontrer, grâce aux lettres de Fersen à sa sœur, que les relations de la Reine avec Fersen sont restées pures. Pendant que Marie-Antoinette, durant les six derniers mois de l'année 1791, correspondait avec Barnave, le comte de Fersen était à Bruxelles où il s'était réfugié après la tentative de Varennes, et de là, il veillait sur la famille royale autant qu'il le pouvait. En même temps, il s'efforçait d'intéresser les Cours étrangères au sort des malheureux souverains, il écrivait à la Reine, la tenait au courant de ses efforts, la conseillait, lui prêchait le courage. Il ignorait les relations qui s'étaient nouées entre elle et Barnave; convaincu qu'on ne devait rien attendre de bon des maîtres du jour, il pensait que la famille royale n'avait d'autre moyen de salut qu'une fuite nouvelle qui réussirait mieux que la première.

Il avait cru d'abord à la possibilité de recourir à un Congrès, d'où la monarchie constitutionnelle sortirait consolidée par la reconnaissance de toutes les puissances de l'Europe. Puis ce projet avait été abandonné et, l'impossibilité de la fuite étant démontrée, il n'espérait plus que dans une intervention armée de ces mêmes puissances. Au commencement de 1792, il écrivait à son amie : « Il faut absolument vous tirer de l'état où vous êtes et il n'y a plus que les moyens violens qui puissent vous en tirer. » Mais ces moyens n'étaient pas encore trouvés et, au commencement de 1792, Fersen considérait comme nécessaire d'aller à Paris pour en entretenir les souverains prisonniers dans leur palais. La Reine s'oppose d'abord à ce voyage. Elle a peur pour la vie de celui qu'elle aime. En outre, s'il était reconnu, sa présence ferait croire à une nouvelle tentative de fuite. Mais Fersen insiste; il affirme qu'il traversera la France comme courrier du Roi de Suède, envoyé en Portugal, et qu'il se

rendra méconnaissable. Il fait tant et si bien qu'il est autorisé à venir. Il est à Paris le 13 février. Dans la soirée du même jour, il parvient à s'introduire aux Tuileries, il voit la Reine, et y étant retourné le lendemain, il peut conférer avec le Roi et avec elle. Il les presse d'essayer de partir. Le Roi s'y refuse.

— J'ai promis, dit-il, de ne plus chercher à fuir et je resterai. Qu'on m'abandonne à mon sort ; qu'on me laisse agir ainsi que je le juge à propos.

Fersen met alors en avant un autre projet qui consiste à faire sortir de Paris Marie-Antoinette et ses enfans. Mais elle proteste en déclarant qu'elle veut partager jusqu'au bout le sort de son époux et qu'elle ne partira pas sans lui. Fersen fait ses adieux aux souverains, sans avoir pu ébranler leurs résolutions. Le lendemain, il est à Tours, se préparant à retourner à Bruxelles. Mais alors, il est saisi d'un regret, presque d'un remords ; il se reproche de n'avoir pas assez insisté pour convaincre le Roi et la Reine de la nécessité de s'évader. Il revient sur ses pas, rentre dans Paris et, la nuit venue, il revoit ses royaux amis ; il leur adresse de nouveau ses prières ; mais il échoue et s'éloigne la mort dans l'âme en leur promettant de ne plus revenir aux Tuileries où sa présence constitue pour eux et pour lui un danger redoutable. Au moment des derniers adieux, la Reine, qui lui a fait part de ce qui s'était passé entre elle et Barnave, remet entre ses mains, à titre de dépôt, les lettres de son correspondant et les minutes des siennes, et c'est à cette circonstance que nous devons de les connaître aujourd'hui.

Maintenant, les billets qu'il parvient à échanger avec Marie-Antoinette vont devenir poignans. Au lendemain de la dramatique journée du 20 juin, elle en termine un par ces mots : « J'existe encore, mais c'est un miracle ; la journée d'hier a été affreuse. » Le 3 juillet, elle ajoute : « Notre position est affreuse, mais ne vous inquiétez pas trop, je sens du courage et j'ai en moi quelque chose qui me dit que nous serons sauvés. Cette seule idée me soutient. » A ce langage révélateur d'une admirable intrépidité d'âme, Fersen ne peut répondre que par des témoignages de son ardente sollicitude et de son inlassable compassion ; et il en sera ainsi jusqu'à l'heure où les murailles du Temple élèveront entre son amie et lui une barrière infranchissable. Alors, c'est à sa sœur, la comtesse Piper, qu'il crie sa

douleur et son désespoir. De tout temps, elle avait été sa préférée, et il s'était accoutumé à ne lui rien cacher, ni de près ni de loin, des incidens de sa vie, si bien qu'en lisant les lettres qu'il lui adressait, on peut dire qu'il n'avait pas de secret pour elle. Ce qui s'était passé entre la Reine et lui, sa sœur le savait; il le lui avait confié de vive voix dès 1784, pendant un séjour qu'il avait fait en Suède au château de leur père; elle avait ainsi connu le roman à ses débuts et, en lui parlant de son amour, Fersen ne lui avait pas caché « qu'il était sans espoir. »

Quatre mois plus tard, rentré à Paris, il lui écrivait : « Je commence à être un peu plus heureux, car je vois de temps en temps mon amie librement chez elle et cela nous console un peu de tous les maux qu'elle éprouve, pauvre femme. C'est un ange de bonté, une héroïne de courage et de sensibilité. Jamais on n'a aimé comme cela. Elle a été très sensible à tout ce que vous m'avez dit pour elle et me charge de vous dire combien elle en a été touchée. Elle serait si heureuse de vous voir ! » Peu après, sa sœur lui témoigne le désir d'avoir des cheveux de la Reine, qu'elle veut tresser et monter en bracelet : « Voici les cheveux que vous m'avez demandés, lui répond-il. C'est elle qui vous les donne et elle a été vraiment touchée de ce désir de votre part. Elle est si bonne, si parfaite, et il me semble que je l'aime encore plus depuis qu'elle vous aime. »

Ces propos témoignent une affection passionnée et partagée. Mais on y respire en même temps comme un parfum de respect et de vénération qui ne laisse guère place à des suppositions attentatoires à la dignité de l'épouse. Nous sommes ici dans le domaine de l'amour platonique et chevaleresque. S'il en était autrement, Fersen n'aurait pas fait à sa sœur, mariée et mère de quatre enfans, l'injure de la tenir au courant d'une situation qui n'eût été qu'une intrigue amoureuse, à laquelle d'ailleurs les exigences de l'étiquette de Cour, absorbante et rigoureuse comme elle l'était à Versailles en ce temps-là, eussent empêché la Reine de se prêter.

Par la suite, malgré le temps, malgré l'absence, malgré les entraves de toute sorte, cet amour s'exaltera, mais la pureté n'en sera pas plus altérée que ne le fut, en d'autres temps, celle de l'amour de Dante pour Béatrice et de Pétrarque pour Laure. Lorsque éclateront les catastrophes où Marie-Antoinette perdra

la vie, la passion dont est possédé son malheureux ami montera toujours plus haut et les lettres qu'il écrira à sa sœur ne seront plus que lamentations.

« La famille est sauvée, écrit-il au soir du 10 août, mais sans qu'on puisse être rassuré sur son sort. Dieu les préserve. Je donnerais ma vie pour les sauver. » Même plainte quinze jours plus tard : « Point de nouvelles, ma chère amie, et je suis au désespoir. Plaignez un frère qui souffre. » Le 24 janvier 1793, alors qu'il ne sait pas encore que le Roi a été exécuté, il écrit : « Oh! ma tendre et bonne Sophie, ce n'est plus qu'auprès de vous que je puis trouver quelque consolation... Pauvre famille infortunée, pauvre Roi, pauvre Reine, que ne puis-je les sauver au prix de mon sang! Ce serait pour moi le bonheur, j'en bénirais le Ciel. Moi qui me serais voué à la mort pour elle et sa famille, je ne puis rien pour eux. Cette idée me rend fou... Mon Dieu, pourquoi n'ai-je pu mourir pour eux le 20 juin ou le 10 août? Rien ne m'aurait détourné du devoir auquel j'ai voué ma vie. J'y mettrais ma gloire et mon honneur. Mon seul but était de le leur prouver jusqu'au bout. » Lorsqu'il a appris que Louis XVI n'est plus, l'image du malheureux Roi montant à l'échafaud, « ce Roi dont les bontés sont toujours présentes à sa mémoire, » ne cesse de le hanter. Du 21 janvier au 14 octobre, date de la comparution de la Reine devant le Tribunal révolutionnaire, les craintes qu'il a conçues pour elle font de sa vie un martyre, et quand il ne peut plus que pleurer sur cette infortunée, sa douleur éclate avec une violence qui ne se contient plus.

« Ah! plaignez-moi, plaignez-moi. L'état où je suis ne se peut concevoir que par vous. J'ai donc tout perdu dans le monde. Vous seule me restez. Ah! ne m'abandonnez pas. Celle qui faisait mon bonheur, celle pour laquelle je vivais, oui, ma tendre Sophie, car je n'ai jamais cessé de l'aimer, non, je ne le pouvais; jamais un instant je n'ai cessé de l'aimer et tout du tout je lui aurais sacrifié; je le sens bien en ce moment; celle que j'aimais tant, pour qui j'aurais donné mille vies, n'est plus! Ah! mon Dieu; pourquoi m'accabler ainsi, par quoi ai-je mérité ta colère? Elle ne vit plus! Ma douleur est à son comble, et je ne sais comment je puis vivre et supporter ma douleur. Elle est telle que rien ne pourra jamais l'effacer. J'aurai toujours présente devant moi, en moi, son image, le souvenir de tout ce qu'elle fut pour la pleurer toujours.

« Tout est fini pour moi. Que ne suis-je mort à ses côtés; que n'ai-je pu verser mon sang pour elle, pour eux ! Je n'aurais pas à traîner une existence qui sera une douleur perpétuelle et un éternel regret. Mon cœur désormais saignera autant qu'il battra... Pleurez avec moi, ma tendre Sophie. Pleurons sur eux. Je n'ai pas la force d'écrire davantage. Je viens de recevoir la terrible confirmation de l'exécution. On ne parle pas du reste de la famille, mais mes craintes sont affreuses. Oh ! mon Dieu, sauvez-les. Ayez pitié de moi. »

Il faut finir sur cette lamentation, non, cependant, sans faire remarquer, avec M. de Heidenstam, qu'à travers la correspondance qu'elle dramatise d'une manière si déchirante, il n'est pas une ligne, pas un mot qui autorisent à croire que le comte de Fersen a jamais songé « à faire descendre la Reine de France du haut piédestal où son amour chevaleresque l'avait placée, » ni qu'elle-même ait entrevu la possibilité de donner d'elle à cet amoureux platonique autre chose que son cœur. « Si vous LUI écrivez, mandait-elle en 1791, au comte Esterhazy, dites-LUI bien que bien des lieues et bien des pays ne peuvent jamais séparer les cœurs : je sens cette vérité tous les jours davantage. » C'est sous cette forme qu'ils se sont aimés et sont restés jusqu'à la fin fidèles l'un à l'autre et, à moins que l'on ne nous apporte une preuve du contraire, c'est cette conclusion qui s'imposera à l'impartiale postérité.

ERNEST DAUDET.

LE BILAN

DE LA

GÉNÉRATION LITTÉRAIRE DE 1870

Quelle physionomie doit garder dans l'histoire la génération littéraire dont nous avons étudié quelques-uns des principaux représentans? C'est ce que l'on voudrait, en guise de conclusion à cette première série d' « esquisses contemporaines, » rechercher brièvement ici.

I

Deux grandes influences, l'une d'ordre national, l'autre d'ordre intellectuel et moral, se sont exercées sur ces écrivains qui arrivaient à l'âge d'homme il y a quelque quarante ans.

La première est celle de la guerre de 1870. Je ne crois pas qu'on puisse en exagérer l'importance. C'est le propre des grands événemens comme celui-là, non seulement de bouleverser les destinées individuelles et collectives, mais encore d'atteindre jusqu'à l'âme de ceux qui en ont été les témoins. Et quand ces âmes sont des âmes d'artistes ou de penseurs, plus sensibles, plus inquiètes, plus vibrantes que d'autres, la répercussion d'un désastre public s'y fait sentir avec une singulière, une douloureuse acuité. Quel est celui d'entre ceux que j'ai cru pouvoir appeler les « maîtres de l'heure » qui serait exactement tout ce qu'il est, si, à cet âge où les fortes impressions entrent en nous avec une sorte de violence irruptive pour n'en plus jamais sortir, il n'avait pas vu de ses yeux l'année terrible, la patrie vaincue, violée, envahie, mutilée, et les sanglans désordres de la Commune, et les tragiques convulsions d'un grand peuple qui croit

sa dernière heure venue et qui ne veut pas périr? Ceux qui ont eu, vers leur vingtième année, cette sinistre vision n'ont jamais pu l'oublier totalement. Elle a hanté leurs heures de rêverie solitaire. A chaque instant elle se représente à leurs regards. A chaque instant le goût de cendre leur remonte aux lèvres. A chaque instant sous leur plume se pressent les allusions au cauchemar de leurs jeunes années. Même ceux qui, dans leurs œuvres, ont évoqué rarement ces tristes souvenirs, — un Pierre Loti, un Anatole France, — s'en sont peut-être moins affranchis qu'il ne semble. Mais tous les autres, comptez combien de leurs pages en sont visiblement ou secrètement inspirées! C'est la *Préface* du *Disciple*. C'est celle de Vogüé *A ceux qui ont vingt ans*. Ce sont tels ou tels articles de M. Jules Lemaître. Et rappelez-vous en quels termes d'une pieuse et pénétrante émotion Brunetière, en 1900, haranguait les orphelines alsaciennes-lorraines du Vésinet:

Et nous, ce qui nous émeut quand nous vous regardons, filles d'Alsace et de Lorraine, c'est que vous êtes à la fois pour nous l'espérance, le regret et le souvenir. Vous êtes le souvenir!... Il y a de cela trente ou quarante ans, mes enfans, nous habitions une autre France!... Que s'est-il donc passé depuis lors? Ce qui se passe, mes enfans, — et puissiez-vous n'en faire jamais l'épreuve! — quand on enlève un de ses enfans à une mère de famille... Vous êtes l'inconsolable regret! Mais vous êtes aussi l'espérance! et vous la serez aussi longtemps que votre vue éveillera parmi nous ces regrets et ces souvenirs...

Nous autres, qui n'avons pas vu la guerre, quand nous lisons de telles pages, nous sommes remués jusqu'au fond de l'âme : nous devinons sans peine tous les échos qu'elles vont réveiller dans le cœur de nos aînés.

Une France humiliée et amoindrie à l'extérieur, une France désunie, divisée contre elle-même au dedans, en quête d'un régime inédit conforme à ses aspirations profondes et susceptible de lui fournir un abri pour y panser ses blessures, telle est la situation de fait qu'a créée la guerre franco-allemande; tel est le spectacle qu'ont eu sous les yeux, durant leurs années d'apprentissage littéraire, les écrivains qui viennent d'atteindre la soixantaine. Il en est de plus réconfortans, et si tous, plus ou moins, ont été entamés par le pessimisme, s'ils ont prêté aux prédications de Schopenhauer une oreille trop aisément attentive, il faudrait être un peu naïf pour s'en étonner outre mesure. Il faut dire, à leur éloge à tous, qu'ils n'ont jamais désespéré des

destinées de la patrie commune, que, quelles que fussent à cet égard les suggestions intéressées, et d'ailleurs ignorantes, qui leur venaient d'outre-Rhin, et les inquiétudes que leur a si souvent inspirées l'instabilité de nos affaires intérieures, ils n'ont jamais cru à la « décadence française; » et, la mort dans l'âme quelquefois, ils ont presque tous travaillé courageusement, patiemment, chacun à son poste et dans sa voie, à restaurer une partie de l'antique patrimoine. L'un d'eux au moins est mort à la peine. Noble exemple, et parfois méritoire, qu'ils nous ont donné là; grande et fière leçon de foi robuste et de virile espérance. Nous, leurs cadets, nous serions ingrats, si, d'abord, sur ce point, nous ne leur rendions pas hautement témoignage.

Pour porter le poids si lourd des responsabilités qu'entraînait la défaite, quel appui spirituel ont-ils trouvé chez ceux qui les avaient précédés dans l'existence? C'est ici qu'intervient l'autre influence décisive qu'a subie toute cette génération littéraire. Deux grands noms la symbolisent : ceux de Taine et de Renan. Ces deux maîtres avaient exprimé, entre 1860 et 1870, avec une telle autorité de style, une telle richesse de pensée, un tel éclat de talent, toutes les tendances intellectuelles et morales de leur époque, qu'il était alors, pour un jeune esprit, littéralement impossible d'échapper à leur action. Très dissemblables de tempérament, de culture et même de langage, ils se complétaient, en raison même de leurs dissemblances, admirablement l'un l'autre, et cela d'autant mieux que le fond de leurs enseignemens était rigoureusement identique. On ne saurait, je crois, mieux comparer l'ensemble de leur œuvre à tous deux qu'à cette *Somme* de saint Thomas où sont venues s'instruire tant de générations de théologiens successives. Les livres de Renan et de Taine ont été la « Somme » de leur temps, la source commune où, pendant au moins un quart de siècle, ont largement puisé toutes les jeunes pensées, et ceux-là mêmes qui, plus tard, devaient le plus vivement les contredire. Ces deux grands écrivains avaient, dans leurs écrits, résumé, *totalisé*, vulgarisé avec tant de maîtrise les résultats de la science et de la philosophie contemporaines que, pour connaître avec exactitude le dernier état des questions et les conclusions provisoires les plus assurées ou les plus probables, il n'y avait guère qu'à les lire. C'est ce qu'on fit avec une singulière ferveur. On peut dire que tous ceux qui, en 1870, avaient entre quinze et trente ans, ont été

nourris de Renan et de Taine, ont été comme envoûtés par eux.

A les lire d'un peu près, on s'apercevait bien vite que, sous la diversité des langues et des styles, c'était bien la même doctrine qui circulait, ici plus âprement formulée, plus fortement déduite, là plus subtilement nuancée et comme diluée, plus ingénieusement parée, plus discrètement, plus onctueusement insinuée, plus doucereusement distillée. Rationalisme absolu, phénoménisme universel et universel déterminisme, croyance religieuse à la toute-puissance, à l'infaillibilité, à l'« omnicompétence » de la Science, que l'on confond, sans le dire, avec la philosophie, disons mieux avec une philosophie particulière : tels sont les articles essentiels de ce *credo* dont, à la suite de Taine et de Renan, pendant vingt-cinq ou trente ans, s'est enchantée, s'est enivrée la pensée française. On observera que, quelques contradictions de détail que leur œuvre puisse nous présenter, l'auteur de la *Vie de Jésus* et celui de *Graindorge* n'ont jamais varié sur ces divers points. « La science approche enfin, et approche de l'homme ; elle a dépassé le monde visible et palpable des astres, des pierres, des plantes, où, dédaigneusement, on la confinait ; c'est à l'âme qu'elle se prend, munie des instrumens exacts et perçans dont trois cents ans d'expérience ont prouvé la justesse et mesuré la portée... » On se rappelle cette belle page de l'*Histoire de la littérature anglaise*. La foi un peu candide dont elle témoigne, ni Renan, ni Taine ne l'ont jamais répudiée.

On n'en saurait dire autant de ceux qui les ont suivis. Ils n'ont pas gardé intact ce *credo* que leur avaient transmis leurs maîtres, et qu'ils avaient commencé presque tous par adopter intégralement. Mais, d'abord, ils en ont conservé plus d'un article, ou, tout au moins, plus d'un commencement d'article. Et ensuite, chose bien curieuse et significative, même quand ils rejetaient ou rectifiaient telle idée essentielle de Taine ou de Renan, c'est d'eux, de leur esprit qu'ils s'inspiraient encore ; on pourrait presque dire que, s'ils les réfutaient, c'était pour leur rester au fond plus fidèles. Il en était des doctrines communes de Taine et de Renan, comme de celles qui avaient cours à l'époque de Zénon et d'Épicure : chacun pouvait les interpréter comme il l'entendait. La célèbre devise : *Vivre conformément à la nature*, ζῆν ὁμολογουμένως τῇ φύσει, était susceptible d'un sens stoïcien comme d'un sens épicurien. Le stoïcisme et l'épicurisme

doivent correspondre à deux dispositions permanentes de la nature humaine, car on les retrouve, au moins à titre de tendances, à toutes les époques de la pensée, et parfois même au sein d'une même doctrine philosophique. Il y avait dans Renan, — on l'a longtemps ignoré, il l'ignorait lui-même, — un épicurien authentique qui ne s'est révélé au public que dans les dernières années de sa vie. Ébranlé, déconcerté par les événemens de 1870, gâté par le succès et par l'adulation dont il était l'objet, il a dégagé de ses conceptions premières les conséquences épicuriennes qu'elles pouvaient comporter, et il est devenu le joyeux théoricien du dilettantisme que l'on sait. Taine, au contraire, stoïcien dans l'âme, douloureusement affecté et troublé par la guerre et par la Commune, sans renoncer d'ailleurs aux idées maîtresses de sa vie, les interprétait dans un sens de plus en plus élevé et austère, jusqu'à y réintégrer quelques-unes des notions qu'il semblait avoir, jadis, le plus vivement combattues. Et tandis que l'un composait l'*Histoire d'Israël* et cette *Abbesse de Jouarre*, dont personne ne fut plus scandalisé que Taine, l'autre, dans les *Origines de la France contemporaine*, écrivait ses belles pages sur la tradition, sur la conscience et sur l'honneur, sur l'Église catholique enfin, et il se rapprochait, en fait, de cette religion que sa pensée persistait à repousser.

Or, quand un Brunetière, un Bourget, poussant jusqu'au bout les dernières conclusions des *Origines*, réfutaient en quelque manière Taine par lui-même, que faisaient-ils, sinon « suivre » Taine et obéir encore à la pensée profonde et presque inconsciente et involontaire qui, à son insu, entraînait le stoïcien du naturalisme hors du cercle étroit qu'il s'était tout d'abord tracé ? Et pareillement, quand M. France maniait l'ironie transcendantale, quand il apostrophait « les larves et les fantômes, » quand il se livrait à toutes les fantaisies d'une imagination voluptueuse, — je n'ose dire : quand il préfaçait un livre de M. Combes, et pourtant !... — il avait sans doute oublié l'article célèbre sur *la Théologie de Béranger*, mais c'était pour se mieux souvenir de *l'Abbesse de Jouarre*, du *Prêtre de Némi*, et de quelques autres œuvres où s'émancipait enfin le secret épicurisme de l'historien d'Israël. N'est-ce pas Brunetière qui a dit que les hommes de sa génération n'ont pris conscience de leur personnalité véritable qu'au fur et à mesure qu'ils se dégageaient de l'influence de Renan et de Taine, et qu'ils s'oppo-

saient à eux? Et c'est vrai; mais ce qu'on peut ajouter, c'est que, même en combattant leurs maîtres, ces disciples infidèles leur obéissaient encore : Taine et Renan ont continué à agir sur eux, par leurs contradictions finales plus encore que par leurs affirmations premières, et nos maîtres à nous n'ont jamais pu dépouiller entièrement la tunique de Nessus.

II

Sous toutes ces influences combinées, comment ont-ils posé le problème politique et social? Nous ne nous étonnerons pas qu'à l'exemple de Renan et de Taine, — et plus encore même que le premier Renan et surtout le premier Taine, — ils en aient été de tout temps anxieusement préoccupés. *Primum vivere.* Les conditions mêmes, si angoissantes, si douloureusement incertaines, où ils arrivaient à la vie de l'esprit, leur en faisaient un impérieux devoir. Quand la cité est en flammes, quand la patrie menace de s'effondrer sous le talon de l'étranger, une âme bien née ne saurait s'enfermer dans sa tour d'ivoire. Aussi ne l'ont-ils pas fait. Ils étaient d'ailleurs trop jeunes pour agir; mais les uns, — ceux qui l'ont pu, — se sont engagés, ont fait bravement et simplement leur devoir de soldats; et tous ont longuement réfléchi aux questions d'organisation politique et sociale qui s'agitaient passionnément autour d'eux.

Si sur ces questions d'ordre intérieur ils ont été assez partagés, ils ne l'ont pas été sur la question essentielle, celle de l'attitude extérieure de la France. L'un d'entre eux, il est vrai, a pu médire publiquement de la politique coloniale, railler l'inintelligence de Napoléon, accabler de ses faciles ironies l'armée et nos institutions militaires, célébrer la loi de deux ans comme « une nouveauté bienfaisante, » et développer des théories pacifistes jusque dans la Préface d'une *Vie de Jeanne d'Arc :* aucun d'eux n'a pu prendre son parti de la défaite et, dans le fond de son cœur, se résigner au traité de Francfort. Qu'on se rappelle, dans la Préface du *Disciple*, les émouvantes paroles de M. Bourget « à un jeune homme : » « Nous autres, nous n'avons jamais pu considérer que la paix de 71 eût tout réglé pour toujours... Que je voudrais, savoir si tu penses comme nous! Que je voudrais être sûr que tu n'es pas prêt à renoncer à ce qui fut le rêve secret, l'espérance consolatrice de chacun de

nous, même de ceux qui n'en ont jamais parlé! » Et assurément les hommes de cette génération n'ont pas résolu l'angoissante question d'Alsace-Lorraine, — hélas! le pouvaient-ils? — mais ils n'ont jamais oublié qu'elle existait, que, tant qu'elle ne serait pas résolue, la France ne recouvrerait pas son équilibre moral et national; et ils ont eu cette attitude un peu paradoxale que M. Lanson a très justement définie dans une remarquable conférence sur *la France d'aujourd'hui*, et qui consiste à « ne pas se résigner à la paix, et à ne pas vouloir la guerre : » attitude où, — quoi qu'en pensent encore les Allemands, — il entrait plus de véritable humanité que de crainte d'une autre défaite, mais attitude qui suffit à empêcher la prescription du droit. La France et l'Allemagne n'ont aucun droit sur l'Alsace-Lorraine, — sauf ceux que leur confère l'Alsace-Lorraine elle-même : voilà un axiome de moralité internationale que nos aînés n'ont jamais laissé obscurcir.

Ils n'ont pas été aussi unanimes sur la question politique et sociale proprement dite. Le régime nouveau que les événemens et la volonté des hommes ont imposé au pays ne s'est pas fondé sans froisser bien des convictions respectables, sans violer bien des intérêts légitimes, sans commettre de bien lourdes maladresses, — dont beaucoup auraient pu être évitées, — et même de graves fautes, dont quelques-unes pourraient bien ressembler à des crimes de lèse-patrie. La France d'aujourd'hui est, je le crois, plus forte qu'elle ne l'était à la veille de la guerre : n'est-elle pas plus désunie encore? Tous les écrivains que nous avons eu l'occasion d'étudier ont commencé par faire généreusement crédit aux hommes qui assumaient la lourde tâche d'assurer la vie politique de trente-six millions de Français vaincus. Les déceptions sont venues assez vite : on se rappelle encore la préface du *Disciple*, et, peut-être, tel article de M. Jules Lemaître, à trente-trois ans, que nous avons longuement cité. En dépit de ces désillusions, qu'ils partageaient, la plupart des hommes de lettres de cette époque, Brunetière, Vogüé, M. France, ont pris très franchement leur parti du nouveau régime : ils n'ont eu aucune répugnance à se dire républicains et démocrates. Ils n'avaient aucune espèce de mysticisme politique. Positivistes d'éducation, formés à l'école de l'opposition libérale dans les dernières années du second Empire, où la République « était si belle, » — précisément

parce qu'elle n'existait pas, — ils n'avaient contre elle aucun préjugé d'aucune sorte; ils ne demandaient pas mieux que de « l'essayer; » et cela d'autant plus volontiers que les autres régimes antérieurs leurs paraissaient périmés, condamnés, en France du moins, par l'histoire. Ils s'y rallièrent donc très sincèrement. Tout au plus espéraient-ils, dans la générosité de leur libéralisme, qu'on pouvait lui faire oublier quelques-unes de ses origines, qu'on pouvait en extirper le vieux germe jacobin, dont ils réprouvaient la néfaste virulence. Un seul d'entre eux, M. France, sur ce dernier point, a fait exception : il a été républicain jusqu'au jacobinisme inclusivement. Il n'a pas admis qu'une République non jacobine pût exister, et il faut bien avouer que, trop souvent, les faits ne lui ont pas donné tort. Mais les autres ont persisté dans l'illusion ou la croyance libérale; ils ont cru jusqu'au bout que, la bonne volonté et le temps aidant, on pourrait modérer, assagir l'institution républicaine; ils ont proposé, à cet effet, d'utiles et d'ingénieuses réformes; ils ont fait appel aux « modérés très énergiques, » selon le mot de M. Faguet; ils ont réclamé un pouvoir central plus fort, un Président de la République plus prompt à user de tous les droits que lui donne la Constitution, et, patiemment, suivant l'admirable parole de Vogüé, ils ont attendu « l'inconnu, l'âme qui se réserve quelque part dans l'ombre et le silence, pour rassembler et guider l'âme éparse de la France. » Deux d'entre eux sont morts sans avoir vu surgir le mystérieux inconnu.

Et tandis qu'ils continuaient à croire « qu'on peut améliorer la peste, » comme l'a dit avec une spirituelle injustice M. Jules Lemaître, d'autres, impatiens d'attendre, las d'être le jouet d'une éternelle illusion, trop sévères d'ailleurs pour un régime qui, avec tous ses défauts, a laissé pourtant quelques œuvres utiles et durables et nous a permis de vivre depuis quarante ans, ont réagi avec violence contre leurs idées ou leurs aspirations d'autrefois, et se sont faits les théoriciens ardens et les apologistes convaincus du « nationalisme intégral, » autrement dit, du « royalisme par positivisme. » J'ai dit assez librement ce que je pensais des nouvelles conceptions politiques de M. Bourget et de M. Lemaître, pour avoir le droit de croire que le malaise même dont elles témoignent est un « signe des temps, » et que des hommes politiques avisés et clairvoyans, de véritables hommes d'État, devraient bien en tenir compte.

Quand un parti au pouvoir ne fait pas lui-même la révolution qu'il voit se dessiner dans les idées et dans les mœurs, cette révolution, fatalement, se fera un jour contre lui.

Et enfin, quelle a été l'attitude de cette génération d'écrivains en face du fait le plus important peut-être de l'histoire non pas seulement française ou européenne, mais « mondiale, » de ce dernier demi-siècle, je veux dire l'avènement et le développement du socialisme? D'une manière générale, elle est fort loin d'avoir été hostile. Ne parlons pas de M. France qui, lui, depuis une quinzaine d'années, affiche le socialisme le plus pur, jusque dans sa *Jeanne d'Arc*. Mais il n'est pas jusqu'à M. Lemaître, ou même M. Bourget, si peu sympathiques qu'ils puissent être au collectivisme, chez lesquels on ne trouverait, je ne veux pas dire du socialisme, mais des préoccupations sociales parfois assez intenses. Pour M. Faguet, on connaît les fortes études, si libres et si lucides, où il a essayé d'« utiliser » le socialisme, et de l'adapter aux exigences de son « libéralisme. » On sait aussi que la haute et généreuse intelligence de Vogüé était, dans cet ordre d'idées, prête à accueillir toutes les nouveautés, et même toutes les hardiesses conciliables avec l'intérêt supérieur et permanent de la patrie. Et quant à Brunetière, il eût repoussé assurément l'épithète de socialiste : mais il ne repoussait pas celle de « catholique social, » et il nous a plus d'une fois déclaré que ce sont précisément des raisons « sociales » qui l'avaient acheminé au catholicisme. Non, décidément, les socialistes contemporains ne pourront pas dire que les hommes de lettres dont l'œuvre s'achève aient fait preuve, à l'égard de leurs conceptions, d'un pharisaïsme bien étroitement conservateur.

III

Mais les hommes de lettres sont des hommes de lettres : la politique et la sociologie ne peuvent les préoccuper qu'accidentellement. C'est à leur œuvre littéraire qu'il faut surtout les juger.

A ce point de vue, et quoique la perspective nous fasse un peu défaut, pour établir des comparaisons et formuler des jugemens en toute assurance, il semble que la génération de 1870 puisse attendre sans trop d'inquiétude le verdict définitif de la postérité. Elle a beaucoup travaillé, cela est hors de doute, et dans ce XIXe siècle français, qui aura compté de puissans, de pro-

digieux travailleurs, nous pouvons affirmer qu'elle ne viendra pas la dernière. Nos petits-neveux compareront peut-être, — et je crois qu'ils auront raison, — l'activité totale d'un Brunetière à celle d'un Voltaire, et s'ils peuvent jamais évaluer toute la production d'un Faguet, — lequel écrit en ce moment *douze* volumes par an, — ils concluront, j'imagine, qu'ils sont en présence d'un phénomène unique dans toute l'histoire littéraire.

Mais, comme le temps, dira-t-on, le travail ne fait rien à l'affaire. Ce n'est pas sûr, — car la fécondité est, en elle-même, une fort belle chose, — mais admettons-le. Reconnaissons aussi que cette génération n'a pas eu dans ses rangs un de ces poètes qui comme Hugo, Lamartine, Musset, ou même Vigny, suffisent à illustrer une époque. Ceux qu'elle a applaudis, Sully Prudhomme, Coppée, Heredia, Verlaine, appartiennent plutôt à la génération antérieure. Il est vrai; mais si la poésie, depuis Rousseau, n'est pas nécessairement inséparable de la forme du vers, ne compterons-nous pas, parmi les grands poètes du siècle qui vient de finir, l'auteur du *Roman d'un Spahi*, de *Pêcheur d'Islande* et de *Ramuntcho ?* et une période littéraire qui se glorifie de l'œuvre de Pierre Loti peut-elle passer pour être entièrement déshéritée au point de vue poétique ? D'autre part, et quelque cas que l'on puisse, que l'on doive faire de l'œuvre dramatique de M. Jules Lemaître, ou de M. Paul Hervieu, nous n'avons pas eu, il faut l'avouer, au théâtre, l'équivalent d'une œuvre comme celles d'Alexandre Dumas fils ou d'Émile Augier. Et enfin, il semble qu'il ait manqué à cette génération un de ces « héros, » comme les appelait un jour M. Paul Desjardins, de l'espèce de Taine ou de Renan, par exemple, grands esprits et grands écrivains tout ensemble, qui dominent toute une époque et lui imposent, pour de longues années, leurs manières de penser et de sentir. Mais croit-on, — et d'autres d'ailleurs l'ont dit avant moi, — qu'un Brunetière, s'il n'était pas mort si tôt, laissant interrompues toutes ses grandes œuvres maîtresses, n'aurait pas pu assez bien remplir ce rôle ? Et songez à ce que, de son temps même, on eût dit de Voltaire, s'il était mort à cinquante-sept ans.

Mais on ne saurait tout avoir. Les générations littéraires qui se suivent ne se ressemblent jamais entièrement, et quand leurs mérites respectifs, — qu'on ne saurait jamais d'ailleurs évaluer avec une rigueur mathématique, — arrivent à se balancer, et,

finalement, à s'équilibrer, les derniers venus peuvent avec une certaine fierté songer à leurs aînés. Or, les écrivains qui avaient environ vingt ans vers 1870 n'ont pas tous achevé leur œuvre, et ils peuvent encore nous ménager des surprises : par exemple, un critique aurait-il pu parler de M. Hanotaux exactement après comme avant sa *Jeanne d'Arc?* Mais, à supposer qu'au total ils offrent aux historiens de l'avenir de moins grands noms peut-être, de moins hautes, fortes et durables œuvres que leurs devanciers, les Renan, les Taine, les Leconte de Lisle, les Flaubert, les Augier, les Dumas fils, quelle souple richesse de pensée, quelle variété d'aptitudes et quelle fertilité de talent ne feront-ils pas admirer en eux! Voyez un Jules Lemaître : poète, critique, chroniqueur, dramaturge, conteur et romancier, il a touché à tout, et si nulle part, sauf peut-être en critique, il n'a atteint le tout premier rang, en quel genre n'a-t-il point marqué sa place? Voyez un Paul Bourget : poète, critique, voyageur, romancier, novelliste, on pouvait croire, il y a quelques années, que tous ces titres de gloire allaient lui suffire, et voici maintenant qu'il aborde le théâtre, avec une conception et des formules d'art qui lui appartiennent bien en propre. Voyez un France, qui, lui non plus, n'a pu se cantonner dans un genre unique. Voyez un Vogüé qui, à près de cinquante ans, tente avec succès le roman. Voyez un Faguet qui, lui, à première vue, n'a jamais fait que de la critique : mais à quelles questions sa critique n'a-t-elle point touché? et quelle souplesse, quelle encyclopédique curiosité d'esprit son écrasant labeur ne dénote-t-il pas!

De toute cette activité littéraire, il est sorti, dans presque tous les genres, de bien beaux livres. Le recul nous manque, encore une fois, pour que nous puissions, avec toute la fermeté désirable, assigner aux œuvres et aux hommes leur vrai rang dans la série historique, et dégager de nos « impressions » la part d'« impersonnalité » qu'elles comportent. Mais, ceci dit, — car enfin, l'excessive prudence, en critique, pourrait aussi s'appeler d'un autre nom, moins honorable, — croyez-vous que l'impartiale postérité ne placera pas *le Roman russe* tout à côté du livre *de l'Allemagne?* et concevez-vous qu'une histoire du roman européen au XIXe siècle puisse jamais passer *Pêcheur d'Islande* sous silence? On y parlera aussi, j'en suis convaincu, du *Disciple* et de *l'Étape*, et du *Crime de Sylvestre Bonnard*, et peut-être du *Sens de la vie*, et des *Morts qui parlent*. S'il est

possible que certaines pages des *Contemporains* paraissent un peu vieillies, que d'autres on en pourra extraire, ainsi que des *Impressions de théâtre*, pour enseigner à nos arrière-petits-enfans de quelle grâce ailée, de quelle fantaisie souriante le bon sens et l'esprit de finesse peuvent être revêtus dans notre clair pays de France! Et quoique M. Faguet ait déclaré tout récemment, à propos de Brunetière, que tous les critiques, « Sainte-Beuve excepté, » sont voués à l'éternel oubli, nous n'en croirons pas son humilité sur parole, puisque, aussi bien, on lit encore et Quintilien et Boileau. On ne fera pas l'histoire de la critique sans parler de Brunetière et de M. Faguet lui-même. On mentionnera tout au moins la théorie de l'évolution des genres ; on dira que *le Roman naturaliste* a consommé la « banqueroute » de l'école de Zola ; et quand on comparera le grand livre de Nisard au *Manuel de l'histoire de la littérature française*, on déclarera sans doute que le premier paraît un peu léger. Et quant à M. Faguet, je crois qu'on lira longtemps son *Calvin*, son *Voltaire* et son *Buffon*, son *Chateaubriand*, et, sinon tous ses *Politiques et moralistes*, au moins son *Auguste Comte*, et cela, pour ne rien dire des nombreuses et fortes pages de « moraliste » que l'on pourra extraire de toute son œuvre à lui, et de celle de son ami Brunetière. Je ne crois pas non plus que, de sitôt, l'on s'abstienne de lire les savoureux *Essais de psychologie contemporaine*. Quand une génération a produit, avec beaucoup d'autres, les œuvres que je viens de rappeler, elle n'a pas démérité de ceux qui, avant elle, ont eu l'honneur de tenir une plume française.

Je cherche une formule qui me serve à caractériser brièvement, mais avec une suffisante exactitude, le sens général et secret de son effort littéraire, et j'avoue que je ne la trouve pas aisément. Certaines générations, — celle de 1550, par exemple, celle de 1660, celle de 1750, celle de 1850, — sont visiblement associées à une œuvre commune, ont un idéal collectif, parfois même un programme, forment, comme l'on dit, une école, et rien n'est plus simple que de savoir avec précision ce qu'elles ont voulu et ce qu'elles ont fait. Il n'en est pas ainsi pour celle dont nous essayons de dresser le bilan. Soit que les événemens de 1870 eussent dispersé les groupemens juvéniles de la fin de l'Empire, soit que, au lendemain de la guerre les jeunes apprentis écrivains se trouvassent déconcertés, désemparés par les malheurs publics, en quête d'une doctrine d'art et de vie

qui leur pût pleinement convenir, et eussent pris le parti de se frayer isolément une voie, à leurs risques et périls, de travailler et d'écrire en tirailleurs, si je puis ainsi parler, on ne les voit pas, comme en d'autres temps, s'unir autour d'un maître, d'une devise, d'une théorie esthétique. A vrai dire, quelques années plus tard, l'école naturaliste était constituée ; mais c'est une chose bien remarquable qu'à part Édouard Rod, qui s'y rattache un moment, aucun des écrivains dont nous avons eu l'occasion de parler, n'en a jamais fait partie. C'est qu'en réalité, — ils en avaient tous l'obscure ou nette conscience, —le naturalisme retardait sur son temps. On conte que Taine recevant un jour de je ne sais quel romancier naturaliste un livre avec un bel hommage d'auteur où on le saluait, lui Taine, comme le maître incontesté et le père de la nouvelle école, envoya sa carte au jeune auteur avec ce vers de Racine, qui n'aura jamais été plus spirituellement cité :

Le flot qui l'apporta recule épouvanté.

Taine avait évolué depuis l'*Histoire de la littérature anglaise*, Zola, lui, n'avait pas évolué. L'explosion de « littérature brutale » qui, sous le nom de naturalisme, s'est produite chez nous entre 1875 et 1890, aurait dû éclater vingt ans plus tôt. Et c'est pourquoi la fortune de cette école a été si rapide. Et c'est pourquoi, — exception faite pour Rod, pour Maupassant et pour Huysmans, qui, du reste, s'en sont dégagés, — les jeunes écrivains d'avenir se sont bien gardés de s'y fourvoyer. C'est en dehors du naturalisme, et c'est souvent contre lui qu'ils se sont développés. Et assurément, ils ont gardé quelque chose du naturalisme, en ce sens qu'eux aussi se sont piqués d'observer et de peindre loyalement la nature. Mais ils n'ont pas réduit la nature à ce quelque chose de grossier, de matériel et d'automatique où se complaisait l'étroite pensée d'un Zola ; ils ont cru que l'âme aussi était dans la nature, et ils ont revendiqué le droit de l'étudier et de l'exprimer. Et enfin ils ne se sont pas contentés de copier la nature ; ils ont prétendu l'interpréter ; leurs observations leur ont suggéré des idées, et ils ne se sont pas refusés à les suivre, et à nous les suggérer à leur tour. Et ainsi, de proche en proche, ils ont été ramenés à une conception de la littérature qui n'est pas sans analogie avec celle de nos grands écrivains classiques. Prenez l'œuvre d'un Bourget

et d'un Loti, d'un Brunetière et d'un France, d'un Vogüé et d'un Lemaître, d'un Rod et d'un Faguet : peindre l'homme complet dans la nature indéfiniment élargie, et tirer de cette étude des observations et des leçons pour la vie : n'est-ce pas à peu près ainsi qu'ils ont tous entendu l'œuvre littéraire ? Il n'y avait pas de conception qui fût alors plus opportune, et plus secrètement conforme à notre grande tradition nationale.

IV

Si cette conception, comme je le crois, implique une philosophie générale, il n'est peut-être pas sans intérêt d'essayer de la dégager. La génération précédente, celle des Renan et des Taine, avait vécu sous l'empire et sous l'obsession, on peut bien dire sous la tyrannie d'une idée unique, et presque d'une idée fixe, celle de la Science. Les merveilleux progrès et les applications indéfinies des sciences positives avaient fait naître dans les âmes les espérances les plus naïves et les plus démesurées. On ne rêvait plus que de naître, de vivre et de mourir scientifiquement. On avait, non pas seulement la religion, mais la superstition de la Science, comme on avait eu, à l'époque de la Renaissance, la religion, et même la superstition de l'Art. Et cette grande conception de la Science enfermait en son sein, couvrait en quelque sorte de son prestige plus d'une fâcheuse équivoque. D'abord, elle impliquait l'idée ou la croyance que la connaissance de type scientifique est le seul mode de connaissance qui soit à la portée de l'homme. Ensuite, elle effaçait arbitrairement la vieille, la nécessaire distinction entre les sciences morales et les sciences de la nature. D'autre part, à ne tenir compte même que de ces dernières, elle décrétait d'autorité la foncière unité de la science, comme si les sciences mathématiques, les sciences physiques, les sciences biologiques n'étaient pas profondément différentes de nature, de méthodes et d'objet. Et enfin, elle habituait les esprits à ne concevoir je ne dis pas seulement la science, mais les choses mêmes que sous les espèces de la mathématique. Sur tous ces points la récente critique des sciences a fait une lumière décisive, et l'on peut dire que la conception de la science qui dominait il y a un demi-siècle est aujourd'hui périmée.

Contre cette conception, que quelques-uns de ses savans et

de ses philosophes commençaient déjà à battre en brèche, la génération littéraire de 1870 a réagi à sa manière. D'abord, en vertu de cette loi constante de la vie qui veut que les générations successives soient en contradiction les unes avec les autres, et que la première démarche par laquelle les fils manifestent leur existence personnelle soit de prendre le contrepied de ce qu'ont pensé leurs pères. En second lieu, la guerre était venue nous prouver par les faits que la science ne change pas grand'chose à la pauvre nature humaine, et nous pouvions nous demander en quoi cette Allemagne, si fière de sa science, et que nous avions si ingénument admirée, nous aurait plus durement traités, si elle eût été moins savante : sa science, par hasard, lui aurait-elle surtout servi à fabriquer de meilleurs canons ? En même temps, l'idée spencérienne de l'inconnaissable s'insinuait chez les esprits les plus divers et y restaurait certaines conceptions sagement positivistes qu'un retour offensif de la métaphysique allemande avait, pendant trop longtemps, trop aisément oblitérées. Enfin, l'inquiétude morale et sociale que les grands bouleversemens auxquels on venait d'assister avaient fait naître dans les âmes s'accommodait mal de ce déterminisme rigoureux, absolu où les conceptions « scientistes » avaient voulu enfermer nos efforts. Si tout ce que nous sommes, si tout ce que nous voulons être est déterminé d'avance, à quoi bon agir, à quoi bon vivre même ? Il n'y a qu'à se coucher au bord du chemin, et à attendre là que la roue de la fatalité daigne passer sur nous.

Voilà ce qu'un peuple qui veut vivre ne saurait admettre. Voilà ce contre quoi proteste en nous je ne sais quel instinct secret que nous sentons plus fort, plus fécond et plus juste que tous les syllogismes? — « Le cœur a ses raisons... : » le cœur, et la vie aussi. C'est ce qu'ont dû sentir les Renan et les Taine, car, dans leurs derniers écrits, sans renier assurément les convictions de leur jeunesse, et même en les maintenant toujours, ils s'efforcent visiblement, à leur insu d'ailleurs, d'en atténuer les conséquences, ou de les concilier avec les exigences de la vie morale et de l'action pratique. La lettre de Taine sur *le Disciple* est à cet égard infiniment curieuse, pour ne rien dire de maintes pages des *Origines ;* et il suffit de lire la *Préface* de *l'Avenir de la Science* pour se rendre compte que, si Renan avait rédigé en 1890 « son vieux Pourana » de 1848, il l'eût écrit un peu différemment.

Ces atténuations, ces contradictions, ces repentirs n'ont pas

échappé à la clairvoyance de leurs disciples. Le rationalisme éperdu que ses devanciers avaient hérité tout à la fois de la philosophie hégélienne et du XVIIIe siècle français, la génération de 1870 n'a pu s'en contenter; elle a vite trouvé illusoire cette foi profonde, aveugle et superstitieuse dans la toute-puissance, la toute bonté, la divinité de la Science qui avait animé, soutenu les grands esprits et les grands écrivains dont elle s'était nourrie avec une filiale ferveur. Il n'est pas jusqu'à M. Anatole France qui, dans la majeure partie de son œuvre, n'ait jeté quelque discrédit sur « la nouvelle idole » à laquelle ses maîtres et lui-même avaient tant de fois payé tribut : *le Jardin d'Épicure* n'est pas d'un adorateur sans nuances et sans réserves de la Science. Et quant aux autres, les Loti, les Bourget, les Vogüé, les Faguet, les Lemaître, les Rod, les Brunetière, chacun à sa manière et à son rang, les uns, en entretenant en nous le sens et l'effroi du mystère, en nous amenant jusqu'aux bords de l'Inconnaissable; les autres, en défendant les droits du cœur et des puissances d'intuition, les uns en faisant profession d'impressionnisme critique, les autres en combattant l'esprit du XVIIIe siècle, ou en opposant la science à la religion, tous ils ont, plus ou moins consciemment, coopéré à cette *réaction contre le Scientisme*, qui restera, je crois, au point de vue philosophique, l'apport propre et le trait dominant de toute une génération intellectuelle. Le célèbre, trop célèbre article de Brunetière, *Après une visite au Vatican*, n'aurait pas fait tant de bruit si, d'une part, il n'avait pas été préparé par tout un mouvement de pensée antérieur, et si, d'autre part, il n'avait pas ramassé, condensé, cristallisé sous une forme brillante, impérieuse, et même agressive, mille tendances latentes des esprits contemporains.

Essayons, des accidens et des exagérations de la polémique, de dégager, sur ce point essentiel, l'état d'esprit de toute cette génération. « Si l'on osait faire parler l'un des « maîtres de l'heure » au nom de tous, il me semble que l'on pourrait, à peu de chose près, lui prêter le langage que voici :

« Nous ne croyons plus à la Science, comme y ont cru les Renan, les Berthelot et les Taine. Nous n'en faisons plus une « religion; » nous n'admettons plus qu'elle réponde à toutes nos aspirations, et, comme eût dit Pascal, qu'elle « remplisse tous nos besoins; » nous ne pensons plus qu'elle soit la seule génératrice de toute certitude; et nous ne pouvons plus la con-

cevoir comme le type unique du savoir et comme l'unique règle de l'action. Entendons-nous bien : nous ne nions pas la science; nous n'en proclamons pas la « banqueroute ; » nous n'en contestons pas les progrès ; nous n'en répudions pas les acquisitions durables, ni même, quelle qu'en soit d'ailleurs la rançon, les réels « bienfaits. » Seulement, nous croyons qu'il y a une foule de choses, et de choses essentielles, qui échappent à ses prises : la religion, la morale, la politique, la philosophie même, l'art enfin sous toutes ses formes. Toutes ces choses-là nous paraissent décidément « d'un autre ordre, » pour parler encore comme Pascal ; et au seuil de chacune d'elles, nous voudrions, en la renversant, inscrire la devise de Platon : « Que nul n'entre ici, s'il n'est *que* géomètre. »

Et assurément, cette attitude de pensée, les écrivains dont nous avons parlé ne l'ont pas eue toujours et partout ; cette « *via media* entre la Science et la Foi, » comme l'appelle très heureusement M. Bourget, ils ne l'ont pas du premier coup découverte, ils ont tâtonné, ils se sont contredits, ils se sont repris, ils sont revenus plus d'une fois aux erremens de la génération précédente ; sur quelques points ce que j'ai cru pouvoir appeler leur réaction contre le scientisme a été insuffisante. Par exemple, n'y a-t-il pas dans les constructions psychologiques de M. Bourget quelque excès d'appareil « scientifique ? » Et Brunetière n'avait-il pas dans l'impersonnalité et l'objectivité de sa critique une confiance quelque peu excessive, et n'attribuait-il pas aux conclusions de la « méthode évolutive » une valeur « scientifique » et même, — il a prononcé le mot, — « mathématique, » qu'elle était assez loin d'avoir... ? Mais il n'importe. Les novateurs les plus originaux ne le sont jamais entièrement ; ils procèdent toujours de leurs devanciers ; ils prolongent le passé, même quand ils réagissent contre lui. La génération de 1870 a certainement gardé quelque chose de « l'intellectualisme » de sa devancière. A voir l'ensemble et la direction de son effort, elle n'en a pas moins vigoureusement réagi contre l'intellectualisme ; elle a ruiné la religion de la science.

V

Elle a été plus divisée au point de vue moral : c'est qu'il est plus facile de détruire que de reconstruire, plus aisé de s'en-

tendre sur des négations que sur des affirmations. Ce que l'on peut dire à l'honneur de presque tous ces écrivains, c'est qu'ils ont très vivement, et parfois douloureusement, senti l'importance du problème. Dans son beau livre sur *les Idées morales du temps présent*, Édouard Rod, on s'en souvient, distinguait en *négatifs* et en *positifs* les esprits qui, il y a vingt ans, agissaient le plus fortement sur les consciences : et il constatait que les seconds étaient plus nombreux que les premiers, et que le courant positif tendait de plus en plus à l'emporter sur l'autre. L'observation était juste, et elle l'est devenue plus que jamais. Parmi les écrivains qui ont aujourd'hui, — ou qui devraient avoir, — entre cinquante-cinq et soixante-dix ans, — j'entends ceux qui comptent, et que je n'ai pas tous étudiés, — je n'en aperçois véritablement qu'un seul, qui puisse être décidément rangé parmi les négatifs, ou, si l'on préfère, parmi les purs *amoralistes :* c'est le plus âgé d'entre eux, précisément, c'est M. Anatole France. Mais les autres, tous les autres, même les plus libres ou les plus fantaisistes, ont su faire, suivant une belle parole de Brunetière, « la part sacrée de ce qu'il fallait détruire et de ce qu'il fallait savoir conserver à tout prix ; » ils n'ont pas jonglé avec les questions de morale ou de moralité; et ils auraient pu dire avec le poète :

J'honore en secret la duègne
Que raillent tant de gens d'esprit,
La vertu...

Seulement, ils n'ont pas tous été d'accord sur la façon de la concevoir et sur la base à lui trouver. Les uns, un peu flottans, comme M. Jules Lemaître, ballottés d'un pôle à l'autre, sans grand luxe de théories, sans grand effort de spéculation, se sont contentés de « laïciser » à l'usage des « honnêtes gens » d'aujourd'hui les enseignemens les plus généraux de la morale chrétienne. Les autres, comme Édouard Rod, plus inquiets, plus ballottés encore, plus philosophes aussi, très frappés de l'inconsistance que présentent aux regards tous les essais de morale indépendante, embrassant d'ailleurs très exactement tontes les données du problème, semblaient, à chaque instant, sur le point de conclure que la seule solution satisfaisante en était dans le retour à la morale religieuse; mais, la foi leur manquant, ils s'arrêtaient à un discret stoïcisme. Un autre encore,

comme M. Émile Faguet, esprit incroyablement libre et réaliste, dégagé de toute espèce de mysticisme, positiviste d'éducation et de tendance, nourri d'Auguste Comte, nourri de Nietzsche, un peu sceptique peut-être sur le fond des choses pour avoir manié trop d'idées et fait le tour de trop de systèmes, mais profondément convaincu de la haute nécessité sociale de consolider les « préjugés nécessaires » et de respecter les « illusions bienfaisantes, » fonde le devoir sur l'honneur, et propose de reconstruire sur cette base, peut-être plus fragile et « subjective » qu'il ne pense, tout l'édifice de la morale.

On sait comment les écrivains et penseurs de la génération précédente, quand il leur arrivait, ce qui n'était pas très fréquent, d'aborder la question morale, posaient le problème et inclinaient à le résoudre. A vrai dire, ils le posaient moins qu'ils ne l'éludaient, et ils le résolvaient moins qu'ils n'en ajournaient indéfiniment la solution. A leurs yeux, la science suffisait à tout, avait réponse à tout, et la morale qu'ils préconisaient était donc une « morale scientifique. » Mais comme ils ne pouvaient nier que la Science ne fût pas encore complètement constituée, c'était donc à l'avenir, au lointain et incertain avenir qu'ils remettaient le soin de dégager de la Science achevée la morale nécessaire à l'humanité nouvelle. « Dans cet emploi de la science et dans cette conception des choses, écrivait Taine, il y a un art, une morale, une politique, une religion nouvelle, et c'est notre affaire aujourd'hui de les chercher. » Aujourd'hui, ou plutôt demain. Et pas un instant, ces admirables idéologues ne se demandaient comment vivrait l'homme, l'homme réel, le pauvre être de chair et d'os, de sang et de muscles, de sentimens et d'instincts, de passions, de désirs et de rêves, en attendant qu'on lui eût trouvé une morale. Cette candide imprévoyance, jointe à la vanité foncière de l'entreprise, — car si l'on pouvait tirer une morale de la science, elle serait parfaitement immorale, — ont peu à peu détaché tous ceux qui pensent de cette conception d'une morale scientifique ; et c'est peut-être le seul point sur lequel ils soient, en pareille matière, aujourd'hui, tous à peu près d'accord.

Deux d'entre eux sont allés plus loin encore. Esprits très philosophiques et très réalistes tous les deux, très décidés à ne pas lâcher la proie pour l'ombre, obsédés d'ailleurs jusqu'à l'angoisse par le problème moral, ils sont arrivés l'un et l'autre,

par des voies fort différentes, à des conclusions identiques. L'un, M. Bourget, en sa qualité de psychologue et de romancier, faisait profession d'étudier l'âme humaine sur le vif, dans la réalité quotidienne de ses passions, de ses maladies même. La question qui se posait à lui, qu'il rencontrait à chaque pas de ses études, de ses réflexions, de ses expériences, c'était celle de la nécessité d'une morale, non pas d'une morale théorique, abstraite, codifiée sur le papier « qui souffre tout, » comme le disait déjà la grande Catherine, mais d'une morale pratique, efficace, et capable, dans la réalité de la vie, d'imposer un idéal, de faire respecter des règles, de refréner des passions et, tantôt en les stimulant, tantôt en les bridant, d'agir sur des volontés. A la question ainsi posée on sait quelle réponse a finalement faite l'auteur du *Disciple*. Il a trouvé, à l'usage, les prescriptions de la morale rationnelle toutes platoniques et inefficaces; seule la morale religieuse, et, plus précisément, la morale chrétienne, plus précisément encore, la morale catholique lui a paru remplir toutes les conditions d'une morale véritable et réellement agissante. Nous voilà bien loin du temps où Édouard Rod rattachait M. Bourget au groupe des « négatifs. »

A ce groupe jamais personne n'a été tenté d'agréger Brunetière, bien qu'il se soit trouvé quelqu'un pour le mettre au rang des « malfaiteurs littéraires. » Lui aussi, de très bonne heure, il était en quête d'une vraie morale, et, nourri des enseignemens de ses maîtres, plein de défiance à l'égard de l'idée religieuse, il cherchait en dehors d'elle la doctrine souhaitée. Un moment, sous l'influence de Schopenhauer, il crut l'avoir trouvée. En « laïcisant » les enseignemens des grandes religions, il crut qu'on pourrait constituer une morale qui aurait à la fois l'autorité de la morale religieuse et l'intelligibilité des morales rationnelles. Vit-il un jour tout ce que cette « laïcisation » comportait d'arbitraire, comprit-il qu'elle ressemblait à un éclectisme d'un nouveau genre, et se rendit-il compte qu'étant une invention tout humaine, elle perdrait immédiatement aux yeux des hommes l'autorité même dont il voulait l'armer? Ce qui est sûr, c'est qu'un jour vint où cette solution lui parut bâtarde et ruineuse. Et les fortes paroles de Scherer s'imposaient à son esprit :

Sachons voir les choses comme elles sont : la morale, la bonne, la vraie, l'ancienne, l'impérative, a besoin de l'absolu; elle aspire à la transcen-

dance : elle ne trouve un point d'appui qu'en Dieu. La conscience est comme le cœur : il lui faut un au-delà. Le devoir n'est rien s'il n'est sublime, et la vie devient une chose frivole si elle n'implique des relations éternelles... Une morale n'est rien si elle n'est pas religieuse...

Mais il ne s'en tenait pas là ; et choisissant, d'un point de vue tout spéculatif encore, entre les diverses formes religieuses, il manifestait nettement, pour des raisons morales et sociales tout ensemble, sa préférence à l'égard du catholicisme.

On sait le reste, et comment une adhésion, simplement philosophique et toute théorique, est devenue peu à peu une adhésion engageant la foi personnelle et intime. Alors que la génération précédente s'était développée tout entière et jusqu'au bout en dehors de l'idée religieuse, la génération de 1870, par quelques-uns de ses principaux représentans, — pour ne rien dire ici de quelques autres, les Coppée et les Huysmans, par exemple, — n'a pas cru devoir imiter cette réserve. « En vain, disait Brunetière, a-t-on voulu écarter la question : elle est revenue ; nous n'avons pas pu, nous non plus, l'éviter ; et ceux qui viendront après nous ne l'éviteront pas plus que nous. »

VI

Ce n'est pas que, sur la question religieuse, nos aînés n'aient été partagés encore, et l'on sait de reste que tous n'ont point suivi Brunetière et M. Bourget. Celui d'entre eux qui s'est montré le plus résolument hostile à ces nouvelles tendances, c'est M. Anatole France. Étant de tous le plus âgé, il était d'ailleurs assez naturel qu'il restât de tous le plus engagé dans l'esprit de la génération précédente. Si, un moment, on a pu le croire assez détaché des idées qu'il avait héritées d'elle, il s'est vite repris, et, depuis quinze ans, son anticléricalisme théorique et pratique n'a connu aucune défaillance. Renan lui-même, le dernier Renan, eût-il souscrit à toutes les déclarations auxquelles, sur ce chapitre, le biographe de Jérôme Coignard s'est laissé entraîner ? On en peut douter. Ce qu'on peut affirmer, c'est qu'elles eussent vivement scandalisé le dernier Taine.

Le cas de M. France a été, d'ailleurs, isolé parmi ses contemporains. Ceux-là mêmes dont les tendances se rapprochaient le plus des siennes, ont été trop préoccupés du problème moral pour ne pas sentir qu'à combattre les idées religieuses,

c'était la morale, et la moralité elle-même que l'on risquait d'affaiblir, et peut-être même de ruiner; et quand on a conscience d'une pareille besogne, on conçoit qu'elle répugne à certaines délicatesses : tout le monde n'a pas l'âme d'un « combiste » impénitent.

Cet état d'âme, il faut en féliciter la corporation, est devenu extrêmement rare parmi les hommes de lettres d'aujourd'hui. Tous, ou presque tous, d'ailleurs, ont subi, plus ou moins directement, l'influence doucement apaisante d'un très grand et généreux Pape, — auquel, demain, on rendra justice, — et qui a usé sa vie et son génie à dissiper tous les vieux malentendus entre « l'Église et le siècle. » Pour nous en tenir à ceux que nous avons étudiés, voyez combien leur attitude à tous, quand elle n'est pas même chaleureusement sympathique, est profondément, sincèrement respectueuse à l'égard des choses religieuses. Ne parlons pas de Vogüé, si naturellement, si généreusement déférent pour tout ce qui est chose d'âme et de conscience, et qui, même lorsqu'il n'adhérait pas, même lorsqu'il constatait, dans cet ordre d'idées, des mesquineries ou des ridicules, ne se fût pas pardonné même un léger sourire. Mais M. Jules Lemaître qui, lui, sourit quelquefois, et même égratigne, si l'on excepte peut-être *Serenus*, son œuvre ne dément pas trop ce qu'il disait au début de sa carrière, lorsque, parlant de M. France, et énumérant les avantages d'une éducation ecclésiastique, il ajoutait : « Et (sauf le cas de quelques fous ou de quelques mauvais cœurs), quand plus tard la foi vous quitte, on demeure capable de la comprendre et de l'aimer chez les autres, on est plus équitable et plus intelligent. » Mais Pierre Loti, dans lequel de ses livres n'a-t-il pas proclamé son respect attendri pour tous les symboles, pour toutes les formes du sentiment religieux? dans lequel n'a-t-il pas jeté son cri d'adoration éperdue pour la réalité ineffable qu'il pressentait derrière toutes ces images et toutes ces formules? Et puisque nous n'avons pu la citer dans l'étude que nous lui avons jadis consacrée, rappelons ici l'admirable page, presque testamentaire d'accent et d'intention, qui termine *Un pèlerin d'Angkor :*

La souveraine Pitié, j'incline de plus en plus à y croire et à lui tendre les bras, parce que j'ai trop souffert, sous tous les ciels, au milieu des enchantemens ou de l'horreur, et trop vu souffrir, trop vu pleurer et trop vu prier. Malgré les fluctuations, les vicissitudes, malgré les révoltes cau-

sées par des dogmes étroits et des formules exclusives, l'existence de cette Pitié suprême, on la sent plus que jamais s'affirmer universellement dans les âmes hautes qui s'éclairent à toutes les grandes lueurs nouvelles. De nos jours, il y a bien, c'est vrai, cette lie des demi-intelligences, des quarts d'instruction, que l'actuel régime social fait remonter à la surface et qui, au nom de la science, se rue sans comprendre vers le matérialisme le plus imbécile, mais, dans l'évolution continue, le règne de si pauvres êtres ne marquera qu'un négligeable épisode de marche en arrière. La Pitié suprême vers laquelle se tendent nos mains de désespérés, il faut qu'elle existe, quelque nom qu'on lui donne; il faut qu'elle soit là, capable d'entendre, au moment des séparations de la mort, notre clameur d'infinie détresse, sans quoi la création, à laquelle on ne peut raisonnablement plus accorder l'inconscience comme excuse, deviendrait une cruauté par trop inadmissible à force d'être odieuse et à force d'être lâche.

Et, de mes pèlerinages sans nombre, les futiles ou les graves, ce faible argument si peu nouveau est encore tout ce que j'ai rapporté qui vaille.

Je ne sais si M. Émile Faguet irait jusque-là. Simple positiviste nourri de Nietzsche, il n'a jamais, ce me semble, abordé bien en face le problème religieux, et il a trouvé le moyen d'écrire un petit livre sur Dieu, sans nous dire avec précision si, oui ou non, il y croyait. Mais qu'il ne soit pas antireligieux, il a publié tout un juste volume pour nous le faire savoir, et qu'il soit très sincèrement respectueux de la religion, de toutes les religions, qu'il ait même pour elles une très active sympathie, une sympathie qui va jusqu'à les défendre quand elles sont persécutées, c'est ce que nous crie son œuvre tout entière. Les « positifs » ont toujours eu dans ce positiviste le plus libre, mais le plus sûr des alliés.

Une sympathie respectueuse et croissante pour la religion en général, et pour le catholicisme en particulier, sympathie allant parfois jusqu'à l'adhésion formelle; une préoccupation morale très sérieuse, très intense, très réaliste aussi; une disposition très philosophique à répudier les empiétemens illégitimes de la science, et à la contenir dans ses justes limites; un libre retour en littérature à notre grande tradition nationale et classique; un grand désir de justice sociale et d'équité politique dans une France plus forte, plus respectée, plus unie : tel paraît bien avoir été le commun idéal intérieur de la génération littéraire dont l'œuvre aujourd'hui s'achève, et qui, déjà, a vu tomber plus d'un des siens dans les sillons qu'elle a tracés. A-t-elle réalisé tout son rêve? Hélas! quelle est

la génération humaine qui réalise tout le sien? « Elle n'a pas de victoire à son actif, cette génération des jeunes gens de la guerre, cela est vrai, — écrivait il y a plus de vingt ans M. Bourget, dans l'émouvante préface de son *Disciple*. — Elle n'a pas su établir une forme définitive de gouvernement, ni résoudre les problèmes redoutables de politique étrangère et de socialisme. Pourtant, jeune homme de 1889, ne la méprise pas. Sache rendre justice à tes aînés. Par eux, la France a vécu! »

Oui, la France a vécu, dangereusement vécu même par momens, et nous savons assez d'histoire pour rendre à ceux qui l'ont fait vivre le juste hommage auquel ils ont droit. La génération de la guerre, nous le voyons mieux encore aujourd'hui, n'a pas à rougir de son œuvre. Venue à la vie spirituelle et civique à une heure tragique, elle a fait tout ce qui était en son pouvoir pour réparer les ruines qu'elle n'avait pas causées. Elle a souffert dans son esprit et dans son cœur, dans sa fierté et dans sa tendresse. Mais les amères leçons de l'expérience n'ont pas été perdues pour elle. Elle a mieux connu l'homme tel qu'il est et la vie réelle que celles qui l'avaient précédée dans l'existence; elle s'est fait moins d'illusions sur le monde et sur l'étranger; elle a moins vécu d'une vie toute cérébrale; elle nous a légué de belles œuvres, fortes, humaines et profondes; elle a entretenu parmi nous, avec l'idée toujours présente du relèvement de la patrie, de hautes et nobles inquiétudes. En un mot, elle a créé ce quelque chose d'assez complexe et pourtant de très précis qu'on appelait, il y a vingt ans, *l'esprit nouveau*.

Cet « esprit nouveau, » c'est celui-là même que nous avons essayé de définir au cours des pages qui précèdent. C'est cet esprit qui a animé, soulevé, soutenu presque tous les écrivains dont nous avons parlé, et ceux aussi dont nous n'avons point parlé encore. Et nous, qui avions vingt ans vers 1890, nous à qui M. Bourget dédiait la Préface de son *Disciple*, et Vogüé celle de ses *Regards historiques et littéraires*, c'est cet esprit libre, clair, généreux, bien français, que nous avons respiré en nous éveillant à la vie intellectuelle. Nous aurons été dans l'histoire la génération de l'esprit nouveau.

Hélas! et sans qu'il y eût, ce semble, de notre faute, cet esprit a subi une longue éclipse. Notre jeunesse, à nous non plus, n'aura pas été gâtée par la vie. Si elle n'a pas, comme la génération antérieure, eu à vingt ans sous les yeux le doulou-

reux spectacle de la guerre étrangère, de l'invasion, elle a vu, dès ses premiers pas, son élan brisé par une déplorable guerre civile. Elle a souffert, elle s'est mûrie dans l'angoisse. Elle a connu les jours sombres du régime « abject, » les injustes proscriptions, une nouvelle révocation de l'édit de Nantes. Elle n'a pourtant point perdu courage. Elle a travaillé dans le silence et dans la tristesse. Elle a continué, prolongé de son mieux l'œuvre de ses devanciers. Comme eux, elle a gardé dans les destinées du pays une invincible confiance. Voici que des jours meilleurs commencent à luire pour elle. Selon une parole qui mérite de devenir historique, « le fifre allemand a sonné le ralliement français. » Cette France qui, il y a quelques années à peine, paraissait minée de pacifisme et d'antipatriotisme, sans fracas, sans provocation inutile, s'est ressaisie, a montré qu'elle voulait vivre. Elle a très simplement accepté, avec entrain, presque joyeusement, à la française, le plus dur sacrifice qu'on pût demander à un peuple, à une démocratie surtout, et dont beaucoup ne la croyaient pas capable. Elle a voulu un chef qui la représentât dignement devant l'étranger, et qui se donnât pour tâche de favoriser, de réconcilier, de rassembler toutes les énergies nationales. En dépit d'éphémères résistances, l'esprit nouveau recommence à souffler sur ce peuple dont, paraît-il, on se partageait déjà les dépouilles. Il anime visiblement toute une jeunesse nouvelle qu'on dit meilleure que la nôtre, douée de plus de volonté, de plus de foi, de plus de vertu. Puisse-t-on dire vrai! Puisse-t-elle ignorer nos épreuves! En tout cas, elle nous aura avec elle pour les œuvres d'apaisement, de concorde et de relèvement que, nous aussi, nous avions rêvées; et elle aura avec elle également tous ceux d'entre nos aînés qui nous ont prêché la confiance et frayé la voie. Et puissent les efforts concertés de ces trois générations unies dans un commun idéal préparer à nos descendans une France moins divisée, plus forte, plus prospère et plus heureuse que celle que nous avons connue, — et que nous avons tant aimée malgré tout!

VICTOR GIREAUD.

LE GÉNÉRAL MAISON

ET

LE 1ER CORPS DE LA GRANDE ARMÉE

I

A la nouvelle qu'après la désastreuse campagne de Saxe l'armée française se repliait sur le Rhin, la population d'Amsterdam se souleva le 15 novembre 1813. Il était à prévoir que la rébellion gagnerait rapidement les autres villes de la Hollande, rattachée à l'Empire depuis l'abdication du roi Louis. Le général Molitor, commandant militaire, impuissant à maintenir l'ordre avec les faibles troupes dont il disposait, avait dû se replier sur Naarden et Gorcum.

En apprenant les événemens de Hollande, informé que Bulow et Wintzingerode marchaient sur Amsterdam, tandis que Schwarzenberg et Blucher demeuraient immobiles sur la rive droite du Rhin, Napoléon put croire tout d'abord que l'ennemi projetait de concentrer son effort sur la Belgique ou de tenter une opération d'hiver dans les Pays-Bas. Pour faire face à cette double éventualité, l'Empereur avait donc acheminé vers le Brabant le général Lefebvre-Desnoëttes avec 2000 hommes de cavalerie légère, puis les deux divisions de jeune garde Barrois et Roguet. Il avait dirigé sur Namur le maréchal Mortier et la vieille garde. Enfin il expédiait en Belgique quelques gendarmes commandés par le général Henry.

Si le 1er et le 13e corps de la Grande Armée eussent été disponibles, les 70 000 hommes dont ils se composaient auraient suffi sans aucun doute à nous maintenir en possession de la Hollande et de la Belgique. Mais le 1er corps avait été fait prisonnier à Dresde et le 13e s'était vu rejeté sous Hambourg. Comme les dépôts des régimens formant ces deux corps d'armée tenaient garnison en Belgique, l'Empereur avait prescrit, dès le commencement de novembre, la reconstitution du 1er corps à l'aide de ces dépôts, que devait, dans sa pensée, fortifier prochainement l'arrivée des conscrits, tandis que d'autres conscrits, des douaniers et des marins assureraient la défense des places. Le général Decaen fut désigné pour prendre le commandement de cette armée. Toutefois, les levées ne donnèrent pas les résultats qu'on en attendait. Decaen, ne pouvant suffire à tout et soucieux de sauvegarder le grand arsenal d'Anvers plus encore que de défendre la Belgique, avait dû, faute de troupes, abandonner les îles des bouches de l'Escaut et évacuer Bréda, ainsi que Willemstad. Mécontent de Decaen, Napoléon retira le commandement du 1er corps à cet excellent soldat. Pour remplacer Decaen, l'Empereur choisit le général Maison, dont il avait apprécié la valeur en Russie et en Saxe et auquel il destinait un bâton de maréchal.

Nommé commandant du 1er corps par décret du 21 décembre 1813, Maison arriva à Anvers le 25. La 24e division militaire était placée sous ses ordres, ainsi que la division de cavalerie de la garde Lefebvre-Desnoëttes et les deux divisions de jeune garde Barrois et Roguet. En outre, ses instructions l'informaient qu'à tout événement il était lui-même subordonné au maréchal Macdonald, chargé de surveiller le Rhin de Coblentz à Arnhem avec les débris du 11e corps d'armée et du 2e corps de cavalerie. Le 1er corps, auquel Anvers était assigné comme point de rassemblement, devait être constitué à trois divisions; mais pour compléter la garnison d'Anvers, celles des places et forts qui en dépendaient, Maison dut leur abandonner les 7 000 hommes arrivés à destination du 1er corps, alors que par ailleurs les plus sérieuses difficultés en retardaient l'organisation, car les dépôts, qui attendaient 16 000 recrues, n'en avaient encore reçu, à la date du 28 décembre, que 6 500. Il ne restait donc à Maison, pour tenir la campagne, que les divisions d'infanterie Barrois et Roguet, et la division de cavalerie Lefebvre-

Desnoëttes, dont aucune n'appartenait à ce corps d'armée.

Si la garnison d'Anvers avait été par elle-même suffisante à défendre cette place, et si le 1er corps avait été organisé, Maison se serait porté avec les troupes de ce corps et la division Roguet, d'abord sur les Nèthes, ensuite sur le Démer. A ne pas défendre les Nèthes et le Démer, la Belgique était perdue, car, ces lignes une fois abandonnées, aucune autre ne s'offrait jusqu'à la ligne des places de l'ancienne frontière. Mais, avec les faibles moyens dont il disposait, le général en chef devait toujours rester à même de resserrer sur Anvers les quelques bataillons du 1er corps nécessaires à en compléter la garnison, de façon à pouvoir maintenir l'ennemi à distance et l'empêcher de brûler la flotte et les chantiers. En effet, le 11 janvier, Bulow attaquait Roguet à Hoogstraeten et le refoulait sous Anvers, puis il s'avançait, le 13, jusqu'à Wyneghem. Mais, soupçonnant que Maison, qui avait appelé de Bruxelles à Lierre la division Barrois, allait se jeter sur ses derrières, Bulow se retira la nuit même vers Bréda.

La précipitation avec laquelle Bulow venait de lever le siège faisait disparaître toute inquiétude relativement à un retour immédiat des alliés devant Anvers. Cependant Maison ne voulut point tenter de poursuivre à travers les bruyères de la Flandre et par de mauvais chemins un ennemi que la promptitude de sa retraite rendait difficile à entamer. Il semblait du reste vraisemblable que Bulow se disposait à suivre son plan d'invasion et qu'il allait combiner son mouvement avec les Russes qui marchaient par Eindhoven sur Maestricht, cherchant à couper Macdonald et à gagner Bruxelles par Louvain. Maison résolut donc de se porter sur Louvain, dans l'intention de se lier par sa droite au corps du duc de Tarente, dont un détachement de cavalerie occupait Hasselt.

Cependant Macdonald, qui, pressé de toutes parts, s'était retiré lentement sur Liège, recevait l'ordre de gagner au plus tôt les Ardennes. A Liège, les autorités civiles s'émeuvent en apprenant le prochain départ des troupes. Le comte de Péluse, commissaire extraordinaire, prescrit au baron de Micoud, préfet de l'Ourthe, d'évacuer le département. Micoud veut enlever les papiers de la préfecture et ceux des diverses administrations, mais il manque de force armée pour appuyer ses réquisitions. Il réunit pourtant deux cents voitures à peine suffisantes pour

contenir les archives de l'Ourthe et celles de la Roer dont les différens services refluent sur Liège. A Bruxelles, le comte de Pontécoulant, commissaire extraordinaire, ordonne aux préfets de prendre secrètement leurs mesures d'évacuation et invite, d'ailleurs sans succès, le général Chambarlhac, commandant la 24e division militaire, à se retirer avec lui sur Valenciennes et Condé. Spectacle douloureux : ce n'est pas seulement une armée française qui bat en retraite, c'est la France elle-même qui recule et abandonne des provinces qu'elle avait crues définitivement conquises, annexées, incorporées à son empire.

Tardivement prévenu de la retraite de Macdonald et lié par les ordres de l'Empereur qui lui prescrivaient de ne point s'éloigner d'Anvers, Maison ne put aller remplacer au pont de Liège l'arrière-garde du duc de Tarente. Il dut se contenter de porter à marches forcées dans cette direction une colonne légère, dont il confia le commandement au général Castex, qui venait d'être substitué à Lefebvre-Desnoëttes. Mais Castex arriva trop tard en vue de Liège pour agir utilement et fut obligé de se replier sur Louvain. Ainsi apparaissent les regrettables conséquences de la mesure que, pour renforcer sa trop faible armée, Napoléon dut se résigner à prendre en rappelant à soi Macdonald; car aussitôt que la tête des troupes de Wintzingerode apparut sur Namur, Bulow, qui restait concentré à Bréda avec 24 000 hommes, achemina vers Bruxelles l'une des divisions de son armée, la division Borstell.

Deux partis s'offraient dès lors à Maison : ou bien, acceptant de se voir coupé de la France, il s'enfermerait dans Anvers; ou bien, laissant dans cette place une forte garnison, il se porterait avec les 4 000 hommes de la division Barrois et les 800 cavaliers de Castex au-devant de l'ennemi, pour en retarder la marche sur la ligne des places du Nord. Maison choisit le second de ces deux partis qu'il considérait comme étant « le plus utile » à sa patrie, mais aussi le plus dangereux et « le moins brillant pour lui. » Il irait donc attendre les têtes de colonnes ennemies qu'il repousserait aisément, engageant ainsi son adversaire à peser sur lui avec des forces supérieures; mais alors, refusant un combat trop inégal, Maison exécuterait un mouvement rétrograde pour aller prendre une autre position. Tel est le plan que le commandant du 1er corps suivra constamment durant cette pénible campagne, dont nous allons tenter de faire le récit.

II

Le 30 janvier 1814, Maison s'établissait à Bruxelles avec la division Barrois, tandis que le général Meuziau, commandant le 2e chasseurs à cheval de la garde, allait occuper les hauteurs d'Etterbeek, observant de là les routes de Wawre et de Louvain. Maison faisait en outre tenir Waterloo par 50 chevaux et 150 fantassins et poussait la colonne Castex avec un bataillon de douaniers vers Nivelles. Le détachement commandé par Castex devait maintenir les alliés sous la menace d'un mouvement de nos troupes vers Namur, tandis que le général en chef, occupant avec le gros de ses forces la capitale du Brabant, conservait une attitude propre à faire craindre à tout corps ennemi, arrivant sur Louvain, de le voir marcher à lui. En prenant ces dispositions, Maison n'avait d'autre but que de retarder l'ennemi et gagner du temps pour l'armement des places de l'ancienne frontière. Avec 5000 hommes, quel autre projet eût-il pu former ?

« J'espère, écrivait-il au ministre, que Sa Majesté voudra bien voir que si, au lieu de prendre ce parti, je fusse resté en avant d'Anvers, toute la frontière du Nord eût été découverte, et nos places qui sont dans un état de délabrement affligeant, livrées pour ainsi dire à la merci de l'ennemi, et que je n'aurais apporté à la garnison d'Anvers qu'un surcroît de forces qui lui eût été inutile. Je reste aujourd'hui en position à Bruxelles et à Nivelles, et, si je juge nécessaire de continuer ma retraite, j'ai le projet de prendre position sur Mons et ensuite sur Quiévrain, m'appuyant ainsi de Condé et de Valenciennes (1). »

Dans la nuit du 30 au 31 janvier, l'ennemi étant venu harceler les postes devant Bruxelles, où les masses se montraient fort agitées, Maison jugea qu'il ne pouvait tenir cette ville avec aussi peu de troupes. Il ne devait en effet aucunement compter sur la garde bourgeoise. S'il se risquait à soutenir en avant de la ville un combat sérieux, Maison s'exposait à voir une partie de la population soulevée tomber sur ses derrières. Vaincu, il sentirait sa retraite sérieusement entravée. Vainqueur, il aurait

(1) Maison au ministre, 31 janvier 1814. — Archives historiques de la Guerre.

à punir et à faire des exemples dont le souvenir deviendrait, dans des temps plus prospères, un obstacle au rétablissement de la domination française. Maison prescrivit donc au général Chambarlhac commandant la 24e division militaire d'emmener à Tournai, pour y garder le passage de l'Escaut et pour s'éclairer sur Gand, les détachemens d'infanterie que cet officier général avait sous ses ordres avec un détachement de gardes d'honneur. Le lendemain, 1er février, le général en chef évacua Bruxelles, pour effectuer sa retraite dans la direction de Mons.

L'arrière-garde de nos troupes venait de quitter cette ville quand les premiers cosaques y pénétrèrent par la porte de Louvain. Les Prussiens arrivèrent dans la soirée et prirent aussitôt possession de tous les postes occupés par la garde bourgeoise, qui leur prêta son concours pour assurer le maintien de l'ordre. Bulow réunissait ainsi 10 000 hommes à Bruxelles, pendant que le reste de son armée se répandait dans la Flandre. Le prince d'Orange, le duc de Saxe-Weimar et le général de Bulow qui, de Bréda, s'étaient d'abord rendus à Lierre, firent leur entrée solennelle à Bruxelles le 8 février. La population les acclama à leur passage et, tandis que les cloches sonnaient joyeusement, la garde bourgeoise, qui s'était portée à leur rencontre, les conduisit à l'hôtel de la préfecture, où ils établirent leur résidence.

D'autre part, Wintzingerode, arrivant de sa personne à Namur, le 2 février, y avait été reçu avec un enthousiasme tel que le maire de cette ville faillit être victime de la populace et ne dut son salut qu'au général ennemi. A Charleroi, à Fleurus, les troupes alliées furent accueillies avec des transports d'allégresse. La ville haute de Charleroi illumina. Dans le comté de Namur, dans le Hainaut, des bandes armées prirent les armes pour ne point fournir les approvisionnemens et ne point payer les contributions à l'administration française (1).

Il ne restait plus de temps à perdre pour compléter l'armement des places du Nord, ainsi que Maison l'avait réclamé à diverses reprises. Si les garnisons de ces places restaient incomplètes, Maison se proposait bien, lorsqu'il ne pourrait plus tenir la campagne, de répartir ses troupes entre Condé, Valenciennes

(1) Maison au ministre, 2 février 1814. — Archives historiques de la Guerre.

et Lille. Mais il lui serait impossible de jeter alors des garnisons partout, Maubeuge, le Quesnoy, Landrecies auraient à en recevoir d'autre part. Il fallait par suite hâter la formation des gardes nationales. Pour constituer les différens services et organiser ces milices, Maison avait détaché dans les places les généraux Noury et de Maureillan, commandant l'un l'artillerie, l'autre le génie du 1er corps, et le général Penne, désigné pour y prendre le commandement d'une brigade.

Pensant que l'inspecteur d'artillerie en résidence à Lille devait s'occuper spécialement de Lille et de Douai, Maison avait prescrit à Maureillan de visiter plus particulièrement les autres places. Cet officier général lui en rendit « le compte le plus alarmant. » Elles se trouvaient presque toutes « hors d'état de résister, » soit parce qu'elles manquaient de poudre, soit à cause de l'insuffisance de leur armement (1). D'autre part, Penne avait été chargé par Maison de passer une revue des dépôts stationnés dans le Nord, puis d'en former des bataillons qui se réuniraient à Mons pour renforcer le 1er corps. En effet, le général Brenier, commandant à Lille la 16e division militaire, venait d'informer le général en chef qu'il ne parvenait à former aucun des bataillons antérieurement annoncés par lui et que plusieurs de ces bataillons n'avaient même pas reçu les conscrits qui leur étaient destinés (2).

Préoccupé par les fâcheux rapports de Maureillan et de Brenier, Maison, redisant au ministre combien il devenait instant de prendre toutes les mesures pour la mise en état des places, lui avait écrit de Bruxelles : « J'ai envoyé des officiers généraux d'artillerie, du génie et d'infanterie dans ces places pour y organiser les différens services ainsi que la garde nationale. Malheureusement, il n'y a point d'armes à donner aux citoyens et Votre Excellence sait que je n'ai point assez de troupes pour jeter des garnisons partout. Les places de Maubeuge et du Quesnoy me paraissent devoir surtout fixer l'attention, le mouvement de l'ennemi sur la Sambre les mettant plus en danger que toute autre. Je ferai tout ce que je pourrai pour ces places, mais mes moyens ne peuvent suffire à toutes. Si le 1er corps eût été formé, comme il devait l'être, ou si le duc de Tarente n'eût pas eu une destination qui l'a éloigné de sa ligne

(1) Maison au ministre, 29 janvier 1814. — Archives historiques de la Guerre.
(2) *Id.*, *ibid.*

d'opération de la Sambre et de la Meuse, l'Empereur eût pu garder l'espoir de conserver la Belgique (1). »

Après avoir évacué Bruxelles le 1er février avec la division Barrois et une partie de sa cavalerie, Maison, se couvrant de la Senne, alla prendre position le même jour à Tubize, laissant son avant-garde à Hal et poussant le 12e voltigeurs sur la route de Mons jusqu'à Soignies. En même temps, Castex, qui, la veille, s'était porté vers Nivelles avec les lanciers et un bataillon de douaniers, ayant appris chemin faisant que l'ennemi occupait en forces cette localité, s'était replié sur Ronquières. Afin de mieux protéger les derrières du 1er corps, Maison prescrivit à cet officier général de s'établir sur le plateau d'Henripont, tout en laissant dans le vallon de Ronquières un détachement chargé d'y surveiller le débouché de Nivelles sur Braine-le-Comte. Pour faire face aux 10 000 hommes que Bulow réunissait à Bruxelles, pour contenir les troupes de Wintzingerode, qui coulaient sur sa droite et déjà la débordaient, Maison disposait tout au plus de 5 500 hommes. En effet, sans tenir compte du bataillon de douaniers qui devait aller bientôt s'enfermer dans Maubeuge, Maison n'avait, à Tubize et aux environs de cette ville, que les quatre régimens d'infanterie de la division Barrois, avec un bataillon du 72e de ligne, la division de cavalerie Castex, et l'artillerie de ces deux divisions, soit ensemble 4 133 baïonnettes, 800 sabres et 20 bouches à feu.

Tant que les troupes de Wintzingerode n'entreprendraient rien de Namur sur Mons, Maison pouvait espérer qu'elles filaient toutes sur les Ardennes. Cet espoir fut promptement déçu, car le général Penne, établi depuis peu à Mons avec les 700 hommes qu'il était parvenu à extraire des dépôts, fut attaqué, le 3 février, par un millier de cavaliers. Bon nombre parmi les jeunes soldats de Penne ne savaient point charger leurs armes, et pourtant, durant toute une journée, ils tinrent tête à l'ennemi qui se retira sur Saint-Symphorien. Craignant d'avoir prochainement sur les bras un détachement d'infanterie alliée, dont la présence à Binche lui était signalée, Penne demanda aussitôt du secours à Maison qui lui expédia de Soignies le 12e voltigeurs avec 4 pièces, 100 cavaliers et 200 douaniers. Le général en chef prescrivait à Penne d'attaquer l'ennemi qui

(1) Maison au ministre, 31 janvier 1814. — Archives historiques de la Guerre.

resterait devant Mons, l'autorisant toutefois à se retirer sur Valenciennes et Condé, s'il se sentait pressé par des forces supérieures.

En même temps, des troupes ennemies, venant de Bruxelles, attaquaient le poste de Ronquières. Bien que cette attaque eût été repoussée, Castex, qui observait Nivelles, fit connaître à Maison que le mouvement des alliés, de Namur sur Mons, devenait sérieux. Ils occupaient déjà Rœulx, et le général Castex, ne pouvant plus tenir à Henripont, se retirait sur Soignies. Bientôt les coureurs ennemis sillonnaient toutes les routes en arrière du 1er corps, interceptant ainsi les communications entre Tubize et Mons. N'ayant plus dès lors aucunes nouvelles du détachement commandé par Penne, Maison ordonna à son chef d'état-major, le général Obert, de se porter avec 50 chevaux sur Soignies, d'y rallier la colonne de Castex et de la mener à Mons.

D'autre part, les avant-postes du 1er corps établis à Hal, c'est-à-dire à deux lieues au Sud de Bruxelles, se voyaient inquiétés par une colonne de 2000 hommes sortis de cette ville, et comme, d'après les rapports fournis par Castex, les communications de Maison sur Valenciennes risquaient de tomber au pouvoir de l'ennemi, qu'on supposait maître de Mons, le général en chef jugea qu'il devait se rejeter en arrière d'une bonne marche et se replier sur Ath. Ainsi, débordé par l'invasion de troupes formidables, Maison allait concentrer sa petite armée dans la région comprise entre Ath et Courtrai. Dans cette position, prenant Lille pour point d'appui, Maison, impuissant à barrer la route au corps d'armée de Bulow, pourrait encore le menacer en flanc.

III

Le quartier général du 1er corps, la division Barrois et ce qui restait de cavalerie s'établirent à Ath, le 5 février, tandis que l'avant-garde, sous les ordres du général Meuziau, occupait, sur la route d'Enghien, le village de Meslin-l'Évêque. Les deux journées suivantes se passèrent sans incident, mais, le 8 au matin, le général Meuziau apprit qu'un parti composé d'infanterie et de cavalerie marchait sur Lessines. Il envoya dans cette

direction une reconnaissance qui rencontra l'ennemi au delà d'Olignies, le chargea et le reconduisit vivement jusqu'à Lessines. Un feu nourri d'infanterie arrêta devant ce bourg les cavaliers de Meuziau. Plus tard apparut au loin et dans la même direction une colonne de soldats français qui, faits prisonniers sur parole à la reddition de Bois-le-Duc, rentraient en France sous l'escorte de quelques cavaliers. Derrière ces prisonniers, un détachement ennemi cherchait à se dissimuler pour approcher de nos avant-postes et les surprendre. Constatant que cette ruse était éventée, les Prussiens déployèrent leur infanterie dans la plaine, mais le général en chef, déjà prévenu, avait fait prendre les armes à deux régimens de la division Barrois, cantonnés à Ath. Ces régimens n'eurent pas à intervenir, car, après quelques coups de carabine échangés entre tirailleurs à cheval, l'ennemi se retira sur Enghien (1).

Ces mouvemens indiquaient l'approche des alliés. Assurément ils étaient en nombre, car la division Borstell avait quitté Bruxelles pour se mettre à la poursuite du 1er corps. En tardant à se retirer derrière l'Escaut, Maison risquait d'être coupé de Lille. Il résolut donc de se replier sur Tournai, où le général Chambarlhac gardait le passage du fleuve avec les détachemens qu'il avait amenés de Bruxelles, et où le général Ledru des Essarts, commandant supérieur des troupes réunies sur ce point, avait rassemblé 1 700 fantassins et 130 gendarmes, dont se renforcerait le 1er corps. Parmi ces troupes, figurait une colonne volante aux ordres du général Saunier, colonne qui, jusqu'alors indépendante du 1er corps, occupait précédemment Gand.

Le 10 février, toutes les troupes du 1er corps se trouvaient concentrées à Tournai. L'armée y prit aussitôt position en arrière de l'Escaut, étendant sa droite sur la route de Valenciennes jusqu'à Maulde, sa gauche dans la direction d'Audenarde et de Courtrai jusqu'à Espierres; tandis que deux détachemens placés à Wattrelos et à Tourcoing surveillaient la contrée vers Menin. Enfin Meuziau s'établissait en réserve à Lannoy avec sa cavalerie.

Nous avons dit que, avant de quitter Tubize, Maison avait chargé le général Obert de rallier vers Soignies la colonne Castex et de la mener à Mons. En faisant marcher Castex et le

(1) *Historique* des opérations du 1er corps d'armée en Belgique, pendant l'année 1814.

chef d'état-major sur Mons, Maison se proposait de dégager les troupes du général Penne et le 12e voltigeurs, au cas où ils seraient bloqués dans cette ville. Parti de Tubize avec 50 chevaux, Obert gagna directement Soignies, d'où il eut à déloger un parti ennemi qu'il fit poursuivre sur la route de Rœulx. Obert apprit alors qu'après avoir tenté, la veille, de prendre Mons, les alliés s'étaient retirés, mais que Penne avait néanmoins évacué la ville. En effet, sur l'avis que l'ennemi menaçait Maubeuge, Penne, craignant d'être tourné et voulant rester en mesure de secourir cette place, se repliait sur Valenciennes. Lorsque Castex, venant d'Henripont, rejoignit Obert à Soignies, il lui fallut tout d'abord donner du repos à sa troupe. Ces deux généraux ne purent donc pénétrer dans Mons qu'à une heure avancée de la nuit. La ville n'était point occupée, mais au matin, quelques cosaques apparurent. Après les avoir écartés, la colonne se remit en route, et, tandis que Castex allait à Tournai rejoindre l'armée, Obert s'arrêtait à Valenciennes pour y surveiller la répartition des troupes dans les diverses places et pour y conférer avec le général Carra-Saint-Cyr, auquel Maison, faute de pouvoir l'employer en campagne, venait de confier le commandement supérieur de Valenciennes et de Condé.

Rendant compte à son chef de l'affectation donnée à divers corps de troupes, le général Obert, ignorant que Maison allait se porter en arrière de l'Escaut, lui écrivait : « Si vous voulez rester quelque temps à Ath, dites-moi, je vous prie, de vous rejoindre. Tout ce que je vois ici me navre et me saigne le cœur : mauvais esprit chez les habitans, lenteur, misère dans toutes les administrations (1). » Pourtant le général Brenier assurait que, dans sa division militaire, il pressait activement la formation des bataillons destinés au 1er corps : « Mais, observait-il, c'est une phrase que j'ai répétée sur tous les tons aux commandans de dépôt et qui ne signifie plus rien. D'abord les hommes manquent, ensuite l'armement et l'équipement. Je fais incorporer dans les régimens tous les hommes isolés, dont les dépôts sont trop éloignés, mais ces hommes sont nus et les corps n'ont aucuns moyens (2). »

L'administration de la Guerre envoyait quand même à Maison dépêche sur dépêche, l'invitant à compléter autant que possible

(1) Obert à Maison, 7 février 1814. — Archives historiques de la Guerre.
(2) Brenier à Maison, 5 février 1814. — Archives historiques de la Guerre.

les garnisons des places du Nord, soit en y faisant passer des renforts, soit en y faisant suppléer par les cohortes de gardes nationales urbaines jointes à leurs compagnies de canonniers, et lui prescrivant de s'entendre avec les commissaires extraordinaires envoyés dans les 16e et 24e divisions militaires, ainsi qu'avec les préfets, pour porter au complet l'approvisionnement de ces places. Mais l'organisation des gardes nationales ne se présentait pas comme une opération facile. Si le général Noury avait réussi à constituer quelques compagnies de canonniers, le général Penne ne parvenait point à créer les cohortes urbaines qui n'existaient pas et ne voulaient pas se former. Le général Travers signalait que, à Condé, la bourgeoisie n'était pas portée de bonne volonté pour le service. A Valenciennes, à Douai, les habitans se disaient décidés à ne point souffrir un siège. A Ypres, les bourgeois enclouaient les canons et jetaient les boulets dans l'eau. En général, l'esprit public était mauvais ou froid, et peut-être plus encore dans le Nord qu'en Belgique. « Je n'y reconnais pas de vieux Français, » écrivait douloureusement Maison (1).

IV

Cependant la plus grande partie des troupes alliées qui avaient envahi la Belgique poursuivaient leur marche vers l'intérieur de la France. Laissant à Liège une forte garnison, Wintzingerode gagnait Avesnes, que le gros de son armée, évalué à 30000 hommes, traversait du 9 au 13 février, tandis que la portion principale du corps de Bulow dépassait Mons, où ce général s'établissait le 16. Mais, avant de quitter Bruxelles, Bulow, confiant aux Anglais et aux Hollandais le soin de masquer Anvers, avait lancé à la poursuite de Maison divers détachemens réunis sous les ordres du Duc de Saxe-Weimar. D'autre part, l'armée suédoise, devenue disponible par suite de la paix conclue entre la Suède et le Danemark, ne pouvait tarder à entrer en ligne, et, en effet, le 14, on signalait la présence du Prince royal à Dusseldorf. Enfin, le gouvernement provisoire récemment constitué à Bruxelles, décrétait la formation de troupes belges.

(1) Maison au ministre, 12 février 1814. — Archives historiques de la Guerre.

Ainsi, tandis que Wintzingerode et Bulow coulaient sur sa droite, Maison allait avoir devant soi les troupes du Duc de Saxe-Weimar, que bientôt sans doute renforcerait l'armée de Bernadotte. Dès le 10 février, quelques partis ennemis, cherchant à couper les communications et à entraver les approvisionnemens, commencèrent à rôder devant les places de première ligne, sommèrent Condé et Valenciennes où leurs parlementaires ne furent point reçus, et allèrent aussi tâter Landrecies. En même temps, l'ennemi se renforçait devant Maison. De Leuze, le major Hellvig poussait ses avant-postes jusqu'au village de Ramecroix, situé à une lieue de Tournai. D'Ath, le général Borstell détachait sur Audenarde 1 500 cavaliers, dont quelques-uns s'avancèrent en reconnaissance vers Courtrai. Ils furent arrêtés, poursuivis et sabrés par les gendarmes du général Henry, mais l'arrivée de forces supérieures devait contraindre Henry à abandonner presque aussitôt cette ville.

A la nouvelle que l'ennemi se portait sur Courtrai, Maison avait tout d'abord rapproché de Tournai la ligne de ses postes avancés, mais, lorsqu'il vit que l'ennemi, tout d'abord intimidé par quelques petits échecs, devenait plus entreprenant et poursuivait en forces son mouvement sur la gauche et sur le front du 1er corps, Maison sentit qu'il lui fallait dès lors serrer son armée sur Lille où ses troupes constitueraient à peu près à elles seules une garnison (1). Le 1er corps quitta Tournai le 17 au matin, pour aller prendre position derrière la Marque, sa droite à Pont-à-Marcq, sa gauche atteignant, en arrière de la Deule, le bourg du Quesnoy. Le même jour, Penne s'établit avec 50 chevaux, un bataillon de la garde et deux pièces, à Armentières.

V

Vers la mi-février, Bulow pénétrait en France pour aller rejoindre, par Soissons, l'armée de Blucher, mais il laissait en Belgique, aux ordres du Duc de Weimar, environ 15 000 fantassins, 2 200 cavaliers. et 32 bouches à feu. Ces forces se trouvaient alors ainsi réparties.

(1) Maison au ministre, 18 février 1814. — Archives historiques de la Guerre.

Le général-major de Gablentz, posté sur la Nèthe, observait Anvers, tandis que Graham maintenait ses troupes concentrées à Zundert. Ces deux généraux, ainsi placés, pouvaient prendre simultanément en front et en flanc tout détachement de la garnison qui tenterait une sortie. Lancé à la poursuite de Maison, et maintenant établi à Tournai avec sa division, 1400 cavaliers et 16 pièces, Borstell faisait occuper par le major Hellvig la ville de Courtrai dont le colonel russe baron de Geismar s'était emparé le 15 février. Ce colonel portait aussitôt sur Cassel et Hazebrouck son régiment de cosaques et deux escadrons de hussards saxons. Le général Lecoq qui avait sous ses ordres quatre bataillons, deux escadrons et environ dix pièces, observait Condé et tenait la campagne en avant de Leuze, assurant ainsi les communications entre Tournai et Mons, ville que le général-major Ryssel occupait avec cinq escadrons et une batterie et demie d'artillerie. Pour défendre les Pays-Bas contre Maison, tout en restant à même de s'opposer à une vigoureuse sortie de la garnison d'Anvers, le Duc de Weimar crut devoir établir sur la ligne de la Dendre le gros des troupes saxonnes et transporta son quartier général de Bruxelles à Ath, où il arriva le 19 février.

Cependant, la marche de Bulow, qui abandonnait la Belgique et le Nord pour appuyer dans la direction de la capitale, causait à Paris de sérieuses inquiétudes. « L'intention de l'Empereur, écrivait alors Clarke à Maison, est que vous vous portiez en avant et que vous réunissiez toutes les garnisons afin de rappeler Bulow à la défense de la Hollande (1). » Le ministre ne se rendait point compte que l'armée du Duc de Weimar, numériquement très supérieure au 1er corps, suffisait à assurer aux alliés la conservation des Pays-Bas comme à couvrir les derrières de Bulow, et que, par suite, aucune démonstration ne déciderait ce général à rétrograder. « Il faut, répondait Maison au duc de Feltre, que Sa Majesté soit trompée sur mes moyens, pour m'ordonner de me porter en avant. Je n'ai point d'armée et je n'en ai jamais eu. Tout ce que j'ai pu faire a été d'avoir un commencement de garnison dans les places de l'ancienne frontière. Je n'ai avec moi que 3 600 fantassins et 800 chevaux (2). »

(1) Le ministre à Maison, 16 février 1814. — Archives historiques de la Guerre.
(2) Maison au ministre, 19 février 1814. — Archives historiques de la Guerre.

Maison se préoccupait alors avec juste raison du mouvement que le colonel de Geismar poursuivait audacieusement de Courtrai vers Cassel et Hazebrouck, répandant sur sa route des proclamations en faveur des Bourbons. Déjà le général en chef avait fait occuper Tourcoing par Henry et lancé Saunier avec sa colonne mobile dans la direction de Cassel pour surveiller Geismar. Mais Henry, attaqué à Tourcoing, avait dû se replier en deçà de la Marque. D'ailleurs Maison ne pouvait plus compter sur ce général qui venait de recevoir l'ordre de mener sa colonne de gendarmerie dans l'Ouest de la France où un mouvement insurrectionnel se faisait sentir. Quant à Saunier, il ne parvenait point à franchir la Lys. Par suite, pour tâcher de pénétrer les projets de Geismar et pour se mettre en mesure d'exécuter les volontés de l'Empereur, Maison réunit à Bailleul une forte colonne, dont il confia la direction au général Solignac, commandant la place de Lille, ayant sous lui les généraux Penne et Saunier. En même temps, il faisait occuper Armentières et postait au Quesnoy-sur-Deule une brigade de la division Barrois. Enfin des cavaliers furent envoyés en reconnaissance au Sud de la ville, vers Orchies, Marchiennes et Saint-Amand.

Maison avait prescrit à Solignac de pousser des détachemens dans la direction de Cassel et d'Hazebrouck, afin d'éloigner les partis ennemis répandus dans un pays très coupé, tandis que Penne s'attacherait aux pas de Geismar. Mais, comme il fut bientôt avéré que, après avoir passé la Lys entre Aire et Saint-Venant, le colonel russe filait sur Saint-Pol et Doullens, Penne reçut l'ordre de cesser sa poursuite et de se replier sur Armentières, pendant que Saunier continuait à s'éclairer sur Hazebrouck et maintenait les communications avec Ypres en vue d'une action prochaine.

En effet, dans la matinée du 23 février, le général Solignac, à la tête d'une colonne mobile, se porta sur Ypres. Il entra dans la ville dont il sortit presque aussitôt, après en avoir renforcé d'un bataillon la garnison et après avoir pris les mesures nécessaires à y assurer la tranquillité. Ce même jour, le général Castex se portait en reconnaissance au Nord de Lille et s'avançait au delà de Mouveaux, cherchant à se procurer des renseignemens sur les mouvemens de l'ennemi aux alentours de Tourcoing. La petite armée de Maison ne s'enfermait donc point

dans Lille. Elle ne restait pas inactive, et, par ces marches, entrecoupées de petits combats, son chef voulait tout d'abord l'aguerrir.

Mais Napoléon s'impatiente et, comme si Maison disposait de forces suffisantes, il lui fait réitérer ses ordres par le ministre, en les précisant ainsi : « L'Empereur me charge de vous faire connaître que son intention est que vous réunissiez des détachemens de toutes les garnisons de Flandre et que vous marchiez sur Anvers, que vous réunissiez également une partie de la garnison d'Anvers et que vous repreniez l'offensive. Sa Majesté voit avec peine que, au lieu de rassembler 15 à 18000 hommes qui doivent être dans les garnisons du Nord pour agir contre l'ennemi et le rejeter dans la Hollande, vous vous êtes enfermé dans les places, et que vous laissez l'ennemi maître de toute la Belgique (1). » Et, sans tenir compte des justes observations que Maison lui a soumises, sans sembler admettre que l'armée de Bulow se trouve remplacée en Belgique par d'autres troupes, Clarke renouvelle ainsi ses ordres d'un ton plus impératif : « L'intention de l'Empereur est que, douze heures après la réception du présent ordre, votre quartier général soit établi à plusieurs lieues en avant de la position que vous occupez actuellement ; que, si vous vous disposez à marcher sur Anvers, vous devez réunir à vos forces tout ce qui se trouve dans les petites garnisons des places de Flandre et que vous ramassiez ainsi facilement une armée de 15000 hommes, avec laquelle vous pourrez vous porter sur les derrières de l'ennemi et l'inquiéter, de manière à lui faire craindre que sa retraite sur la Hollande ne se trouve coupée (2). » A lire ces lignes, il semble vraiment que, « à force d'en parler et d'en mentir à Paris, on avait fini par croire que l'armée du Nord existait (3). »

Maison n'avait pas attendu l'arrivée de cette seconde missive pour justifier sa conduite avec dignité : « Veuillez faire remarquer à l'Empereur, mandait-il au ministre, que je ne pourrai, en retirant tout ce qui est dans les places, n'y laissant rien absolument, rassembler la moitié de ce que vous dites que je dois réunir. Ce n'est pas sur de faux calculs ou des suppositions qu'on peut appuyer une opération de guerre. Je vois avec bien

(1) Le ministre à Maison, 22 février 1814. — Archives historiques de la Guerre.
(2) Le ministre à Maison, 23 février 1814. — Archives historiques de la Guerre.
(3) *Mémoires du comte Beugnot*, p. 418.

de la peine que, depuis quelque temps, je n'ai plus la confiance entière de l'Empereur. J'ai supporté ce malheur avec courage et ne l'en ai pas moins servi avec zèle et dévouement. Jamais Sa Majesté n'a voulu croire qu'il y eût des forces ennemies ici. Cependant voici le corps de Wintzingerode qui est parti, une portion de celui de Bulow qui file, et j'ai devant moi plus de troupes que je n'en puis réunir. Le Prince de Suède arrive avec son corps de Danois et de Suédois. Les Anglais et les Saxons sont devant Anvers. La Belgique a été noyée de troupes et l'est encore. Comment y aurais-je tenu avec la poignée d'hommes que j'avais (1) ? »

D'un caractère indépendant, mais soldat discipliné, Maison, lorsqu'il recevait du ministre ces deux pénibles dépêches, s'était déjà mis en mesure d'exécuter l'ordre qu'il avait précédemment reçu de se porter en avant. Insuffisamment renseigné par ses reconnaissances et voulant exactement savoir si l'ennemi cherchait à s'emparer d'Ypres pour attaquer ensuite Ostende, Nieuport, Dunkerque, ou bien s'il se préparait à appuyer par Cassel la colonne de Geismar, Maison résolut de se porter sur Ypres par Bailleul, à la tête d'une partie de ses troupes. Laissant Castex sur la Marque avec ordre de s'éclairer dans la direction de Tournai, postant sur la route de Menin le général Barrois avec quatre bataillons, une batterie et quelques cavaliers pour couvrir Lille, et au besoin pour appuyer Castex, le général en chef occupait Armentières le 24 février. Le lendemain, il poursuivait sa marche jusqu'à Bailleul. Mais, apprenant que l'ennemi rétrogradait précipitamment vers Courtrai, Maison se rabattit aussitôt sur Menin, où il prescrivit à Barrois d'aller l'attendre.

En arrivant à Menin, dans la matinée du 26, Maison y trouva les troupes que lui amenait Barrois. Remettant en marche, après quelques heures de repos, sa colonne ainsi renforcée, il arriva devant Courtrai à la tombée de la nuit. Malgré l'obscurité, les soldats de Maison pénétrèrent très résolument dans la ville que l'ennemi évacua presque sans résistance pour se retirer dans la direction d'Audenarde. Établissant alors Barrois à Courtrai et y appelant Castex qui, trop faible, n'avait pu s'approcher de Tournai, le général en chef retourna de sa personne à Lille.

Cependant, Maison se disposait à marcher sur Gand, pour

(1) Maison au ministre, 24 février 1814. — Archives historiques de la Guerre.

tenter d'opérer ensuite sa jonction avec la garnison d'Anvers et tirer de cette place, dont les alliés ne pouvaient faire le siège en règle, la division Roguet. Mais, afin de tourner par ailleurs l'attention de l'ennemi et afin de l'amener ainsi à dégarnir la région qui s'étend au Nord de Lille, le général en chef voulut auparavant lui présenter des troupes devant Tournai, où stationnait la division de Borstell, et où le Duc de Weimar venait de transférer son quartier général. Après avoir prescrit à Barrois et à Castex, restés tous deux à Courtrai, de se montrer en avant de cette ville, sur les routes d'Audenarde et de Tournai, Maison, rappelant de Valenciennes le 12e voltigeurs et le réunissant aux détachemens qui cantonnaient derrière la Marque, passa cette rivière, le 1er mars, avec 1 500 fantassins, 4 pièces et quelques cavaliers. Tandis que le régiment de la garde et une partie de l'artillerie suivaient la chaussée, Maison, conduisant le reste des troupes, débouchait de Bouvines, appuyant sa droite, par Cysoing, sur Wannehain et Bourghelles et faisant occuper les bois d'Esplechin. L'ennemi se replia lentement, disputant le terrain pied à pied; mais sabré et culbuté, à hauteur de Camphin, par un peloton d'avant-garde, il se retira dès lors fort au loin, laissant à Maison toute facilité pour s'avancer jusqu'à Lamain et y prendre position à une lieue et demie de Tournai. Pensant que Borstell en sortirait au secours de ses avant-postes malmenés sur toute la ligne, Maison attendit vainement son adversaire sur cette position, puis, ne pouvant rien entreprendre sur la ville même, il ramena ses troupes derrière la Marque (1).

Soupçonnant que Maison projetait, soit de renforcer la garnison d'Anvers, soit de se réunir à elle pour opérer sur Bruxelles, Weimar voulait réoccuper Courtrai et jeter des troupes sur la rive gauche de la Lys. Ce même jour, il avait donc acheminé vers Warcoing le colonel de Hobe, avec cinq bataillons, trois escadrons et dix pièces. En même temps, il invitait le major Hellvig, dont les troupes occupaient Audenarde, à marcher vers Courtrai (2). Le lendemain, Hobe et Hellvig attaquaient simultanément les avant-postes établis à Belleghem et à Sweveghem et les forçaient à se replier sur Courtrai. Mais

(1) Maison au ministre, 2 mars 1814. — Archives historiques de la Guerre.

(2) *Opérations* du 3e corps d'armée allemand sous les ordres du Duc de Weimar, en 1814 : Relation de Plotho.

Barrois, détachant une colonne dans la direction de Sweveghem, pour contenir Hellvig, portait en même temps deux bataillons et de l'artillerie sur la route de Tournai, à la rencontre de Hobe, qui s'avançait par cette chaussée. Ainsi arrêté de front dans sa marche, Hobe, appuyant alors à droite, gagnait à travers champs Sweveghem, pour y soutenir Hellvig, qui venait lui-même d'être refoulé sur ce point. Après une courte résistance, Hobe et Hellvig se retirèrent sur Harlebeke, où ils passèrent la Lys, pour opérer ensuite un mouvement vers Menin. Hobe pensait décider ainsi Barrois à évacuer Courtrai ; mais, apprenant que le poste de Menin se trouvait solidement défendu, le colonel prussien se dirigea sur Audenarde, tandis que Hellvig allait se poster à Deynze. En effet, Maison avait réuni à Menin quelques bataillons, qu'il venait de tirer des places, afin de renforcer sa petite armée avant de la porter sur Gand ; mais la présence de Hellvig à Deynze sur la route de Gand obligeait Maison à modifier ses projets et le forçait maintenant à manœuvrer de façon à faire supposer au Duc de Weimar qu'il avait pour objectif Bruxelles, et non point Anvers.

VI

Maison, qui avait réuni à Courtrai toutes les troupes dont il pouvait disposer, se porta, le 5 mars, sur Audenarde avec 5400 fantassins, 930 cavaliers et dix-neuf bouches à feu. La division Barrois tenait la tête de la colonne, la division Solignac, à l'arrière, couvrait le parc, suivie du gros de la cavalerie. En même temps, un détachement aux ordres du général Penne se dirigeait sur Vive-Saint-Éloi, pour surveiller la contrée vers Deynze, et surtout pour observer la route de Gand, par où Hellvig pouvait chercher à menacer les communications de Maison. Le général en chef espérait déloger d'Audenarde le colonel de Hobe, y passer l'Escaut et refouler Hobe jusqu'à Renaix. Débordant ainsi la droite des alliés et poussant Penne, de Vive-Saint-Éloi sur Gand, Maison se rabattrait alors dans la direction de cette ville, de façon à opérer sa jonction avec le général Penne. A la faveur de ce mouvement, peut-être lui serait-il possible de communiquer avec Anvers et d'attirer à soi une partie de la garnison? Maison tentait une opération qui

apparaît singulièrement téméraire quand on songe à la faiblesse numérique de ses forces et aux risques qu'il aurait à courir si, réussissant à déborder l'armée de Weimar, il ne parvenait pas ensuite à communiquer avec Anvers. Mais cette opération se trouvait conforme aux volontés de l'Empereur, qui précisément venait de lui faire écrire : « L'intention de Sa Majesté est que vous marchiez d'abord avec un corps volant de 4 à 5000 hommes, que vous réunissiez successivement toutes les garnisons et que vous tombiez sur les derrières de l'ennemi (1). »

Après avoir constamment refoulé les avant-postes de Hobe, les troupes de Maison dépassaient déjà le village d'Avelghem, quand la cavalerie prussienne vint attaquer leur tête de colonne. Cette cavalerie fut repoussée et ramenée battant jusqu'à Peteghem, localité que Hobe avait garnie d'un gros détachement d'infanterie muni de canon. Maison forma aussitôt en colonne à droite et à gauche de la route trois bataillons de la division Barrois, laissant la chaussée à sa cavalerie que précédaient deux pièces d'artillerie légère. En cet ordre, les troupes abordèrent l'ennemi qui, chassé de Peteghem, se reforma sur les hauteurs, entre ce village et Audenarde. Le général en chef fit alors avancer six pièces dans les intervalles des trois bataillons, qui continuaient à marcher en masse à distance de déploiement, des deux côtés de la route, et ordonna de battre la charge. Aux cris répétés de : Vive l'Empereur! les fantassins de Barrois se ruèrent sur l'ennemi, qui, sans attendre leur choc, se retira précipitamment dans Audenarde.

Audenarde possédait encore des restes de fortifications qu'entourait un fossé profond en communication avec l'Escaut, dont les eaux inondaient alors toutes les avenues de la ville. Du côté par où les Français arrivaient, on ne pouvait pénétrer dans l'enceinte qu'au moyen d'un seul pont établi sur le fossé et d'une seule porte située immédiatement au delà de ce pont Il était environ quatre heures lorsque Maison parut devant Audenarde. Ses troupes s'avançaient sur deux colonnes soutenues par le feu très vif de son artillerie. Malgré une chaude riposte de mousqueterie et de mitraille, le général en chef put reconnaître que Hobe avait creusé des tranchées dans les saillans des anciens ouvrages pour y abriter son infanterie et qu'il avait

(1) Le ministre à Maison, 2 mars 1814. — Archives historiques de la Guerre.

établi son artillerie de manière à couvrir la porte et à défendre le pont, déjà rendu impraticable. Ainsi la partie de la ville qui s'étend sur la rive gauche de l'Escaut formait en quelque sorte une tête de défilé très difficile à attaquer. Si Maison parvenait à enlever cette tête, il lui faudrait ensuite passer l'Escaut dans Audenarde, puis déboucher devant la superbe position que, sur l'autre rive, les monts d'Edelaere offraient à son adversaire.

Maison croyait encore qu'il avait affaire au seul détachement de Hobe, quand les habitans l'informèrent que ce détachement venait d'être renforcé, à la fois par les troupes envoyées de Tournai et par celles du major Hellvig, rappelé de Deynze. Hobe disposait donc de 5000 hommes, postés dans la ville ou établis en arrière. De plus, Maison apprit que deux colonnes, fortes ensemble d'environ 2500 combattans, s'acheminaient vers Gand, l'une expédiée le matin même d'Audenarde, l'autre de Bruxelles. Le général en chef ne pouvait plus songer à emporter Audenarde sans des sacrifices disproportionnés à ses forces. Mais, bien que prévenu par l'ennemi à Gand, marcherait-il quand même sur cette ville, puis sur Anvers, pour tendre la main à Roguet? Maison comprit les dangers que présentait l'entreprise; car, s'il ne parvenait pas ensuite à attirer à soi la division Roguet, il resterait alors dépourvu de tout moyen de retraite et de communication quelconque. L'occupation de Gand par les alliés rendait en effet problématique sa jonction avec la garnison d'Anvers. Si les troupes ennemies qui stationnaient à Gand coupaient les ponts de l'Escaut, comme elles venaient de couper celui de la Durme à Lokeren, et arrêtaient Maison quelques heures seulement devant Gand, tandis que, d'Audenarde, Hobe l'aurait suivi, l'armée se trouverait dans une situation des plus fâcheuses. Ces raisons décidèrent le général en chef à se retirer, durant la nuit, sur Courtrai.

Le mouvement de retraite commença à deux heures du matin, et déjà l'armée était en marche, quand Maison fut avisé qu'une partie des troupes de Hobe remontait la rive droite de l'Escaut. D'autre part, un poste, laissé la veille à Avelghem, observait que les alliés se portaient en forces et directement de Tournai vers Courtrai. Sentant sa ligne d'opération menacée, Maison détacha aussitôt plusieurs escadrons et des pièces d'artillerie légère avec ordre d'occuper, à Courtrai, la porte de Tournai. Le colonel Doguereau, de l'artillerie de la garde, con-

tint devant cette porte, par quelques coups de canon, les coureurs ennemis. Pendant ce temps, le général en chef, parvenu à Sweveghem, envoyait à Belleghem une petite colonne, qui devait prendre les alliés en flanc, tandis que lui-même les attaquerait en tête. Mais ils se replièrent alors dans la direction de Tournai, poursuivis jusqu'à Coyghem par Maison qui, voyant ses troupes fatiguées, y prit position. Contenu devant Audenarde par plus de 5000 hommes, inquiété dans sa retraite par 4000 au moins, Maison, sans laisser entamer sa petite armée, avait su la ramener à Courtrai, d'où elle menaçait encore Tournai, Audenarde et Gand. Mais l'ennemi, qui occupait maintenant ces trois villes et y couvrait les ponts de l'Escaut, allait sans doute opérer un mouvement concentrique sur Courtrai; Maison établit donc ses troupes de la façon suivante : le général Penne à Belleghem, avec un bataillon, 100 chevaux et une batterie et demie de la garde; le général d'Audenarde major commandant le 2e chevau-légers lanciers de la garde, à Sweveghem, avec un de ses escadrons, 2 bataillons et une demi-batterie de la garde; le colonel de Lastours, chef d'escadron au même régiment des lanciers, à Harlebeke, avec un bataillon, 100 chevaux et 2 pièces; le général Castex à Cuerne et Heule, avec un bataillon, 2 pièces et le reste de la cavalerie; Barrois et Solignac, à Courtrai, avec les autres bataillons de leurs divisions, 400 chevaux et 12 canons.

Depuis quelque temps, le Duc de Weimar projetait de porter toutes ses forces sur la rive gauche de l'Escaut et de prendre l'offensive. Pour mieux assurer sa communication avec Audenarde, comme pour augmenter ses moyens de retraite, il avait établi un pont à Herinnes et décidé que Hobe, faisant opérer une simple démonstration en avant d'Audenarde, passerait ce pont avec la majeure partie de ses troupes et rejoindrait l'armée alliée à Warcoing. L'attaque d'Audenarde par Maison et la retraite du 1er corps sur Courtrai modifièrent ces dispositions. N'acheminant plus vers Warcoing qu'un faible détachement, destiné à s'y réunir aux troupes que Weimar y laisserait, le colonel de Hobe reçut l'ordre de marcher directement, par Avelghem, sur Sweveghem, tandis que le gros du 3e corps allemand, venant de Tournai, se dirigerait sur Belleghem (1). En même temps, une colonne devait se porter de Deynze sur Harlebeke.

(1) *Opérations* du 3e corps d'armée allemand sous les ordres du Duc de Weimar, en 1814 : Relation de Plotho.

Le 7 mars après-midi, l'ennemi attaqua simultanément les postes de Belleghem, de Sweveghem et de Harlebeke.

Borstell se présentait avec 15 000 hommes environ devant Belleghem, où commandait le général Penne. Ne pouvant opposer à Borstell une résistance profitable, Penne se replia presque aussitôt, mais en bon ordre, sur une hauteur. Apprenant à la fois que trois de ses postes étaient attaqués, mais prévoyant que le principal effort de son adversaire se produirait sur la route de Tournai, Maison, sans hésiter, se porta au secours de Penne avec trois bataillons de la division Solignac, 200 cavaliers et une batterie d'artillerie légère. Enfilées par le feu de cette batterie sur une grande profondeur, les troupes de Borstell, qui s'avançaient en colonne, s'arrêtèrent alors pour se déployer des deux côtés de la route. Sur ces entrefaites, quelques autres bataillons de la division Solignac et une brigade de la division Barrois arrivèrent de Courtrai. Maison forma ces troupes devant l'ennemi, sur une position avantageuse où il se sentait bien en mesure de soutenir un combat jusqu'à la nuit et où il attendit de pied ferme. Mais, à quatre heures et demie, Borstell, après avoir placé ses postes, se retira lentement sur Belleghem. Maison, laissant alors sur la position le général Penne, rentra à Courtrai.

Pendant que ces événemens s'accomplissaient sur la route de Tournai, d'autres se succédaient de moindre importance, sur celle d'Avelghem où le colonel de Hobe, à la tête de 3 000 hommes, avait attaqué le poste de Sweveghem, poste que défendait le général d'Audenarde avec deux bataillons de jeune garde, deux pièces et un escadron de ses lanciers. Une action s'engagea en avant de Sweveghem, action très vive durant laquelle ce jeune général parvint à repousser plusieurs fois l'ennemi qu'il reconduisit même jusqu'à une lieue du village. Mais Hobe ayant alors mis en ligne des troupes fraîches, d'Audenarde se vit rejeté sur Sweveghem. Encore aux prises avec Borstell, Maison ne pouvait alors envoyer à d'Audenarde le secours que ce général lui demandait. « Après un combat brillant, » d'Audenarde se replia jusqu'à mi-chemin de Courtrai, au moment où la retraite du gros de l'armée allemande sur Belleghem permettait enfin à Maison de le secourir en envoyant à lui Barrois (1).

(1) *Historique* des opérations du 1er corps d'armée en Belgique pendant l'année 1814 : Annotations du général Maison.

Tandis que les alliés attaquaient Penne à Belleghem et d'Audenarde à Sweveghem, une colonne ennemie venant de Deynze et forte seulement de 1 200 hommes, menaçait sur la route de Gand le poste de Harlebeke; mais, grâce surtout aux excellentes dispositions qu'il sut prendre, le colonel de Lastours s'y était maintenu sans peine.

Des faits qui s'étaient déroulés pendant cette journée et du dénombrement des forces que son adversaire lui avait présentées sur chacun de ces trois points : Belleghem, Sweveghem et Harlebeke, forces partout doubles des siennes, il semblait clairement résulter pour Maison que l'ennemi, débordant sa droite par Rolleghem, l'attaquerait, le lendemain, en deux colonnes. Or les engagemens de Belleghem et de Sweveghem coûtaient déjà au 1er corps 180 tués, blessés ou disparus, et le général en chef ne se souciait pas de risquer une nouvelle affaire dans le seul dessein de garder Courtrai, position facile à attaquer, mais difficile à défendre, et qu'il ne jugeait pas essentiel de conserver. Il résolut donc aussitôt de quitter cette ville au jour naissant, mais fut moins prompt à se fixer quant au chemin qu'il devait suivre.

Une idée qui ne se présenterait peut-être point à l'esprit d'un docte théoricien militaire, mais une idée étrangement téméraire, comme parfois il en naît soudain au cœur d'un soldat, s'empare alors de Maison. Si, laissant à Courtrai une arrière-garde pour amuser l'ennemi, il se mettait en marche avant le jour et suivait pendant une lieue environ la route de Tournai, puis se jetait à gauche pour se faufiler entre cette route et celle d'Avelghem, à travers un pays coupé, fourré, couvert, très favorable à son projet, il tomberait ensuite sur les flancs et les derrières des alliés au moment où ils pénétraient dans la ville par les deux chaussées et en ferait un effroyable carnage. Moins impétueux ou plus sages, deux de ses généraux déconseillèrent à Maison cette entreprise. Il finit par céder à leurs instances, mais, après bien des années, il regrettait encore de les avoir alors écoutés.

Maison n'avait plus qu'à se rapprocher de Lille. Le 8 au matin, le quartier général alla donc s'établir à Roncq, avec le gros de la division Barrois, dont une partie prenait position à Halluin, tandis que la cavalerie se plaçait en échelons sur la route de Menin. Quant à la division Solignac, elle se porta jus-

qu'à Comines pour y garder la Lys. Mais, le lendemain, Solignac constatait la présence à Menin d'un fort parti de cavaliers et de cosaques, que Weimar avait expédié en hâte sur ce point, aussitôt après l'évacuation de Courtrai par nos troupes. Maison crut donc devoir ramener de Roncq à Roubaix son quartier général et la division Barrois.

Cependant, le Prince royal de Suède, dont les alliés annonçaient depuis longtemps l'arrivée, venait enfin de pénétrer en Belgique avec son armée. A le voir s'attarder de ville en ville, on pouvait penser qu'il lui en coûtait d'avoir bientôt à envahir le sol de son ancienne patrie. Mais à ce sentiment naturel s'ajoutaient d'ambitieuses visées : prévoyant la chute prochaine de Napoléon, Bernadotte cherchait à préparer sous main son propre avènement au trône de France. Pour Bernadotte, c'était une chance tout à fait propice que de trouver à la tête du 1er corps un général qui avait été son aide de camp et qui restait son ami, un général longtemps tenu en dehors des hauts emplois et qu'assurément aucun sentiment de reconnaissance ne devait lier personnellement à l'Empereur. Le comte Beugnot, préfet du Nord, qui ne se montrait point alors hostile à l'idée d'une régence, fut fort vite, et pour cause, au courant des intrigues de Bernadotte. Craignant que Maison ne les favorisât, le préfet chercha à pénétrer quels étaient les rapports du général avec le Prince royal de Suède. « Le général Maison, marque Beugnot, me dit qu'il soupçonnait en effet au Prince royal des vues au trône de France. Ce Prince l'avait sondé par ses aides de camp, il lui avait fait quelques communications écrites, mais avec la précaution de ne rien laisser dans ses mains. Le général Maison n'avait pas l'air de s'associer le moins du monde aux espérances du Prince et les tournait plutôt en ridicule. Il annonçait comme parti pris de défendre jusqu'à la dernière extrémité la cause de l'Empereur (1). »

VII

Le commandant du 1er corps ne céderait pas davantage aux sollicitations du parti royaliste, qui commençait alors à se mon-

(1) *Mémoires du comte Beugnot*, p. 448 et 449.

trer en Flandre et en Artois. Les émissaires de ce parti comptaient détacher aisément Maison de la cause impériale et s'assurer par ce moyen le concours d'une petite armée. Le Comte de Provence fit donc offrir au général « le bâton de maréchal, le gouvernement à vie des places de Belgique et un établissement proportionné à cette haute fortune. » Maison dédaigna ces avances tout comme il repoussa les propositions de Bernadotte, car il sentait bien que la cause de l'Empereur restait encore celle de la France (1).

Pendant ce temps le duc de Weimar augmentait notablement les forces de son corps d'armée. Le général de Thielmann lui avait amené de Bruxelles 7000 fantassins et un nombre égal de recrues pour l'infanterie et la cavalerie saxonne. Non compris divers détachemens isolés, le 3e corps allemand se composait dès lors de 18000 hommes, 1000 chevaux et 3 batteries et demie. En ajoutant à ces forces les troupes de Borstell ainsi que celles du major Hellvig et du colonel Bichalov, Weimar disposait donc de 27000 baïonnettes, 3100 sabres et 41 bouches à feu (2). Avec les forces maintenant réunies sous ses ordres, le Duc de Weimar ne pouvait, sans manquer aux vrais principes de la guerre, demeurer plus longtemps immobile à Tournai. Tout en laissant devant Lille les troupes nécessaires pour surveiller Maison, il devait chercher à s'emparer des places qui gênaient ses communications avec l'armée de Silésie, et notamment de Maubeuge, car, tant que les alliés ne seraient pas maîtres de cette ville, ils resteraient obligés, pour la contourner, d'utiliser des routes secondaires que le dégel allait rendre impraticables. Dans la nécessité où il se trouvait de suppléer à l'insuffisance de son matériel de siège par un outillage de fortune, le Duc de Weimar voulut tenter de prendre Maubeuge par surprise. Après avoir confié à Thielmann le soin de garder Tournai et de contenir Maison, Weimar résolut de diriger sur Mons la portion principale de son armée. Transférant son quartier général à Fontaine, il mit ses troupes en marche le 17 mars.

(1) Discours prononcé à la Chambre des pairs dans la séance du 22 mars 1842, par le duc Victor de Broglie à l'occasion du décès de M. le maréchal marquis Maison.

(2) *Opérations* du 3e corps allemand sous les ordres du Duc de Weimar en 1814. Relation de Plotho.

Nous avons dit comment Maison, après l'évacuation de Courtrai, avait ramené ses troupes sous Lille. Entre la sûreté des places dont il devait assurer défense et l'obligation où il était de renforcer son armée pour reprendre avantageusement l'offensive, le général en chef se trouvait dans un dilemme redoutable. S'il se conformait aux intentions de l'Empereur qui voulait que dorénavant les milices urbaines fussent seules chargées de garder les places, le général en chef pouvait assurément en tirer les troupes de ligne nécessaires à compléter la division Solignac ; mais les gardes nationales ne se montraient pas, en général, animées d'un bon esprit. Leur organisation se poursuivait lentement, car, sans attendre pourtant l'ennemi en libérateur, les habitans de cette région se résignaient, par apathie, à accepter le joug de l'étranger. Quels élémens pouvait offrir Landrecies, où la population ne dépassait pas 1 500 âmes? Persuadé d'ailleurs que les alliés attaqueraient prochainement l'une des places de l'ancienne frontière, Maison ne voulait pas entièrement les dégarnir de troupes de ligne. Il opéra donc principalement sur les garnisons d'Ypres et d'Ostende les prélèvemens ordonnés par l'Empereur. En même temps il prescrivit au général Brenier d'acheminer sur Lille tous les hommes présentement disponibles dans les dépôts de sa division militaire. Cette mesure n'allait produire que des résultats insignifians. A la date du 20 mars, la 16e division militaire était parvenue à fournir 6 600 hommes pour la formation du 1er corps; mais comme Maison jugeait indispensable de laisser 5 500 hommes dans les places, il ne lui restait que 1 100 hommes pour renforcer son corps d'armée.

Ainsi Maison disposait tout au plus de 7 000 hommes, lorsque différens rapports l'avisèrent que l'ennemi faisait fabriquer des pots à feu, réquisitionnait dans le pays toutes les échelles à incendie et en construisait de fort larges avec les mâts des bateaux qui naviguaient sur l'Escaut. Bientôt le général en chef fut positivement informé que Weimar opérait un mouvement sur les places de la frontière. Cette nouvelle ne l'étonna point; depuis longtemps il prévoyait que les alliés tenteraient d'escalader quelqu'une de ces places dont ils connaissaient la faiblesse, et sans doute Maubeuge, qui gênait particulièrement leurs communications. Maison renforça donc d'un bataillon les garnisons de Maubeuge et de Valenciennes et pour se mettre mieux en

mesure d'observer les opérations de l'ennemi, plus à même aussi de secourir celles des places qui se verraient menacées, il abandonna les positions de Roubaix et de Tourcoing, et resserra ses troupes autour de Lille. Le 1er corps venait à peine de terminer ce mouvement quand, le 21 mars, Thielmann, qui occupait Tournai, se décida à faire attaquer Lille. Tandis qu'un détachement ennemi, porté vers le Quesnoy-sur-Deule, allait jusqu'à Pont-Rouge reconnaître le poste que Maison y avait laissé pour maintenir ses communications avec Ypres, une forte colonne passait la Marque sur trois points à la fois et repoussait les avant-postes de la division Barrois vers Hellemmes et Lezennes, villages occupés par cette division. Pendant que Barrois réunissait ses troupes à Hellemmes et faisait tête à l'ennemi, dans Lille les canonniers bourgeois couraient à leurs pièces et les gardes nationaux prenaient les armes. Laissant aux Lillois, qui d'ailleurs se présentèrent fort bien, la garde des remparts, et sortant alors de la place avec les troupes de la garnison, la division Solignac et le gros de la cavalerie, Maison se porta sur Sainghin, menaçant ainsi le flanc gauche et les derrières de l'ennemi. Rejetés par Barrois sur Tressin et sur Austaing et par Maison sur Bouvines, les alliés se retirèrent derrière la Marque, cherchant à y prendre position. Mais passant à leur tour cette rivière et culbutant l'ennemi, nos troupes le poursuivirent au delà de Tressin jusqu'à Baisieux, au delà de Bouvines jusqu'à Cysoing. Si la nuit ne fût venue, elles l'auraient sans doute ramené jusqu'à Tournai, malgré le mauvais état d'un terrain rendu mou par le dégel.

Le même jour, dans l'intention de s'établir entre Maison et les places de l'ancienne frontière, Thielmann s'était avancé jusqu'à Orchies, d'où il avait poussé un gros détachement vers Pont-à-Marcq. Un bataillon du 73e de ligne, muni de 2 canons, et 200 cavaliers, qui défendaient ce village, avaient contenu, durant quatre heures, puis repoussé jusqu'à Capelle le détachement ennemi fort de 2000 hommes et de 7 bouches à feu. Ce fut seulement dans la soirée, et après avoir repassé la Marque, que Maison apprit le mouvement opéré par les alliés vers Orchies. Il ne pouvait plus songer alors à se porter sur les derrières de Thielmann qui, à la nouvelle de l'échec subi par ses troupes devant Lille, s'était lui aussi replié sur Tournai.

Maison pouvait assurément se montrer satisfait de ses soldats,

mais n'en comprenait pas moins qu'ayant devant soi un ennemi très supérieur en nombre, il ne pourrait rien tenter de sérieux avec sa petite armée, tant qu'elle resterait privée de la division Roguet. Dès longtemps, le général en chef avait engagé Carnot, gouverneur d'Anvers, à tenir cette division sur Beveren et Saint-Nicolas, afin qu'elle fût toujours prête à rejoindre le 1er corps aux environs de Gand. Bientôt informé que Weimar attaquait Maubeuge et persuadé que ce général emmenait avec lui la principale portion de son armée dont, par suite, il avait dû laisser la droite considérablement affaiblie, assuré d'autre part que les braves gens qui gardaient Maubeuge opposeraient à l'ennemi une solide résistance, Maison crut le moment venu de marcher sur Gand, non point seulement pour opérer une diversion, mais surtout pour opérer enfin sa jonction avec la garnison d'Anvers (1). Le général en chef se proposait de surprendre tout d'abord Courtrai, puis de pousser droit sur Gand, en exécutant ainsi devant l'ennemi une marche de flanc le long de la Lys. Prévenant Carnot de ses projets, faisant répandre par la ville que le 1er corps allait rejoindre la Grande Armée, Maison prit aussitôt ses dispositions pour sortir de Lille avec toutes ses troupes.

VIII

Maison sortit de Lille à la tête du 1er corps, le 25 mars au matin. Après avoir délogé de Menin le major Hellvig, qui opéra sa retraite dans la direction d'Audenarde, il s'établit à Courtrai, poussant ses avant-postes sur la route de Gand jusqu'à Vive-Saint-Éloi. Mais pour faire croire à Hellvig qu'il se proposait de marcher comme précédemment sur Audenarde, le général en chef détacha vers l'Escaut la brigade Penne, de la division Solignac, brigade qui alla prendre position à Peteghem avec une portion de la cavalerie et quelques pièces d'artillerie légère. Le lendemain, la brigade Penne se replia pour venir former l'avant-garde de l'armée qui dès l'aube quitta Courtrai, surprit à Deynze les éclaireurs ennemis et arriva sous les murs de Gand à deux heures de l'après-midi. 200 cosaques aux ordres

(1) *Historique* des opérations du 1er corps d'armée en Belgique pendant l'année 1814 : Annotations du général Maison.

du colonel Bichalov et un régiment belge qui s'y formait sous le commandement du colonel Polis et que soutenaient deux bouches à feu, composaient toute la garnison de cette ville.

A l'approche de l'armée française, les cosaques s'avancèrent au dehors, mais furent sabrés de terrible manière par les lanciers du général d'Audenarde et ramenés battant jusqu'à l'entrée de la ville. Comme la porte s'en trouvait fermée et gardée par quelques fantassins, Maison lança la brigade Penne à l'attaque de cette porte que ses défenseurs abandonnèrent aussitôt. Vainement un escadron de cosaques tenta courageusement de charger encore. Il fut repoussé et presque anéanti par les cavaliers du 2e lanciers de la garde. Bichalov, contraint d'évacuer Gand, se retira sur Melle, mais le colonel Polis et plusieurs officiers du régiment belge, avec la majeure partie d'un bataillon de ce régiment, furent faits prisonniers (1).

Dès son arrivée à Gand, Maison avait pris les mesures nécessaires pour rétablir ses communications avec Anvers. Informé que des coureurs ennemis se montraient dans la direction de Lokeren, il avait fait partir aussitôt pour Anvers son sous-chef d'état-major, le colonel Villatte, avec une compagnie de voltigeurs, montée sur des voitures du pays, qu'escortaient une cinquantaine de cavaliers qui devaient accompagner ce détachement jusqu'au delà de Lokeren. Villatte emportait, à l'adresse de Carnot, l'ordre de mettre à la disposition du général en chef la division Roguet avec son artillerie ainsi que les lanciers et gardes d'honneur restés dans la place. Villatte arriva sans encombre, et dans la nuit même, à destination. Ainsi « moins de quarante heures » après son départ de Lille, Maison avait des troupes sous Anvers.

Roguet quitta Anvers le 27 mars, passa l'Escaut et se porta vers Gontrode et Gyzenzeele, où Maison le posta afin de convaincre l'ennemi qu'il se disposait à marcher par Alost sur Bruxelles, alors que, en réalité, il se proposait de ramener à Lille son armée renforcée et d'aller aussitôt dégager Maubeuge.

Dès qu'il eut appris l'arrivée de Maison à Gand, le général de Thielmann, voulant lui couper la retraite, s'était avancé avec 5 000 hommes de Tournai jusqu'à Courtrai. Mais craignant

(1) *Historique* des opérations du 1er corps d'armée en Belgique pendant l'année 1814 : Annotations du général Maison. — *Opérations* du 3e corps d'armée allemand sous les ordres du Duc de Weimar en 1814 : Relation de Plotho.

que le 1er corps n'eût réussi à opérer sa jonction avec la garnison d'Anvers et sentant que, dès lors, il ne se trouverait plus assez supérieur en forces, Thielmann s'était replié pour réunir à ses troupes sept bataillons et quelques escadrons saxons qui lui arrivaient d'Audenarde. Cependant le Duc de Weimar, trompé sur les projets de Maison, prenait ses dispositions pour couvrir Bruxelles. Appelant à son aide la division suédoise du général Walmoden, division qui, détachée du corps du Prince royal, occupait alors Louvain, Weimar concentrait à Alost 9 000 hommes et 900 chevaux avec lesquels il se proposait de prendre en front l'armée française, tandis que Thielmann la menacerait en flanc avec 15 bataillons et 700 cavaliers. En même temps, quelques troupes alliées se postaient à Courtrai, Harlebeke et Deynze, un détachement s'établissait à Leuze, comme soutien de la garnison de Tournai, et le major Hellvig allait renforcer devant Condé et Valenciennes la chaîne des avant-postes (1).

En opérant, par cette marche hardie, sa jonction avec la division Roguet, Maison avait renforcé son armée d'environ 4 000 baïonnettes, 260 sabres et 14 pièces, de sorte que l'ensemble de ses forces s'élevait maintenant à 9 700 fantassins, 1 360 cavaliers et 35 bouches à feu (2); néanmoins, ces forces restaient encore très inférieures à celles de son adversaire.

En établissant la division Roguet à Gontrode, en poussant des reconnaissances bien au delà sur la route d'Alost, en répandant parmi les habitans qu'il allait marcher sur Bruxelles et délivrer la Belgique, Maison était parvenu à tromper le Duc de Weimar sur ses projets; mais, pour regagner Lille, il lui fallait en outre échapper à la surveillance de Thielmann qui avait pris position à Audenarde. Si Thielmann, avec 12 000 hommes, allait se placer sur la route de Courtrai, droit entre la Lys et l'Escaut, appuyant ses deux ailes à ces deux cours d'eau ; si en même temps les troupes concentrées à Alost venaient se poster à proximité de Gand, sur la chaussée de Bruxelles, dans le rentrant que forme l'Escaut ; si enfin Graham détachait à Termonde quelques-uns des régimens employés à l'investissement d'An-

(1) *Opérations* du 3e corps d'armée allemand sous les ordres du Duc de Weimar en 1814 : Relation de Plotho.

(2) *Historique* des opérations du 1er corps d'armée en Belgique. pendant l'année 1814.

vers, la situation de l'armée française deviendrait absolument critique. Maison, coupé à la fois de Lille et d'Anvers, n'aurait plus alors d'autre ressource que de se jeter sur les places maritimes. Or le retour à Lille était pour lui, selon sa propre expression, « la grande affaire. » Le général en chef avait supputé ces conséquences possibles de sa marche sur Gand, mais, connaissant l'indécision de son adversaire, il pensait qu'en agissant promptement, il n'aurait point à les redouter. Maison demeurait d'ailleurs convaincu que, sans lui supposer l'intention de retourner à Lille pour sauvegarder les places de l'ancienne frontière, Weimar lui attribuait au contraire deux projets tout différens : ou bien celui de marcher directement sur Bruxelles, ou bien celui de chercher à écraser sous Anvers le corps de blocus pour tenir ensuite la campagne avec avantage en menaçant toujours Bruxelles.

Maison résolut donc de se rabattre immédiatement sur Courtrai. Après avoir fait partir en avant, vers Audenarde, la division Solignac avec un escadron de chasseurs pour occuper momentanément Peteghem et couvrir la marche de ses troupes, Maison évacua Gand, le 30 mars au jour. Le poste que l'ennemi venait de rétablir à Deynze fut surpris et culbuté. Quelques cavaliers prussiens, cantonnés à Courtrai, se retirèrent sans opposer de résistance. Ainsi l'armée put effectuer tranquillement sa marche dangereuse et prendre position sans difficulté à Courtrai. Le général en chef y établit ses troupes de la façon suivante : la division Solignac et un escadron de chasseurs à Belleghem ; la division Barrois et les lanciers à Harlebeke occupant Sweveghem ; la division Roguet, formant réserve, la gendarmerie, le grand parc et le quartier général dans la ville; le reste de la cavalerie, sous Castex, à la porte de Menin, observant la route d'Ypres (1).

Bientôt informé que Maison lui échappait, Thielmann, rappelant à soi tous ses corps détachés, se portait d'Audenarde sur Avelghem, dans l'espoir de joindre et d'enlever la division Solignac, dont le passage par Peteghem lui laissait supposer qu'elle constituait l'arrière-garde de l'armée française, alors que cette division, qui avait quitté Gand bien avant le gros du 1er corps, venait de s'y réunir à Courtrai. En même temps

(1) *Historique* des opérations du 1er corps d'armée en Belgique pendant l'année 1814.

Thielmann invitait Walmoden à diriger sur Audenarde les forces alliées concentrées à Alost (1).

Le 31 mars, vers six heures du matin, l'avant-garde ennemie commandée par le Prince de Wurtemberg (2) surprit le poste de Sweveghem, qui dut se replier. Les alliés commencèrent alors leur déploiement sur une hauteur, afin d'y former trois colonnes d'attaque. Ayant reconnu ces dispositions, Maison fit sortir aussitôt de la ville plusieurs pièces d'artillerie qui empêchèrent l'ennemi d'achever son déploiement. S'étant d'ailleurs assuré que les alliés arrivaient tous par la seule route d'Audenarde, le général en chef, voulant les rejeter dans le défilé par où ils étaient venus, résolut de les faire attaquer simultanément par les deux ailes tandis qu'il les refoulerait de front. Barrois reçut l'ordre de se porter directement de Harlebeke sur Sweveghem pour attaquer la droite de l'ennemi et lui couper la retraite, tandis que Solignac, partant de Belleghem, menacerait la gauche des alliés. La division Roguet, formée au centre, sur la chaussée d'Audenarde, aurait à les contenir pendant le mouvement des deux ailes et ensuite à les poursuivre. Castex tenait ses cavaliers prêts à soutenir Roguet. Comme en ce pays, par endroits très fourré, il n'était point possible de faire un long usage de l'artillerie, une fusillade très vive s'engagea bientôt sur toute la ligne. Les soldats de Maison abordèrent franchement l'ennemi et partout le culbutèrent en même temps. Comprenant alors que c'était, non point à la seule arrière-garde du 1er corps, mais au 1er corps en entier qu'il avait affaire, Thielmann ordonna sur-le-champ la retraite. Cette retraite allait se tourner en déroute. Écrasés sur leur front d'abord par la division Roguet, puis par les chasseurs du 2e régiment de la garde qui, sous les ordres de Castex et de Meuziau, sabrèrent les cuirassiers saxons et se ruèrent sur l'infanterie ennemie; forcés de se défiler entre la division Barrois et la division Solignac, dont l'une des brigades, la brigade Penne, pressait vigoureusement leur gauche; enfin débordés sur leur droite par la brigade Darriule, de la division Barrois, brigade qui s'était établie derrière eux sur la route d'Audenarde, les alliés s'éparpillèrent et prirent la fuite dans

(1) *Opérations* du 3e corps d'armée allemand sous les ordres du Duc de Weimar en 1814 : Relation de Plotho.

(2) Il s'agit ici, non point du Prince royal, mais vraisemblablement du Prince Paul-Charles-Frédéric-Auguste, second fils du roi de Wurtemberg.

toutes les directions. Un bataillon saxon, acculé à un mur, dut mettre bas les armes et trois pièces attelées tombèrent en notre pouvoir. A deux heures de l'après-midi, l'armée de Thielmann se retirait vers Audenarde, poursuivie par le général Darriule qui la reconduisit jusqu'au delà de Kerkove (1).

« Nous avons fait plus de 1 000 prisonniers, mandait Maison au ministre, et parmi les prisonniers se trouvent deux colonels, plusieurs majors et chefs d'escadron. L'ennemi a laissé plus de 400 morts sur le champ de bataille. Beaucoup se sont noyés en passant trop précipitamment l'Escaut dans des barques. J'estime sa perte à plus de 2000 hommes, j'ai fait ramasser et conduire à Lille plus de 500 fusils (2). » Le combat de Courtrai coûtait au 1er corps 300 tués ou blessés ; mais durant toute cette expédition sur Anvers, aucun homme n'était tombé prisonnier et, comme des voitures spécialement destinées à recueillir les éclopés suivaient l'armée, le nombre des traînards fut presque nul.

Cependant, à l'appel de Thielmann, le général Walmoden s'était porté d'Alost sur Audenarde, faisant réoccuper Gand par une colonne dont un détachement aux ordres du colonel de Lottum, se présenta dans la soirée devant Courtrai. Cette tête de colonne eût immanquablement délivré les prisonniers si Maison, qui venait quitter la ville, n'y avait laissé le général d'Audenarde avec ses lanciers, la gendarmerie et un régiment de la division Barrois. L'ennemi fut ainsi contenu et forcé de se retirer au delà de Harlebeke.

Convaincu que, étant donné le fâcheux état de ses troupes, Thielmann ne pouvait songer présentement qu'à achever sa retraite sur Audenarde, le général en chef, aussitôt le combat terminé, avait acheminé vers Tournai la division Solignac. Puis, après avoir détaché Barrois en observation à Avelghem, Maison se mettait lui-même en marche par sa droite et prenait à son tour, avec la division Roguet et le gros de la cavalerie, la route de Tournai. En traversant Pecq, point où la chaussée venant de Courtrai se réunit à celle qui, longeant la rive gauche de l'Escaut, mène par Avelghem à Audenarde, Maison apprit

(1) *Historique* des opérations du 1er corps d'armée en Belgique pendant l'année 1814. — *Opérations* du 3e corps d'armée allemand sous les ordres du Duc de Weimar, en 1814 : Relation de Plotho. — Maison au ministre, 1er avril 1814. — Archives historiques de la Guerre.

(2) Maison au ministre, 1er avril 1814. — Archives historiques de la Guerre.

que Solignac, refoulant les postes ennemis, allait arriver devant Tournai. Le général en chef se hâta de le rejoindre avec la cavalerie et du canon.

L'artillerie prit position au Nord de Tournai sur la route d'Audenarde, à l'Ouest sur celle de Lille et ouvrit son feu à la nuit tombante, tandis que la division Solignac cherchait à s'approcher de la place dont la garnison, aux ordres du colonel Eglastein, s'élevait à environ 2000 hommes. L'infanterie ennemie, postée sur les remparts, se vit bientôt fusillée par les tirailleurs de la division Solignac qui s'étaient avancés jusqu'au pied même de ces remparts et le tir des quelques pièces de gros calibre, dont disposait Eglastein, restait sans grand effet, alors que nos obus tombaient dru sur la ville et y causaient certains dommages. Au début de cette action, Maison n'avait eu sous la main, en fait d'infanterie, que la seule division Solignac, car la division Barrois était restée en observation à Avelghem. Elle devait ensuite se rabattre directement sur Lille pour couvrir la marche de la gendarmerie et des prisonniers, du grand parc et des bagages qui s'acheminaient de Courtrai à Lille par Menin. Quant à la division Roguet que, chemin faisant, le général en chef avait laissée en arrière, elle ne put arriver qu'assez tard devant Tournai. Comme les troupes, qui toutes avaient combattu à Courtrai dans la matinée, semblaient harassées, Maison ne voulut point engager les régimens de Roguet. A dix heures du soir, il fit cesser le bombardement. Mais, durant la nuit, Maison, qui avait maintenu fort prudemment toutes ses forces sur la rive gauche de l'Escaut, fut avisé que, par delà ce fleuve, des renforts s'introduisaient dans la place. La brigade Gablentz, arrivant d'Audenarde par la rive droite, et le détachement établi à Leuze en soutien de la garnison entraient en effet à Tournai. Constatant que dès lors la ville était bien gardée, Maison quitta les hauteurs d'Orcy, le 1er avril au jour, pour rentrer à Lille, où, dans cette même matinée, tout le corps d'armée se trouva réuni (1). Ainsi, en moins d'une semaine, Maison, délogeant l'ennemi de Courtrai, puis de Gand, opérait sa jonction avec la garnison d'Anvers et ralliait à soi la division Roguet. Trompant

(1) *Historique* des opérations du 1er corps d'armée en Belgique pendant l'année 1814. — *Opérations* du 3e corps d'armée allemand sous les ordres du duc de Weimar en 1814 : Relation de Plotho. — Maison au ministre, 1er avril 1814. — Archives historiques de la Guerre.

alors sur ses projets le Duc de Weimar, il se retirait tranquillement vers Courtrai où il battait Thielmann lancé à sa poursuite; il allait bombarder Tournai; enfin il ramenait à Lille son armée renforcée et maintenant prête à marcher au secours des places de l'ancienne frontière.

Cependant les alliés s'étaient trouvés dans la nécessité de lever le siège de Maubeuge; car Borstell, qui contenait les garnisons de Condé, du Quesnoy et de Valenciennes, venait de recevoir l'ordre d'aller rejoindre, devant Soissons, l'armée de Bulow dont il était momentanément détaché. Durant plusieurs jours, on ignora complètement à Lille cette heureuse nouvelle. Aussi, à peine arrivé, Maison prit-il ses dispositions pour opérer un mouvement sur les places de l'ancienne frontière, se proposant d'aller tout d'abord secourir Maubeuge, puis de marcher sur Landrecies et de couper les communications de l'ennemi.

Maison se mit en marche le 4 avril et apprit, le 5, en arrivant à Valenciennes, l'entrée des alliés à Paris. En présence des graves événemens qui se déroulaient dans la capitale, et maintenant informé que l'ennemi venait de lever le siège de Maubeuge, Maison résolut aussitôt de retourner à Lille, non toutefois sans renforcer au préalable les garnisons des diverses places, de façon à les mettre en état de faire face à toutes les éventualités. Quelques jours plus tard on eut connaissance de la formation d'un gouvernement provisoire et comme on fut alors informé que divers corps de l'armée française avaient déjà convenu avec les puissances alliées des suspensions d'armes, Maison et Thielmann, voulant éviter une effusion de sang désormais inutile, s'entendirent, à la date du 7 avril, pour cesser entre eux deux les hostilités.

A la tête du 1er corps Maison était parvenu à sauver la partie de la frontière qu'il avait pour mission de protéger. Après avoir écarté d'Anvers les alliés et pourvu à la défense de cette place en y laissant presque toutes les troupes destinées à son armée, Maison, plutôt que de s'y enfermer, s'en était au contraire détaché pour tenter de couvrir la Belgique. Avec 5000 hommes seulement il s'était tout d'abord porté sur Bruxelles, mais soucieux par-dessus tout de sauvegarder l'ancienne frontière, il s'était bientôt rabattu sur Mons et ensuite sur Lille, jetant dans les

places, au fur et à mesure qu'ils arrivaient, la majeure partie des soldats que les dépôts parvenaient à lui fournir, ne conservant avec soi « qu'une poignée d'hommes » pour manœuvrer en avant de ces places, mais « gardant une force toujours active pour se ruer sur les détachemens ennemis qui se trouvaient à sa portée (1). » Puis, quand il reconnut que son adversaire considérablement renforcé pouvait l'immobiliser sous les murs de Lille, Maison se portant vers Gand, d'une marche hardie alla tirer d'Anvers la division Roguet. Disposant dès lors de 11000 hommes avec lesquels il irait débloquer Maubeuge et menacer les communications de Bulow, il battait Thielmann à Courtrai, le jour même où les alliés entraient à Paris.

Sans jamais se laisser abattre par « les reproches immérités » que l'Empereur lui avait trop souvent adressés, Maison « s'était montré habile, vigoureux et infatigable dans la défense de cette frontière (2). » Et plus tard, remémorant les résultats que, malgré des difficultés sans nombre, le commandant de l'armée du Nord avait pourtant obtenus, Napoléon manifestait ainsi la haute estime qu'il accordait à Maison : « Ses manœuvres autour de Lille, dans la crise de 1814, avaient attiré mon attention et l'avaient gravé dans mon esprit (3). »

CALMON-MAISON.

(1) Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, l. LII.
(2) *Id.*, *ibid.*
(3) Extrait de la *Revue générale biographique et nécrologique*, publiée sous la direction de M. E. Pascallet, Paris, 1845, p. 17.

REVUE LITTÉRAIRE

ALFRED DE VIGNY (1)

Sur les « grands maîtres de la littérature russe, » Gogol, Tourguénef et Tolstoï, puis sur Bernard Palissy, et sur Victor Hugo, M. Ernest Dupuy a publié de très remarquables études, très attentives, méthodiques et justes. Vigny l'a tenté. Il a consacré au poète d'*Eloa* trois volumes, dont le dernier vient de paraître et qui sont, dans la critique, son chef-d'œuvre. Le poète d'*Eloa*, il ne l'a point abordé directement et comme, par exemple, Victor Hugo : il l'a lentement approché, avec mille précautions. Sentant ce grand silencieux et dédaigneux plus secret et plus retiré que personne et plus difficile peut-être, il a eu soin de n'être pas familier, mais de le gagner plutôt que de le surprendre. Il l'a examiné de loin et il s'est, pour ainsi dire, fait mener à lui par les amis qui l'ont connu intimement : le premier tome raconte « les amitiés » d'Alfred de Vigny. Le second tome apprécie « le rôle littéraire, » l'influence d'Alfred de Vigny et complète le cadre du portrait. Les amis du poète nous conduisent au point d'où partait son génie ; en suivant le fil de son influence, nous retournons à l'aboutissement de son génie. La *Revue* a donné plusieurs chapitres de ces deux tomes. Et voici *Alfred de Vigny*, le véritable portrait du poète et l'âme de son œuvre.

Par bonheur, il n'est pas indispensable qu'une vivante analogie unisse un critique et les écrivains qu'il juge ou commente. La diver-

(1) Ernest Dupuy, *Alfred de Vigny, la vie et l'œuvre*, 1 vol. in-16 (Hachette). Cf. du même auteur, *Poèmes*, « les Parques, le Roman de Chimène, Dans Ithaque, » (Société française d'imprimerie et de librairie).

sité des écrivains aurait bientôt déchiré le critique. Une fine complaisance de l'esprit suffit à l'empêcher de méconnaître les pensées qui ne sont pas spontanément les siennes. Mais il y a aussi de ces rencontres : le poète et le critique ont des ressemblances grâce auxquelles le critique entendra le poète mieux que par un effort zélé ; il l'entendra comme une autre voix, plus haute encore, de son rêve. L'une de ces rencontres : celle d'Alfred de Vigny et de M. Ernest Dupuy, celle de l'auteur des *Destinées* et de l'auteur des *Parques*.

On ne sait point assez que M. Ernest Dupuy est un de nos plus grands poètes. D'autres ont fait plus de bruit ; il n'en faisait pas du tout : et la triviale renommée écoute le bruit plus que le chant. D'autres inventaient avec plus d'entrain, de fantaisie heureuse ou d'impertinence habile, des rythmes, des musiques dont la nouveauté surprenait et parfois enchantait un auditoire prime-sautier. La nouveauté est séduisante, aguichante même, aux premières minutes. Elle se fane ; et, quand elle a perdu sa fragile fraîcheur, elle n'est plus rien, que démodée à faire pitié. L'avenir, mieux garanti que nous contre ses duperies, changera parmi nos contemporains l'ordre des valeurs. Je crois qu'il mettra au premier rang le poème des *Parques*. Il y a trente ans que ce poème fut écrit. Relisons-le : il n'a pas vieilli. Ou disons, plus dignement, qu'il a su vieillir bien : bref, il a pris son caractère durable et définitif de beauté. L'immense nuit qui s'entr'ouvre et qui révèle le groupe virginal des trois déesses, Clotho, Lachésis, Atropos, la première tenant le fardeau de la laine, flocons larges comme des nues, la deuxième brisant de l'écueil de ses doigts le flot sempiternel et séparant les bribes que la faux de diamant de la troisième coupe ; la clameur confuse des hommes sur la terre et, de cette clameur, l'aède tirant des plaintes, deux lamentations, l'une qui invective contre la vie et l'autre qui maudit la mort ; puis le chant de Clotho, lasse de son immobilité impassible ; et puis le chant de Lachésis, lasse de certitude omnisciente ; et puis le chant d'Atropos, lasse de son éternité qui désire la mort ; enfin la promesse de l'anéantissement pour les hommes et pour les dieux et le cri qu'au nom de l'humanité, devant les dieux, pousse l'aède, informé du projet final du destin : quel poème de l'angoisse, de l'intelligence et de la nécessité ! Aux tourmens de l'amour, de l'ignorance et de la mort, les déesses répondent par le refus et du repos et de la science et de l'éternité. Le sujet du poème, c'est l'inévitable condition de toute vie ; la péripétie en est le débat du temps et du néant ; et la conclusion, le désespoir. La querelle de l'humanité mortelle et des immuables déesses, la réfu-

tation du chagrin par l'ennui, la surenchère qu'ajoute à la douleur même l'allégorie du bonheur opposé, quel drame idéologique dans la plus poignante méditation de la réalité ! Les vers sont dignes d'un si beau thème ; et j'en veux citer quelques-uns. Nous allons à Vigny, cependant : le poète des *Parques* nous y achemine.

L'aède chante la souffrance des hommes et, parmi les souffrances, le regret qui survit dans la mort du plaisir :

Puisque le temps s'abîme et qu'hier est défunt,
Pourquoi conserve-t-il ce vague et doux parfum ?
Comment exhale-t-il ce regret d'amertume ?

L'aède plaint la mort. Il l'a plus terriblement peinte que Villon, de l'agonie à la pourriture et du premier apaisement jusqu'à la multiplication des germes qui s'évertuent vers d'autres formes :

Tourbillonnerons-nous comme des grains de sable
Et, traînant le fardeau d'un sort impérissable,
Attendrons-nous la mort toute l'éternité ?...

Le chant de Clotho, je voudrais le copier ici d'un bout à l'autre. Quelques vers auront-ils l'accent de sa détresse ?

Homme, nous t'envions tes terreurs, tes blessures.
Quel fer vivifiant marquera ses morsures
Dans mes flancs de déesse ainsi que dans tes chairs ?
Quelle agitation fertile en espérances
Initiant mon âme au bienfait des souffrances
Me rendra les répits qui succèdent plus chers ?
Quelle torpeur morbide, envahissant mon être,
Et mêlant à mes jours insipides son fiel,
Me donnera la joie humaine de renaître
Et d'aspirer la vie avec l'air pur du ciel ?
Homme, prends le nectar ; homme, prends l'ambroisie,
Mais abandonne-moi ta faim que rassasie
La sauvage douceur d'une goutte de miel.

Et, pour un sentiment délicieux, ces vers charmans :

Hommes plus dieux que nous, vous seuls la connaissez...

(la volupté de s'oublier soi-même et d'aimer...)

Même, après la saison des tendresses conquises,
Vous savez vous créer des tendresses exquises
Avec le souvenir de vos bonheurs passés.

Atropos, qui ne peut mourir, coupe les destinées humaines, chante la mort, la compare au sommeil :

> Elle porte, elle aussi, le bouquet de pavots
> Qui couche, en les frôlant, les corps les plus robustes...

Et l'impossibilité de mourir, où languissent les déesses, Atropos, avec envie et colère, la marque ainsi :

> Nous déchirons nos doigts dans un débile effort
> Aux clous de diamant des portes de la mort
> Qui tournent sur leurs gonds aux caprices des hommes.

Les plus admirables images, et qui ne sont point posées auprès de l'idée, mais qui sont l'épanouissement de l'idée, son essence fleurie, images sombres ou claires, funèbres ou teintes des couleurs fugitives de la vie, se déroulent avec l'abondance variée de la vivante laine que Clotho répand. L'idée se développe ainsi d'un mouvement large et fort, que ne ralentissent pas les reprises d'élan, que ne fatigue pas la longueur de l'étape et qui va jusqu'à son terme sans défaillance. Le souffle lyrique soutient et emporte la splendide envolée des mots.

Noble poésie, celle qui n'est pas l'ornement de la pensée, mais la pensée elle-même; et celle à qui la pensée n'a pas eu de sacrifice à consentir; et celle qui, n'altérant pas la pensée, la consacre! La méditation que le poème des *Parques* anime ne serait pas plus rigoureuse et dialectique en prose simple et sous la forme de théorèmes consécutifs. Elle est, dans le poème, intacte; le sentiment l'échauffe et ne la modifie pas; le rythme lui donne son allure et ne l'entrave pas; les images l'illuminent et ne la voilent pas.

Au poème des *Parques*, M. Ernest Dupuy a joint, dans une édition récente, quelques autres poèmes, *Pœstum*, *la Fuite de Jason et de Médée*, *Dans Ithaque* et un *Roman de Chimène*, joli et beau, ingénieux, qui montre les richesses brillantes de son talent.

Ce grand poète, dans la critique, sait changer de manière. Il demeure le même, pourtant. Si le lyrisme de ses poèmes était vague, abandonné au caprice et confié au hasard des aventures verbales, on aurait peine à concevoir que fussent l'œuvre d'un seul écrivain ces poèmes et la monographie patiente de Vigny. Mais il y a ici et là une pareille qualité, j'allais dire, une égale vertu de la réflexion scrupuleuse, un pareil don de l'analyse délicate et de la synthèse prompte, l'amour des idées et, à leur égard, cette vigilance, l'amour de la vérité.

M. Ernest Dupuy raconte la vie du poète d'*Éloa*. Il en a recherché

tous les détails. Il ne les mentionne pas tous. Il utilise ceux qui expliquent les poèmes. Il s'est posé la question de savoir jusqu'où l'on doit aller dans cette enquête, aujourd'hui à la mode, et qui nous livre, sinon toutes les journées et les nuits de l'écrivain célèbre, au moins tout le secret des tiroirs. Cette enquête, je ne la méprise pas, si je regrette que le plus souvent elle soit faite sans grâce polie et sans tact. Elle donne à l'histoire une étoffe excellente et elle nous épargne de croire qu'au temps passé l'on a livré des batailles, signé des traités d'alliance ou de paix, et voilà tout. C'est le danger de l'histoire trop uniment militaire et diplomatique. Nous parvenons, à force d'investigations méticuleuses et hardies, indiscrètes peut-être, à une connaissance autrement complexe, autrement significative et utile des âges révolus et de nos pères qui, au surplus, nous ayant laissé leurs dettes et, avec un héritage, une hérédité, relèvent de notre jugement; et, s'ils nous dirigent encore, nous avons à les connaître. Mais enfin, de quoi s'agit-il, d'histoire ou de critique littéraire? D'histoire : alors, l'idée est bonne, à mon gré, de choisir comme l'échantillon d'une sensibilité ancienne un personnage plus attrayant qu'un autre, un artiste ou un poète, aussi bien que l'apôtre ou le conquérant: et alors, il convient que l'enquête ne néglige rien, car il n'est de vérité concrète aussi que complète. Si, d'autre part, il s'agit de critique littéraire, le danger serait d'accabler, d'étouffer l'œuvre sous la biographie. Nous risquons de ne plus songer aux poèmes qu'a écrits l'amant de la Dorval, si l'anecdote de cet amour a tous nos soins. Et la littérature est immolée à l'histoire. La littérature, un Sainte-Beuve ne la préfère pas à cette « histoire naturelle des esprits » qu'au jour le jour il composait; et un Taine l'emploie à l'illustration de ses doctrines philosophiques et historiques : maintenant, elle fournit des matériaux et des prétextes à la chronique scandaleuse du passé. M. Ernest Dupuy a très nettement vu cet inconvénient des procédés nouveaux. Il raconte (je le disais) la vie du poète d'*Eloa;* mais il en raconte seulement ce qui est le commentaire indispensable de l'œuvre. Il le fait avec beaucoup de justesse; et, pour écarter les commérages, plus d'une fois il a de l'impatience.

Ne pourrait-on supprimer, dans la critique littéraire, tout le commentaire biographique? Je me souviens de l'avoir souhaité. Il me semblait qu'une œuvre d'art devait posséder sa vie propre, indépendante et sa signification, sa beauté absolue. Je la voulais détachée de ses origines contingentes; et je la voulais orpheline. L'œuvre d'art achevée, ne faut-il pas qu'on enlève les échafaudages qui ont servi à la

bâtir et ne faut-il pas qu'on la regarde enfin toute seule? Une œuvre d'art est le symbole qu'a trouvé un artiste afin d'y incarner son rêve : symbole imparfait, si le rêve n'y apparaît pas clair et ostensible. Un tel symbole, l'artiste le substituait à lui-même : et, quoi! nous demandons encore l'artiste, sa présence, le bavardage de l'artiste, pour traduire le symbole?... N'est-ce pas une infirmité de l'œuvre d'art, qu'elle ne puisse se passer du continuel secours de l'artiste et de ses interprètes obligeans; secours médiocre, et signe de débilité, qui nous déplaît un peu comme déplaisent à certains esthéticiens les arcs-boutans gothiques, ces béquilles des cathédrales?... Ainsi pensais-je, irrité contre Sainte-Beuve et les potins dont il étaye l'œuvre d'art : et c'est une opinion, je l'avoue, à laquelle je ne renonce pas volontiers.

Mais aussi, la critique subit le tort des écrivains. Depuis un bon siècle et demi, les écrivains sont de plus en plus accoutumés à ne pas séparer d'eux leurs poèmes ou leurs romans, à ne pas couper les liens et les attaches de l'œuvre à eux. Ils laissent l'œuvre dépendante de leur esprit, en même temps que leur esprit, de moins en moins capable d'abnégation, se soumet plus docilement au hasard des conjonctures et au caprice des sens. La littérature devient plus sensuelle, après avoir été plus sensible; et tout ce qu'a d'impersonnel la raison, la littérature maintenant ne l'a pas. En outre, nous cédons à l'instigation d'un scepticisme impérieux qui fait qu'une idée, au lieu de la considérer elle-même, de la discuter et de la juger par le plus ou moins de vérité qu'elle contient, nous l'apprécions comme le trait d'un caractère, aimable ou non. De toutes manières, la personne de l'écrivain compte dans son œuvre. Chateaubriand le montre déjà, lui qui du reste montre à peu près tout ce que la littérature serait après lui. N'a-t-il pas consacré le meilleur de son génie à ses Mémoires? n'a-t-il pas dit que ses ouvrages et son activité politique étaient « les matériaux » de ses Mémoires? Et Vigny, son œuvre, il ne l'a point séparée de lui-même.

Cela étonne, parce qu'il était certes hautain, froid, taciturne, peu porté à la confidence. Ne le sût-on pas, on le devinerait à l'orgueil dont témoignent ses poèmes. Or, dans *l'Esprit pur*, quand il indique la différence de ses aïeux et de lui, de ses aïeux guerriers et chasseurs et de lui écrivain, nous lisons :

> Mais aucun, au sortir d'une rude campagne,
> Ne sut se recueillir...
> Pour graver quelque page et dire en quelque livre
> Comme son temps vivait et comment il sut vivre.

Dire dans un livre comment on a su vivre en son temps, voilà pour Vigny la tâche de l'écrivain. Ce vers signale très exactement sa volonté; il donne la clé de son œuvre. Toute l'œuvre de Vigny, c'est le drame de l'effort qu'il a dû accomplir, étant lui, pour trouver, dans le contact de son époque et de lui, la maxime de son existence. Les tentatives qu'il a faites, et qui composent les chapitres de son œuvre, sont les péripéties d'une vivante incertitude. Ainsi se joignent sa vie et son œuvre, l'une et l'autre vouées à un problème.

Né en 1797, Alfred de Vigny était de souche noble. M. Ernest Dupuy note que sa lignée ne remontait pas au delà du XVIe siècle, Charles IX ayant anobli en 1570 François de Vigny pour « services à lui rendus » ainsi qu'à ses « prédécesseurs rois; » et, quant aux ancêtres maternels, les Baraudin, ils dérivent d'un Piémontais, Emmanuel Baraudini, capitaine d'aventuriers, que le duc de Savoie anoblit en 1512 et que maintint en cette qualité François Ier. Bonne noblesse, au bout du compte, et que la famille vantait mieux encore. Le petit Alfred de Vigny, M. Ernest Dupuy nous le fait voir, joli enfant, visage fin, des yeux clairs, des cheveux blonds très soyeux, bouclés : il est assis sur les genoux de son père, un bonhomme assez entiché de sa noblesse et qui lui énumère les exploits de jadis. Léon de Vigny, le père, était chevalier de Saint-Louis et portait la croix anglée de quatre fleurs de lis qu'à l'heure de la prière, matin et soir, il tendait à baiser au jeune garçon. Vigny connaît d'abord et admire « l'attitude de ses ancêtres : » on l'invite à la garder. Toute sa famille qu'il a vue, la révolution l'a tourmentée. Il est un homme d'ancien régime, après l'effondrement de l'ancien régime. Il continue les nobles Vigny, les nobles Baraudin. Mais il succède aux jours de l'incrédulité : les livres qui tuent les croyances héréditaires, il les a lus. En outre, il a eu ses premières années dans la pauvreté, la misère; les incidens quotidiens lui enseignent la dignité du travail et du salaire acquis durement. Plus tard, il écrira : « Le travail est beau et noble. Il donne une fierté et une confiance en soi que ne peut donner la richesse héréditaire; bénis soient donc les malheurs d'autrefois ! » Au mois de juillet de l'année 1814, à dix-sept ans, il reçoit son brevet de gendarme de la maison du Roi. Ne dirait-on pas que, fort à propos, la tradition monarchique s'est renouée, pour rétablir dans ses conditions normales d'existence le bel adolescent, hier éperdu? Quand Alfred de Vigny part pour le régiment, sa mère lui remet en viatique une *Imitation;* elle y a inscrit ces mots : « A Alfred, son unique amie. » Le voilà, comme de longue date les Vigny, soldat au service du Roi. En 1816, il entre dans

la garde royale à pied, sous-lieutenant. Le 10 juillet 1822, il est promu lieutenant; il passe, en 1823, comme capitaine en premier, dans le 55e régiment d'infanterie. Que lui faut-il? et est-il content? A chaque instant, il demande des congés : deux mois en 1822, pour « affaires de famille; » trois mois, en 1824, et la prolongation d'un mois; à la fin de cette même année, trois mois encore, jusqu'au 20 mars 1825; alors, une prolongation; le 20 août, prolongation nouvelle; le 1er janvier 1826, nouveau congé qui sera, dit-on, le dernier; mais le 21 novembre 1826, nouveau dernier congé, le dernier vraiment, car le 13 mars 1827 le capitaine adresse au ministre de la Guerre sa démission. Que s'est-il passé? Lisons *Servitude et grandeur militaires :* « Vers la fin de l'Empire, je fus un lycéen distrait. La guerre était debout dans le lycée, le tambour étouffait à mes oreilles la voix des maîtres, et la voix mystérieuse des livres ne nous parlait qu'un langage froid et pédantesque. Nulle méditation ne pouvait enchaîner longtemps des têtes étourdies sans cesse par les canons et les cloches des *Te Deum.* Lorsqu'un de nos frères, sorti depuis quelques mois du collège, reparaissait en uniforme de housard et le bras en écharpe, nous rougissions de nos livres et nous les jetions à la tête des maîtres. Les maîtres mêmes ne cessaient de nous lire les bulletins de la Grande Armée et nos cris de : Vive l'Empereur! interrompaient Tacite et Platon. Nos précepteurs ressemblaient à des hérauts d'armes, nos salles d'études à des casernes, nos récréations à des manœuvres et nos examens à des revues... » Alors, le jeune Vigny sent en son cœur, plus fervent que jamais, l'amour de la gloire militaire. Il lui semble que la guerre est « l'état naturel » de la France. Il ne désira que de se jeter dans l'armée, comme dans le torrent qui emportait les âmes les plus frémissantes de l'époque. Eh bien! il eut cette aubaine d'entrer dans l'armée à dix-sept ans, et dans l'armée du Roi, selon la coutume de ses ancêtres. Quel est son déplaisir? En peu de mots, le voici : « J'appartiens à cette génération née avec le siècle, qui, nourrie de bulletins par l'Empereur, avait toujours devant les yeux une épée nue et vint la prendre au moment même où la France la remettait dans le fourreau des Bourbons. » Il fut soldat quand les soldats n'allaient plus être occupés; et ainsi l'armée n'alimenterait pas son appétit de l'action, fier appétit que la prodigieuse fièvre de l'Empire avait surexcité.

C'est bien le malaise de toute une génération française qu'Alfred de Vigny décrit comme le sien. *Servitude et grandeur militaires* est de 1835; l'année suivante parut *la Confession d'un enfant*

du siècle : et Alfred de Musset donne le même diagnostic, en termes analogues. Dans les derniers temps de l'ancien régime, une jeunesse florissait, à laquelle son ascendance avait préparé lentement ses conditions de vie, conditions matérielles, intellectuelles et morales. Tout cela, soudain, s'écroula : il ne resta que des décombres. Le génie de Napoléon fit, avec ces débris, un nouvel univers. Il ne l'inventait pas et il prenait au passé plus que des bribes. N'importe : il constitua ou il reconstitua une conscience française. Il l'anima d'un entrain superbe, la gloire. Il suscita les énergies ; et, pour les occuper, il ordonna une épopée resplendissante. Mais, en 1815, second désastre, pareil à celui que subirent les contemporains de la révolution. La France impériale était tout enflammée de victoire; la vie française ne paraissait plus destinée à autre chose : et tout à coup le foyer de ferveur s'éteignit. Les énergies que l'Empereur avait suscitées et qui n'étaient pas mortes avec lui, ne surent que faire. Un homme, parmi les grands aînés de cette jeunesse malheureuse, a compris ce terrible désarroi, un homme d'État dont il est possible qu'on veuille critiquer la politique (je ne sais), mais à qui n'échappait nulle contagion de mélancolie et de désir, Chateaubriand. A la jeunesse désœuvrée, en peine d'héroïsme, il a donné ce beau divertissement, la guerre d'Espagne. « La légitimité allait, dit-il, pour la première fois brûler de la poudre sous le drapeau blanc, tirer son premier coup de canon après ces coups de canon de l'Empire qu'entendra la dernière postérité! » Il avait senti la France s'ennuyer; il lui offrit le jeu dont elle était privée. Dans l'armée de la Restauration, le jeune Vigny s'ennuyait : « Chaque année, dit-il, apportait l'espoir d'une guerre; et nous n'osions quitter l'épée, dans la crainte que le jour de la démission ne devînt la veille d'une campagne... » Chateaubriand, le père des romantiques, accorde à l'un de ses fils cette guerre. C'est alors que le jeune officier quitte la garde royale pour entrer dans un corps plus actif. Il est capitaine en premier au 55e régiment d'infanterie, sous les ordres du colonel de Fontanges: il tient la gloire!... Son bataillon ne franchit pas les Pyrénées. M. Ernest Dupuy le trouve à Dax, Oloron, Pau, Bayonne; et deux fois Vigny est sentinelle au fort d'Urdoz. Ses camarades, les Taylor, d'Houdetot, Cailleux, Gaspard de Pons, en Espagne, se distinguent. Vigny, dans ses garnisons inutiles, trompe l'oisiveté en achevant son poème d'*Eloa*. Je le compare au jeune Chateaubriand qui, quarante-deux ans plus tôt, partant pour l'armée des princes, avait fourré ensemble dans sa giberne des cartouches et le premier manuscrit

d'*Atala* et qui, aux abords de Thionville, s'asseyant avec son fusil, relisait et corrigeait l'histoire poétique de sa fille sauvage. Mais, Chateaubriand, si l'armée des princes le déçut, que de plaisirs bientôt le tenteront, plaisirs de volupté, d'orgueil et le plaisir même de l'action, car nul échec ne l'en décourage! Vigny, dans ses garnisons méridionales, tout près de l'Espagne où la gloire est pour d'autres, écrit *Éloa :* il institue, pour son intime contentement, la foi nouvelle qui sera celle de toute sa vie ; il organise le rite quasi religieux de cette équivalence, la gloire militaire et la poésie.

Équivalence ou, plus exactement, substitution. Désormais, le capitaine de Vigny ne fera plus qu'être en congé, jusqu'au jour de sa démission. L'armée, où il avait placé tout son espoir, a trompé son attente. Elle lui a refusé ce principe d'une existence, qu'il cherchait. Et je crois qu'il ne l'aime plus; ou bien, s'il l'aime, c'est en souvenir de l'illusion qu'elle favorisait, en souvenir aussi de la souffrance qu'il endurait, souffrance où il la laisse. En l'abandonnant, il a pitié d'elle et, comme un gage de sa compassion, il lui tend le présent d'un beau linceul, pour y envelopper tous chagrins et regrets, le beau linceul fastueux de l'honneur. Remarquons-le encore, l'idée de l'honneur, telle que Vigny la propose dans la conclusion de *Servitude et grandeur militaires*, est la même qu'avait choisie Chateaubriand pour sa règle. « C'est une vertu tout humaine, que l'on peut croire née de la terre, sans palme céleste après la mort; c'est la vertu de la vie ; » et c'est la suprême vertu, celle que librement on décide de pratiquer, une fois les évangiles oubliés, une vertu catégorique et sans récompense. Parmi les notes précieuses que M. Fernand Baldensperger a jointes à une récente édition de *Servitude et grandeur militaires* (1), je lis ce fragment d'un brouillon : « Vous êtes ému, me dit-il. — Je pense à mes camarades, lui dis-je, qui vont mourir demain pour des princes qu'ils n'aiment guère, pour des idées qu'ils n'aiment point et des hommes qu'ils ne connaissent pas... » Chateaubriand, de même, parait sa vie d'une fidélité obstinée aux Bourbons qu'il n'aimait pas. Ses idées triomphaient aux journées de Juillet; mais il refusa leur triomphe et leur préféra l'honneur, dans la retraite consentie, avec l'immense amertume de l'incurie et de l'inutilité.

S'il embaume l'armée aux plis de ce linceul, Vigny s'est échappé. Il a, quant à lui, substitué à l'action le rêve, au service des armes la littérature. Et il exalte la littérature comme le service au-

(1) Premier tome de l'édition modèle des œuvres de Vigny que l'éditeur Conard est en train de publier.

guste de l'Esprit. *Servitude et grandeur militaires* fait avec *Stello* un diptyque où le poète est plaint et glorifié de même que le soldat. Puis, dans *la Flûte*, poème imparfait sans doute, Vigny a placé l'une de ses convictions les plus chères : l'éminente dignité de l'art et sa sublime sainteté, l'artiste ne fût-il que peu adroit et sur un instrument médiocre. Enfin, le 10 mars 1863, quelques semaines après la mort de Mme de Vigny et à quelques mois de mourir lui aussi, le poète écrit son dernier poème, *l'Esprit pur*. C'est, dit très justement M. Dupuy, son testament littéraire ; et c'est une « réponse stoïcienne » à la douleur, une « revanche de l'âme sur le corps et de l'esprit sur la matière. » C'est aussi l'affirmation de la croyance qui, après la déception militaire, a gouverné sa vie.

Seule croyance, avec le culte de l'honneur ; et, quant au reste, les poèmes de sa maturité sont tous de violentes déclarations de nihilisme. *Le Mont des Oliviers* nie toute religion ; *la Colère de Samson* nie tout amour ; et *la Mort du loup* commande la solitude et le silence.

La Colère de Samson date de 1839 ; et c'est le seul poème que Vigny ait composé à cette époque. Depuis la publication de *Servitude et grandeur militaires* en 1835, et jusqu'à l'année 1843, pendant sept ans, il n'écrit pas. Il voit mourir sa mère, il supprime de sa pensée (autant qu'il le peut) la Dorval, il se retire au Maine-Giraud : solitude et silence. Il pratique mentalement les rites de son nihilisme. Il imprime la collection de ses « œuvres complètes, » comme s'il avait à jamais fini de prononcer une parole.

Gémir, pleurer, prier est également lâche.
Fais énergiquement ta longue et lourde tâche
Dans la voie où le sort a voulu t'appeler,
Puis, après, comme moi, souffre et meurs sans parler.

Les poèmes qu'il écrira encore seront, en vers impérieux, les préceptes du silence et de la solitude. Mais, un jour, en 1844, toute sa poésie est en délire et chante : délire merveilleux, où la mélancolie est émue d'allégresse, où le désespoir est enchanté de musique, où la tendresse et la jalousie se confondent, où la volupté rayonne et où passent les idées naïves ou subtiles, pénétrantes comme des éclairs dans une nuit déjà illuminée d'étoiles. Il écrit *la Maison du berger*, poème tel qu'il n'en a pas écrit un autre et tel que, dans notre littérature, dans les autres littératures (je crois), il n'y en a pas d'autre ; poème étrange et dont la composition vous déconcerte ; poème dont les élémens ne sont pas arrangés selon la logique habituelle, et labyrinthe sans ténèbres, mais labyrinthe éblouissant pour lequel un fil

d'Ariane ne nous est pas donné; poème tout en prestiges où les idées sont des éclairs, et les larmes, des étoiles. Aucun poème ne marque plus hardiment sa suprématie désinvolte; en notre faveur et afin de nous aider à le suivre, le poète de *la Maison du berger* n'a rien fait: aucun poème n'est plus souverainement destiné à lui-même et à lui seul. Et il s'impose à nous comme une incantation magique. En vue de le déchiffrer, ce poème, les commentateurs sont ingénieux. D'abord ils ont cherché le nom d'Eva. Dorval, ou Mme d'Agoult? Louise Colet, peut-être : ô folie ! M. Ernest Dupuy s'est demandé naguère si Eva ne serait pas, très honorablement et par une idéale métamorphose, Mme de Vigny. A présent, il écarte son hypothèse et toute hypothèse de ce genre : la *Maison du berger* serait « un appel à la muse, » une « aspiration à rentrer en grâce auprès de l'immortelle poésie; » elle reprendrait et « retournerait » le thème des *Nuits* de mai, d'août et d'octobre, le poète cette fois secourant la poésie blessée. Avec beaucoup d'habileté, M. Dupuy commente ainsi le poème et, de vers en vers, y découvre le symbole. Mais, à mon avis, la *Maison du berger* est avant tout un poème d'amour: si je ne sais pas le nom de l'aimée, peu m'importe; un poème d'amour ardent, coupable et menacé; un poème d'un tel amour que cet amour prend et réalise en lui tous les sentimens, toutes les idées, voire esthétiques et métaphysiques du poète. L'art et l'amour, deux stratagèmes ou occasions de sortir de soi et de s'éterniser hors de soi dans un emblème, s'identifient. Eva est une Béatrice, et femme, non petite fille.

Après *la Maison du berger*, Vigny n'avait plus à écrire que l'*Esprit pur :* c'est le sceau qu'il met à son œuvre. Son œuvre tout entière est consacrée à la polémique du rêve et de l'action: il a vécu le plus poignant des évangiles, celui de Marthe et de Marie. Et, pour nous émouvoir, il a inventé dans la douleur cette équivalence d'une gloire et d'une autre; il a même affirmé, consolateur de son temps et du nôtre, la précellence de l'Esprit : et, s'il ne l'est plus, il a été le maître des jeunes hommes qui, ayant reçu la Défaite comme présent de berceau, ont dû chercher ailleurs que dans les exploits de la force l'orgueil indispensable de la vie.

Le Vigny que voilà, je ne le donne pas pour celui que M. Dupuy a peint, à la manière de Holbein, portrait complet, pareil au modèle et d'où j'ai tiré, comme du modèle, une esquisse, le trait d'une physionomie. Les grands poèmes et les grands rêves se colorent au gré de qui les regarde : et c'est leur vie, durable et variée.

ANDRÉ BEAUNIER.

REVUE SCIENTIFIQUE

LES ÉLOGES ET DISCOURS DE M. DARBOUX[1]

Certains hommes sont pareils à ces astéroïdes qui, dans les nuits de juillet ou de novembre, traversent le ciel nocturne comme des lances de feu : longtemps après qu'ils ont quitté notre atmosphère et repris dans l'abîme sidéral leur course anonyme, un bleu sillage phosphorescent dessine encore dans l'air leur trace fulgurante et prolonge pour nos yeux ravis leur présence abolie. Henri Poincaré fut de ceux-là. Non seulement, comme on l'a dit, la postérité pour lui avait commencé de son vivant, mais chaque jour son empreinte se profile davantage sur la route de tous ceux qui à tâtons cherchent ici-bas la vérité.

Il y a quelques jours, à la séance publique annuelle de l'Académie des Sciences, M. Darboux, secrétaire perpétuel de l'Académie, a prononcé l'éloge historique du grand disparu, et, tandis que la plus haute autorité de la science française rendait à Henri Poincaré ce suprême hommage, on sentait planer sous cette coupole vénérable une émotion haute et grave.

C'est que de toutes les voix qui se sont élevées pour célébrer le grand savant philosophe, il n'en est point sans doute qui aient mieux que celle de M. Darboux situé Poincaré dans l'histoire de la pensée humaine ; il n'en est point qui aient mieux dessiné sa douce figure ni marqué en termes aussi définitifs dans leur pure simplicité, son rôle dans la science et son attitude philosophique, si apaisante, si consolante même en sa mélancolie.

(1) *Éloges et Discours académiques*, volume publié par le Comité du Jubilé scientifique de M. Gaston Darboux, A. Hermann et fils, Paris.

A tous les traits qu'on nous avait déjà narrés du caractère d'Henri Poincaré, de ses distractions singulières, de sa vie harmonieuse, M. Darboux en a ajouté d'autres, qui ont le rare mérite d'être authentiques. Car on a bien exagéré naguère les distractions de Poincaré, et on lui en a même prêté, — on ne prête qu'aux riches, — que l'on retrouverait aisément, si on avait encore le temps de lire, dans les biographies d'Ampère, de Newton et de quelques autres.

Sur l'enfance et les débuts scientifiques de Poincaré, M. Darboux nous apprend des choses savoureuses et bien suggestives : celui qui devait être le plus grand mathématicien du monde manqua être refusé au baccalauréat pour sa composition de mathématiques. « Tout autre élève que lui, dit, en proclamant les résultats, le président du jury, qui heureusement le connaissait, eût été refusé pour cette composition. » A l'examen de Polytechnique, les examinateurs durent délibérer pour savoir si Poincaré serait reçu premier ou refusé : car il n'y avait pas d'autre alternative, Poincaré ayant eu un zéro en dessin. Le zéro étant éliminatoire, on daigna pourtant faire fléchir pour une fois la rigueur des règlemens. L'inaptitude de Poincaré pour le dessin comme pour tous les exercices physiques ou manuels était, si j'ose dire, prodigieuse, et cet exemple seul devrait suffire à faire réfléchir un peu ceux qui, passant d'une exagération à l'autre, n'attendent le relèvement de la France que de la « culture physique. » Il est vrai que « réfléchir » ne fait pas partie de cette culture. Quoi qu'il en soit, ces deux anecdotes que rapporte M. Darboux sont de nature à troubler les gens pour qui les examens en général et le baccalauréat en particulier ont encore tant de prestige.

Il nous faut malheureusement passer rapidement, à cause de leur caractère un peu ésotérique, sur les pages magistrales que M. Darboux, consacre aux travaux purement mathématiques de Poincaré. Pourtant dans cet hommage du plus grand géomètre vivant à une œuvre transcendante, les esprits les plus réfractaires aux somptueuses beautés de l'abstraction déductive glaneront mille remarques fines et délicates; ils comprendront, en les lisant, que pour être géomètre, on n'en est pas moins parfois homme d'esprit. Ils y goûteront l'art raffiné et difficile de décrire, dans le langage de tout le monde, la quintessence de ces vérités subtiles que le vulgaire croit à tort exclusivement réservées à la langue algébrique. Quant aux mathématiciens, ils auront ce régal de voir M. Darboux semer son discours, comme en se jouant, de quelque théorème nouveau et profond.

Parmi les faits trop peu connus que signale en passant M. Darboux,

il en est un qui est particulièrement important pour l'histoire de la science : c'est que Poincaré fut en réalité le véritable initiateur de ces recherches sur la radio-activité, qui devaient immortaliser Becquerel et Curie et révolutionner toutes nos notions. En effet Poincaré avait eu, par une sorte d'éclair de génie, l'intuition de l'existence de cette fabuleuse propriété des corps : la radio-activité, et c'est à la suite de ses suggestions et sur ses conseils que Becquerel entreprit ses mémorables expériences.

***

Cette notice sur Henri Poincaré,— dont il faudrait tout retenir, car elle est de ces choses gonflées de pensée dont l'analyse est toujours une mutilation, — cette notice complète d'émouvante façon la série d'éloges et de discours que les admirateurs de M. Darboux ont récemment, à l'occasion de son jubilé, réunis pieusement en un volume. Volume précieux et réconfortant à l'heure où tant de creuses fadaises font gémir les presses d'imprimerie, volume riche de substance où l'historien, le savant, le psychologue, l'amant fervent du simple et beau langage, trouveront à glaner, et qui mêle subtilement en un même bouquet toutes les fleurs trop souvent disjointes que peuvent produire l'esprit géométrique et l'esprit de finesse. Mais Pascal lui-même ne fut-il pas la preuve la plus fameuse que ces deux sortes d'esprits ne sont point toujours séparés?

C'est un art singulièrement délicat que celui de l'Éloge académique. A l'Académie française, comme chacun sait, tout nouvel élu fait l'éloge de son prédécesseur. Rien de pareil à l'Académie des Sciences. On n'y connaît point la solennité éloquente et si parisienne de la « réception. » Le nouvel élu se contente, sur l'invitation du président, de s'aller modestement asseoir sur un de ces sièges qu'on a appelés, je ne sais pourquoi, des fauteuils. Pourtant, depuis que Fontenelle en a créé la tradition, il est d'usage que le secrétaire perpétuel de l'Académie prononce à quelque séance annuelle l'éloge de l'un des disparus. Tous ceux-ci n'ont point cet honneur, ils sont trop, hélas ! chaque année pour que l'éloquence d'un seul homme y puisse suffire; mais du moins est-on assuré que, par la sélection qui forcément s'impose à lui, seuls les savans véritablement hors de pair obtiennent l'éloge du secrétaire perpétuel. Après Fontenelle qui s'acquitta avec un esprit inimitable de cette fonction, et dans ce style précieux qui semble tout poudré de riz comme un marquis du XVIIIe siècle; après d'Alembert, dont la gravité plus austère ne suffisait

pas à cacher les agrémens de fin lettré; après Condorcet, dont l'âme sensible se reflétait tout entière dans une éloquence gracieuse et touchante; après Arago, si simple et si lucide; après Joseph Bertrand, M. Darboux a trouvé le moyen de renouveler un genre difficile dans une forme qui eût charmé ses illustres prédécesseurs et qui les continue dignement.

Mais, dans ces vies des hommes supérieurs écrites par l'un d'eux, il ne faut pas chercher seulement le plaisir un peu sensuel que donne l'éloquence. Un idéal plus haut s'y attache : ressusciter l'image de ceux qui ont fait progresser l'esprit humain de telle sorte que la formation de leur esprit, la genèse de leurs découvertes, les luttes qu'ils ont dû subir éclairent d'un jour nouveau les voies confuses de l'avenir. Dans le bel ouvrage si suggestif que vient de consacrer aux « grands hommes, » et plus spécialement aux grands hommes de science, le physicien allemand Ostwald, et où il a étudié un certain nombre d'entre eux en tant que phénomènes naturels, si j'ose dire, l'auteur rapporte une conversation qu'eut un jour avec lui un Japonais, sur l'ordre de l'Administration de l'Instruction publique de son pays. Ce Japonais lui demanda comment on pouvait reconnaître le plus tôt possible qu'un enfant deviendrait plus tard un homme distingué. Il n'est guère pour toutes les nations de questions qui présentent un intérêt pratique plus considérable. Après y avoir longuement réfléchi, Ostwald répondit que l'homme distingué se reconnaîtra à ce qu'il n'est pas satisfait de ce que lui offre l'enseignement normal. C'est en étudiant à fond la vie des grands hommes qu'Ostwald fut amené à cette remarque; c'est en l'étudiant que nous éviterons de commettre aussi souvent qu'on le fait, par incompréhension, le crime de dessécher dans sa fleur un génie naissant Enfin en nous dévoilant les angles qui, dans notre organisation sociale, dans nos institutions d'enseignement ou de recherche, ont meurtri le plus cruellement les hommes supérieurs, le récit de leur vie nous montrera ce qui, dans ces institutions, doit être réformé ou amélioré pour le progrès de la haute culture nationale. Si l'étude du passé est, comme l'a dit Joseph Bertrand, le guide le plus sûr de l'avenir, il n'est sans doute, dans cette petite science conjecturale de l'histoire, rien de plus fondamental que l'histoire des grands hommes; et la vie d'un seul d'entre eux, d'un seul Poincaré, d'un seul Pasteur, est mille fois plus importante que l'histoire animale, contingente et sans objet de ces centaines de millions d'êtres atones qui furent sur cette planète comme s'ils n'avaient jamais été.

A ce titre, comme à beaucoup d'autres, les *Éloges* historiques de M. Darboux sont une des lectures les plus attachantes qui soient.

***

La plus profonde des études historiques de M. Darboux, la plus fouillée, celle où il a mis sans doute le plus de son âme est consacrée à Joseph Bertrand, qui fut son prédécesseur immédiat à l'Académie, et son maître. En la lisant, nous avons senti revivre et s'animer, par la magie des mots, cette figure spirituelle, vive, puissante, narquoise et bonne tout à la fois, qui a tenu tant de place dans les sciences et les lettres françaises et dans cette revue même, dont Joseph Bertrand fut jusqu'à sa mort le fidèle collaborateur.

La précocité intellectuelle de Bertrand, — bien plus prodigieuse que celle tant vantée de Pascal, — et qui, à l'âge de onze ans le rendait apte à entrer second à l'École polytechnique, la façon dont son éducation fut menée par des parens intelligens, en marge de la routine des lycées, sa mémoire stupéfiante, sa façon souvent si originale de travailler, — il découvrait un jour dans la rue un théorème remarquable que ses élèves appelèrent en cet honneur le théorème de la rue Saint-Jacques, — tout cela M. Darboux le fait revivre intensément. Le récit de la vie de Bertrand, l'exposé de ses découvertes scientifiques et de ses travaux littéraires n'est pas moins attachant On pourrait appliquer à toute cette étude la belle image par laquelle M. Darboux caractérise l'éloquence de son prédécesseur : « La clarté qu'il apportait dans son exposition n'était pas celle de la lampe du mineur qui se porte successivement et péniblement dans tous les recoins. C'était la pure lumière du soleil, baignant toutes les parties du sujet, éclairant les sommets, mettant en évidence les rapports mutuels des choses. »

A propos des élèves préférés de Joseph Bertrand, M. Darboux nous conte l'histoire vraiment tragique de l'un d'entre eux, Émile Barbier qui, interné à l'hospice de Charenton à cause du déséquilibre de sa raison dont il avait lui-même conscience, n'en continuait pas moins à envoyer à l'Académie des Sciences des communications ingénieuses et fines, riches en découvertes mathématiques auxquelles l'Académie décernait chaque année le prix Francœur. Est-il rien de plus douloureux, de plus énigmatique aussi, que la destinée de cet homme, qui dans le royaume le plus élevé de la *raison pure*, dans celui où tout n'est qu'ordre, harmonie, logique, équilibre, se montre transcendant, tandis que sa pauvre *raison pratique* sombre dans la folie? L'exaltation

religieuse de Barbier, les jeûnes répétés qu'il s'imposait et qui le conduisirent au tombeau, contribuent à en faire une figure pleine d'étrange et mystique beauté. « Au moyen âge, ajoute M. Darboux, il eût été vénéré comme un saint. »

Je voudrais pouvoir guider mes lecteurs dans l'exposé que fait M. Darboux des résultats mathématiques obtenus par Bertrand, comme aussi, — à d'autres endroits de ce volume, — de ceux qu'ont découverts d'autres grands géomètres, Hermite notamment. L'espace dont je dispose me l'interdit. En parcourant ces pages lucides qui ont, comme l'a écrit le grand mathématicien allemand Jahnke, la clarté du cristal, le plus réfractaire à la mathématique sera surpris et ravi de comprendre ces choses abstraites. Quant aux démonstrations mêmes de ces résultats, elles sont, comme Bertrand lui-même le disait à propos d'un travail de Galois, très faciles à comprendre, puisqu'il suffit de consacrer un mois ou deux à chacune sans penser à autre chose.

Quant à ceux qui reprocheront aux prêtres des mathématiques transcendantes d'être incompréhensibles pour le commun des mortels et de planer à des hauteurs où la popularité et la faveur même du vulgaire n'atteint pas, M. Darboux a prononcé à leur intention un plaidoyer de trop d'esprit pour qu'on ne me permette pas d'en citer ici quelques lignes : « La terre de France a toujours été fertile en géomètres ; mais ils seraient les premiers à regretter que tout le monde perdît un temps précieux à se mettre en état de comprendre leurs recherches. D'ailleurs les mathématiques, cela n'est que trop certain, emploient un langage et des formules dont l'étude exige un apprentissage long et difficile. Mais cette différence qui les séparait autrefois des autres sciences, disparaîtra rapidement, vous pouvez en être assuré. Pour moi qui, dans ma jeunesse, pouvais lire un travail de chimie ou de biologie, je vois arriver le moment où les sectateurs de chaque science seront protégés contre l'intelligence des simples mortels par une série de néologismes tout à fait comparables à nos formules algébriques. A ce moment, les géomètres conserveront toujours leur réputation bien justifiée d'être difficilement accessibles ; mais les autres savans la partageront. Il faudra des traducteurs pour toutes les sciences comme pour toutes les langues. » Et goûtez encore ceci : « Ces obstacles qui se dressent au seuil même des études mathématiques isolent quelquefois et chagrinent les géomètres. Mais je dois dire que nous avons des compensations. S'il est difficile de nous comprendre, il est plus difficile encore de nous critiquer. Quelques-uns

mêmes nous admirent de confiance, et, naguère, un de nos meilleurs écrivains parlait avec une éloquence, une netteté, une propriété dans les termes qui ont excité mon admiration de ce monde du nombre et de la forme dans lequel nous sommes seuls, dit-il, à pénétrer. »

Tout cela est semé d'anecdotes qui mettent un sourire dans la lecture de ces pages si fortement pensées. En voici deux relatives à Joseph Bertrand. La première est plaisante. En 1870, alors que Bertrand était de garde au bastion, « l'amiral commandant le secteur de la rive gauche avait coutume de visiter à cheval le front qui lui était confié. Il réunit un jour tous les hommes présens à la batterie et commença par les remercier de leur zèle ; puis, les confondant sans doute avec quelques-uns de leurs voisins des autres bastions, il termina son allocution en disant : « Et surtout, mes amis, il ne faut pas « boire. » Bertrand qui prenait plaisir à raconter cette anecdote ajoutait avec son fin sourire : « Je crois bien qu'il regardait de mon côté. » — L'autre est plus grave et réconfortante : « Par une triste nuit de janvier, au milieu du sifflement des obus, les compagnons de rempart de Bertrand échangeaient les réflexions les plus désespérées. L'avenir était sombre : qu'allait-il advenir de notre pays ? Une des personnes présentes prononça alors ces simples paroles : « J'ignore ce qui nous attend, mais, quelle que soit l'épreuve, nous saurons la traverser et lui survivre. Nous sommes la France ; cela me suffit. » Et M. Darboux ajoute : « Que de choses en ce peu de paroles ! »

L'action bienfaisante qu'eut Bertrand dans ses lourdes fonctions de secrétaire perpétuel de l'Académie est admirablement caractérisée par M. Darboux, qui la résume dans ces mots : « Il était vraiment la loi vivante de l'Académie. » La belle et douce fin de Joseph Bertrand nous est enfin dépeinte en termes émouvans ainsi que les honneurs qui parèrent le déclin de sa vie. Il eut une de ses grandes joies le jour où l'Académie française l'appela à elle, fidèle à sa tradition ancienne d'avoir dans son sein un des hauts représentans de la science française.

***

Parmi les autres grands hommes, mathématiciens, géographes, physiciens à qui M. Darboux a consacré ces éloges, il est une figure particulièrement belle de patriote et de savant, celle du général Charles Meusnier de Laplace, né à Tours en 1754, mort héroïquement en défendant Mayence en 1793. Ce qui donne aux pages qui lui sont

consacres un intérêt d'actualité tout particulier, c'est que Meusnier fut un des précurseurs les plus importans de cette « double conquête de l'air, » comme dit M. Darboux, à laquelle assiste notre époque. Issu d'une vieille famille de robe de la Touraine, Meusnier fit ses études à l'École du génie de Mézières, dont il sortit, comme le grand Carnot, officier du génie. Peu après, il avait vingt-deux ans, il publie un *Mémoire sur la théorie des surfaces* dont plusieurs résultats sont restés classiques en géométrie et suffisent à rendre son nom immortel. Ce travail frappa à tel point l'Académie que d'Alembert s'écria en l'écoutant : « Meusnier commence comme je finis. » Et du coup, l'Académie des Sciences l'élut comme correspondant à un âge où tant d'autres sont encore sur les bancs de l'école. Il prit, peu après, une part prépondérante à la construction de la rade fortifiée de Cherbourg (1); il y lutta avec une énergique probité contre les malversations qu'il découvrit dans l'entreprise dont était chargé Dumouriez, qui depuis...

A cette époque, l'Académie des Sciences obtint du gouvernement que le jeune officier aurait chaque année un congé de six mois, pour poursuivre à Paris ses travaux scientifiques. Voilà une faveur que l'Académie aurait sans doute peine à obtenir aujourd'hui dans un cas analogue. Loin de moi l'idée d'en vouloir tirer argument contre l'abus démocratique de la réglementation égalitaire. Mais le cas de Meusnier a prouvé que, même en matière de science, le « fait du prince » a parfois du bon. On en jugera par les résultats qu'obtint Meusnier : en 1784, peu après la découverte des frères Montgolfier, le surlendemain du jour où le physicien Charles, qui eut l'idée de gonfler un ballon à l'hydrogène, s'élevait pour la première fois dans un de ces ballons, Meusnier lisait à l'Académie des Sciences un mémoire qui marque une étape décisive dans l'histoire de l'aérostation; car il y étudie, d'une manière qui est restée définitive, les conditions de manœuvre et de flottabilité des ballons, et y expose sa découverte du *ballonnet à air*, qui permet de faire monter ou descendre le ballon sans perdre de gaz et sans jeter de lest. Le *ballonnet à air*, qui est aujourd'hui l'organe essentiel de tous les aérostats et permet d'une part d'assurer leur invariabilité de forme si nécessaire dans les dirigeables, d'autre part d'être maître de leur stabilité verticale, est resté long-

(1) C'est à cette occasion, et dans le dessein d'alimenter d'eau potable une des îles de la rade, que Meusnier inventa une machine permettant de distiller l'eau de mer, sans frais de combustible et au moyen du vide, qu'on obtenait par le mouvement même de la marée.

temps oublié comme tant d'autres découvertes de Meusnier, et il n'a plus reparu qu'en 1870 dans le projet de dirigeable de Dupuy de Lôme. Enfin Meusnier eut le premier trois idées, qui, depuis, ont fait le chemin que l'on sait dans la navigation aérienne : donner au ballon pour le diriger la forme d'un ellipsoïde allongé; le munir d'une nacelle construite pour pouvoir flotter dans le cas où l'on serait forcé de descendre en pleine mer; enfin propulser le ballon par le moyen de rames en forme d'hélices (dans la pensée de Meusnier ce devaient être les hommes d'équipage qui manœuvreraient les rames). On conçoit toute l'importance qu'ont, pour l'histoire de la navigation aérienne, ces données nouvelles que nous devons à M. Darboux. Si on y ajoute les découvertes chimiques de Meusnier, celle notamment qui lui fournit un critère décisif, par l'analyse de l'eau, entre la nouvelle chimie de Lavoisier et celle du phlogistique, on comprendra le jugement de Monge qui considérait Meusnier « comme l'intelligence la plus extraordinaire qu'il eût jamais rencontrée. »

La carrière militaire de Meusnier nous fait voir tout ce que l'art de la guerre peut tirer du secours des sciences exactes. En 1786, alors qu'il était encore lieutenant et déjà membre de l'Académie des Sciences, son chef écrivait : « J'aperçois une grande disproportion entre Meusnier et le grade de lieutenant. » Nous avons connu, depuis, d'autres cas d'analogues disproportions. L'existence de soldat de Meusnier, sa mort héroïque devant Mayence, où il mourut d'un biscaïen dans d'atroces souffrances, supportées si noblement qu'un de ces compagnons d'armes a pu dire : « Lui seul était serein, lui seul ne versait pas de larmes, » tout cela a inspiré à M. Darboux des pages pleines de mâle et haute émotion.

***

Ce qui contribue à donner à ce volume son accent si particulier où l'on sent comme un frémissement de vie, c'est que son auteur n'est pas seulement un profond géomètre qui, dans les pures abstractions de la mathématique, a vu flotter des formes harmonieuses et nouvelles, mais étrangères à la vie. Il est aussi un homme d'action, à qui le beau mot de Térence peut s'appliquer; et c'est pourquoi il sait si bien, par mille liens invisibles et tenaces, unir l'histoire du passé défunt aux choses actuelles, à celles où nous vivons, à toutes celles aussi dont nous mourons.

Dans son éloge de Henri Poincaré, M. Darboux a écrit : « Il n'était

pas né pour être administrateur. Il préférait, *et il avait bien raison* (1), poursuivre les travaux de haute envergure qui ne cessaient de le préoccuper. » Que de mélancolie contenue dans ces quelques mots de celui qui, depuis tant d'années, a eu dans la science française la fonction la plus lourde en charges administratives ! Certes, l'orgueil de pétrir et de diriger les hommes et les choses, quand on n'a en vue que le progrès, est doux aux âmes hautaines ; mais la joie d'être un remueur d'hommes ne vaut peut-être pas comme intensité l'âpre tête-à-tête avec la fuyante vérité : celle-ci pourtant, dans son corps à corps avec le chercheur, finit toujours par échapper, mais, les lambeaux de sa robe divine qu'elle abandonne parfois aux mains qui la poursuivent sont assez beaux pour abolir toutes les autres joies. Entre tous ceux qui ont goûté les voluptés de l'action et celles de la découverte, il n'en est guère qui ne gardent à celles-ci une préférence. Napoléon lui-même, « ce membre de la section de mécanique, comme dit M. Darboux, qui a fait aussi quelque bruit dans le monde en dehors de l'Institut, » l'homme d'action par excellence, n'a-t-il pas dit, un jour qu'il recevait l'Académie des Sciences : « J'ai voulu connaître ce qui me restait à faire pour encourager vos travaux, *pour me consoler de ne pouvoir plus concourir autrement à leur succès.* » — Pourtant le regret que nous devinons chez M. Darboux, nous ne le partageons pas. Il est heureux que les hommes comme lui descendent parfois de leur tour d'ivoire, pour veiller sur les tours d'ivoire des autres et les défendre contre les termites malfaisans qui si souvent les sapent à la base. Cette part de sa vie qu'il a arrachée à la géométrie supérieure, à ses travaux si riches en découvertes sur les systèmes triples orthogonaux, sur la déformation des surfaces, le haut enseignement des sciences dans notre pays lui doit sa rénovation. Il est bon que nos hautes institutions scientifiques ne soient pas toujours dirigées par des bureaucrates, par des administrateurs sans surface scientifique. Ceux-ci ont trop de tendance à oublier ces principes que M. Darboux a si bien exprimés : « La recherche doit être libre et l'esprit doit pouvoir souffler où il veut. Rien n'est plus funeste que les entraves mises à la liberté du savant... Il lui faut cette indépendance qui est le premier bien et le premier besoin du chercheur. » Pareillement M. Darboux ne veut pas que les Académies remplissent seulement le rôle de chambres d'enregistrement. Il leur appartient « de maintenir la porte ouverte sur le monde extérieur,... de prendre auprès du gouvernement

(1) C'est nous qui soulignons.

les initiatives que réclame à chaque instant l'état perpétuellement changeant de la science; de l'éclairer toutes les fois qu'il le désire. » Malheureusement, même dans ce dernier cas, — on l'a vu récemment lors de l'adoption de la pièce de 25 centimes contre l'avis de l'Académie des Sciences, qui la rejeta comme contraire à l'unité du système métrique, — on ne défère pas toutes les fois qu'il le faudrait à ses avis. Ces idées si simples et si larges, M. Darboux les a continuellement appliquées dans ses hautes fonctions, et aussi dans la fondation de ces grandes entreprises internationales auxquelles il a pris une part prépondérante, comme l'Association internationale des Académies, et, plus récemment, l'Association internationale de l'Heure. Dans cette dernière entreprise, fondée il y a quelques semaines à peine par une conférence diplomatique qu'il présidait, c'est à son tact courtois et ferme, à ce que M. Barthou, alors président du Conseil, a si bien appelé « sa douce énergie, » que l'on doit d'avoir, en dépit d'obstacles soulevés par des susceptibilités nationales délicates, obtenu des résultats qui sont un honneur pour la France. Par tout cela l'auteur du volume que nous étudions a servi la science non moins que par les découvertes qui, dans le monde transcendant et pur des formes idéales, ont fait de lui, comme le lui disait Henri Poincaré, « un créateur d'idées, un pionnier scientifique, un des classiques de la géométrie. »

***

Le style de M. Darboux mériterait à lui seul une longue étude. Il est, si j'ose dire, rectiligne et clair, net, concis, élégant, généralisateur comme sa géométrie. On le sent dédaigneux de tout ce qui est pure forme, littérature sans pensée, vêtement sans corps. Nous en avons déjà donné des exemples. La seule recherche qu'on y peut découvrir est celle de la simplicité. De là cette netteté de médaille, cette concision presque latine, et en tout cas bien classique, de certaines de ses phrases. Parfois, pourtant, on y découvre des images, mais si simples, si lucides, si adéquates aux idées qu'on en oublierait presque qu'elles sont belles tant elles sont justes. Lisez celle-ci : « La science procède, comme Dante dans son poème, par cercles successifs. » Et cette autre à propos des grandes entreprises scientifiques internationales : « Ces œuvres internationales me paraissent jouer dans les relations des peuples le rôle de ces pilotis que l'on enfonce dans les terrains dangereux et mouvans. Quand ils sont en assez grand nombre, on peut construire au-dessus des édifices durables et solides. » Et ceci encore

sur le même sujet, et sur l'indépendance relative que doit cependant garder chaque nation dans ces entreprises : « Il faut donc que chaque peuple y conserve son génie propre, ses méthodes particulières, qu'il s'applique à développer les qualités qu'il a reçues ; de même qu'il importe que, dans un orchestre, chaque instrument exécute de la manière la plus parfaite avec son timbre propre la partie qui lui est confiée. Mais, en science comme en musique, un accord entre tous les exécutans est une condition nécessaire. »

En parcourant ce volume où la pensée robuste et profonde est habillée d'une si claire étoffe, on sent que la race n'est point morte de ces grands encyclopédistes de la Renaissance et du XVIIIe siècle, qui savaient marier harmonieusement les richesses de l'idée avec l'art de bien dire.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Quelque opinion qu'elle ait d'un ministère, il n'est pas dans les habitudes parlementaires qu'une Chambre le renverse dès le lendemain de sa naissance : elle veut le voir à l'œuvre, elle lui accorde toujours un certain répit. On peut regretter cet usage, mais il est établi. M. Doumergue a donc affronté sans péril les interpellations qui lui ont été adressées : il s'est contenté d'une affirmation qui lui a suffi jusqu'ici pour répondre à toutes les questions qu'on lui a posées, à savoir qu'il était républicain et qu'il ne consentirait à gouverner qu'avec la majorité du parti républicain. On peut trouver cette éloquence un peu sommaire, mais M. Doumergue a raison de s'y enfermer, puisque la Chambre s'en contente et qu'il serait sans doute imprudent pour lui d'en sortir.

Il n'a eu pourtant, le premier jour, qu'une faible majorité, les 75 socialistes unifiés s'étant abstenus de prendre part au vote. Rien de plus naturel que cette abstention, de plus logique, de plus conforme aux principes : les socialistes étaient en droit de croire, après tout ce qui s'était dit, que le nouveau ministère, s'il ne se prononçait pas tout de suite et résolument contre la loi de trois ans, ne manquerait pas d'en faire ressortir le caractère provisoire et s'orienterait vers le retour au service réduit. Le gouvernement ne l'a pas fait. Sans doute il a parlé de la loi militaire sans enthousiasme, mais il a dit que c'était la loi, et qu'il l'exécuterait loyalement. Ce n'est pas ce qu'attendaient les socialistes, ni même sans doute la majorité des radicaux : toutefois, ils se sont divisés au moment du vote. Les premiers n'y ont pas pris part, ils ont gardé leurs bulletins serrés dans leurs boîtes comme des armes de réserve ; les seconds ont voté pour le Cabinet, affectant de croire qu'il n'était qu'à demi sincère, qu'il ne fallait pas prendre son langage au pied de la lettre et que sa

volonté, si vraiment il en avait une, ne tiendrait pas longtemps contre la pression à laquelle ils la soumettraient. Au surplus, cette pression ne s'exercera que plus tard: pour le moment, la consigne est de se comporter comme dans la chambre d'un malade, avec le moins possible de mouvement et de bruit. Il paraît que, dans un de ses discours, M. Caillaux, sans le nommer, mais en le désignant clairement, a traité M. Briand d' « endormeur. » Aucun mot ne s'applique mieux au ministère actuel et à ses amis; ils voudraient pouvoir endormir toutes les questions jusqu'aux élections prochaines: mais qui sait si quelque événement imprévu ne les réveillera pas en sursaut? Quelque bonne volonté qu'on y mette, on ne peut pas toujours vivre dans l'inertie et dans l'équivoque, et la Chambre elle-même pourrait bien avoir tout d'un coup des exigences auxquelles le gouvernement n'est pas préparé. A propos de la loi électorale par exemple. Après avoir entendu la déclaration ministérielle, qui a paru plus banale, plus vide, plus plate que le genre ne le comporte, — et Dieu sait pourtant à quelles confections il nous a habitués! — la Chambre a demandé au gouvernement des explications plus précises et a renouvelé, avec une majorité qui n'a pas fléchi, ses votes antérieurs en faveur du scrutin de liste avec représentation des minorités. Le gouvernement a paru alors être d'accord avec la Chambre; mais quand il a été en présence de la Commission du Sénat, qui est d'un avis contraire, c'est envers elle qu'il s'est montré complaisant. En réalité, le gouvernement n'a aucune idée, ou du moins il n'en a qu'une qui est de gagner du temps. Mais la Chambre s'y prêtera-t-elle et, si elle tient vraiment à la réforme, comme ses votes réitérés le donnent à croire, se laissera-t-elle acculer à l'impossibilité de la faire à force d'ajournemens successifs?

Veut-on avoir un autre exemple de la faiblesse du ministère et de la facilité avec laquelle il flotte et vacille sur l'élément parlementaire sans prétendre le dominer? La question de l'augmentation des soldes militaires nous le fournira. L'insuffisance de ces soldes ne saurait faire doute aux yeux des hommes de bonne foi : nous payons misérablement nos officiers et nos sous-officiers, ce qui, vu la cherté toujours plus grande de la vie, explique la difficulté croissante que nous éprouvons à les recruter. Cependant le parti radical-socialiste n'est pas favorable au relèvement des soldes, et M. Caillaux, dans le discours qu'avant d'être ministre il a prononcé sur la situation financière, a signalé le danger qu'il y apercevait. Arrivé au pouvoir, le parti radical-socialiste a vu les choses autrement; le ministère a

reconnu tout de suite l'obligation qui s'imposait à lui de relever les soldes et nous l'en félicitons. Il a cependant, et ici nous cessons de le féliciter, arrêté les relèvemens au grade de général de division : mesure détestable à coup sûr, mais, puisqu'on l'avait adoptée, encore aurait-il fallu s'y tenir. La Chambre ne l'a pas fait, elle a étendu la mesure aux généraux de brigade. Il est pourtant impossible d'être plus clair que ne l'a été le nouveau ministre de la Guerre, M. Noulens, lorsqu'il a expliqué qu'un général de brigade, étant donné les charges qui lui incombent, serait en réalité, si sa solde n'était pas augmentée, dans une situation matérielle inférieure à celle où il était comme colonel. Il a cité des chiffres qui mettent cette vérité hors de doute. La Commission de l'armée l'a fortement appuyé et son président, M. de Montebello, a adressé à la Chambre les adjurations les plus pressantes pour obtenir d'elle un vote favorable. Peine perdue : les généraux de brigade ont été exclus, avec les généraux de division, du bénéfice de la loi nouvelle. Un tel vote montre à quelles influences la majorité obéit et quelle médiocre autorité le gouvernement a sur elle.

Aussi les séances de la Chambre deviennent-elles de plus en plus insignifiantes, et nous n'aurions rien à dire des vaines interpellations qui ont été adressées au ministère, si M. Briand n'y était pas intervenu par une interruption qui a presque pris le développement d'un discours et a produit une impression profonde. Nous avons dit plus haut que M. Briand avait été traité d'« endormeur » par M. Caillaux. Pourquoi? Parce qu'il est partisan de la politique d'apaisement. C'est ce que les radicaux-socialistes ne lui pardonnent pas. La vie politique leur apparaît en effet comme un champ clos où on s'injurie et où on se donne des coups, ce qui est, à les en croire, la condition même du progrès. M. Briand en a une autre conception et, comme elle plaît mieux que celle des radicaux-socialistes aux modérés et même aux réactionnaires, on l'accuse de s'appuyer sur ces derniers, d'avoir fait un pacte avec eux, de conduire la République à sa perte. Il a fini par perdre patience et d'abord dans l'interruption parlementaire dont nous avons parlé, ensuite dans un grand discours, qu'il est allé prononcer à Saint-Étienne, son pays électoral, il a très nettement opposé sa politique à celle des radicaux. Nous sommes loin d'approuver, dans le passé, tous les détails de cette politique. Pour mieux repousser le reproche d'être d'accord avec la droite, M. Briand s'est enorgueilli d'avoir soutenu fidèlement le ministère Combes et d'avoir fait voter par la Chambre la séparation des Églises et de l'État et la loi

de dévolution des biens ecclésiastiques. Ces souvenirs, fièrement évoqués, ne lui ramèneront pas une seule voix à gauche, pas plus d'ailleurs qu'ils n'en feront perdre une seule à M. Caillaux, qui a voté, paraît-il, contre le ministère Combes et contre la séparation de l'Église et de l'État. Nous l'avions oublié, tant on oublie vite en France, ou plutôt nous n'y songions plus. Certains hommes changent aujourd'hui avec une si prodigieuse rapidité qu'on ne peut pas les suivre dans leurs métamorphoses et qu'on les prend pour ce qu'ils sont au moment présent sans se préoccuper de ce qu'ils ont été dans le passé ni de ce qu'ils seront peut-être dans l'avenir. Les radicaux font ainsi pour M. Caillaux et les modérés pour M. Briand. Il y a d'ailleurs, chez ce dernier, un accent généreux, une attitude courageuse qui font naître la sympathie.

D'où lui viennent les sentimens qu'il inspire aujourd'hui, il s'en est fort bien rendu compte et il l'a dit à Saint-Étienne : on lui sait gré d'avoir prononcé, répété plus vigoureusement, accentué avec une force toujours croissante un certain nombre de paroles où on a vu l'indication d'une politique nouvelle, qui s'est trouvée correspondre au vœu du pays. Il a été la voix qu'on attendait. Le pays était fatigué, excédé, écœuré, dégoûté de la politique de coteries locales qui s'est manifestée dans nos communes sous la forme de la plus odieuse tyrannie. Ce dont on accuse le parti radical-socialiste, c'est d'avoir mis toute l'action administrative et gouvernementale au service de cette politique, la plus basse de toutes, que M. Millerand a un jour, à la tribune, qualifiée d'« abjecte » et qui, lorsqu'on a su qu'elle avait sali l'armée elle-même, a failli déshonorer la République. Nous ne rappellerons pas à M. Briand que l'initiateur de cette politique a été M. Combes et qu'il a soutenu M. Combes : il nous suffit qu'il la réprouve maintenant. Pourquoi les réactionnaires eux-mêmes vont à lui, il l'a expliqué dans son discours. — C'est, a-t-il dit, parce qu'ils ont senti que l'opinion était avec moi et qu'ils ont voulu être avec l'opinion. — Soit : cette explication en vaut une autre. M. Briand ne peut pas empêcher ceux qui pensent comme lui de lui donner raison et si tant de gens divers lui donnent raison, depuis des radicaux-socialistes, qui se détachent de leur groupe, tout en voulant rester de leur parti, jusqu'à des réactionnaires avérés, il faut bien croire, comme il le croit lui-même, que c'est parce que le pays est avec lui. On aime aussi ce qu'il y a de résolu dans son attitude. Son discours de Saint-Étienne n'a pas été seulement une dénonciation énergique de mœurs politiques abominables, mais une rupture avec ceux qui les

représentent. Négligeant M. Doumergue qui n'est qu'un paravent, il est allé droit à M. Caillaux, et lui a adressé quelques-unes de ces paroles qui créent entre les hommes de l'irréparable, — autant du moins qu'il y en a en politique. C'est bien la guerre que M. Briand a déclarée, en quoi d'ailleurs il n'a fait qu'une réplique : le club de la rue de Valois avait commencé.

Mais on s'est demandé ce que serait le lendemain du discours de Saint-Étienne. En aurait-il un ? L'action entamée en paroles si véhémentes se poursuivrait-elle en actes ? Le caractère de M. Briand pouvait inspirer des doutes à ce sujet. Il est éloquent mais nonchalant et, après avoir fait un discours, il est sujet à de longs repos. C'est bien à tort qu'on l'a traité d'« endormeur; » il ne l'a pas été au pouvoir; mais il paru quelquefois endormi lorsqu'il n'y était plus. S'est-il, cette fois, réveillé tout à fait et pour longtemps? Nous voulons l'espérer et notre espoir vient de la convocation qu'avec quelques-uns de ses collègues, il a adressée à une centaine de sénateurs et de députés, pour les inviter à s'unir à lui et à s'organiser en vue des élections prochaines. Parmi les collègues de M. Briand qui ont signé avec lui cette convocation, il y a MM. Barthou, Jean Dupuy, Pichon, Étienne, Millerand, Thierry, Joseph Reinach, Klotz, Guist'hau, etc. Ce sont là des noms qui comptent dans le monde parlementaire et un tel groupement peut, à coup sûr, soutenir la comparaison avec celui de la rue de Valois. L'organisation manquait au parti républicain de gouvernement : va-t-on enfin lui en donner une? On voit ce qu'elle a fait du parti radical-socialiste, qui est celui de toutes les médiocrités, et, certes, nous connaissons la force des médiocrités lorsqu'elles s'unissent; nous la connaissons trop ; mais les capacités ont aussi la leur, lorsqu'elles s'unissent à leur tour. En tout cas, nous voyons pour la première fois des hommes qui d'ordinaire se réservent davantage, craignent de s'engager et volontiers s'abstiennent, se grouper ostensiblement autour d'un drapeau hardiment levé. Le discours de Saint-Étienne est en partie une défense personnelle et en partie une attaque contre des adversaires insolens, mais il est aussi un programme, et ce programme peut se résumer en quelques mots : abolition des tyrannies locales, indépendance de l'administration, liberté électorale. C'est un noble programme : puissent tous ceux qui l'acclament le soutenir fidèlement jusqu'au bout! S'il en est ainsi, il y aura quelque chose de changé dans la République.

La partie la plus spirituelle, la plus piquante, la plus amusante du discours de Saint-Étienne est celle où M. Briand compare les belles

promesses que faisait le parti radical-socialiste avant d'arriver au pouvoir, avec les minces résultats qu'on a pu constater après. Au moment même où le ministère a été constitué, ses amis criaient bien haut : — Enfin, on va voir ce qu'est la vraie politique républicaine, faite par de vrais républicains, sans compromission avec personne, sans autre souci que le triomphe de l'idée ! — Naturellement tout le monde a ouvert les oreilles et les yeux : on a entendu la plus fade des déclarations ministérielles et on n'a vu encore aucun changement appréciable dans la politique courante, si ce n'est qu'elle est plus mal faite. Le nouveau gouvernement a annoncé qu'il appliquerait la loi militaire ; le lendemain, il a fait voter l'augmentation des soldes; le surlendemain, il s'est préoccupé de la loi électorale, — il l'a bien fallu ! — et il a promis de chercher un terrain de conciliation entre les deux Chambres. Où est le changement? Où sont les miracles promis? Les amis du ministère se contentent de dire qu'il ne faut pas le croire sur parole et qu'il cache son jeu en attendant son heure. En l'attendant, beaucoup d'entre eux ne se gênent pas pour voter contre lui, après s'être toutefois distribué les rôles de manière à être sûrs de ne pas le renverser. On peut s'amuser de cette comédie et M. Briand ne s'en est pas privé.

Il y a pourtant un domaine où le nouveau ministère entend innover : c'est celui qui appartient en propre à M. Caillaux, le domaine financier. La force politique et parlementaire de M. Caillaux tient surtout à la compétence qu'on lui reconnaît dans les questions de finance : on l'attendait donc là, on se demandait ce qu'il allait faire. Il ne semble pas, jusqu'ici, qu'il ait fait des merveilles. Loin d'être rassérénée, la situation financière apparaît plus grave avec lui qu'avec son prédécesseur. Le déficit budgétaire s'élève, pour l'année prochaine, à environ 800 millions. M. Caillaux, grâce à des compressions qui ressemblent un peu à de la prestidigitation, promet de le réduire à 600 : c'est à peu près le chiffre de M. Dumont. Mais s'il est vrai que le déficit réel soit de 800, on ne nous fera pas croire à une compression capable de le diminuer de 200 : ces 200 millions se retrouveront, à peu de chose près, dans les futurs crédits supplémentaires. Quoi qu'il en soit, M. Caillaux avoue un déficit de 600 millions et il ajoute qu'il ne demandera rien à l'emprunt pour en couvrir une partie. En principe, il a raison : nous sommes l'ennemi des expédiens qui ne durent qu'une année, ou même plusieurs, mais finissent par manquer, et nous n'avons eu aucun goût pour le compte provisionnel que M. Dumont voulait rouvrir. 600 millions à demander

d'un seul coup à l'impôt n'en sont pas moins une sorte de gageure devant laquelle M. Caillaux reculerait sans doute si, étant le chef de son parti, il n'était pas obligé de le suivre. Aussi annonce-t-il qu'il va enfin, pour lui complaire, demander aux Chambres de voter l'impôt sur le revenu, ou plutôt le demander au Sénat, car la Chambre l'a déjà voté, et c'est précisément l'impôt voté par la Chambre qu'il entend imposer au Sénat. Ce sera l'impôt progressif avec déclaration obligatoire et contrôlée. M. Caillaux n'en attend pourtant pas 600 millions du premier coup ; on les lui demandera plus tard, et même davantage ; pour aujourd'hui, on « conjuguera » l'impôt sur le revenu avec une augmentation des droits successoraux. Cette « conjugaison » a de quoi effrayer. Le précédent ministère avait déjà proposé une augmentation des droits successoraux : en y ajoutant l'impôt sur le revenu et sur le capital, nous aurons toutes les bonnes choses à la fois.

Eh quoi ! dira-t-on, M. Caillaux va-t-il vraiment augmenter les impôts de 600 millions à la veille des élections ? Il pourrait le faire sans que la grande majorité des électeurs s'en aperçussent tout de suite, car ils comprennent peu de chose aux votes de la Chambre et ne sentent le poids des impôts qu'au moment de les payer : or, les impôts nouveaux, quelque rapidité qu'on y mette, ne pourraient être définitivement votés, si tant est qu'ils puissent l'être, qu'à la veille même des élections. Mais ils ne le seront pas de sitôt : on va voir un phénomène sans précédent : une Chambre qui, élue pour quatre ans, n'aura pas voté quatre budgets. C'était non seulement son droit, mais son devoir strict de le faire, et une défaillance pareille aurait été regardée par les Chambres d'autrefois comme un déshonneur qui les aurait disqualifiées. La Chambre actuelle est plus coulante : elle ne votera pas son quatrième budget et ne s'en présentera pas moins triomphalement devant les électeurs. L'impôt sur le revenu auquel M. Caillaux tient à attacher son nom ne sera donc voté que par la Chambre future : en attendant on vivra sur des douzièmes provisoires, et M. Caillaux bataillera avec le Sénat. Il s'est déjà présenté une première fois devant la Commission des Finances de la Haute Assemblée ; on savait de part et d'autre à quel point on était éloigné de s'entendre ; on n'a même pas essayé de le faire et chacun est resté sur ses positions. Il faut vivre pourtant : en attendant des impôts qui ne seront pas votés avant l'été, de quoi vivra M. Caillaux ? Il vivra de petits emprunts faits à droite et à gauche. Il a retiré le projet d'emprunt de 1 300 millions qu'avait déposé son prédécesseur, mais il a fait

voter par la Chambre une disposition qui élève de 600 à 800 millions le chiffre des bons du Trésor qu'il est autorisé à créer pour le service de la Trésorerie et les négociations avec la Banque de France : et la Chambre, qui se livre si souvent à de si vains bavardages, a voté ce chiffre sans le discuter! C'est, il est vrai, une simple faculté qui est donnée au ministre et, en d'autres circonstances, on pourrait espérer qu'il n'en userait pas jusqu'à épuisement. Aujourd'hui, comment le croire? Les nouveaux impôts ne devant être votés qu'à une date lointaine, M. Caillaux a annoncé que l'emprunt ne serait émis qu'après ce vote. C'est le renvoyer aux calendes grecques. Quel en sera d'ailleurs le chiffre? Nul ne le sait encore, pas même M. Caillaux sans doute. Il s'est contenté de dire que les dépenses militaires auxquelles il doit pourvoir étaient plus élevées que ne l'avait cru l'ancien Cabinet, et le fait est d'autant plus certain que M. Caillaux y joint les dépenses du compte spécial de la Marine. Et quel sera le type adopté pour l'emprunt? M. Caillaux abandonne celui qu'avait choisi son prédécesseur: rente 3 p. 100 perpétuelle; il préfère une rente amortissable en vingt ans. Il a peut-être raison, mais que de questions se dressent au seuil de l'année nouvelle! Comment ne pas en trembler? Tant de perspectives incertaines, obscures, inquiétantes, ne sont pas faites pour améliorer la crise économique qui pèse déjà si lourdement sur nous.

Nous avons dit que M. Caillaux avait renvoyé à plus tard l'emprunt que le ministère Barthou voulait faire tout de suite. Cette résolution n'affectera pas seulement notre politique intérieure, elle intéresse aussi notre politique extérieure. On sait que tous les pays balkaniques, y compris la Porte ottomane, ont grand besoin d'argent, et que nous sommes mieux à même que personne de leur en prêter dans des conditions rémunératrices pour nous et avantageuses pour eux. La Chambre cependant s'est préoccupée de l'ordre à mettre dans ces emprunts et elle a voté une motion en vertu de laquelle le gouvernement ne peut pas autoriser des emprunts étrangers avant que nous ayons fait notre emprunt national. Le Cabinet Barthou, sans attendre d'y être convié par un vote parlementaire, avait pris spontanément une résolution analogue; il l'avait même notifiée aux gouvernemens intéressés, qui l'avaient acceptée ; mais, comme il se proposait de faire l'emprunt français immédiatement, le retard pour les autres devait être très court et dès lors sans inconvénient. Il n'en est plus de même aujourd'hui, puisqu'on ne sait plus à quel moment M. Caillaux fera notre emprunt. La règle que lui a imposée

la Chambre au sujet des emprunts étrangers est générale, elle ne fait pas d'exception. On dit pourtant que M. Caillaux a l'intention d'autoriser un emprunt russe et un emprunt serbe, sous prétexte qu'ils avaient déjà été consentis par le Cabinet Barthou. Le peut-il après le vote de la Chambre? Espère-t-il lui arracher un vote nouveau et différent? Obtiendra-t-il même une liberté qui s'étendrait à d'autres emprunts? Qui pourrait le dire? On comprend de quel moyen d'action le gouvernement de la République est privé en attendant, mais on comprend aussi le scrupule de la Chambre. Nous ne voyons qu'un moyen de sortir de la difficulté que M. Caillaux s'est créée à lui-même très bénévolement. Pourquoi retarde-t-il un emprunt dont l'ajournement alourdit les charges de notre Trésorerie et nous paralyse à l'étranger? Il le sait sans doute : quant à nous, nous ne nous chargeons pas de le dire. Si c'est à cela qu'aboutit cette science financière qu'on a tant vantée, nous demandons qu'on nous ramène à M. Dumont. Il n'avait pas de génie, mais il avait du bon sens.

On se demande beaucoup si le ministère vivra jusqu'aux élections : l'événement seul peut répondre, il y a des chances dans les deux sens. Quoi qu'il en soit, l'année qui avait si bien commencé finit mal. Le pays avait espéré un peu de calme, d'apaisement, de justice; son espérance a été déçue ; le retour au pouvoir des radicaux-socialistes a tout remis en question. La politique de combat recommence. Sans doute on s'en apercevra peu au premier moment, parce que le ministère, dans la fragilité dont il a conscience, sent le besoin de tout ménager pour qu'on le laisse vivre ; mais les intentions de ses amis ne sont pas douteuses ; on les a vus à l'œuvre, on les y reverra, si la France, aux élections prochaines, s'abandonne une fois de plus, à un parti dont elle a éprouvé la triste et odieuse politique. Qu'elle n'attende son salut que d'elle-même.

A propos des emprunts étrangers, nous venons de dire qu'ils étaient un de nos moyens d'influence au dehors : tout le monde reconnaît, en effet, que la France, bien qu'elle ne soit peut-être pas plus riche que telle ou telle autre nation, est celle de toutes qui a le plus d'argent immédiatement disponible et que cette disponibilité est une force. Si cette vérité n'était pas évidente par elle-même, on en aurait une preuve dans les suggestions qui nous viennent de Saint-Pétersbourg au sujet de l'emprunt turc. La Russie, et avec elle la France et l'Angleterre, sont engagées en ce moment dans un échange de vues

avec la Porte au sujet de la situation militaire qu'on fait à Constantinople à un général allemand. Nous pouvons sans doute, en retardant l'emprunt comme la Russie le désire, faire sentir à la Porte tout le sérieux que la question a pour nous : mais, pour ajourner l'emprunt turc, il faudrait d'abord être libre de l'autoriser tout de suite et la politique financière de M. Caillaux, combinée avec la motion de la Chambre, nous prive de cette liberté.

De quoi s'agit-il dans la question qui s'agite à Constantinople? On sait qu'il y avait en Turquie, avant la guerre des Balkans, une mission militaire allemande commandée par le général von der Goltz. Après la guerre, on a pu se demander si cette mission serait renouvelée et dans quelles conditions : on n'a pas tardé à constater que le gouvernement ottoman n'avait rien perdu de sa confiance dans l'instruction militaire allemande, et qu'il était décidé à y recourir de nouveau. C'était son droit, et personne n'avait rien à y redire; mais on a appris bientôt que, non content de confier à un général allemand l'instruction militaire de son armée, le gouvernement turc lui donnait par surcroît le commandement direct d'un de ses corps d'armée, du premier, de celui qui est à Constantinople même. Cette investiture, lorsque le projet en a été connu, a provoqué à la fois de l'étonnement et de l'inquiétude. Que le gouvernement jeune-turc dont le nationalisme est si susceptible, si ombrageux, si agressif quelquefois, et qui semblait avoir un si haut sentiment de sa dignité, se soit mis dans la main d'un général étranger au point de faire dépendre de lui sa sécurité, il y avait lieu d'en être surpris. Néanmoins, il en était le maître. Mais la question change de face si le corps d'armée dont le général Liman von Sanders reçoit le commandement est celui-là même qui est chargé de la défense de Constantinople et des détroits.

D'où vient l'intérêt que tant de grandes Puissances européennes portent à la Turquie, intérêt qui lui a permis de prolonger jusqu'aujourd'hui sa vie si accidentée? Il vient de la confiance qu'on a en elle pour la garde de ce point géographique, d'où une Puissance plus forte et qui aurait de plus grandes ambitions européennes pourrait menacer toutes les autres, les unes dans leurs intérêts politiques, les autres dans leurs intérêts commerciaux. On a voulu que la clé des détroits restât entre ses mains : que devra-t-on penser, si elle la met entre les mains d'autrui ? Ce n'est pas exagérer beaucoup que de voir là toute la question d'Orient. Si la Porte n'est pas aujourd'hui, comme dans le passé, la gardienne fidèle des détroits, lui laissera-t-on un soin qu' elle se reconnaît elle-même incapable de

remplir? On s'en est ému à Saint-Pétersbourg, et rien n'est plus naturel, puisque la plus grande partie du commerce russe passe par le Bosphore et par les Dardanelles, et que tout changement important dans les garanties qu'offre l'état de choses actuel y doit être encore plus vivement senti que partout ailleurs. La politique traditionnelle de la Russie consiste, au surplus, à ne renoncer à ses propres vues sur Constantinople qu'au profit de la Porte, et on a vu dans la dernière guerre qu'elle n'accepterait pas aisément qu'une autre Puissance, même de moyenne force, s'y établît. La situation faite au général Liman von Sanders devait donc être relevée à Saint-Pétersbourg et, si on ne s'en est pas suffisamment rendu compte à Constantinople même, au milieu du désarroi des esprits et de l'abaissement des caractères, il serait plus surprenant qu'on s'y fût trompé à Berlin. Néanmoins, on a passé outre : l'idée qu'un général de l'armée allemande commanderait à Constantinople a pu séduire certaines imaginations qui visent au grand et s'embarrassent peu des moyens. On n'y a pas prévu les objections russes, ou on ne s'y est pas arrêté. Ces objections sont venues pourtant et tout d'abord la Russie, dans la confiance que lui inspire l'amitié de l'Allemagne, confiance obstinée et que rien n'a encore pu ébranler, la Russie a cru qu'en agissant seule à Berlin, elle y aurait gain de cause. Il semble bien que cette espérance ait été déçue, puisque la Russie a finalement proposé à la France et à l'Angleterre de faire une démarche avec elle à Constantinople pour y demander des explications sur la situation faite au général Liman von Sanders. La Porte a jusqu'ici répondu d'une manière évasive ; elle s'est appliquée à diminuer l'importance des fonctions attribuées au général allemand ; elle a enfin invoqué un précédent : les journaux disent, en effet, qu'un général anglais commande la flotte ottomane au même titre que le général von Sanders commanderait un corps d'armée. Mais qui ne voit la différence des deux situations? Il y a une armée turque; elle est même reconstituée aujourd'hui dans des conditions qui la rendent très respectable ; il n'y a pour ainsi dire pas de flotte turque, et l'Angleterre pourrait renoncer au commandement qu'exerce sur elle un de ses officiers, sans que sa force morale et matérielle en fût diminuée en Orient de la valeur d'un atome. Il n'en est pas de même dans l'autre cas et l'analogie qu'on cherche à établir entre eux est toute superficielle. L'affaire traîne pourtant et nous ne saurions dire comment elle se dénouera, à moins qu'un retour de bon sens et de raison, comme le prince de Bismarck en a eu quelquefois lorsqu'il

s'est aperçu qu'il s'était trompé, ne modifie l'attitude du gouvernement allemand. Si on ne peut guère compter sur la Turquie, puisqu'elle met sa dignité à se subordonner et à s'asservir, il n'est pas impossible qu'à Berlin, on hésite à se brouiller décidément avec la Russie pour un intérêt dont nous ne méconnaissons pas l'importance, mais que les circonstances peuvent rendre plus apparent que réel.

La Russie aura notre concours, nous avons à peine besoin de le dire, et aussi celui de l'Angleterre, nous en sommes convaincu. Ce concours lui est d'autant plus assuré que l'Angleterre et nous avons, bien qu'à un degré moindre, le même intérêt qu'elle dans la question. Mais, avant de s'engager dans une affaire et d'y engager ses alliés et amis, il arrive quelquefois à la Russie de n'avoir calculé ni tous les obstacles, ni les moyens d'action à y opposer. De là des surprises subites, des découragemens, des reculs même. Il serait trop facile d'en citer des exemples : peut-être des souvenirs récens ont-ils facilité l'accord de l'Allemagne et de la Porte, qui se sont sans doute attendues à des résistances, mais ont pensé qu'elles seraient provisoires, et qu'on les vaincrait avec un peu de persévérance et de ténacité. Nous ignorons les moyens d'action du gouvernement russe. Les journaux disent qu'il attend de nous que nous ajournions l'emprunt turc : nous avons dit dans quelle situation nous met à ce sujet le vote de la Chambre. Les journaux disent encore que la Russie pourrait faire une opération en Asie, en Arménie : elle soulèverait par là les plus redoutables problèmes et causerait encore plus de préoccupations à l'Europe que d'embarras à la Porte. Des compensations qu'elle s'assurerait en Asie ne modifieraient d'ailleurs en rien, et ne pourraient même qu'aggraver la situation à Constantinople. Le moyen le plus sûr d'obtenir satisfaction est encore, pour la Russie, de faire sentir à Berlin que, cette fois, l'affaire est sérieuse, et que la brouille qui pourrait en résulter entre les deux gouvernemens ne serait pas l'affaire d'un jour. Mais la Russie, dans sa faiblesse invétérée pour l'Allemagne, est-elle à même de lui donner fortement cette impression ?

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

ne-
nis-
pas
: la
oor-
que

e le
Ce
ons,
ion.
s et
les
ises
cile
ilité
lues
, et
Nous
naux
ure :
e de
faire
plus
ns à
'elle
our-
en le
faire
uille
pas
pour
pres-